

Le Monde

DERNIÈRE ÉDITION
BOURSE

QUARANTE-QUATRIÈME ANNÉE - N° 13312 - 4,50 F Fondateur : Hubert Beuve-Méry Directeur : André Fontaine MARDI 17 NOVEMBRE 1987

Péché de terrorisme en Irlande

Ce n'est certes pas la première fois que l'Église catholique dénonce les activités de l'IRA, mais les évêques irlandais n'avaient jamais condamné l'organisation clandestine en termes aussi forts. Le texte lu, dimanche, dans toutes les églises de l'île, au Nord comme au Sud, ne laisse aucune place à certaines des reticences ou hésitations souvent relevées avec amertume par les protestants dans le passé. Invocant un choix nécessaire entre le bien et le mal, stigmatisant le péché, voilà qui, dans la très pieuse Irlande, équivaut presque à une menace d'excommunication.

Après l'attentat d'Enniskillen, qui a fait onze morts et une soixantaine de blessés, le 8 novembre, cette lettre épiscopale est venue en quelque sorte mettre un point d'orgue à une série de réactions sans précédent, aussi bien en Ulster qu'en République, au sein de la communauté catholique et nationale. Durant toute la semaine, cinquante mille Dublinois ont signé un livre de condoléances adressé aux familles des victimes - protestantes - d'Enniskillen. La radio, la télévision et les transports publics ont interrompu leur service pour marquer, dimanche, une minute de silence. A Dublin, mais aussi à Belfast, des catholiques et des protestants se sont réunis pour prier ensemble dans un rare des cas.

Le gouvernement de Dublin, au dépit de ses réserves, vient de constater qu'il s'apprêtait à mettre un terme au procès de condamnation de la convention européenne sur le terrorisme, acceptant donc l'extradition quasi systématique entre l'Irlande et le Royaume-Uni de toute personne soupçonnée de crimes de cette nature.

L'attentat d'Enniskillen coûte cher à l'IRA. Il aura eu pour conséquence, en quelques jours, des conséquences tout à fait inédites à l'égard de la République. Le deuxième anniversaire de la signature de l'accord anglo-irlandais, tant décrié, aussi, par les partis unionistes, n'a donné lieu de leur part à aucune manifestation de rue d'ampleur comparable à celles des années précédentes.

Alors que les promoteurs de cet accord, toujours sans grand succès, ne cessent plus qu'à inventer pour en rappeler l'existence, soudain l'entente entre Londres et Dublin reprend de l'importance. Les deux gouvernements ont voulu le souligner à l'occasion de la rencontre, lundi 16 novembre à Dublin, du ministre des affaires étrangères de la République, M. Brian Lenihan, et du secrétaire d'Etat britannique pour l'Irlande du Nord, M. Tom King.

Les extrémistes des deux bords, les partisans de l'IRA ou les groupes « loyalistes » protestants, ont subi un sérieux revers avec ces rapprochements, qu'il s'agisse de celui réaffirmé entre Londres et Dublin ou de celui qui vient de se produire entre les deux communautés. Un acquis fragile, certes, mais, après tant d'années de déchirements, le moindre lueur d'espoir d'apaisement vaut d'être mise en valeur.

(Lire nos informations page 3.)

M 0147 - 1117 0 - 4,50 F



3790147004500 11170

Concertation économique à Bruxelles et à Paris L'espoir d'un accord sur le budget américain provoque une détente des marchés financiers

Les marchés boursiers et monétaires poursuivent son mouvement de hausse, et la Bourse de Paris enregistre, dans la matinée, une progression de 4,2 %. Le dollar s'échangeait à 1,7140 DM, 137,10 yens, 5,7850 francs.

Après avoir donné la fâcheuse impression de subir la crise boursière et monétaire, les gouvernements des pays industriels vont tenter de prouver aux marchés qu'ils sont prêts à reprendre le contrôle de la situation. Les déclarations du président Reagan, le samedi 14 novembre, ont donné le signal du dégel. Dépassant les simples propos élogieux sur la possibilité d'un accord entre la Maison Blanche et le Congrès sur une réduction du déficit budgétaire, M. Reagan a pour la première fois chiffré l'effort envisagé : 30 milliards de dollars pour l'exercice budgétaire 1988, 50 milliards pour le suivant.

Les hasards du calendrier faisant, pour une fois, bien les choses, les Américains et leurs partenaires pourront faire le point sur les conséquences de la crise comme sur celles d'un progrès dans la rigueur aux Etats-Unis, lors d'une réunion de l'OCDE les 16 et 17 novembre, alors que les ministres des finances des Douze, à Bruxelles, pourront de leur côté discuter d'une éventuelle stratégie européenne de la croissance.

Trois niveaux de discussion qui s'ouvrent sur de solides interrogations. Le scénario envisagé dès le début de la tournée, que l'histoire fixera au « lundi noir » de Wall Street, le 19 octobre, reste

valable. A la « cigale » américaine d'apporter la preuve de ses bonnes intentions en limitant ses ardeurs dépensières, aux « fourmis » japonaise et allemande de desserrer les cordons pour permettre à l'économie mondiale d'éviter une croissance trop faible, voire une récession si le laisser-faire général persistait sur fond de chute du dollar. Il est toujours prévu qu'une réunion du groupe des sept principaux pays industriels fixe de nouvelles règles du jeu pour les parités monétaires comme pour les politiques économiques.

FRANÇOISE CROUGNEAU.
(Lire la suite page 40, et page 45, l'article de BRUNO DETHOMAS « Quand les Japonais se peignent les Etats-Unis ».)

Panorama des sondages Le « Barre » en hausse, le « Mitterrand » stable

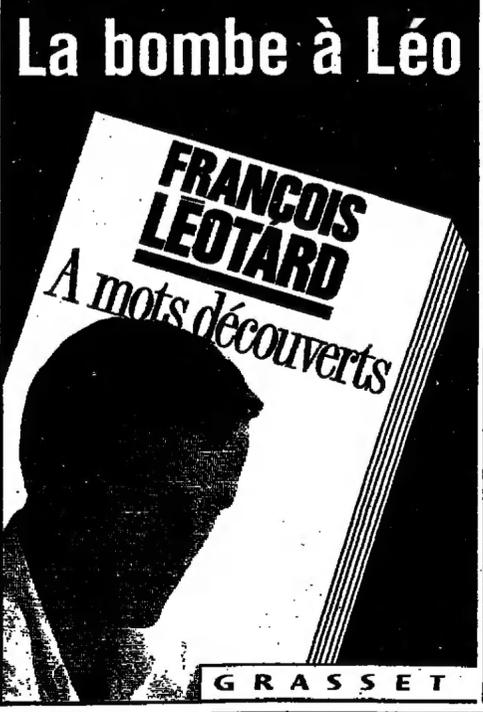
M. Mitterrand devait répondre, le lundi 16 novembre, de 18 heures à 19 h 30, aux questions de Philippe Alexandre à RTL. Cette intervention pourrait modifier les résultats des prochains sondages dont la dernière vague montre une hausse de la cote de M. Barre et une stabilité de celle du chef de l'Etat.

elles sur l'opinion des effets immédiats, profonds, à la mesure du retentissement que leur donne la presse, dont c'est le rôle ? Ce n'est pas évident, du moins pas encore, soit que les délais d'implémentation et de réaction demandent plus de temps qu'on ne l'imagine, soit que l'opinion, sans illusions ou par indifférence, ne se mobilise pas.

Un exemple : la société de sondage BVA constate, dans une enquête effectuée du 15 au 20 octobre après de 935 personnes pour le compte de Paris-Match et d'Europe 1, que les malheurs de la Bourse n'intéressent que... les actionnaires : 56 % des personnes interrogées - la droite n'étant guère plus attentive que la gauche - n'y prêtent aucune attention, et seulement 15 % s'y intéressent vraiment, proportion à rapprocher des 14 % de personnes interrogées qui déclarent avoir acheté des actions des sociétés privatisées.

Les avis sont, au demeurant, très partagés sur les privatisations, qui sont approuvées par une courte majorité relative (37 % à 39 %, suivant les groupes cités), avec une réaction remarquable en ce qui concerne l'IF1, dont le passage au privé est désapprouvé par 56 %.

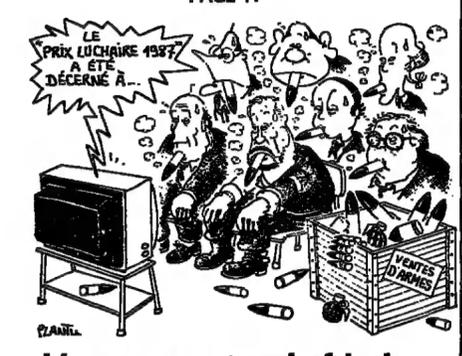
(Lire la suite page 9.)



FRANCOIS LEOTARD
A mots découverts
GRASSET

A L'ÉTRANGER : Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,50 dr. ; Tunisie, 600 m. ; Allemagne, 2 DM ; Autriche, 18 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 AS ; Côte-d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 10 kr. ; Espagne, 165 pes. ; G.-B., 80 p. ; Grèce, 160 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1.700 L. ; Libye, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 12 kr. ; Pays-Bas, 2,25 fl. ; Portugal, 130 esc. ; Sénégal, 335 F CFA ; Suède, 12,50 sc. ; Suisse, 1,50 S. ; USA, 1,50 \$; USA (West Coast), 1,75 \$.

Tahar Ben Jelloun, prix Goncourt René-Jean Clot, prix Renaudot



L'engagement sud-africain aux côtés de l'UNITA
Le président Botha a récemment effectué une « tournée des popotes » dans le sud de l'Angola.
PAGE 7

Couples métissés
La multiplication des mariages entre Français et immigrés.
PAGE 11

Le Monde
ÉCONOMIE
À travers l'Aube : For des rebuts
Un reportage de François Grosrichard : de l'ouest à l'est du département de l'Aube, qui accueille des équipements « dangereux », mais bénéficie des retombées financières et sociales. Une centrale nucléaire à Nogent-sur-Seine, le stockage des déchets radioactifs à Soufrière-Dhuys, mais de l'argent et des emplois.
L'état de la France : une économie sans indulgence
par MICHEL JOBERT.
La chronique de Paul Fabra
sur les fausses victoires du marché : « A bout de souffle ».
Pages 35 à 38
Le sommaire complet se trouve page 48

Le dénouement tragique d'un enlèvement crapuleux En Argentine, les séquelles d'une dictature...

BUENOS-AIRES
de notre correspondant

Le dénouement tragique d'un enlèvement crapuleux, parmi d'autres, a révélé au grand jour le travail de termites exécuté par d'anciens agents de la dictature et la nécessité pour M. Alfonsín de terminer le grand nettoyage engagé par son gouvernement.

Il y a quelques jours, après deux ans d'une enquête à rebondissement, le « cas Sivak », cet homme d'affaires enlevé deux fois en six ans et jamais retrouvé, a enfin été éclairci. Mais la vérité a créé stupeur et indignation : l'homme qui a avoué avoir tué Osvaldo Sivak après avoir touché une rançon de plus de 1 million de dollars est un policier. Ses complices sont aussi des policiers.

Un scandale de plus dans cette affaire, qui en avait déjà provoqué plusieurs. L'année dernière, la famille de l'industriel disparu avait demandé l'aide du gouvernement. Or les enquêteurs, des agents du ministère de la défense, recommandés par le ministre de l'Intérieur de l'époque, M. Antonio Troccoli, étaient en fait des escrocs.

Ils ont réussi à soutirer 275 000 dollars aux Sivak sous le fallacieux prétexte qu'il leur fallait « acheter » certains renseignements. Pis encore. Le ministère de

l'Intérieur avait lui-même contribué, en payant 25 000 dollars, « dans d'avis politiques » et non pas fonds de l'Etat, avait précisé M. Troccoli, lors d'une interpellation au Congrès.

L'affaire avait provoqué la démission du ministre de la défense d'alors, M. German Lopez, et si M. Troccoli - qui a quitté le gouvernement après la défaite électorale de septembre dernier - s'était alors accroché à son siège, il risque aujourd'hui d'être accusé de « dissimulation d'informations ».

L'affaire Sivak pourrait, de plus, n'être que la pointe d'un iceberg aux dimensions encore incertaines, mais qui donne le frisson aux Argentins. L'assassin avoué ne s'est pas contenté de dévoiler l'endroit où était enterré Sivak. Il a aussi permis de retrouver presque au même endroit le corps d'un autre homme d'affaires enlevé en 1978, Benjamin Neuman.

La pratique des enlèvements crapuleux par des groupes paramilitaires ou parapoliciers - chargés par ailleurs de la répression politique - était tellement répandue en Argentine pendant les années 70 que les fouilles entreprises par la police pourraient conduire à la découverte de nouveaux cadavres.

Le cas Sivak est, à bien des égards, exemplaire. Cet homme était riche, il était juif comme la plupart des autres victimes, et de gauche. Une proie de choix. Lors de son premier enlèvement en 1979 sous la dictature, deux des ravisseurs avaient été appréhendés au moment du paiement de la rançon. C'étaient des policiers. L'enquête avait alors bizarrement tourné court.

Osvaldo Sivak avait alors engagé comme garde du corps personnel l'un des policiers qui avaient brillamment permis l'arrestation des deux ravisseurs. Mais après quatre mois de mauvais services, il l'avait renvoyé. C'est ce même homme, l'inspecteur de la police fédérale Roberto Bulesti, qui organise en 1985 le second enlèvement. Parmi ses complices, on a déjà retrouvé un membre de la bande qui avait participé au premier enlèvement.

Mais, cette fois, la rançon payée - plus de 1 million de dollars - Sivak ne réapparaît pas. Et pour cause. Il ne connaissait que trop bien le chef de ses ravisseurs.

Sa femme Marta profite tout naturellement de ses contacts au gouvernement radical, où elle travaille, pour demander de l'aide au président Alfonsín lui-même.

CATHERINE DERIVERY.
(Lire la suite page 5.)

Débats

Les présidentiables à l'épreuve de la crise

L'homme d'Etat doit s'imposer autrement qu'en s'inclinant devant les tabous et les idées dominantes

La crise boursière porte un sérieux coup à l'espoir des présidentiables d'échapper à un débat de fond sur la crise économique. Il ne suffira pas de déclarer qu'il s'agit d'un événement accidentel et conjoncturel comme vient de le faire le premier ministre pour assécher une crédibilité qui sera sans doute l'un des principaux critères de choix des électeurs.

Jamais sous la V^e République une élection présidentielle ne s'est autant apparentée à un jeu : M. Mitterrand sera-t-il candidat ? Si oui, que fera M. Rocard ? Et si non, quelle sera la stratégie du PS ? Qui l'emportera à droite au premier tour ? Comment se fera le report des voix de M. Le Pen ? etc., etc.

Jamais les enjeux véritables n'ont été à ce point ignorés. Tous les sondages montrent que les Français placent le chômage et la crise économique loin en tête de leurs préoccupations. Le chômage apparaît néanmoins comme le grand absent du débat. C'est que les échecs successifs de la droite, de la gauche et de nouveaux de la droite sont trop présents dans les esprits pour que les candidats puissent se contenter de promesses inouïes, fondées sur des références idéologiques dont chacun a pu vérifier la vanité. Il est donc tentant d'étudier la question. Mais, même si les électeurs n'attendent pas de remèdes miracles, comment douter qu'ils porteront au pouvoir celui qui leur paraîtra le plus à même de comprendre et de combattre la crise économique ?

Aussi longtemps que le chômage sera perçu par l'opinion publique comme une fatalité, les candidats de droite bénéficieront d'un avantage déterminant. Comme l'écrivait en 1978 M. Jacques Chirac, dans un ouvrage bien oublié : « Le libéralisme économique rend aux dirigeants l'immense service de prendre en charge les responsabilités générales de l'évolution... Il correspond merveilleusement aux dispositions d'esprit des dirigeants conservateurs, puisqu'ils restent dirigeants sans avoir trop à diriger, mieux : avec mission expresse de très peu diriger, afin de laisser faire les mécanismes naturels (1) ».

Pour ne rien faire face au chômage, M. Barre est incontestablement le meilleur candidat. Certes, au cours des cinq années où il a gouverné la France, le chômage et l'inflation ont considérablement augmenté. Mais il est toujours identifié à la politique d'austérité à laquelle les autres candidats ne se sont ralliés qu'en cours de route. La gauche a réhabilité M. Barre en adoptant cette politique en mars 1983. La popularité de ce dernier date précisément de cette époque. M. Chirac a conforté la crédibilité de M. Barre en se convertissant bien tardivement au libéralisme. M. Delors représente ainsi la version socialiste du barriisme, et

Par ANDRÉ GRJEBINE (*)

M. Balladur sa version chirurgicale.

M. Chirac a trop souvent changé de discours pour que, quel qu'il soit, celui-ci puisse être crédible. Il ne peut compter que sur son énergie débordante, sa maîtrise des campagnes électorales, la puissance de son parti et son contrôle de l'Etat pour être élu, étant entendu que les électeurs ne sauront jamais ce qu'il fera une fois à l'Elysée.

Dans ce contexte, les candidats de gauche partent avec un double handicap : 1) ils ne peuvent se prévaloir des « mécanismes naturels » pour justifier la montée du chômage : la gauche ne peut s'y résigner sans se trahir ; 2) l'antériorité de M. Barre dans la politique d'austérité est incontestable. Pour faire du barriisme, ne vaut-il pas mieux avoir recours à l'original ?

M. Mitterrand peut faire valoir sa capacité de gérer les situations les plus difficiles, d'abord face aux communistes, depuis 1986 dans la cohabitation. Mais la stature qu'il a acquise dans l'opinion publique sera-t-elle suffisante pour faire oublier l'échec de son septennat en matière de chômage, échec qui lui sera d'autant moins pardonné qu'il avait suscité de plus grands espoirs en 1981 ?

Imagination bridée

La situation de M. Rocard est plus difficile encore. Il est devenu populaire en s'opposant au discours idéologique dominant au sein du PS avant 1981. La transformation politique, médiatique et idéologique du pays l'a progressivement amené à renoncer au rôle de franc-tireur, qui a si longtemps été le sien. Mal à l'aise au gouvernement comme dans la cohabitation, il a vu son rôle se réduire à celui d'un « homme de liaison » entre le pouvoir et l'opinion. Persuadé que le système médiatique actuel interdit un langage adapté à la complexité des problèmes, il a réservé son « parler vrai » à la définition d'une méthode de l'action politique plus que d'un projet. Apparemment obnubilé par le ras de marée de l'orthodoxie économique qui condamnerait tous ceux qui ne font pas leurs tabous économiques en vogue, il s'est interdit de formuler des propositions susceptibles de rompre le conformisme ambiant. Or le réalisme économique s'est aujourd'hui largement répandu et, moins que les propositions utopiques devenues heureusement assez rares, c'est la résignation face à la crise qui fait problème. En bridant son imagination, M. Rocard ne passe pas pour plus sérieux mais pour moins nécessaire à la vie politique française. Il est ressenti comme trop original pour faire une politique conformiste pour laquelle les candidats abandonnent. Il ne l'est plus

(*) Maître de conférences à l'Institut d'études politiques de Paris.

assez pour paraître incontournable. Il s'imposera comme l'homme du projet audacieux que l'on est en droit d'attendre de lui, ou il se banalisera, et son audience se réduira au fil du temps.

Est-ce à dire que, en matière de crédibilité économique, les jeux sont faits en faveur de la droite ?

Contrairement à une idée reçue, le chômage ne sévit pas également dans tous les pays occidentaux. Pour ne prendre que deux exemples que tout oppose par ailleurs : en Suède, le taux de chômage n'est que de 1,8 % de la population active, et aux Etats-Unis, non seulement ce taux est moitié moins grand que ce qu'il est chez nous, mais surtout 8 % des chômeurs américains le sont depuis un an ou plus contre 48 % en France.

Encore faudrait-il que, après l'époque des « il n'y a qu'à » puis celle de la résignation, vienne enfin le temps des réformes lucides. Il est vrai que le dogmatisme et les tabous dominent le débat économique. Mais, de Gaulle à Gorbatchev, l'homme d'Etat est précisément celui qui refuse de s'incliner devant les idées dominantes pour s'imposer en imposant son message même et surtout s'il choque initialement l'opinion publique.

(1) Jacques Chirac, *Le Lézard de l'Espérance, réflexion du soir pour le matin*, La Table Ronde, 1978 (cité par F.O. Giesbert, Jacques Chirac, Ed. du Seuil, 1987).

Agonie d'une télévision

Par CLAUDE SANTELLI (*)

Le 30 septembre 1986, la loi Léotard était promulguée, aboutissant, après des débats passionnés et des compromis hasardeux, à un texte où les hommes de bonne volonté que nous sommes, artisans de la télévision, tentions de lire un avenir. De grands vides ; des incertitudes ; une application incertainement « myope » du libéralisme industriel à la plus grande entreprise de spectacles du pays. Mais — pourquoi pas ? — une mutation sans doute nécessaire : le désengagement confirmé de l'Etat ; le deuxième mandat du public et du privé ; et la formule magique du « mieux-disant culturel », que nous avions raison de prendre en dédain.

Plus d'un an a passé. C'est peu dire que le nouveau navire vogue de travers. Il fait eau de toutes parts.

Il suffit de constater le désengagement des téléspectateurs, la grogne des producteurs, l'angoisse et le découragement des auteurs et des réalisateurs pour mesurer l'ampleur de l'échec.

Jusqu'aux nouveaux diffuseurs privés qui eux-mêmes, oubliant leurs engagements formels, accusent les pouvoirs, se mettent à crier au volonte et à la trahison, s'investissent les uns les autres afin de justifier leur incapacité à appliquer des contrats — que nul ne les obligeait d'accepter, — et à respecter des promesses expressément qu'ils ont fait clairement aujourd'hui, réclament de ne pas être tenus. D'autant que le CNCL ne semble pas disposer d'un véritable pouvoir de régulation et surtout de sanction. C'est là une des insuffisances, hélas évidentes, de la loi Léotard.

Le « mieux-disant culturel » n'est devenu qu'un « mieux-disant culturel » qui ne profite qu'aux exportateurs de produits audiovisuels américains ou japonais de bas de gamme. Si du moins l'on avait voulu redonner au service public son âme, sa vraie vocation en en faisant un véritable outil de référence et d'ambition culturelle, en ne lui disputant pas avec mesquinerie ses ressources financières...

« A genoux devant le client » ! La terrible formule de Léon Bloy paraît les commandants de son époque peut aujourd'hui s'appliquer aux nouveaux diffuseurs privés qui, jour après jour, se désaisissent de leurs pouvoirs de programmeurs au profit des agences de publicité dont, à l'évidence, ce n'est pas le métier.

Les téléspectateurs d'aujourd'hui sont à « prendre » comme des rats dans la trappe. Comme des mouches sur la papier glu. A prendre le soir et à décroquer le matin, cadavres dérisoires, pauvres dépourvus attachés au char du dieu publicité. Ce dieu publicité dont, paradoxalement et au même moment, des études réalisées outre-Atlantique démontrent la dispendieuse inefficacité : sur cinq cent soixante messages atteignant le téléspectateur américain, neuf seulement sont perçus par celui-ci, dont trois le restent et de manière négative. Taux d'efficacité : 2 %.

Messieurs par la coupeur publicitaire qui choisit leurs œuvres, « Réalisateur.

répugnant à devenir hommes-sandwiches ou simples exécutants-robots, à qui seront imposés d'avance scénarios et coupes de théâtre destinés à amener la publicité, les auteurs et les réalisateurs vont désarmer le petit écran.

Des « conseils » impératifs leurs sont adressés par les nouveaux directeurs-types propres à séduire l'imagination limitée des annonceurs indésirés d'un héros, voire d'une héroïne, micronisme rapide de l'action, thèmes « télé-réateurs »... je n'invente rien.

Ainsi une littérature audiovisuelle agréée est-elle sur le point de naître, tel un art officiel de triste mémoire... C'est ainsi qu'un grand peuple prend le risque de perdre la tête : c'est bien de cela qu'il s'agit : de la mort progressive du programme, c'est-à-dire de notre imagination. C'est l'esprit d'une nation, sa mémoire et son espérance que l'on va tuer en chassant les artistes, les raconteurs d'histoires. C'est la conscience, c'est l'honneur de notre société tout entière, c'est l'usage de notre pays dans le monde. Ce serait bien la première fois dans l'histoire de la France.

Or on ne nous dit pas que tout cela est indéfectible et que notre combat est retardataire. Aux Etats-Unis s'amorce le reflux de la télévision du « tout publicitaire ». La Grande-Bretagne a su mettre les annonceurs à leur vraie place, sachant mieux utiliser les bénéfices de la publicité pour faire Channel Four...

« Pourquoi, disait récemment Pierre Desgrupes, une télévision privée serait-elle incapable de composer un programme avec décence, avec élégance, avec honneur ? »

Au Courrier du Monde

SEUIL

Propos sur la mort

J'ai lu l'étonnant article d'Anne Chénin dans le *Monde* du 4 novembre sur « le service des mourants » de l'Unité de soins palliatifs récemment ouverte à Paris.

Comment ne pas songer au vers de La Fontaine pour celui qui n'a plus rien à attendre : « Je voudrais qu'il est que on sort de la vie ainsi qu'un chat en queue ». Mais ce n'est là qu'une vue de l'esprit, certaines y versent sans doute un faux bon problème.

Il y a mille façons d'entrer dans la mort, comme nous le rappelle le célèbre monument de Bartholomé au Père-Lachaise. Non, l'homme ne meurt pas seul ! Il aborde le seuil fatal selon sa sensibilité, son éducation, il est escorté de ses croyances, religieuses ou non. La souffrance résonne, sans doute, mais celle-ci n'appartient-elle pas encore au domaine de la vie, et puis, pourquoi partir sans espoir ?

L'angoisse de Pascal ne nous surprend pas. Par contre, la sérénité d'un Socrate nous impose ! A ses derniers instants, Léon-Paul Fargue bougonnait contre la couleur de ses draps azurés : « Beaucoup trop de bleu... Indémodable ! »

ROBERT GOIN, (Saint-Denis, Cher.)

ÉCRITURES

L'argent n'est pas sale

Dans l'article intitulé « Le chaos et le bétail », vous écrivez que dans l'ancienne tradition chrétienne « l'argent est sale ». Voilà une vision simplificatrice et caricaturale du message biblique. Qu'en est-il en fait ? Paul, dans son épître à Timothée, écrit que « l'amour de l'argent est la source de tous les maux » (Tim. 1, chapitre 10, verset 6). Il n'a jamais eu question de refuser à l'argent sa fonction légitime qui est celle, d'abord, d'un moyen d'échange et ensuite la récompense d'un service rendu.

Ce qui reste inacceptable dans la tradition judéo-chrétienne, c'est l'adoration de l'argent, le culte du veau d'or (Exode ch. 32), car « nul ne peut avoir deux maîtres, Dieu et l'argent » (Matt. chap. 6, verset 24). L'argent n'est donc ni sale ni propre, mais, dans la tradition judéo-chrétienne, il ne doit pas devenir une idole.

Ce qui est donc condamné, c'est le culte de l'argent et la recherche de l'enrichissement sans contrepartie en service rendu. On peut donc espérer qu'à l'occasion de la crise boursière, l'Occident s'interrogera sur la glorification du fric à laquelle il s'est jusqu'ici abandonné de façon insensée.

P.S. — Il faudrait compléter ces remarques par l'obligation du partage. Je renvoie à ce qui est dit dans le Magnificat (Luc 1, 53).

GILBERT TOURRET, (Lyon.)

PRÉCÉDENTS

Les aléas de la Bourse

Il n'est sans doute pas inutile, pour l'éducation des nouveaux petits porteurs, de leur rappeler quelle a été l'évolution de la Bourse dans le passé.

De 1950 à 1962, l'indice général des valeurs a revu variable a été multiplié par 8, pendant que l'indice général des prix de détail était multiplié par 1,9 environ. La valeur réelle des actions a donc été multipliée par 4,2.

La période suivante a été beaucoup moins faste : de 1962 à 1982, l'indice des valeurs a été multiplié par 1,12, tandis que les prix étaient multipliés par 4,4. Il en résulte que la valeur réelle des actions a été baissée de 75 %. En d'autres termes, les actions ont perdu les 3/4 de leur pouvoir d'achat. Cette baisse s'est produite, pour l'essentiel, entre 1962 et 1977.

Ainsi, en 1982, le pouvoir d'achat des actions était, à peu de chose près, revenu à son niveau de 1950. Les résultats ci-dessus s'appliquent à un portefeuille de portefeuille qui aurait la même composition que celui qui sert au calcul de l'indice général. Tous ceux qui ont un portefeuille moins équilibré ont pu perdre ou gagner beaucoup plus ou beaucoup moins.

L'histoire ne se répète pas forcément. Il faut tout de même savoir

qu'il y a déjà eu de longues périodes de hausses, mais aussi de baisses.

JOSEPH KLATZMANN, professeur à l'Institut national d'économique Paris-Grignon.

RÉPLIQUE

Privatisation et confidentialité

Dans le débat à l'Assemblée nationale sur les privatisations (*Le Monde* du 29 octobre), M. Tranchesi a insisté que l'avis des citoyens doit être consulté sur le prix final que paiera l'Etat au moment des nationalisations de 1982, que j'en avais fait profiter certaines personnes, sous ententes socialistes, et que seuls ces services frauduleux expliquent mon entrée au conseil de Paris.

Les péripiéties qui ont abouti aux conditions d'indemnisation lors des nationalisations de 1982, de la consultation du Conseil d'Etat à l'arrêt du Conseil constitutionnel, et à travers au moins deux projets de loi, font assez apparaître que même le gouvernement ne pouvait connaître le prix final que les cotations ont été suspendues, quand les cotations ont été suspendues. Encore moins un simple citoyen qui avait d'ailleurs proposé d'autres formules à qui a tenté de faire valoir que les termes employés par la haute juridiction n'exigent pas des compensations si généreuses.

A d'autres, qui ont connu un carrière et mon œuvre, de juger des titres que je pouvais avoir à participer au conseil d'une entreprise financière.

PIERRE URL

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09

Tél. : (1) 42-47-97-27
Télex MONDPAR 650672 F
Télécopieur : (1) 45-23-06-81

ABONNEMENTS
BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09
Tél. : (1) 42-47-98-72

3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
354 F	672 F	954 F	1 200 F

FRANCE
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE
687 F 1 337 F 1 952 F 2 530 F

ÉTRANGER (par messageries)
L - BELGIQUE/LUXEMBOURG/PAYS-BAS 399 F 762 F 1 089 F 1 380 F
IL - SUISSE, TUNISIE 504 F 972 F 1 404 F 1 800 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les sous-propos en capitales d'imprimerie.

Édité par la SARL Le Monde
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beau-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982) André Larress (1982-1985)
Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 620 000 F
Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, Le Monde-Entreprises, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beau-Méry, fondateur.
Administrateur général : Bernard Wouts.
Rédacteur en chef : Daniel Vernet.
Correspondant en chef : Claude Sales.

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 457
ISSN : 0395-2037

Le Monde
TÉLÉMATIQUE
Composé 3615 - Taper LEMONDE

Le Monde
PUBLICITE

5, rue de Montessuy, 75007 PARIS
Tél. : (1) 45-35-91-82 ou 45-65-91-71
Télex MONDPUB 206 136 F

LE DROIT DE SAVOIR

DALLOZ
CODE PÉNAL
DALLOZ 1987-88

LES CODES DALLOZ INDISPENSABLES SÛRS PRATIQUES

مكتبة الشرق

Après l'attentat d'Enniskillen, en Ulster

L'Eglise catholique irlandaise condamne sévèrement l'IRA

BELFAST de notre envoyé spécial

La modeste église de briques noires par la suite, près de Dunville Park dans le ghetto catholique de Falls, est pleine à craquer pour la grand-messe du dimanche. En chaire, le curé commence à lire la déclaration des évêques irlandais condamnant l'IRA pour l'attentat d'Enniskillen qui a fait onze morts le dimanche précédent. Un mouvement se fait dans l'assistance. Plusieurs jeunes gens quittent ostensiblement leur place et prennent la porte...

URSS

Nourevv à Moscou

Rudolf Nourevv est arrivé, le samedi 14 novembre à Moscou, après vingt-six ans d'exil. Il a affirmé qu'il aimerait revenir en URSS avec le ballet de l'Opéra de Paris, et qu'il ne regretterait pas sa défection en Occident en 1951.

L'ancien danseur étoile du Kirov de Leningrad, a coupé court, après quelques minutes, à une conférence de presse improvisée dans l'aéroport de Moscou-Cheremetievo. Tendu par l'émotion et sur le qui-vive face à une foule compacte de correspondants occidentaux, il a décliné les questions « politiques » et a rappelé le but de son voyage : rendre visite à sa mère âgée et malade. Il devait se rendre dès samedi soir auprès d'elle, à Oufa, à quelque 1 200 kilomètres à l'est de Moscou, avant de regagner Paris lundi. — (AFP.)

Visite surprise du premier ministre tchécoslovaque. — Le premier ministre tchécoslovaque, M. Strougal, est arrivé, le 15 novembre, à Moscou. La visite de M. Strougal intervient après le départ inattendu de Moscou du chef de l'Etat et du Parti tchécoslovaque, M. Gustav Husak, avant la fin des célébrations du 70^e anniversaire de la révolution bolchévique. M. Husak était le seul dirigeant des pays de l'Est à ne pas avoir assisté, le 7 novembre, à la parade sur la place Rouge. — (AFP.)

Décès du chef du PC lituanien. — Le chef du Parti communiste de Lituanie, M. Petras Grichkivitchous, est mort samedi 14 novembre à l'âge de soixante-trois ans, a annoncé dimanche l'agence Tass. M. Grichkivitchous, député du Soviet suprême de Lituanie, avait été nommé premier secrétaire du parti en janvier 1974. — (AFP.)

Ce ne sont pas des paroissiens habituels même s'ils sont du quartier, commente un fidèle qui les connaît apparemment très bien. Ils sont venus uniquement pour faire cette sortie. C'est leur affaire, conclut-il, plutôt désapprobateur. Qui sont-ils ? Seul un étranger peut poser une question aussi naïve qui n'appelle pas de réponse.

La déclaration des évêques a été lue dimanche 15 novembre dans toutes les églises d'Irlande au Nord comme au Sud. Elle est la plus ferme condamnation du mouvement clandestin jamais prononcée en chaire. Elle affirme notamment : « Il n'y a pas de place pour l'ambiguïté devant la campagne actuelle de violence républicaine, le choix de tous les catholiques est clair. C'est un choix entre le bien et le mal. » Les évêques ajoutent que « c'est un péché d'appartenir à une organisation qui prône la violence ou de la soutenir ». L'IRA n'est pas explicitement nommée mais l'adjectif « républicain » ne permet aucun doute.

Un calme étonnant

De l'autre côté de la rivière Lagan, un quartier protestant, le pasteur Ian Paisley préche, lui aussi, devant un auditoire nettement plus clairsemé. Il est vrai que son église, située sur Ravenhill Road, est beaucoup plus spacieuse. M. Paisley, député au Parlement de Londres, et l'un des principaux dirigeants protestants, tonne contre la hiérarchie catholique. Il n'accepte pas les condoléances présentées aux victimes du massacre d'Enniskillen par le cardinal O'Fiaich. Celles-ci constituent selon lui un « sacrifice » venant de la part d'« idolâtres ». Il

marble son propos : « C'est l'IRA catholique et romaine qui nous attaque. »

Le week-end a pourtant été étonnamment calme en Irlande du Nord. Les onze morts du dimanche 8 novembre à Enniskillen ont peut-être contribué paradoxalement à éviter toute violence à l'occasion du deuxième anniversaire de l'accord anglo-irlandais, bonni par les protestants. L'attentat a éclipsé, en effet, presque totalement cette échéance que redoutaient les forces de sécurité de la province.

Il y a exactement deux ans, le 15 novembre 1985, Londres et Dublin fixaient par écrit quelques principes destinés à rendre possible une collaboration concrète de leurs polices respectivement face au terrorisme et à laisser la porte ouverte dans un lointain avenir à une Irlande réconciliée et pacifiée. Londres acceptait de donner un droit de regard à la République d'Irlande dans les affaires intérieures de l'Ulster pour autant que l'Ulster soit resté partie intégrante du Royaume-Uni. Les protestants, pasteur Paisley en tête, criaient à la trahison.

Quelque deux cent cinquante mille protestants avaient participé, le 23 novembre 1985, aux manifestations contre l'accord anglo-irlandais. Ils étaient aussi nombreux un an plus tard et les affrontements qui accompagnèrent ce rassemblement firent deux morts et une trentaine de blessés à Belfast.

Rien de tel ne s'est produit cette fois-ci. Environ cinq mille personnes seulement se sont déplacées samedi à Hillsborough, près de Belfast, lieu de la signature de l'accord, pour exprimer tout le mal qu'elles pensaient de celui-ci. D'autres manifestations samedi à Londonderry et à Danganon ont été encore moins suivies. Il n'y a eu aucun heurt.

DOMINIQUE DHOMBRES.

ITALIE : après le retrait des libéraux de la coalition

M. Giovanni Goria devrait être chargé de former un nouveau gouvernement

ROME de notre correspondant

Le chef de l'Etat italien, M. Francesco Cossiga, a entamé, dimanche 15 novembre, les premières consultations politiques, après avoir accepté la veille avec « la réserve » d'usage la démission de M. Giovanni Goria, (démocrate-chrétien) et de son gouvernement de coalition formé de démocrates-chrétiens, de socialistes, de républicains, de socialistes-démocrates et de libéraux. Dès mardi, il devrait désigner le nouveau « formateur ». En raison de la situation, M. Cossiga a annulé la visite officielle qu'il devait effectuer en Grande-Bretagne à partir du 17 novembre. L'hypothèse actuellement la plus probable est celle d'un nouveau mandat confié à M. Giovanni Goria, qui tenterait ainsi de constituer un second cabinet, un « Goria bis », qui, selon la plupart des observateurs, pourrait rassembler à s'y méprendre au précédent.

Si des coups de théâtre de dernière minute, comme à l'accoutumée, ne sont pas à exclure, les forces politiques de la défunte majorité voudront néanmoins tout prix éviter une paralysie de l'activité parlementaire en un moment où les chambres doivent approuver la loi de finances et adopter sous cent vingt jours une nouvelle législation sur la responsabilité civile des juges afin de se garantir contre les conséquences les plus absurdes du vide juridique créé par la victoire des « oui » au référendum des 8 et 9 novembre.

Faire vite. — Le quotidien du Parti socialiste, l'Avanti, souhaite avec un titre en première page « une

crise éclair ». Les démocrates-chrétiens, par la voix de leur secrétaire général, M. Ciriaco De Mita, affirment que « le simple fait de penser à une crise longue serait un acte insensé ». Les républicains soulignent, pour leur part, que « la crise doit être résolue dans les plus brefs délais ». Une apparente unanimité.

Pour la quarante-sixième fois depuis la naissance de la République, en juin 1946, l'Italie est dirigée par un cabinet chargé d'expédier les affaires courantes. La crise a éclaté brusquement, à peine cent neuf jours après la difficile formation du gouvernement de M. Giovanni Goria, constitué après les élections législatives anticipées de juin 1987 sur un laborieux et fragile compromis entre les démocrates-chrétiens et les socialistes, les deux principales forces de la coalition.

Difficultés pour se démarquer

Cette crise paraît en outre d'autant plus absurde qu'elle a été provoquée par le retrait du petit Parti libéral (2,1 % des voix), dont le secrétaire général, M. Renato Altissimo, refusait d'entériner des modifications au projet de budget 1988, et en particulier l'annulation des dégrèvements fiscaux pour les entreprises et des allègements d'impôts pour les personnes physiques promis avant la débâcle financière internationale de ces dernières semaines (le Monde du 13 novembre).

L'intransigeance de M. Altissimo s'explique en grande partie par sa volonté de redonner une identité à

une petite force centriste, traditionnellement porte-parole des classes moyennes, qui a toujours plus de difficultés à se démarquer, d'une part, des socialistes (avec lesquels ils ont mené la bataille contre la « justice injuste »), et, d'autre part, des Républicains de M. Giorgio La Malfa, qui, en refusant lors des derniers référendums la facile démagogie contre les juges et le nucléaire, ont renforcé leur crédibilité vis-à-vis d'un électoral « laïc » de l'Italie industrielle.

Du strict point de vue de l'arithmétique parlementaire, M. Goria aurait pu continuer à aller de l'avant malgré le retrait du PLI, en remplaçant l'unique ministre de ce parti, M. Valerio Zanone, titulaire du portefeuille de la défense. Sa décision de jeter l'éponge s'explique en partie par cette « règle du jeu non écrite » aujourd'hui dénoncée par de nombreux éditeurs, qui oblige un chef de gouvernement à prendre acte de ces majorités, qui se font et se défont dans les coulisses et les directions des partis, et non devant le Parlement comme le prévoit la Constitution.

Mais cette réalité n'est pas le seul facteur expliquant la chute de M. Goria. Celui-ci a représenté, depuis la création de son cabinet le 28 juillet dernier, le plus petit cabinet désigné par les urnes des partis rivaux — en premier lieu la DC et le PSI (Parti socialiste italien), condamné à s'allier faute d'une autre majorité parlementaire politiquement possible. Son gouvernement était le résultat d'un timide accord de programme entre les cinq partis qui le soutenaient. — (Intern.)

TURQUIE

Les communistes sont accusés d'activités terroristes

ANKARA de notre correspondant

Les dirigeants communistes turcs en exil, attendus à Ankara le lundi 16 novembre, « seront, conformément aux lois en vigueur, placés en garde à vue et défilés pour instruction devant la Cour de sûreté de l'Etat ».

Le violent communiqué publié le 14 novembre par le service de presse du premier ministre, M. Turgut Ozal, accuse les deux organisations illégales — le Parti communiste et le Parti des travailleurs — d'avoir participé à des actions terroristes, ce

qu'elles ont toujours démenti. Il qualifie le retour des dirigeants de « manœuvre » fomentée par les « milieux désireux d'éloigner la Turquie de l'Europe », pour discréditer par avance le caractère démocratique des élections législatives du 29 novembre, les premières depuis le coup d'Etat de 1980.

Le coup de force des responsables communistes en période électorale a conduit M. Ozal à durcir le ton. Le premier ministre, qui a demandé l'adhésion de la Turquie à la CEE, est conscient de la nécessité de mettre la législation turque en harmonie avec celles en vigueur dans la Com-

munauté. C'est ainsi qu'il n'a pas exclu la possibilité, après les élections, d'une réforme des articles de code pénal interdisant la création d'un parti communiste.

Toutefois, un de ses conseillers a souligné que « l'apprentissage de la démocratie » est encore à faire en Turquie, où l'on n'a pas oublié le totalitarisme des années 70, pour que puissent coexister, sans retour à la violence, des forces aussi exclusives que les communistes et les fondamentalistes. Le progrès de la démocratie exigera, en effet, que soient levés en même temps les interdits qui frappent les deux courants.

MICHEL FARRÈRE.

YOUGOSLAVIE : hausse des prix, gel des salaires

Le gouvernement a fait adopter son plan de lutte contre l'inflation

BELGRADE de notre correspondant

Après trois jours d'âpres polémiques et de séances interrompues, l'Assemblée nationale fédérale a adopté, dans la nuit du 14 au 15 novembre, un plan « anti-inflationniste » et de « stabilisation économique ». Dernière chance de M. Mikilic, dont on envisageait déjà la retraite, et de la Yougoslavie de sortir de la crise dans laquelle elle se débat depuis sept ans.

Ce plan est entré en vigueur immédiatement. Il aura pour conséquence de nouvelles et profondes perturbations dans un système déjà désorganisé et dans lequel les Yougoslaves eux-mêmes ne s'y retrouvent plus. Des cent vingt-six

articles, modifiés à maintes reprises dans les commissions parlementaires, prévoient, entre autres, un gel total des prix et un gel partiel des salaires. Le gel des prix a été précédé d'un décret portant sur une forte hausse, dès dimanche 15 novembre, des prix de nombreux produits, y compris ceux de première nécessité (pain, sucre, huile, lait, etc.), de 30 % à 69 %, et dans des pourcentages proches des prix de l'électricité, de l'essence, des services postaux et des transports.

Selon le gouvernement, seules ces mesures peuvent juguler une inflation galopante, dont le taux approche 170 % et qui risque d'atteindre, au début de l'année prochaine, 220 %. Quant aux salaires, le plan prévoit leur libéralisation relative

dans certains secteurs, mais aussi leur blocage, voire leur réduction dans certains cas. On peut s'attendre désormais à de larges interventions de l'Etat dans l'économie, ce qui est en contradiction avec les principes de l'autogestion et les demandes réitérées d'adapter l'économie au principe de l'offre et de la demande pour permettre à la Yougoslavie de s'intégrer davantage dans la division internationale du travail.

Le plan du gouvernement Mikilic avait obtenu, au préalable, le soutien des directions collégiales de l'Etat et du parti, mais il s'est heurté à de nombreuses objections des républicains et régions autonomes, et notamment à une opposition catégorique de la Slovanie et de la Croatie. Il fut cependant adopté au Parlement grâce à une procédure tout à

fait inhabituelle, c'est-à-dire par le vote individuel des députés, qui se sont prononcés en majorité en sa faveur, rompant ainsi à la règle de fameux consensus en vigueur depuis des années. Pourquoi, dans ce cas, cette règle sacro-sainte n'a-t-elle pas été respectée ?

Les exigences du FMI

La raison n'est pas très claire, mais il semble que, devant la gravité de la situation, le gouvernement a voulu précipiter les choses et mettre un terme aux inévitables marchandages entre les unités fédérales pour satisfaire le plus tôt possible l'une des principales exigences du FMI. Celui-ci l'aurait informé qu'en décembre prochain il pourrait examiner la reprogrammation de la dette extérieure yougoslave de quelque 18 milliards de dollars, à condition d'obtenir un projet précis et complet de redressement économique et financier. On dit même qu'un représentant de l'institution internationale attendait ce document dans un hôtel de Belgrade, laissant entendre que, s'il ne lui parvenait pas dans les plus brefs délais, l'examen du dossier yougoslave serait reporté de plusieurs mois.

La mise en œuvre du plan ne sera pas simple. Car, si le gouvernement fédéral est habilité à décréter certaines mesures, il n'a pas le droit d'en contrôler l'application, qui est de la seule compétence des autorités des différentes Républiques. Celles-ci, le plus souvent, ne les appliquent que si elles sont conformes à leurs propres intérêts. Ce dualisme est d'ailleurs à l'origine de la faillite de plusieurs réformes précédentes.

La publication du projet n'en a pas moins provoqué un véritable choc dans la population, qui sait déjà qu'il sera complété par d'autres « réformes » (hausse des loyers, des services communaux, des impôts, etc.) qui porteront, à n'en pas douter, une grave atteinte au niveau de vie des citoyens.

PAUL YANKOVITCH.

POLOGNE

La réunion constitutive d'un nouveau parti a été interrompue par la police

Varsovie (AFP). — Plusieurs opposants polonais ont annoncé dimanche 15 novembre, à Varsovie, la création d'un nouveau parti politique, le Parti socialiste polonais (PPS), à l'issue d'une réunion à laquelle ont pris part quarante-deux députés, et qui a été interrompue par plusieurs dizaines de policiers en civil.

Dans un communiqué signé du Groupe constitutif PPS, la direction du nouveau parti se propose de lutter pour le pluralisme syndical, politique et associatif, pour la « renaissance » du syndicat dissous Solidarité, ainsi que pour l'instauration en Pologne d'une véritable démocratie fondée sur « l'autogestion, les idéaux de liberté et le respect des droits de l'homme et du citoyen ».

Toujours selon le communiqué, la réunion constitutive du PPS a été

interrompue, après deux heures de débats, par une intervention de plusieurs dizaines de policiers en civil, qui ont procédé à des contrôles d'identité. Trois personnes au moins ont été interpellées et emmenées dans un commissariat de Varsovie.

Projets de hausse de prix

Le nouveau parti politique a peu de chance, soulignent les observateurs, d'être légalisé par le régime du général Jaruzelski. Aucun parti d'opposition n'est autorisé en Pologne. Outre le Parti ouvrier unifié polonais (POUP), les seules formations politiques autorisées en Pologne sont le Parti démocrate et le Parti paysan, qui sont, en fait, des émanations du POUP.

D'autre part, avant même l'annonce, samedi, d'une augmenta-

tion moyenne de 40 %, début 1988, des tarifs de tous les produits de consommation — et de 110 % pour les denrées alimentaires —, les habitants de Varsovie ont littéralement investi les divers points de vente de la capitale polonaise. Face à cette situation, certains vendeurs ont été contraints de rationner les achats de plusieurs produits de base, notamment le sucre.

Ces augmentations, rappelle-t-on, ne devraient intervenir — du moins dans les proportions annoncées — que si la population se prononce, lors du référendum du 29 novembre prochain, pour une application « radicale » des projets de réformes économiques et politiques élaborés par les autorités. Mais personne à Varsovie ne paraît se faire beaucoup d'illusions : quoi qu'il arrive, le pays n'échappera pas à des augmentations généralisées.

L'HISTOIRE chez Fayard

HUGUES GAPET

362 pages 98F

Le bon livre de ce millénaire capétien est incontestablement celui d'Yves Sassier... Une remarquable étude d'histoire politique où les aspects événementiels et institutionnels ne sont jamais coupés des réalités sociales et idéologiques dans lesquelles ils s'insèrent.

Michel Sot - Le Monde

Proche-Orient

Après les Emirats arabes unis, l'Irak et le Maroc

Le Koweït, le Yémen du Nord et Bahreïn renouent avec Le Caire

Le Koweït, Bahreïn et le Yémen du Nord ont rétabli, dimanche 15 novembre, leurs relations diplomatiques avec l'Égypte. Après les Emirats arabes unis, l'Irak et le Maroc, cinq pays arabes ont donc renoué avec Le Caire depuis la fin du sommet d'Amman. Ces rétablissements des relations diplomatiques en série ont été critiqués par les médias syriens qui ont mis en garde « contre les dangers de ces coups portés à la cause arabe ». L'Iran, de son côté, dénonce la reprise des relations diplomatiques avec l'Égypte, qui « a des liens étroits avec l'impérialisme sioniste dans les domaines militaire, politique et économique ».

L'Iran aura finalement été le meilleur allié de l'Égypte. C'est en effet grâce à l'escalade de la menace iranienne contre les États arabes du Golfe que ces derniers ont finalement décidé de renouer leurs relations diplomatiques avec l'Égypte. Le Caire, qui soutenait militairement l'Irak depuis 1981 (1,5 milliard de dollars d'armes et de munitions), paraissait en effet la seule puissance capable de fournir un soutien efficace et durable aux pays du Golfe. Ces derniers craignent en effet un désengagement des flottes occidentales présentes dans le Golfe, et citent comme précédent le retrait des forces américaines et françaises du Liban en 1984.

Ce soutien constant de l'Égypte à l'Irak, malgré la rupture des relations diplomatiques en 1977 à la suite du voyage du président Sadate à Jérusalem, a donc été déterminant, et les résolutions du sommet d'Amman n'ont été qu'un prétexte à la reprise. Les États du Golfe cherchaient en effet à rétablir les relations avec Le Caire dès l'année dernière. Mais la crainte de représailles iraniennes et de la colère syrienne ne leur permettait pas de surmonter leur indécision. Les attaques iraniennes contre le Koweït et le scandale de brouille entre Damas et Téhéran ont encouragé ceux qui cherchaient à revenir entre les bras du « grand frère » égyptien.

Ces réconciliations en série ne constituent pas une surprise puisqu'elles ont été préparées longtemps à l'avance. Cela fait plusieurs mois, par exemple, que le Koweït examine avec Le Caire les « moyens de promouvoir la coopération en matière de défense ». Une délégation militaire égyptienne s'est d'ailleurs rendue au Koweït dès dimanche 15 novembre, au lendemain de la reprise des relations. Elle a été immédiatement reçue par le ministre koweïtien de la défense, cheikh Salem al Sabbah. Au stade actuel, cette coopération pourrait surtout porter sur l'envoi d'experts égyptiens en matière d'aviation, de défense antiaérienne et de marine. Rappelons que des responsables égyptiens ont implicitement confirmé que des experts militaires du Caire se trouvaient depuis plusieurs mois dans les pays du Golfe.

Sur le plan logistique, cette coopération pourrait concerner l'apport de nouveaux capitaux à l'industrie d'armement égyptienne grâce aux pétrodollars des États du Golfe. On parle déjà dans la capitale égyptienne de plusieurs milliards de dollars, qui permettraient notamment la réalisation des projets égyptiens pour le montage sur place des Mirage-2000 et du char d'assaut américain Abrams. L'envoi de « volontaires » égyptiens, à l'instar de la dizaine de milliers se battant déjà aux côtés des troupes iraniennes, n'est pas encore à l'ordre du jour. Il sera toujours temps pour le Koweït de former une sorte de « légion étrangère » en puisant parmi les centaines de milliers de travailleurs égyptiens qui s'y trouvent déjà.

En attendant Ryad...

Toutefois, l'existence de liens entre Téhéran et les maximalistes musulmans égyptiens contraint le gouvernement égyptien à la discrétion comme à la prudence. Les médias du Caire se sont contentés de donner sans tambours ni trompettes les communiqués annonçant la reprise des relations. Cette réserve se retrouve dans la réaction du président Mubarak, qui a estimé que « la raison et la logique avaient finalement prévalu dans le monde arabe, même si certains pays [Syrie] continuent de soutenir un pays non arabe [Iran] contre un pays arabe [Irak] ».

Les autorités égyptiennes, qui sont en train de juger une trentaine d'islamistes accusés d'attentats contre deux anciens ministres de l'Intérieur et un journaliste (voir par ailleurs), veulent en effet éviter une reprise de la violence maximaliste musulmane dans la vallée du Nil. Le groupe Al Djihad (guerre sainte), responsable de l'assassinat du président Sadate en 1981, avait été accusé d'avoir des liens étroits avec Téhéran.

Mais la prudence égyptienne est aussi dictée par le fait qu'une pièce maîtresse manque encore à son jeu : l'Arabie saoudite. Ryad, malgré les assurances qu'il avait données

depuis des mois au Caire, n'a toujours pas renoué. La réserve du Caire est en fait due au fait que cette série de rétablissements des relations diplomatiques ne lave pas l'Égypte d'avoir été exclue en 1979 de la Ligue arabe, à la suite de la signature des accords de Camp David avec Israël.

ALEXANDRE BUCCIANTI.

ÉGYPTÉ

La peine capitale est requise contre quinze islamistes

LE CAIRE de notre correspondant

Le procureur général égyptien, M. Mohamed El Gundi, a requis, le dimanche 15 novembre, la peine capitale contre quinze extrémistes musulmans accusés d'avoir perpétré des attentats contre deux anciens ministres de l'Intérieur et un journaliste.

Ces accusés font partie d'un groupe de trente-trois extrémistes musulmans déferés, dimanche, devant la Cour supérieure de la sécurité de l'État pour attentat contre les anciens ministres de l'Intérieur M. Hassan Abou Baslin (15 mai), M. Nabaoui Ismail (13 août) et de M. Makram Mohamed Ahmed (3 juin), rédacteur en chef de l'hebdomadaire officieux *Al Mousawwar*, considéré comme un proche du président Mubarak.

Selon l'acte d'accusation publié dimanche, les inculpés, qui ont créé une organisation clandestine paramilitaire intitulée *Al Nagaou Min Al Nar* (les Rescapés de l'enfer), ont jeté l'anathème sur la société et projeté le meurtre de plusieurs personnalités publiques et responsables de l'État.

Le parquet accuse enfin ces islamistes d'être les responsables du meurtre d'un policier tué le 15 août lors de la prise d'assaut d'un de leurs repères dans un village au nord du Caire. Quatre membres des services d'ordre avaient été blessés lors de cette même opération. Deux des principaux accusés sont encore en fuite. — (Interim.)

Des combattants palestiniens à bord d'un navire intercepté par la marine israélienne

Tel-Aviv (AFP). — Un bateau de 230 tonnes, battant pavillon hondurien, a été intercepté samedi dernier par une unité de la marine israélienne, et ses membres ont été arrêtés et conduits au port de Haïfa, a annoncé, lundi 16 novembre, un porte-parole militaire israélien.

Selon le porte-parole, il avait à bord des combattants palestiniens du Fatah, la principale composante de l'OLP, et était en route vers le Nord-Yémen.

Le conflit du Golfe

Raids aériens et attaque de trois pétroliers

Raids aériens contre bombardements d'artillerie iraniens et irakiens ont poursuivi, le dimanche 15 novembre, leurs attaques contre des objectifs économiques, alors que Téhéran continuait ses opérations de mobilisation. Dimanche soir encore, Bagdad a annoncé avoir touché deux pétroliers au large des côtes iraniennes, après avoir revendiqué une dizaine d'attaques de navires affrétés par l'Irak en cours de la semaine dernière.

Dans le même temps, l'aviation irakienne a multiplié, ces derniers jours, ses raids contre des installations pétrolières dans le sud-ouest de l'Irak, entraînant de nouvelles menaces de représailles de la part des Iraniens, qui ont appelé la population civile à évacuer les abords des zones militaires et économiques en Irak. Dès samedi, Téhéran annonçait que son artillerie pilonnait des objectifs économiques et industriels irakiens s'échelonnant le long du front. Des sources maritimes ont en outre fait état de l'attaque, lundi, d'un superpétrolier chargé de brut saoudien par des vedettes iraniennes. Il s'agit de l'*Esso Freeport*, appartenant à la société américaine Exxon et battant pavillon des Bahamas.

Deux autres pétroliers ont été attaqués lundi par des vedettes iraniennes. Il s'agit d'un navire grec, le *Felicos L.*, et d'un navire battant pavillon libanais, le *Levy*. Ces deux pétroliers ont été touchés alors qu'ils se trouvaient à proximité immédiate du détroit d'Ormuz.

Parallèlement, le premier ministre iranien, M. Mir Hossein Mousavi, a estimé qu'une « opération militaire vigoureuse et générale »

serait la meilleure riposte de la République islamique aux « complots » dirigés contre elle. Parmi les « complots visant à empêcher la victoire de l'Iran », M. Mousavi a cité « la résolution 598 du Conseil de sécurité de l'ONU [demandant l'arrêt des hostilités] et les pressions visant à forcer Téhéran à accepter cette résolution. La présence militaire des États-Unis et des forces de l'OTAN dans le Golfe, le massacre des pèlerins iraniens à La Mecque, le 31 juillet dernier, la réunion du sommet arabe d'Amman pour soutenir Washington et Bagdad et entraver la progression victorieuse de la révolution islamique, ainsi que les préparatifs pour une paix générale des Arabes avec Israël ».

Cette énumération des différents « complots » ourdis contre l'Iran intervient un lendemain d'un appel à la mobilisation lancé par les autorités iraniennes.

Par ailleurs, un nouveau convoi — le dix-huitième depuis juillet dernier — de pétroliers koweïtiens réaménagés aux États-Unis et escortés par la marine de guerre américaine a entamé, dimanche, la traversée du Golfe à partir de Koweït. — (AFP, Reuter.)

Retour du *Clemenceau* dans le Golfe. — Le porte-avions français *Clemenceau* a quitté, le jeudi 12 novembre, le port de Djibouti en direction du Golfe. Pour sa deuxième escale, le *Clemenceau* avait mouillé le 25 octobre dernier, à Djibouti. Ce sera sa troisième patrouille en mer d'Arabie depuis son départ de Toulon en juillet. — (AFP.)

LIBAN : les attentats de Beyrouth-Ouest

Un défi à la présence syrienne ?

L'armée syrienne a renforcé dimanche 15 novembre la sécurité à Beyrouth-Ouest et s'est jointe à la police libanaise pour traquer les commanditaires des deux attentats meurtriers commis les jours précédents, à Beyrouth, avec des bombes transportées dans les deux cas par des femmes.

Le brigadier Ali Hammoud, chef du détachement syrien au Liban, a déclaré que des mesures strictes prises pour tenter d'empêcher le renouvellement des explosions comme celles qui se sont produites à l'aéroport international de Beyrouth et à l'hôpital de l'université américaine. Un membre des services de sécurité a confié que ces deux attentats en quatre jours avaient plus terni l'image de la force syrienne de maintien de la paix qu'aucun des dix-huit attentats commis depuis le début de l'année au Liban.

A l'hôpital, l'explosion, samedi, de 800 grammes d'explosifs dissimulés dans une boîte de chocolats a fait sept morts, dont la jeune femme blonde qui transportait la charge, et trente et un blessés. De même, la jeune femme — également blonde — qui avait transporté mercredi une valise piégée au terminal de l'aéroport a trouvé la mort, avec quatre autres personnes lors de l'explosion,

qui a aussi fait soixante-trois blessés.

« Une enquête est en cours pour identifier ceux qui envoient les bombes », a déclaré Ali Hammoud, sans dire s'il considérait ces attentats comme un défi délibéré à la présence syrienne au Liban.

Dimanche, à la grille de l'hôpital de l'université américaine, des soldats syriens fouillaient les papiers d'identité et fouillaient les visiteurs avant de les laisser entrer. L'introduction de nourriture, de cadeaux ou de paquets étaient interdites. Les enquêteurs tentent d'établir si les deux femmes étaient des kamikazes, si elles avaient agi sous l'emprise de la drogue ou si elles ignoraient qu'elles transportaient des explosifs.

Les dirigeants musulmans ont, pour leur part, accusé les miliciens chrétiens des Forces libanaises d'avoir organisé ces attaques pour créer le chaos et saper le rôle de l'armée syrienne à Beyrouth-Ouest.

À Genève, le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) a fait savoir samedi qu'il refusait d'aider le Fatah-Conseil révolutionnaire (groupe Abou Nidal) à transférer dans un lieu sûr les huit Belges et Français qu'il détient depuis la semaine dernière.

Le groupe palestinien avait fait parvenir un communiqué à une agence de presse internationale à Beyrouth dans lequel il affirmait que « notre mouvement faisait tout son possible pour assurer la sécurité des prisonniers, nous souhaiterions savoir si le CICR peut nous aider à les conduire en un lieu sûr ». — (Reuter.)

Le Monde
sur minitel
BOURSE :
Plus que jamais, surveillez votre portefeuille
36.15 TAPEZ LEMONDE

Valeur refuge.
RAIF
LE METRO, C'EST LE SENS DES AFFAIRES.

PLUTOT GUYANE - ECOLE DE COMMERCE - EN FRANCE
DIPLOME de BUSINESS aux USA
De janvier, dans une grande université de Californie ou Florida. Durée 12 mois. Avoir de 18 à 35 ans, niveau bac. Stage anglais préalable si nécessaire. Doc. contre 5 titres. U.S.A. French-School, 57, Rue Ch.-Lafitte, 92200 Neuilly. 47.22.94.94.

Vous souhaitez. Et plus.
Dans les hôtels Holiday Inn® les chambres sont plus spacieuses que dans la plupart des chambres d'hôtels, et la qualité des chambres spécialement aménagées pour satisfaire l'homme d'affaires n'entraîne pas de suppléments.
Et tout cela avec un service discret mais professionnel, rend les voyages d'affaires tellement plus faciles.
Vous avez tout ce que vous pouvez souhaiter et souvent plus, mais sans que cela vous coûte davantage.
C'est ça, les hôtels Holiday Inn.
You're more than welcome.
POUR TOUTE RESERVATION, CONTACTEZ RESERVATIONS CENTRALES PARIS, (1) 43 53 39 03, OÙ L'UN DES 70 HOTELS HOLIDAY INN EN FRANCE.
LILLE AEROPORT 20 97 92 02 - LILLE NORD MARCO-EN-BAROEUL 20 72 17 20 - LYON ATLAS HOLIDAY INN CROWN PLAZA 72 61 90 30 - NICE AEROPORT 93 89 87 82 - PARIS-ORLY (1) 46 87 26 66 - PARIS-PLAZE DE LA REPUBLIQUE (1) 43 53 44 34 - PARIS-PORTE DE VERSAILLES (1) 45 33 74 63 - PARIS-ROISSY-CHARLES DE GAULLE (1) 39 86 01 22 - PARIS-VELIZY (1) 39 46 96 98 - STRASBOURG 88 35 70 00 *VOUS SEREZ TOUJOURS LES BIENVENUS.

مكتبة النور

Diplomatie

Le financement des « casques bleus » de l'ONU

Les pays scandinaves s'inquiètent du gonflement de leurs créances

COPENHAGUE
de notre correspondant

Lors de leur dernière réunion de routine, qu'ils ont tenue cette semaine à Copenhague, les ministres de la défense du Danemark, de Suède, de Norvège et de Finlande ont, une fois de plus, étudié les problèmes touchant à la présence de leurs « casques bleus » en Proche-Orient, et plus spécialement la question des fonds qu'ils ont avancés jusqu'ici à ces unités de l'ONU, laquelle ne les a toujours pas remboursés depuis plusieurs années.

Cette dette de l'organisation internationale dépasse aujourd'hui 1 milliard de couronnes danoises - 930 millions de francs - près de la moitié de cette somme (490 millions de couronnes) revenant au Danemark. La Suède, exaspérée par cette situation, a décidé, au printemps

passé, de retirer ses unités de Cypre, et elles ont commencé à piler bagages dans la zone de l'île où elles sont stationnées.

Le gouvernement danois n'a pas l'intention de suivre cet exemple et a saisi cette occasion pour le réaffirmer. Fait assez exceptionnel, il est entièrement d'accord à ce sujet avec une opposition de gauche qui a pourtant l'habitude de s'élever régulièrement contre ses initiatives dès qu'il s'agit de dossiers militaires. Il est vrai qu'on parle ici d'opérations de pacification, auxquelles les sociaux-démocrates danois tiennent beaucoup.

Leur porte-parole pour la politique étrangère, M. Lasse Buttz a déclaré qu'il lui paraissait essentiel d'essayer de convaincre tous les membres de l'ONU de payer leur dû.

C. O.

L'inauguration de l'année des échanges culturels France-Danemark

La reine Margrethe II en visite à Paris

La reine Margrethe II de Danemark a entamé, lundi 16 novembre, une visite de trois jours à Paris pour inaugurer l'année des échanges culturels France-Danemark.

La souveraine danoise, accompagnée du prince consort, Henrik, d'origine française, doit assister à l'ouverture de trois expositions dans la capitale. La première, à la Maison du Danemark, est consacrée à ses propres créations de costumes pour l'opéra danois de la télévision danoise tirée du conte de H. C. Andersen, *la Bergère et le Ramoneur*. Les deux autres, au Musée des arts décoratifs, concernent, l'une, l'œuvre du célèbre architecte danois Arne Jacobsen, l'autre, *la Table d'un roi*, qui est une reconstitution de la table dressée (avec l'orfèvre français) à l'occasion de l'anniversaire de roi Christian VII, le 29 janvier 1770.

La reine devait assister, lundi soir, à une représentation de *la Sylphide*, par le Ballet royal de Copenhague, au Théâtre des Champs-Élysées.

Le mardi 17 novembre, une soirée-gala au château de Versailles, organisée par le Danais Birger Christensen, l'un des fondateurs les plus prestigieux du monde, et réservée aux arts et créations du Danemark, se déroulera en présence du chef de l'Etat danois et du ministre des affaires étrangères, M. Uffe Ellemann-Jensen.

Enfin, la reine Margrethe visitera durant son séjour l'Arche de Danais Von Spreckelsen, à la Défense, et les tapisseries de Bayeux. — (AFP.)

A Bruxelles

M. Kadar s'est entretenu avec MM. Delors et De Clercq

BRUXELLES
(Communautés européennes)
de notre correspondant

MM. Delors et De Clercq, le président de la Commission européenne et le commissaire chargé des relations extérieures, ont rencontré, dimanche soir 15 novembre à Bruxelles, M. Kadar, le chef du PC hongrois, qui était accompagné de MM. Varkoni, le ministre des affaires étrangères, et Barik, responsable de l'économie internationale au secrétariat du comité central. Cet entretien « officieux » a duré une heure trente. C'était la première fois qu'un président de la Commission rencontrait des hauts dirigeants d'un pays de l'Est.

Les deux parties ont abordé les problèmes que pose encore la conclusion d'un accord de coopération entre la Hongrie et la Communauté. M. Kadar, après avoir exposé les difficultés économiques de son pays, a fait valoir qu'une élimination complète à terme des restrictions quantitatives à l'importation encore appliquées par les Douze ne serait pas de nature à mettre en danger l'économie de la Communauté.

Les Hongrois considèrent que, en raison de leur réforme économique, sensiblement plus avancée que dans n'importe quel autre pays de l'Europe de l'Est, ils doivent désormais être traités de la même manière que les pays à économie de marché.

Les ministres des affaires étrangères des Douze devraient délibérer de ce dossier lors de leur prochaine réunion, le lundi 23 novembre, à Bruxelles. Ph. L.

ARGENTINE

Les séquelles d'une dictature...

(Suite de la première page.)

C'est le président lui-même qui la dirige vers son ministre de l'Intérieur, M. Antonio Troccoli, qui lui recommandera - sans le savoir, affirme-t-il - trois anciens membres des services de sécurité de la dictature travaillant au ministère de la défense depuis la restauration démocratique, fin 1983, mais n'ayant pas abandonné pour autant les « habitudes » prises dix ans plus tôt.

En effet, en 1973, Jose Lopez Rega, éminent grise et gourou du vieux Peron, tout juste rentré de dix-huit ans d'exil, crée la Triple A, un escadron de la mort chargé de réprimer les jeunes révoltés du Parti péroniste, ceux que l'on ne désignera plus désormais que sous le nom générique de « subversifs ».

La Triple A est, en fait, un groupe terroriste d'extrême droite chargé des assassinats et intimidations politiques et qui, en échange, bénéficie de l'impunité pour commettre, à son compte, enlèvements crapuleux, vols, trafic de drogue.

Elle recrute dans ce que l'on nomme à Buenos-Aires la *mano de obra desocupada*, la main-d'œuvre sans emploi, marginaux et délinquants que la dictature utilisait ponctuellement pour ses opérations les plus sordides. Ceux qui ont fait leurs preuves dans cet exercice trouveront ensuite à se placer dans l'armée ou l'administration, comme l'ont fait les assassins de Sivak et Neuman, ainsi que les escrocs du ministère de la défense.

Dès le début de son mandat, M. Alfonsín a été conscient de la nécessité de nettoyer et de réorganiser les institutions : armée, police et services secrets. Ainsi, c'est en grande partie en raison de l'impuissance de ses services de renseignement à lui fournir des preuves concrètes sur les responsables de la vague de terrorisme qui a secoué le pays il y a deux ans que le chef de l'Etat avait été contraint de proclamer l'état de siège en octobre 1985.

Cet épisode avait provoqué la démission du chef des services de renseignement de l'Etat, le SIDE (Secretaria de Inteligencia del Estado), et la mise en œuvre d'une restructuration de ces services.

Conséquence directe, environ deux mille agents ont été démissionnés. Les quelques milliers qui sont restés malgré tout ont accumulé des rancunes contre la nouvelle administration, qui a réduit si drastiquement leur champ d'action et leurs revenus. Ils sont donc souvent disposés à miner de l'intérieur un régime qui les a jetés dans la disgrâce.

« Mondes en devenir »
ORGANISATIONS INTERNATIONALES AFRICAINES
E. KWAM KOUASSI
Président de René-Jean DUPUY
Avent-Propos de Michel VIRALLY
13,5 x 20 cm - 488 p. - 135 F
Berger-Levrault
5, rue Auguste-Comte 75006 PARIS

Amériques

HONDURAS

Le gouvernement réduit la présence des « contras » sur son territoire

Le cardinal nicaraguayen, Mgr Obando y Bravo, a rencontré samedi 14 novembre à Miami les leaders antisandinistes, après les propositions de cessez-le-feu faites vendredi par le président Daniel Ortega (*Le Monde* daté 15-16 novembre). La Contra a, pour sa part, commencé à quitter le territoire hondurien dans le cadre du plan de paix.

SAN-JOSÉ
de notre correspondant
en Amérique centrale

La maison entourée de murs imposants qui servait de quartier général aux rebelles antisandinistes à Tegucigalpa, la capitale du Honduras, est à louer depuis plusieurs jours. Les « contras » sont partis -

presque clandestinement - à la demande du gouvernement hondurien qui, après avoir longtemps résisté, a décidé de donner des gages de bonne volonté, dans le cadre du plan de paix signé le 7 août à Guatemala. « Notre siège sera désormais à Washington, affirme un porte-parole de la Contra, nous voulons aider le Honduras à respecter ses engagements et enlever aux sandinistes tout prétexte pour ne pas respecter les leurs. »

La présence de la Contra au Honduras, qui utilise ce pays comme sanctuaire depuis plus de six ans dans sa lutte contre le régime sandiniste, était jusqu'à présent un des principaux obstacles à l'application du plan de paix pour l'Amérique centrale. Managua estime, en effet, que le Honduras doit fermer les camps des rebelles et interdire l'utilisation de son territoire pour toute activité hostile contre son voisin.

Le Honduras, son ministre des affaires extérieures, M. Lopez Contreras, l'a rappelé, jeudi 12 novembre, devant l'Organisation des Etats américains (OEA) à Washington, exige du Nicaragua plusieurs mesures pour permettre la réintégration des « contras » dans leur pays d'origine. Notamment l'ouverture d'un dialogue direct entre le gouvernement sandiniste et les rebelles, une amnistie sans conditions, et le retrait des troupes nicaraguayennes à la frontière.

La présence des « contras » au Honduras, imposée par les Etats-Unis, pose depuis longtemps de sérieux problèmes à ce pays, le plus pauvre d'Amérique latine. Les paysans honduriens ont dû évacuer des régions entières près de la frontière où les rebelles antisandinistes font la loi.

La générosité de Washington n'a pas permis de compenser les inconvénients posés par la présence d'une véritable armée étrangère déstabilisatrice dans un pays qui, contrairement à ses voisins, a échappé pour l'instant à la guerre civile.

Une partie de la classe politique hondurienne au pouvoir et certains officiers estiment aujourd'hui que le plan de paix est une occasion unique pour se débarrasser des « contras ». « Le plan de Guatemala, nous a déclaré M. Leo Valladares, un des conseillers du ministre hondurien des affaires extérieures, va nous permettre de faire partir les « contras » sans avoir à payer le prix d'un affrontement avec les Etats-Unis. C'est pourquoi nous allons laisser la Commission internationale de vérification découvrir les camps existants sur notre territoire s'il en reste encore dans les prochaines semaines. »

vent également la trentaine de militaires sandinistes faits prisonniers par la Contra.

La présence des « contras » au Honduras, imposée par les Etats-Unis, pose depuis longtemps de sérieux problèmes à ce pays, le plus pauvre d'Amérique latine. Les paysans honduriens ont dû évacuer des régions entières près de la frontière où les rebelles antisandinistes font la loi.

La générosité de Washington n'a pas permis de compenser les inconvénients posés par la présence d'une véritable armée étrangère déstabilisatrice dans un pays qui, contrairement à ses voisins, a échappé pour l'instant à la guerre civile.

Une partie de la classe politique hondurienne au pouvoir et certains officiers estiment aujourd'hui que le plan de paix est une occasion unique pour se débarrasser des « contras ».

« Le plan de Guatemala, nous a déclaré M. Leo Valladares, un des conseillers du ministre hondurien des affaires extérieures, va nous permettre de faire partir les « contras » sans avoir à payer le prix d'un affrontement avec les Etats-Unis. C'est pourquoi nous allons laisser la Commission internationale de vérification découvrir les camps existants sur notre territoire s'il en reste encore dans les prochaines semaines. »

BERTRAND DE LA GRANGE.

Le grand malentendu

islam
le
grand
malentendu

ISLAM

Au-delà de la polémique et du manichéisme, une réflexion vivante qui relativise l'Islam dans le temps et dans l'espace, montrant qu'il n'est pas réductible au seul intégrisme forcé...

Revue n° 95, 216 pages, 80 F.

autrement

EAF LE TELEPHONE DANS VOTRE VOITURE SOUS 24H

639 F

* Pour radiotéléphone type RTT 2 000 - 22 800 F
(avant en option) ou 4 ans avec option achat de 1%
crédit-bail réservé aux professionnels. Pour nos comptes.

POSE IMMEDIATE

EAF LA COMMUNICATION MOBILE
RENSEIGNEMENTS 45 33 81 81
Distributeur officiel ALCATEL THOMSON

Demande de documentation à retourner à
EAF - 273, rue de Valenciennes - 75015 PARIS

NOM _____
ADRESSE _____
CODE POSTAL _____ TEL. _____

BOB WOODWARD

C.I.A.

Guerres secrètes 1981-1987

STOCK

612 pages, 31 photos
125 F

**La guerre au Liban.
Le terrorisme dans le monde.
Kadhafi et le Tchad.
L'Amérique Centrale et l'Irangate.
Les douze gouvernements
étrangers financés par la C.I.A.
Les rapports entre la C.I.A. et
les services secrets israéliens et
européens.**

**600 pages de stupéfiantes révélations
par le journaliste du Washington
Post qui a décliné l'affaire du
Watergate, Bob Woodward,
le tombeur de Nixon. Tout sur six
ans d'opérations secrètes menées
par la plus célèbre centrale
de renseignement du monde.**

Politique

La précampagne dans les partis

Un rassemblement est possible autour de M. Mitterrand assure M. Pierre Bérégovoy au « Grand Jury RTL-le Monde »

M. Pierre Bérégovoy, député socialiste de la Nièvre, ancien ministre de l'économie et des finances, invité le dimanche 15 novembre du « Grand Jury RTL-le Monde », a réagi aux déclarations faites au cours de l'émission « Questions à domicile » par M. Jacques Delors, son prédécesseur au ministère des finances, qui n'exclut pas de devenir le premier ministre de M. Mitterrand, de M. Barre ou de M. Rocard. M. Bérégovoy a déclaré : « Une alliance gauche-droite ne me paraît pas possible. Désertion de la vie politique, oui ! Rassemblement, oui ! Mais autour du Parti socialiste ! (...) »

« Je crois nécessaire un large rassemblement des Français au-delà de 50 % pour construire une politique de rigueur économique et de justice sociale car le bilan du gouvernement est à cet égard, à mon avis, désastreux. »

« Le candidat du Parti socialiste, et je ne vous cache pas que je sou-

haite que ce soit François Mitterrand, part aujourd'hui avec un potentiel de voix se situant entre 35 % et 40 %, selon les sondages, lequel permet en effet un large rassemblement. »

« Je n'exclus personne : les communistes, qu'ils votent pour Juquin ou pour Lajoinie, les socialistes et ceux que j'appellerai les déçus du libéralisme (...). Je ne compte parmi ces déçus ni M. Chirac ni M. Barre. »

« M. Delors, en tout cas, n'est pas mon poisson pilote. Je comprends les raisons qui motivent l'idée d'un rassemblement, mais je crois vraiment que cela ne peut pas se faire autour de M. Raymond Barre. Les socialistes considèrent que la politique sociale conduite notamment depuis dix-huit mois est fondamentalement injuste. M. Barre est d'accord avec cette politique, je ne suis pas d'accord avec lui (...). C'est l'erreur de jugement de mon ami Jacques Delors (...). J'ajouterais que sous le

« République on n'est pas candidat au poste de premier ministre. La nomination du premier ministre est une prérogative du président de la République. Je crois que Jacques Delors corrigera très vite son jugement. Tout comme moi, il est partisan de la victoire d'un socialiste et du rassemblement autour des socialistes du maximum de forces. Je lui fais confiance. »

« Si demain M. Barre était élu président de la République, s'il décidait de dissoudre l'Assemblée nationale et si une majorité de gauche et de centre gauche était envoyée par les électeurs à l'Assemblée nationale, à ce moment-là il serait naturel qu'un premier ministre de gauche dirige la coalition gouvernementale. C'est la seule hypothèse dans laquelle un premier ministre socialiste pourrait diriger un gouvernement socialiste avec un président qui ne le serait pas. »

(Lire page 48 l'article d'ANNE CHAUSSEBOURG.)

La colère des giscardiens du PR

M. Gérard Longuet en difficulté

Fins de deux semaines après la décision de M. François Létard de priver M. Michel d'Ornano de ses responsabilités à la tête de la commission exécutive du Parti républicain, les giscardiens de ce parti ne semblent pas du tout disposés à obéir.

M. Gérard Longuet a pu le vérifier à ses dépens, le dimanche 15 novembre, à l'occasion de la réunion du conseil national du mouvement des jeunes giscardiens (MJG), à laquelle il avait été convoqué de longue date. Le numéro trois du PR a été sévèrement interpellé à la tribune par M. Richard Marchand, le secrétaire général du MJG, qui, qualifiant « d'insupportable » la décision de M. Létard, n'a pas hésité à faire voter à l'unanimité par les jeunes giscardiens une motion de soutien à M. d'Ornano.

« Je n'accepte pas la portée de ce vote », a tout aussitôt contesté M. Longuet, gôtant fort peu « ce geste insolent ». Au cours d'un échange plutôt tendu, M. Longuet a reproché à M. Marchand cette initiative publique, lui faisant valoir que, membre de droit

du bureau politique du PR, « c'est dans ce cadre qu'il lui appartient de s'exprimer, pas en dehors ». « Le débat, a-t-il souligné, doit avoir lieu à l'intérieur de la famille et selon ses règles. »

Invité à s'expliquer, M. Longuet a louquement justifié la décision de M. Létard : « Personne d'autre que le secrétaire général, a-t-il plaidé, ne pourrait prendre la responsabilité d'interroger ses partenaires de l'UDF et ses alliés du RPR pour en rendre compte ensuite devant le Parti républicain. Le ministre a, par ailleurs, démenti l'information portant sur la création éventuelle d'une structure de jeunes au sein du PR, mais il a conclu par cette mise en garde : « Nous n'allons pas chercher à l'extérieur, chez un sauveur suprême, un arbitrage ou des solutions ; le PR est parfaitement majeur et capable de régler ses problèmes. »

La veille sur FR 3, le ministre giscardien, Hervé de Charette et était allé lui aussi de son avertissement, en affir-

mant : « L'idée qu'il faille jeter M. Volody Giscard d'Estaing aux orties est une idée malheureuse. Les valeurs d'une France libérale, ouverte et européenne, c'est ce qu'incarnait déjà M. Giscard d'Estaing en 1974 et c'est plus que jamais actuel. » M. de Charette n'a pas exclu l'hypothèse d'organiser un courant giscardien au sein du PR. « Nous réclamons en effet, a-t-il dit, que tous ceux qui se trouvent au sein du Parti républicain, des générations différentes, des hommes politiques de sensibilité parfois différentes mais qui ont en commun un patrimoine et un rôle à jouer dans la vie politique, soient respectés. » Cette décision, a-t-il conclu, « dépendra des événements qui vous suivent. »

Deux rendez-vous sont prévus cette semaine : la réunion du bureau politique du PR, mardi, et le dîner, mercredi, des députés du groupe des Républicains indépendants autour de M. Giscard d'Estaing.

D. C.

PC: les rénovateurs de Haute-Vienne continuent de résister aux envoyés spéciaux de la direction

M. André Lajoinie, qui était dimanche 15 novembre, l'invité du « Forum RMC-FR 3 », a dénoncé « la campagne archaïque », selon lui, en faveur de la candidature de M. Pierre Juquin « par les forces du consensus ». Ce dernier, de son côté, a déclaré « comprendre l'insultante du PCF ».

M. Pierre Biotin, envoyé spécial du bureau politique dont il est membre, chargé de normaliser la récalcitrante fédération communiste de Haute-Vienne, rencontre quelques difficultés dans son entreprise. L'objectif consistant essentiellement à organiser une conférence fédérale respectable et un tant soit peu crédible en vue du vingt-sixième congrès du parti. Après la démission des organes de direction locaux dans leur quasi-totalité (Le Monde du 6 et du 7 novembre) il ne reste plus en fonctions que 15 des 56 membres du comité fédéral.

M. Biotin est secondé dans ses tâches administratives quotidiennes par cinq ou six collaborateurs du comité central qui ont été délégués de Paris. Afin de mieux encadrer quelques difficiles conférences de sections, la direction nationale a expédié sur place un « commando de Kowzei », selon un dirigeant démissionnaire, soit six membres du comité central : M^{me} Justine Vovant et Catherine Marquet, MM. Jean Barrière, Roger Leclerc, Pierre Franchère et Alain Zoubibé.

M. Biotin n'a pas été à la fête, le samedi 14 novembre, pour la conférence de section de Saint-Junias, commune de 12 000 habitants dirigée depuis 1920 par des communistes. Deuxième ville du département, Saint-Junias a accordé environ 40 % de ses voix au PCF aux élections législatives de 1986. La conférence de section a duré près de une heure et demie. Le secrétaire de section a dénoncé, dans son rapport introductif, une rumeur de comble, véhiculée par un dirigeant orthodoxe de Limoges, contestant le rôle

de M. Marcel Rigout dans la Résistance. Ce genre d'argument est plutôt à manier avec prudence au PCF, il a en le don d'émouvoir, semble-t-il, bon nombre de militants.

Dans une résolution demandant boycottage de la conférence fédérale, adoptée par 56 voix pour, 16 contre, un refus de vote et quelques abstentions, les participants se déclarent « choqués par les méthodes scabreuses utilisées par certains pour déstabiliser la direction fédérale qui jouissent de la confiance et de l'appui du plus grand nombre, et condamnent fermement les attaques personnelles dont Marcel Rigout était victime jusque dans la presse du parti ».

Le texte précise que cette section « n'observe pas de délégué à la conférence fédérale des 21 et 22 novembre et demande la convocation d'une autre conférence fédérale, dont le but ne sera pas d'enterrer les problèmes qui viennent d'éclater, mais de les examiner avec courage et responsabilité ».

Au cours de cette conférence, apparemment très tendue, M. Roland Mazoin, le maire de la ville et conseiller général, a mis ses mandats électifs dans la balance. M. André Demery, conseiller général et ancien troisième ligne du XV de Saint-Junias, à Veyrier où cette équipe de rugby brilla de mille feux, a reproché à M. Biotin d'être un arbitre qui sermone les lignes avant et siffle les coups francs toujours du même côté. L'arbitre a subi un revers à Saint-Junias.

La section de Belac, qui a vu débarquer dans sa conférence « un délégué par 12 par hasard », a adopté le projet de résolution de la direction pour le congrès par 2 voix contre 10 abstentions. Cette section qui a droit à 10 délégués à la conférence fédérale n'en nommera donc que 2.

Al Palais-en-Vienne, section de M^{me} Constans, ancien député et adjoint au maire de Limoges, le comité a adopté par deux voix contre une, le mercredi 11 novembre, un texte qui reporte sa propre conférence à une date non précisée et demande à la direction fédérale d'en faire autant. La section des chomains, plutôt acquiescés aux « orthodoxes », a commencé sa conférence, vendredi, avec 18 participants et l'a achevée avec 9 seulement. Cette section qui regroupe sept cellules, ne compte plus que 90 adhérents contre 150 en 1977.

Dans le canton de Saint-Sulpice-les-Feuilles, la section a rejeté le projet de résolution considéré comme « inacceptable » et ne discutant « rien du problème qui se pose actuellement, le problème de la démocratie dans le parti ». La conférence de section a désigné 7 délégués à la conférence fédérale, qui ont immédiatement décidé, à l'unanimité, de boycotter pour protester contre « la hausse surréaliste politique » dont font l'objet, selon eux, les communistes de Haute-Vienne.

A Limoges, les amis de M. Biotin semblent avoir été battus dans les sections nord-est et nord-ouest. Dans la section centre, les contestataires, qui sont majoritaires, envieront 6 délégués et les « orthodoxes » 4 à la conférence fédérale. Situation inverse à la section ouest qui a pourtant rejeté le projet de résolution non amendé, mais expédié une délégation de 8 « orthodoxes » et 1 contestataire.

Au vu de ces quelques conférences de sections, la partie semble compromise pour M. Biotin et la direction nationale.

OLIVIER BUFFAUD et GEORGES CHATAIN.

« L'Humanité » passait par là

Il en a été de même à la section de Pierre-Buffière, dont M. Marcel Rigout est membre, le vendredi 13 novembre. L'ancien ministre, démissionnaire de la direction fédérale, avait décidé, sur le conseil de ses amis, de ne pas participer à la conférence, afin d'éviter que celle-ci se tourne à l'affrontement personnel. M. Pierre Franchère, dirigeant corrézien, n'a pas obtenu de la conférence de section qu'elle revienne sur sa décision, prise le 6 novembre, de ne pas participer à la conférence fédérale.

HISTOIRE DE FRANCE HACHETTE

GEORGES DUBY

LE MOYEN ÂGE
987-1493

HISTOIRE DE FRANCE HACHETTE

EMMANUEL LE ROY LADURIE

L'ÉTAT ROYAL
1493-1610

HISTOIRE DE FRANCE HACHETTE

LA FRANCE: UN PAYS FAÇONNÉ PAR L'HISTOIRE.

GEORGES DUBY
de l'Académie française:
Le Moyen Âge

EMMANUEL LE ROY LADURIE:
L'État Royal

Une grande histoire politique de la France, qui met au jour les racines de notre identité, interroge le berceau de nos institutions et analyse l'archéologie de nos mentalités. Iconographie en couleurs. Chaque volume 290 F.

H

Le Barre

Le attribué à

MBA

3^e CYCLE

2^e CYCLE

MBA

EU

UN

OF

مكتبة الأمل

مكتبة الأمل

Politique

Le panorama des sondages

Le « Barre » en hausse, le « Mitterrand » stable

(Suite de la première page.)

D'une manière générale, l'engouement pour ces opérations symboliques du libéralisme est bien retombé, tant au sein de la droite que de la gauche. La majorité des personnes interrogées pense qu'il serait opportun de faire une pause et qu'il serait inopportun de repartir en sens inverse vers des réalignements si la gauche revenait au pouvoir.

On mesure sur un point précis l'effet d'une campagne d'opinion : si 53 % des personnes interrogées estiment que les privatisations ont profité aux entreprises concernées, 40 % admettent aussi qu'elles ont servi les intérêts du RPR, comme l'ont affirmé les socialistes en se fondant sur le choix des gestionnaires dominants par le gouvernement.

Comment, dans une conjoncture catholique et plutôt déprimante, se comporte l'image des principaux responsables politiques, à six mois d'une échéance qui n'en retiendra qu'un parmi ceux qui s'y préparent ? Les indications chiffrées qui permettent de suivre les grandes tendances de l'opinion sont fournies par des enquêtes effectuées dans la seconde moitié d'octobre, notamment celles de BVA, IPSOS et Louis-Harris, respectivement publiées dans *Paris-Match*, *VSD* et *L'Express*, en ce qui concerne les intentions de vote.

François Mitterrand, dont on ne sait toujours pas s'il sera candidat, se maintient à un bon niveau d'adhésion. Selon l'enquête SOFRES-*Figaro-Magazine*, 50 % des personnes interrogées lui font confiance, 53 % suivant l'échelle de BVA-*Paris-Match*; 56 %, d'après le taux de satisfaction du sondage IFOF-*Journal du dimanche*. BVA note que 53 % des personnes interrogées souhaitent que le président sortant se représente : c'est la première fois que cette société enregistre qu'une majorité absolue exprime ce vœu. Il y a une différence entre se représenter et être réélu : une précédente enquête de la SOFRES pour le *Point* avait fait ressortir que si 35 % des sondés souhaitent que l'actuel président fût reconduit, 37 % ne voulaient pas lui voir confier un second mandat.

Fût-ce à son corps défendant, M. Mitterrand reste le meilleur candidat potentiel de la gauche. Les enquêtes sur les intentions de vote le confirment. Pour les trois sociétés

qui les font et les publient régulièrement, le score du président sortant se caractérise toujours, fin octobre-début novembre, par une grande stabilité et parfois une légère progression. M. Mitterrand est crédité de 37 % à 40 % des suffrages exprimés au premier tour. Au second, il est toujours placé en tête avec 52 % à 53 % s'il affronte M. Barre, et 53 % à 58 % s'il est opposé à M. Chirac.

Si François Mitterrand ne se représente pas, Michel Rocard reste le candidat le plus fréquemment cité pour représenter la gauche. Par 18 % des personnes interrogées, selon BVA. Comment interpréter ce chiffre, sinon en convenant que le député des Yvelines est reconnu comme le meilleur remplaçant, parce qu'il s'est présenté comme tel, mais qu'il souffre de la présence du titulaire ? On le voit bien en se reportant à la répartition des vœux de l'électorat de gauche : 61 % au profit de M. Mitterrand, 14 % en faveur de M. Rocard, autant que M. Lajoinie, le candidat communiste. C'est l'image d'une situation faussée et bloquée.

Selon la dernière cote de confiance de BVA, « l'autre » concurrent de la gauche socialiste est en progression de sept points avec un score de 48 % ; l'enquête de la SOFRES pour le *Figaro Magazine* situe son niveau de popularité au niveau de 49 %, qui n'a pas varié de manière significative. Et selon le baromètre présidentiel SOFRES - « le Nouvel-Observateur », il ferait un bon président pour 48 % des personnes interrogées, ce qui le place en troisième position derrière M. Mitterrand (59 %) et M. Barre (58 %), et devant M. Chirac (42 %).

Dans les intentions de vote, Michel Rocard recueille entre 28 % et 31 % au premier tour, tantôt en légère hausse, tantôt en légère baisse. Au second tour, ses courbes d'évolution marquent une tendance à la hausse. Il obtient, selon les divers sondages, de 46 % à 48 % des suffrages contre M. Barre, qui le précède toujours, et de 49 % à 55 % contre M. Chirac, qui le bat nettement selon BVA. Parmi les autres candidats de gauche, celui de Parti communiste, André Lajoinie, figure au premier tour avec une stabilité de résultats, entre 5 % et 6 %, qui vient troubler l'entrée en lice, quantifiée par IPSOS, de Pierre Juquin (4 %).

Dès lors, le représentant officiel du PC retombe à ce niveau, mais ce n'est, bien sûr, qu'une première mesure de cette concurrence.

Entre Raymond Barre et Jacques Chirac, il y a, certes, du suspense mais point d'ambiguïté puisqu'il est attendu, en l'état actuel des choses, qu'ils s'affrontent au premier tour. On vient de voir que le député du Rhône était perçu, au même niveau que M. Mitterrand, comme un bon président potentiel. La dernière enquête SOFRES-*Figaro Magazine* nous dit que 49 % des personnes interrogées (+ 3) souhaitent lui voir jouer un rôle important dans l'avenir (41 % pour Jacques Chirac). BVA le classe comme le meilleur candidat de la droite ; il recueille l'aval de 44 % des électeurs de ce camp, contre 34 % seulement en faveur de M. Chirac.

Voyons maintenant les intentions de vote qui départagent les deux champions de la droite. Raymond Barre obtient entre 20 % et 24 % au premier tour, en hausse, selon BVA et IPSOS, en baisse selon Louis-Harris. Jacques Chirac est entre 17 % et 21 %, ce qui traduit une tendance à la baisse, sauf pour BVA, qui enregistre un résultat identique à celui du mois précédent.

Au second tour, Raymond Barre est crédité de 47 % à 48 % des voix face à François Mitterrand, avec une tendance à la stabilité en octobre ; avec un score évalué entre 52 % et 54 %, il devance toujours Michel Rocard, suivant une tendance enregistrée depuis le printemps.

Jacques Chirac conserverait, lui aussi, une certaine stabilité face à François Mitterrand, avec des résultats variant entre 41 % et 46 %, mais il fléchirait devant Michel Rocard avec une fourchette de 45 % à 51 % ; dans les dernières enquêtes faites, seule celle de Louis-Harris le donne vainqueur dans ce cas de figure.

BVA et *Paris-Match* se sont penchés sur ce phénomène qui fait que la droite, potentiellement dominante au premier tour, ne l'emporte pas au second. L'étude des reports de voix montre que plus de 20 % des électeurs chiraquiens refusent de voter au second tour pour Raymond Barre et préfèrent se partager entre l'abstention et le candidat socialiste. Réciproquement, 40 % des électeurs barriéristes n'abandonnent plutôt que de se reporter sur Jacques Chirac.

A cette première source de dépendance s'en ajoute une autre : celle des suffrages de Jean-Marie Le Pen dont la moitié refuse de soutenir Raymond Barre ou Jacques Chirac. C'est, typiquement, le genre d'attitude que la campagne peut faire évoluer, sauf si elle fixe ces blocages, comme ce fut le cas en 1981.

Plusieurs enquêtes, notamment celle de la SOFRES dans le *Monde* du 3 novembre, ont illustré le trouble qui a saisi l'électorat de M. Le Pen après les interventions contestées de celui-ci et des députés du Front national. Les dernières enquêtes sur les intentions de vote ne traduisent pas, à l'exception de celle de BVA, un reflux durable. Jean-Marie Le Pen obtient entre 7 % et 11 % des voix. La motivation purement contestataire d'une fraction de cet électorat résiste à toute autre considération. Quand on a que « non » à crier, on ne s'embarrasse pas des moyens.

ANDRÉ LAURENS.

Le sénateur Daniel Millaud demande la création d'une commission d'enquête sur l'émeute de Papeete

Le sénateur centriste de la Polynésie française, M. Daniel Millaud, qui ne cache pas sa sympathie pour M. Raymond Barre, ne décolère pas depuis l'émeute du 23 octobre à Papeete : « Le ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pons, aurait dû démissionner tout de suite car l'Etat et le gouvernement n'ont pas fait leur travail en Polynésie française », déclarait-il vendredi 13 novembre à la presse. « Ce sont eux qui portent les plus grandes responsabilités dans les violences qui se sont produites, même si ces responsabilités se situent bien en amont des incidents. Cela fait des années que le signal qu'il n'y a pas, chez nous, assez de magistrats, pas assez d'agents de la police nationale, trop de gaspillages des fonds publics, comme ce fut le cas avec l'argent répandu après le cyclone de 1983 par l'Agence territoriale pour la reconstruction qui a finalement reconstruit et réparé beaucoup plus de maisons qu'il n'y en avait eu de détruites... »

Pour M. Millaud, « on il y a eu l'incompétence ou cette émeute a été délibérément provoquée ». Et le sénateur de la Polynésie penche pour la seconde explication : « J'ai la conviction qu'il s'agit d'un coup monté. On aurait voulu démontrer que ce territoire est en voie de déstabilisation pour justifier une reprise en main et provoquer ensuite un changement de statut dans un sens plus favorable à l'Etat qu'on ne s'y serait pas pris autrement. J'ai déjà vu ça en 1958 quand on a fait croire, en Nouvelle-Calédonie, que le président de l'Union calédonienne, Maurice Lamoran, avait voulu incendier l'assemblée territoriale et quand mon prédécesseur, Pouanua Opa, avait été accusé, en Polynésie, de fabriquer des cocktails Molotov. Comme la grève des docteurs de l'Union calédonienne a créé des problèmes au Centre d'expérimentation du Pacifique, j'ai la conviction que les militaires ont fantasmé et que c'est à la demande du ministère de la défense que l'on a lancé les premiers bruits de cause Papeete, sous l'autorité de M. Pons et avec l'accord de M. Gaston Flosse qui mène actuellement campagne pour essayer de reprendre en main la situation politique avant l'élection présidentielle. Si ça, comment se fait-il que le soir des événements l'on ait adjoint au haut commissaire, M. Pierre Angeli, la présence d'un général et que certains militaires aient ensuite parlé, d'une « opération techniquement réussie » ? »

M. Millaud, qui a déjà exprimé ce point de vue au ministre des DOM-TOM et qui réclame la constitution d'une commission d'enquête parlementaire, doit être reçu prochainement à l'Elysée par M. François Mitterrand.

A. R.

Le sénateur Daniel Millaud demande la création d'une commission d'enquête sur l'émeute de Papeete

Le sénateur centriste de la Polynésie française, M. Daniel Millaud, qui ne cache pas sa sympathie pour M. Raymond Barre, ne décolère pas depuis l'émeute du 23 octobre à Papeete : « Le ministre des DOM-TOM, M. Bernard Pons, aurait dû démissionner tout de suite car l'Etat et le gouvernement n'ont pas fait leur travail en Polynésie française », déclarait-il vendredi 13 novembre à la presse. « Ce sont eux qui portent les plus grandes responsabilités dans les violences qui se sont produites, même si ces responsabilités se situent bien en amont des incidents. Cela fait des années que le signal qu'il n'y a pas, chez nous, assez de magistrats, pas assez d'agents de la police nationale, trop de gaspillages des fonds publics, comme ce fut le cas avec l'argent répandu après le cyclone de 1983 par l'Agence territoriale pour la reconstruction qui a finalement reconstruit et réparé beaucoup plus de maisons qu'il n'y en avait eu de détruites... »

Pour M. Millaud, « on il y a eu l'incompétence ou cette émeute a été délibérément provoquée ». Et le sénateur de la Polynésie penche pour la seconde explication : « J'ai la conviction qu'il s'agit d'un coup monté. On aurait voulu démontrer que ce territoire est en voie de déstabilisation pour justifier une reprise en main et provoquer ensuite un changement de statut dans un sens plus favorable à l'Etat qu'on ne s'y serait pas pris autrement. J'ai déjà vu ça en 1958 quand on a fait croire, en Nouvelle-Calédonie, que le président de l'Union calédonienne, Maurice Lamoran, avait voulu incendier l'assemblée territoriale et quand mon prédécesseur, Pouanua Opa, avait été accusé, en Polynésie, de fabriquer des cocktails Molotov. Comme la grève des docteurs de l'Union calédonienne a créé des problèmes au Centre d'expérimentation du Pacifique, j'ai la conviction que les militaires ont fantasmé et que c'est à la demande du ministère de la défense que l'on a lancé les premiers bruits de cause Papeete, sous l'autorité de M. Pons et avec l'accord de M. Gaston Flosse qui mène actuellement campagne pour essayer de reprendre en main la situation politique avant l'élection présidentielle. Si ça, comment se fait-il que le soir des événements l'on ait adjoint au haut commissaire, M. Pierre Angeli, la présence d'un général et que certains militaires aient ensuite parlé, d'une « opération techniquement réussie » ? »

M. Millaud, qui a déjà exprimé ce point de vue au ministre des DOM-TOM et qui réclame la constitution d'une commission d'enquête parlementaire, doit être reçu prochainement à l'Elysée par M. François Mitterrand.

A. R.

PIERRE MIQUEL



La mémoire d'un Français né au début du siècle est un trésor unique d'informations. Il a vécu ou subi l'essentiel des bouleversements du monde. Il y a, de ce point de vue, une nouvelle histoire de l'histoire contemporaine à écrire. Ce premier volume est consacré aux années de la Première Guerre mondiale.

PIERRE MIQUEL

LES HOMMES DE LA GRANDE GUERRE

Histoires vraies

FAYARD

456 pages
120 F

Le « prix Politico » attribué à M. Jacques Delors

Le prix Politico, décerné par un jury de journalistes à l'homme politique et le plus puissant de l'année, a été attribué le dimanche 15 novembre, à M. Jacques Delors, président de la Commission des Communautés européennes. Ce prix est doté d'un siège orientable.

Le jury a manifestement fait preuve de charité chrétienne envers un homme qui a souffert sous Pompidou, a été crucifié sous Mitterrand, consent à ressusiter sous Raymond Barre et pardonne à tous ceux qui le soumettraient aux supplices de Metignon. Il a exprimé la même défiance envers M. Laurent Fabius, « qui n'est pas premier ministre quand les affaires commencent et ne l'est plus quand elles défilent », M. Fabius a donc bénéficié d'un « non-sens ».

Un « noyau dur » a été attribué à M. Balladur et un « joyeux dur » à M. Chelandon. Une « vraie-fausse mention » a été décernée à un ministre dont l'identité est protégée par le secret-défense. Le jury, en sa mansuétude, précisa enfin qu'il s'est refusé à attribuer à M. Edouard Dailly, vice-président du Sénat, le prix Politico qui n'est doté d'aucun avantage fiscal.

EUROPEAN UNIVERSITY OF AMERICA

1629 Pine Street at Van Ness - San Francisco, Ca 94109

MBA Master of Business Administration
Programme à San Francisco en 14 mois spécialisé en Management International, associant une pédagogie active à une expérience pratique par le projet personnel/professionnel.

3° CYCLE Diplômés de l'enseignement supérieur : Titulaires de maîtrise, ingénieurs, médecins, pharmaciens, architectes, I.E.P....

Programme de 12 à 18 mois préparant un Master of Business Administration (M.B.A.) à Paris et à San Francisco.

2° CYCLE Intensif :
Coursus spécifiques de deux ans préparant un Master of Business Administration à Paris et à San Francisco.

Informations et sélections : European University of America
17-25, rue de Chaillot (Métro Ixma), 75116 Paris - (1) 40 70 11 71

Communiqué par European University of America - San Francisco - California

Référendum municipal à Mons-en-Barœul

Quelques six mille Français et immigrés de la commune de Mons-en-Barœul (Nord) se sont rendus aux urnes, le dimanche 15 novembre, pour se prononcer sur le référendum sur le futur réseau de télécommunication par câble. Au terme de ce scrutin, il ressort que 71,09 % des électeurs souhaitent que le coût de la réalisation de ce réseau soit supporté par la municipalité, tandis que 28,90 % ont choisi d'alléger la pression fiscale locale en confiant l'installation du câble à une société privée.

Depuis la conquête de la mairie, en 1977, par la liste d'Union de la gauche conduite par M. Marc Wolf (PS), c'est la troisième fois que les citoyens de cette municipalité de la banlieue lilloise sont consultés par référendum sur leurs choix en matière de fiscalité et d'équipements locaux.

Selon M. Wolf, les résultats du scrutin de dimanche « témoignent de la maturité de la population de la ville ». Les résultats de ce référendum sont les suivants : inscr., 12 073 ; vot., 6 527 ; suffr. expr., 6 251. Quarante mille quatre cent quarante-quatre électeurs ont choisi le recours aux fonds publics, tandis que mille huit cent sept ont opté pour l'appel à une société privée.

J.-R. L.

Le « prix Politico » attribué à M. Jacques Delors

Le prix Politico, décerné par un jury de journalistes à l'homme politique et le plus puissant de l'année, a été attribué le dimanche 15 novembre, à M. Jacques Delors, président de la Commission des Communautés européennes. Ce prix est doté d'un siège orientable.

Le jury a manifestement fait preuve de charité chrétienne envers un homme qui a souffert sous Pompidou, a été crucifié sous Mitterrand, consent à ressusiter sous Raymond Barre et pardonne à tous ceux qui le soumettraient aux supplices de Metignon. Il a exprimé la même défiance envers M. Laurent Fabius, « qui n'est pas premier ministre quand les affaires commencent et ne l'est plus quand elles défilent », M. Fabius a donc bénéficié d'un « non-sens ».

Un « noyau dur » a été attribué à M. Balladur et un « joyeux dur » à M. Chelandon. Une « vraie-fausse mention » a été décernée à un ministre dont l'identité est protégée par le secret-défense. Le jury, en sa mansuétude, précisa enfin qu'il s'est refusé à attribuer à M. Edouard Dailly, vice-président du Sénat, le prix Politico qui n'est doté d'aucun avantage fiscal.

CULTURE GÉNÉRALE

UNE MÉTHODE POUR REVIVRE LES BASES
Le parcours suivi de Miquel et de la révélation

Consacrez quelques heures par semaine à la mise à jour de connaissances de base. Une méthode qui présente les 20 principaux domaines de la culture générale sous une forme simple, dans la chronologie des événements, des mouvements de pensée et des hommes, des civilisations.

Littératures, arts, histoire, sciences politiques, économie, religions, etc.

Documentation gratuite à l'Institut Culturel Français, service 3944, 35, rue Collange, 92283 Paris-Levallois.
Tél. : (1) 42-70-73-63.

attiment de résister
rection

ETTE

CE: FAÇONNÉ

STOIRE.

UBY

Age

LE ROY

Politique

La discussion budgétaire au Parlement

L'influence des élus est pratiquement nulle

Un mois de débats pour quoi faire ? Le budget de l'Etat pour 1988, que viennent d'adopter les députés (*Le Monde* date 15-16 novembre) et que commencent à examiner les sénateurs le lundi 16 novembre, ressemble comme un frère jumeau à celui qu'avait mis au point le conseil des ministres : les recettes n'ont augmenté que de 0,046 % et les dépenses de 0,036 %... L'influence des parlementaires est pratiquement nulle sur la manière dont le gouvernement entend récolter l'argent des contribuables et sur la façon dont il compte l'utiliser.

Un autre chiffre permet de le mesurer. Pour manifester leur mauvaise humeur devant la faiblesse des crédits pour l'enseignement agricole privé et l'aide aux éleveurs victimes des quotas laitiers, la majorité — du moins une partie d'entre elle — avait réduit de 125 millions de francs le budget du ministère de l'Agriculture. Bien entendu, grâce à une deuxième délibération, ces sommes ont été rétablies. Or elles sont à peine inférieures à la moitié de celles que, selon la tradition, le ministre du budget a accordées à la « réserve parlementaire », cet argent de poche dont le gouvernement veut bien laisser la libre disposition aux députés, du moins au président de la commission des finances et au rapporteur général.

Cette année, la construction d'un budget apparemment rigoureux, agréable aux contribuables à qui sont promises des baisses d'impôt et aux électeurs à qui sont accordés

plusieurs satisfactions, avait été trop délicate pour que le gouvernement laisse la moindre marge de manœuvre au Parlement. D'autant que, à la veille de l'élection présidentielle, le bénéfice des bonnes nouvelles ne pouvait qu'être laissé au premier ministre.

Un mois pour rien ? Non. D'abord parce qu'il est utile et même indispensable que toute modification de la législation fiscale que contient traditionnellement toute loi de finances soit examinée de près par les parlementaires. Ainsi, cette année, il est heureux que la complexe réglementation de la fiscalité des groupes préparée par la Rue de Rivoli n'ait pas été approuvée les yeux fermés. Le méticuleux travail auquel s'est livré la commission des finances a mis au jour de nombreuses imprécisions, de nombreux manques, qui ont été corrigés.

La fonction de contrôle

La discussion budgétaire ne sert pas seulement à voter les crédits. Elle permet aussi une fois par an aux différents ministres de présenter leur politique aux parlementaires et à ceux-ci de l'analyser et d'en faire la critique. Pour les députés et les sénateurs, c'est bien souvent la seule occasion de jouer leur rôle de contrôle de certains départements ministériels. Cette année, cet aspect du débat a été décevant à l'Assemblée nationale. Enfermés dans la fiction qui veut que l'action de l'actuelle majorité continuera après l'échéance présidentielle, la plupart des membres du gouvernement se sont interdits de dresser le bilan de leur passage de deux ans au pouvoir. Prisonniers de la même logique, les députés RPR se sont satisfaits d'un étalage de louanges peu convaincantes, parce que systématiques. Ceux de l'UDF, écartelés entre la solidarité majoritaire et l'attraction que M. Barre exerce sur eux, ne peuvent contester qu'en silence. Quant au PS, en donnant la parole presque systématiquement à ses anciens ministres, il a transformé la discussion en analyse comparée de l'action d'hier et de celle d'aujourd'hui. Les perspectives d'avenir ont donc été absentes du débat.

Cette atonie des échanges tient au sentiment partagé par tous les députés que le budget discuté ne sera pas appliqué. Mais il en allait de même à l'automne 1985. Or la discussion avait été plus intéressante. A l'époque, une équipe se préparait à succéder aux socialistes : on pouvait s'opposer à un bilan. Aujourd'hui, l'incertitude sur l'avenir règne. De plus, la crise boursière et monétaire a rappelé que le budget de l'Etat n'est pas le principal acteur de la vie économique. Elle a convaincu les députés que la réussite ou l'échec de la majorité ne serait pas mesurée à l'anne budgétaire.

THIERRY BRÉNIER.

La distribution des « primes »

Ah ! les bonheurs de la deuxième délibération. Grâce à elle et dans la discrétion d'une fin de séance, quand la fatigue de la nuit atténue les réactions, le gouvernement peut facilement convaincre sa majorité de revenir sur une saute d'humeur, surtout quand un vote bloqué l'oblige, dans un même mouvement, à renoncer à ce qu'elle avait d'abord imposé aux ministres et à approuver la totalité du budget !

Les désobéissances ont été rares cette année, mais M. Alain Juppé a tenu malgré tout à débarrasser « sa » loi de finances des moindres scories votées dans un premier temps contre son avis. Ainsi a été rétablie à la fin de la discussion budgétaire, dans la nuit du vendredi 13 au samedi 14 novembre, la partie des crédits des ministères de l'éducation nationale et de la culture précédemment repoussée en raison d'un oubli dans le maniement des clés de vote électronique. Ainsi a été supprimée l'obligation imposée au gouvernement de fournir au Parlement des renseignements sur les dotations provenant des privatisations versées aux industries d'armement, sur le détail des fonds de concours dont bénéficie le ministère des finances, sur la distinction des rémunérations payées par le ministère de l'éducation nationale selon les ordres d'enseignement ou sont employées leurs destinataires.

Multiplis sollicitations

Ainsi ont été rétablies les crédits pour le recensement agricole et les offices de produits, diminués lors du vote du budget de l'agriculture par la majorité, qui avait voulu manifester sa mauvaise humeur contre la faiblesse

des dotations à l'enseignement privé et à la restructuration des producteurs de lait. La majorité n'a obtenu que peu de satisfactions sur ces deux points. Dans la « réserve parlementaire », il n'y a rien pour la première demande, et simplement dix millions de francs pour la seconde.

Car la deuxième délibération sert aussi à distribuer quelques menues sommes selon les souhaits, non des ministres, mais du président et rapporteur général de la commission des finances, qui sont ainsi l'objet de multiples sollicitations.

Cette année, les deux hommes ont eu à répartir 287 millions de francs. Charité bien ordonnée commençant par soi-même, M. Michel d'Ornano, élu du Calvados, a accordé 6 millions à l'Institut des sciences de la matière et du rayonnement installé à Caen, et 6,5 millions aux Haras. Quant à M. Robert-André Vivien (Val-de-Marne), il a obtenu quelques millions pour l'entretien de l'A 86 dans sa traversée du Val de Marne. Les routes et la sécurité routière ont, il est vrai, été particulièrement gâtées puisqu'elles ont obtenu en tout 54 millions.

La justice n'a pas non plus été oubliée, puisque 10 millions ont été ajoutés pour la rénovation des prisons et 21 pour les indemnités de fonction des magistrats de l'ordre judiciaire afin d'accroître leur mise à niveau avec celle des membres des tribunaux administratifs. Ceux-ci profiteront des 5,5 millions prévus pour l'amélioration de leurs locaux. M. Charles Pasqua obtient aussi 8 millions de plus pour les services d'incendie et 3 pour commencer la mise en place d'une unité de sécurité civile spécialisée dans les risques chimiques et nucléaires dont il souhaite la création depuis l'été 1981.

M. Michel Barnier (RPR, Savoie) n'a pas non plus à se plaindre de cette « réserve » : il obtient 10 millions pour améliorer les hôpitaux de sa Savoie avant les Jeux olympiques. Comme l'avait promis M. Jacques Chirac, l'Institut Pasteur pourra financer dix postes de chercheurs supplémentaires pour la lutte contre le SIDA. Les centres d'aide par le travail pour les handicapés recevront, eux, 15 millions de plus.

Un geste pour les anciens combattants

Les subventions aux associations, réduites à la portion congrue dans le projet de budget, ont été revalorisées de quelques millions : 3 pour l'action culturelle, 5 pour l'aide à la musique, 2 pour les œuvres sociales des enfants de Français de l'étranger, 4 pour l'équipement des grandes associations de tourisme social, 15 pour les clubs sportifs. Même le Conseil national de prévention de la délinquance, pourtant créé par la gauche, n'a pas été oublié : il reçoit 2 millions.

Chacun aura sa « prime » : les ports auront 16 millions, l'aide aux navires de pêche 4 millions, l'entretien des monuments historiques 4 millions, les agences d'urbanisme 3 millions, le fonds d'intervention pour l'aménagement du territoire 2,2 millions, les musées classés 4,1 millions, les centres anti-cancéreux 4,5 millions, les RIT 2 millions... Les crédits pour l'enseignement supérieur privé sont accrus de 15 millions.

Enfin, puisqu'il n'y a pas de bon budget sans geste pour les anciens combattants, 5 millions seront consacrés à l'amélioration de leur retraite mutualisée.

Th. B.

20 H R-V AU THEATRE AVEC LA FEMME A LA CRAVATE NOIRE
SIGNÉ: *modigliani*

LE CHATEAU EN FRANCE
sous la direction de J.P. BABELON
Co-édition : Caisse Nationale des Monuments Historiques et Sites de Château, architecture et société
21 x 30 cm - 440 p. - 350 F
Berger-Levrault
UN GRAND NOM DE FRANCE

EXCLUSIVITE RTL

LUNDI 16 NOVEMBRE A 18 H

MONSIEUR

FRANÇOIS MITTERRAND

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

REPOND AUX QUESTIONS DE PHILIPPE ALEXANDRE

RTL

EN DIRECT SUR

سكينة الحظ

La multiplication des mariages entre Français et immigrés

Couples métissés

Malgré toutes les difficultés qu'ils rencontrent, les couples franco-immigrés se multiplient. C'est un phénomène qui va bien au-delà des « mariages de complaisance », permettant à des étrangers d'acquiescer la nationalité française et que le gouvernement voudrait combattre par une réforme de la législation.

Tous les samedis, à l'heure du déjeuner, ils se retrouvent dans ce modeste local du dix-huitième arrondissement de Paris, près d'une association. Du nouveau ? Le Sénégalais n'a pas obtenu ses papiers. Le Camerounien non plus. L'Égyptien pas davantage... Rien de nouveau, mais un ami de plus : ce jeune Mauricien moustachu qui s'est retrouvé, lui aussi, au royaume du Père Ubu.

« J'avais un récépissé provisoire de séjour. Après mon mariage avec une Française, ils m'ont dit : « Vous devez attendre un an pour pouvoir travailler et devenir français. » Au bout d'un an, je suis retourné à la préfecture. Ils m'ont dit : « Vous ne pouvez pas travailler, vous ne pouvez pas devenir français, puisque vos papiers ne sont plus en règle. »

Le Malien : « Moi, je suis marié depuis dix-sept mois. J'ai une promesse d'embauche mais on ne peut pas m'engager sans carte de résident. A la préfecture, ils me disent : « Retournez d'abord dans votre pays et demandez un visa de long séjour. » Mais, là-bas, on ne délivre pas de visa de long séjour. »

Sophie J., l'une des fondatrices de ce Regroupement des conjoints franco-étrangers (1), tire nerveusement sur sa cigarette : « C'est

absurde : la France lève ses propres nationaux. Nous, Français, épouses étrangères, nous sommes plus mal traitées que les non-Français. Un travailleur étranger, lui, a le droit de faire venir son conjoint en France sans être regroupement familial. »

Tous ces couples subissent les fondres de la loi du 8 septembre 1986, destinée entre autres à lutter contre les fraudes. Car il ne suffit plus d'épouser un citoyen français pour obtenir immédiatement une autorisation de travail, une garantie de non-expulsion et, au bout d'un an, la carte de résident privilégié. La nouvelle loi est pleine foudre : les conjoints étrangers qui n'avaient pas de carte de séjour avant leur mariage ou qui ont laissé passer le délai fatidique de trois mois au-delà duquel un visiteur étranger ne peut plus résider en France sous le couvert de son seul passeport.

S'ils ont échappé à la reconduite à la frontière, ces jeunes mariés se retrouvent, au bout d'un an, dans une curieuse situation : on ne peut plus les expulser, on ne peut plus leur opposer la situation de l'emploi d'une demande de travail, mais on ne leur délivre pas de titre de séjour. Ils n'ont donc ni papiers, ni travail, ni sociale, et commencent bien leur vie conjugale !

Heureusement, la grande majorité des couples mixtes échappent à ce piège. Pour se marier, un étranger en situation régulière ne rencontre en principe aucune difficulté. Et — selon la loi actuelle, que le gouvernement voudrait modifier — il peut devenir français par simple déclaration s'il a vécu six mois en

France sous le même toit que son conjoint.

Donc, en principe, aucune tracasserie administrative. Mais que de problèmes par ailleurs ! Les couples mixtes restent un défi à la société, dans un pays où il n'y a pas si longtemps, un mariage entre catholique et protestant apparaissait encore comme un acte contre nature.

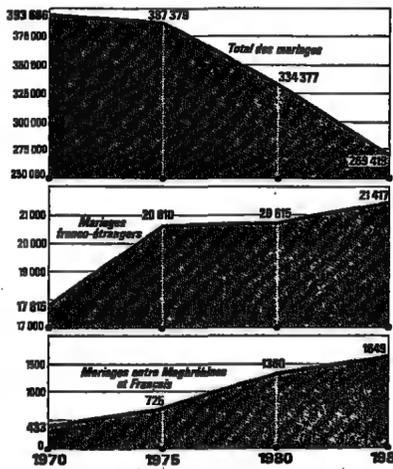
Ceux qui échappent aux ordinateurs

Les mariages mixtes évoluent, depuis le début du mariage, en fonction des guerres et des vagues d'immigration. Entre 1915 et 1919, de nombreuses Françaises avaient épousé des étrangers — surtout des Belges, — puisque les hommes étaient manquants (au front, prisonniers ou tués). Situation inverse dans les années 30 : Français

rages. On les accuse en quelque sorte d'être passés dans l'autre camp. Avec tout ce que l'insouciant peut charrier de Français : les Français se sentiraient dans un virilisme si une de ces voisines d'un Noir, à qui on attribue des avantages sexuels supérieurs.

Au lieu de décourager les conjoints, ces difficultés tendent à les rapprocher l'un de l'autre. Et à rendre leurs couples plus forts, remarque le sociologue Augustin Barbara, qui a écrit ce sujet une thèse de doctorat et un livre (2). « Les mariages mixtes, dit-il, les partenaires savent que le départ de l'un d'eux est différent de l'autre. Ils se tombent pas dans le piège de la fusion. Ils ont vu les autres couples, ils ont sur les autres couples un temps d'avance qui est une chance. »

Mais au fil des mois ou des années les difficultés resurgissent. « Dans



épousent des étrangères, puisqu'ils sont en surnombre par rapport aux femmes de deux ou trois ans plus jeunes. On trouve ainsi des mariages franco-italiens, puis franco-polonais, suivis de mariages franco-espagnols à partir de la victoire du franquisme et de l'exil des opposants. En 1946, trois mille Françaises épousèrent des soldats américains. Aujourd'hui, les mariages franco-portugais arrivent en tête, suivis des mariages franco-algériens.

Malheureusement, ces unions mixtes sont en progression constante : on est passé de 17 816 en 1970 à 21 417 en 1985. Progression d'autant plus sensible que le nombre total des mariages en France diminue de plus en plus. Les mariages mixtes représentent désormais près de 8 % du total (voir le schéma).

Mais ces chiffres ne donnent pas l'exacte mesure des « couples interculturels ». Pour trois raisons au moins.

D'abord, les mariages célébrés à l'étranger ne sont pas comptabilisés en France. D'autre part, nombre de couples échappent aux ordinateurs de l'INSEE par la bonne raison qu'ils ne sont pas mariés. Enfin, beaucoup de conjoints, recensés — à juste titre — comme français, sont des immigrés de la première ou de la deuxième génération. Ce qui fausse les chiffres dans les deux sens.

La chose la plus frappante, par exemple, est l'augmentation des mariages mixtes franco-Maghrébines et des Français, alors que l'islam interdit aux musulmans de s'unir à des hommes d'une autre religion. Mais parmi ces hommes, combien y a-t-il de Français maghrébins ? Les statistiques ne le disent pas. On sait seulement qu'un certain nombre de « beurrites » font leur première expérience sexuelle avec un jeune Français « de souche », prenant le risque d'être sévèrement punis par leurs frères ou leurs parents.

Deux prénois au choix

Claude Lévi-Strauss soulignait la parenté entre l'inceste et le mariage mixte. Dans le premier, l'union est rejetée pour « grande proximité » ; dans l'autre, pour distance et différence excessive. Mais c'est une question de degré et de milieu social. Une polytechnicienne se mariera sans problème avec un camarade promotion sud-américain, alors qu'un OS fera peut-être scandale en épousant une Malienne ou une Marocaine...

Les conjoints sont parfois condamnés par leurs deux entou-

« un couple et la religion n'ont rien », c'est le sentiment qui retient Marine Muller (3). Elle sait de quoi elle parle, ainsi que sa fille « enlevée » par son ex-compagnon tunisien. Des centaines de femmes vivent aujourd'hui au titre de française et de l'exil des opposants. En 1946, trois mille Françaises épousèrent des soldats américains. Aujourd'hui, les mariages franco-portugais arrivent en tête, suivis des mariages franco-algériens.

L'arrivée d'un couple dans un couple interculturel « ressuscite en effet le passé et fait surgir de nouvelles questions. Quelle langue lui parler ? Quelle religion lui donner ? Et, d'abord, quel prénom ? Les conjoints franco-maghrébins adoptent parfois d'assez neutres — Myriam est très aimé pour les filles — ou le plus souvent deux prénoms, l'un français, l'autre arabe, laissant en quelque sorte l'enfant choisir lui-même, plus tard.

Dans une société où le divorce se banalise, il n'est pas étonnant que beaucoup de couples mixtes se défassent. Les mots qui s'échangent entre les conjoints peuvent faire très mal, car tout ce qui était enfoui, murmuré par l'entourage, peut resurgir. C'est la revanche des familles respectives, le retour à la norme, la rentrée dans le rang. Avec toutes les conséquences qu'on imagine sur les enfants, tiraillés entre deux fidélités, ballotés entre deux cultures...

Bien sûr, les couples réussis sont légion. Une Française, Françoise Abdelaziz, mariée depuis près de trente ans à un Algérien, vient de prendre la plume pour en témoigner (4). Mais il ne faudrait pas, une fois de plus, se polariser sur les Maghrébins, en oubliant les innombrables mariages franco-italiens, franco-espagnols ou franco-polonais qui ont tant contribué à dessiner le visage de la France au cours des dernières décennies.

Aujourd'hui, dans le « Chimatou » parisien que se profilent bien des familles de demain, un Français et une jeune fille brésilienne prennent naissance, en raison même de la réussite sociale des immigrés asiatiques. « Sans inter-mariages, il n'y a pas d'intégration », soulignait Fernand Braudel. On pourrait ajouter que sans un minimum d'intégration il n'y a pas de couples mixtes réussis.

ROBERT SOLÉ.

- (1) 28, rue de Laghouat, Paris. Tél. : 42-59-26-89.
- (2) Mariages sans frontières, Le Centurion, 1981.
- (3) Coucous, pommes frites, éditions Ramsay, 1987.
- (4) Je, femme d'immigré, Cerf, 125 pages, 65 F.

Les prolongements de l'affaire Luchaire

Des documents suédois impliquent la Société nationale des poudres dans une vente d'explosifs à l'Iran en 1985

Sur la foi de documents administratifs provenant de Suède, qui mettent en cause un homme d'affaire de ce pays, M. Karl Erik Schmitz, le *Matin* du lundi 16 novembre implique la Société nationale des poudres et explosifs (SNPE), entreprise française, dans un commerce illicite de matières explosives avec l'Iran. Cette affaire, dont le presse a évoqué les grandes lignes, pour avoir suscité une enquête interne à la délégation générale de l'Armement (*Le Monde* du 7 novembre), aurait eu lieu fin 1984 et début 1985.

Le *Matin* publie une série de documents aux termes desquels la société Scandinavien Commodity, dirigée par M. Schmitz, a été soupçonnée d'avoir pu livrer à l'Iran 800 tonnes de poudre à canon en provenance de la SNPE par l'intermédiaire de la société suédoise d'armement Bofors. Pour cette commande obtenue par l'homme d'affaires suédois, Bofors avait officiellement le « partenaire suédois » de la SNPE, mais le client était l'Iran.

Un porte-parole de la SNPE, que préside M. Guy-Jean Bernardy, ancien contrôleur général des armées et ancien membre du cabinet ministériel à la défense, notamment du temps de MM. Michel Debré et Yvon Bouge, a reconnu l'existence d'une telle livraison à Scandinavien Commodity. Il a cependant ajouté que la SNPE, à l'époque, estimait que ses fournitures étaient destinées à l'Amérique du Nord. Les décrets ont commencé à être versés vers la fin de 1985, lors d'une enquête interne de la délégation générale pour l'arme-

ment, diligentée par M. Paul Quilès, alors ministre de la défense. D'autre part, l'administration suédoise a cherché à écarter les activités de M. Schmitz.

Selon le *Matin*, il est exclu que le chef du bureau des exportations du département poudres et explosifs de la SNPE, M. Annick Durepaire, ait agi sans l'accord du directeur de son département, M. Guy Chevaller, animateur de l'Association européenne des producteurs d'explosifs militaires. La SNPE est une société contrôlée par l'Etat, qui a le monopole de ces fabrications en France et qui, à ce titre, est soumise à l'inspection des explosifs à l'étranger.

A la SNPE, on précise que cette transaction avait pour l'Iran la Commission interministérielle pour l'élaboration des exportations de matériels de guerre (CIEEMC) et que l'ensemble du dossier est en cours d'examen. En outre, bonne foi, une enquête du ministère français de la défense lorsqu'il s'est agi d'y voir clair dans l'affaire.

Les nouvelles précisions apportées par le *Matin*, provenant principalement des documents administratifs chargés d'enquêter sur les activités de Bofors avec l'Iran, confirment une affaire qui est indépendante de celle de Luchaire. Toutefois, la SNPE est obligatoirement l'un des fournisseurs sous-traitants du producteur suédois. Mais ce lien commercial n'implique pas, pour autant, que la SNPE ait connu le vrai destinataire des explosifs lorsque l'entreprise privée négociait avec Téhéran.

JACQUES ISNARD.

REPÈRES

Education

Deux manifestations d'étudiants et lycéens

Réuni à Paris le 14 novembre, et bénéficiant d'un soutien moral de l'UNEF-Sud-Ouest, les étudiants de la faculté de médecine de Bordeaux ont organisé une manifestation nationale étudiante, le 28 novembre, dans la capitale. Objectif : la faiblesse du budget 1988 de l'enseignement supérieur et la situation « catastrophique » des universités.

D'autre part, une coordination lycéenne d'Ile-de-France réunie également pendant le week-end, a appelé à une manifestation, mercredi 16 novembre, à Paris. Soutenue par le FIDL (Fédération indépendante et démocratique lycéenne, proche de l'UNEF-UD et de SOS-Rassemblement), cette initiative vise à sensibiliser l'opinion publique aux problèmes de surcharge d'effectifs dans les classes et à réclamer une rallonge budgétaire.

Médecine

Un lot d'Adiaril retiré du marché

Un lot d'Adiaril, un médicament diététique utilisé depuis 1983 dans le traitement de la déshydratation aiguë du nourrisson, vient être retiré du marché dès cette semaine à la demande des laboratoires Diepail-Jacquemais, propriétaires du produit. Cette procédure de rappel fait suite à la contamination accidentelle du lot 20 B du médicament par de la vitamine C et du fluoroforme. On indiquait le lundi 16 novembre au ministère de la santé que cette contamination n'expose pas à des risques toxicologiques importants.

Pollution

Sept inculpations après la contamination radioactive de Goiânia

Sept personnes ont été inculpées à la suite de la contamination radioactive de plus de deux cents personnes par une source de césium-137 faisant partie d'un appareil de radiothérapie abandonné dans la province de Goiás (Brésil). Cinq d'entre elles, inculpées pour coups et blessures ayant entraîné la mort sans intention de la donner — quatre victimes sont décédées fin octobre des suites de l'accident, — risquent de quatre à treize ans de prison. Il s'agit de M. Américo Monteiro de Oliveira, ex-président de l'Institut de physique de l'Institut de l'Institut et d'un physicien, responsable des installations nucléaires. Le directeur des installations nucléaires de la Commission nationale d'énergie nucléaire

(CNEN), M. Julio Rosental, ainsi que le coordonnateur du contrôle sanitaire de l'Etat de Goiás, risquant, quant à eux, des peines d'un an à trois ans de réclusion.

Le vilain Rhin bleu

Près d'une tonne de colorants chimiques pour textiles — du Chacron turquoise en solution aqueuse — s'est déversée accidentellement dans le Rhin dans la nuit du 13 au 14 novembre, en provenance d'une des usines Ciba-Geigy de Bâle, en Suisse. Les responsables du groupe chimique suisse, qui avaient alerté l'Office de protection des eaux, affirment que le produit déversé peut teinter l'eau du Rhin en bleu mais ne présente pas de risque pour l'environnement. — (AFP).

Religions

Mgr Lustiger va célébrer une messe selon le rite de saint Pie V

Pour la première fois en tant qu'archevêque de Paris, le cardinal Jean-Marie Lustiger va célébrer une messe, le dimanche 22 novembre, selon l'ancien rite préconciliaire de l'Eglise catholique, appelé rite de saint Pie V. Visitant chaque dimanche une paroisse différente de son diocèse, l'archevêque de Paris doit en effet célébrer à l'église Saint-Eugène-Sainte-Cécile, dans le 9^e arrondissement de Paris, sa messe paroissiale.

Une messe y est en effet célébrée selon l'ancien rite, à des conditions bien précises, chaque dimanche, en vertu d'une autorisation donnée par Rome en octobre 1984 notamment la fidélité au Concile du pape célébrant.

Terre Adélie

La piste des antipodes

Une piste aérienne va être construite en terre Adélie. A l'occasion du quarantième anniversaire des Expéditions polaires françaises, M. Bernard Pons, ministre DOM-TOM, a annoncé, le 14 novembre, que le gouvernement français va construire d'une piste à la base Dumont-d'Urville, en Terre Adélie, sur une longueur de 1 100 mètres, prendra cinq ans, et son coût est estimé à 100 millions de francs. Ce prix inclut un surcoût de 4 % dû aux mesures nécessaires à la protection de l'environnement. La desserte aérienne de la base allongera à cinq mois au moins les campagnes d'été, réduites actuellement à deux mois et demi au maximum par les difficultés de la desserte maritime.

FAITS DIVERS

Au château de Thoiry (Yvelines)

Des cambrieurs armés s'emparent d'objets de grande valeur

Trois ou quatre malfaiteurs armés, après s'être introduits par effraction dans la salle des archives du château de Thoiry (Yvelines), appartenant à la famille de La Panouse, y ont dérobé plusieurs objets de grande valeur, notamment un fusil de la famille de Louis XVI. Les cambrieurs, qui avaient pénétré dans le château vers 4 heures du matin dimanche 15 novembre, ont été surpris par des amis du vicomte Paul de La Panouse, qui passaient la nuit dans la demeure, et, pour protéger leur fuite, l'un des cambrieurs a tiré un coup de feu en l'air.

M. Paul de La Panouse, propriétaire du château et responsable du vaste parc animalier qui l'entoure, a un accord avec la gendarmerie, et a été indemnisé par la compagnie Northwest à l'occasion de son décollage, mais cent cinquante mille francs de dommages ont été réclamés par la famille de La Panouse. Dans le département des Yvelines, depuis six mois, vingt-cinq cambrieurs ont été arrêtés, probablement par une brigade organisée agissant sur commande.

Mystérieuse disparition d'un jeune couple en Seine-Maritime

Après la disparition d'un couple en Seine-Maritime, le 11 novembre, à Rouen, les gendarmes de Seine-Maritime n'avaient toujours pas retrouvé, dimanche soir 15 novembre, un jeune couple disparu dans la nuit de jeudi à vendredi. La voiture avant gauche de la voiture, une Peugeot 205 blanche, a été retrouvée sur la barquette avant.

M. Fortier, vingt-cinq ans, employé d'une compagnie d'entretien, demeurant à Montmain (Seine-Maritime), a été vu pour la dernière fois jeudi vers 20 h 45, à Montmain, à bord de la voiture du jeune homme.

Un DC-9 se retourne aux Etats-Unis : 26 morts

Vingt-six personnes ont été tuées et cinquante autres blessées dans l'accident survenu, le 15 novembre à Denver (Etats-Unis), à un birécacteur DC-9 de la compagnie Continental Airlines.

L'appareil, qui effectuait la liaison Denver (Colorado)-Boise (Idaho), décollait dans une tempête de neige. Il s'est écrasé avant de rentrer sur la piste. Il s'est retourné. Au total, il y avait 76 passagers et 500 mètres, l'avion s'est brisé en trois morceaux, d'où les sauveteurs ont retiré des survivants durant cinq heures.

Les causes de la catastrophe restent inconnues, les conditions météorologiques ne suffisent pas à expliquer le crash de l'avion. En effet, d'autres appareils avaient pu décoller peu avant l'accident, malgré une visibilité inférieure à 200 mètres.

Le dernier accident d'avion survenu aux Etats-Unis a eu lieu, le 16 août, à Detroit. Un DC-8 de la compagnie Northwest s'était écrasé au décollage, mais cent cinquante personnes ont été sauvées.

Pour coups et blessures

Inculpation d'un vigile de la RATP

M. Daniel Daleb, cinquante ans, vigile à la RATP dans le chien, un berger allemand, avait attaqué un usager le matin 13 novembre, à Paris, de coups et blessures volontaires ayant entraîné une incapacité de plus de quinze jours. L'incident s'est produit vers 1 h 30, à la RATP Châtelet. Le vigile a réagi qu'il avait été giflé par l'usager, M. Antonio Vidal, trente-deux ans, cuisinier, marié à une espagnole, qui aurait provoqué une vive réaction du berger allemand.

M. Vidal a été placé en version. Il avait tout simplement refusé de présenter ses papiers à M. Daleb qui aurait alors attaqué à son chien l'usager d'attaquer. M. Daleb n'a plus l'autorisation de travailler avec un chien et doit verser 50 000 F de caution.

24H LA CONVERSATION AVENUE MONTAIGNE

SGNE: *Henri-Matife*

ANDRE

Bulletin réponse ■ découper et à envoyer avant le 30 novembre 1987 (dernier délai à minuit, le cachet de la poste faisant foi) à :

GRAND CONCOURS LE MONDE DU VIN

BP 4
LES LILAS 93260

GRAND CONCOURS

LE MONDE DU VIN

POUR VOUS AIDER : L'INDICE RTL

A partir de demain mardi 17 novembre 1987 (daté 18 novembre) le Monde rappellera les indices.

Pour chacune des questions, cochez la ou les bonnes réponses ou inscrire la réponse dans le cadre réservé à cet effet.

QUESTION 1 :

- de l'eau de mer
- le vin d'origine, partiellement conservé à l'abri de l'air
- le vin d'origine, altéré par le contact de l'eau de mer

QUESTION 2 :

Treize cépages sont autorisés pour le Châteauneuf-du-Pape. Lequel, dans la liste qui suit, est un intrus : ● grenache ● syrah ● mourvèdre ● picpoul ● terret ● counoise ● muscardin ● vaccarèse ● picardan ● cinsaut ● carignan ● clairette ● bourboulenc ?

QUESTION 3 :

- monté
- n'ont pas vu

QUESTION 4 :

3369, S04, 41B... Que désignent en viticulture ces codes blancs ?

QUESTION 5 :

- le cabernet franc
- le cabernet sauvignon
- l'auvernat
- le gamay

QUESTION 6 :

- à l'incompatibilité d'humeur entre les propriétaires d'alcov ?
- à une variante dans la vinification ?
- à l'usage de l'anhydride sulfureux ?
- à l'utilisation du cépage sauvignon ?

QUESTION 7 :

- de Fronsac
- de Saint-Émilion
- de Bourgail

QUESTION 8 :

- découper le gâteau traditionnel — au marc de raisin — servi lors de la Fête de la vendange
- recueillir le marc dans le pressoir pour obtenir un meilleur pressurage
- recouvrir le pressoir d'une bâche à la fin des vinifications pour le protéger de la poussière

QUESTION 9 :

- de

QUESTION 10 :

- du fil qui protégeait, au Moyen Âge, les raisins des mûles d'étrangers ?
- d'une maladie bactérienne de la vigne
- d'un vin parfumé et épicé
- d'un ancien instrument viticole en forme de clou de girofle

QUESTION 11 :

- une maladie de la vigne due surtout à une carence en fer
- une maladie du vin assimilable à la « tourne »
- une réaction chimique qui peut se produire lorsque l'on coupe un vin
- une caractéristique objective des vins provenant de régions proches de la mer
- une évolution anormale parfois observée sur les vins transportés par bateau

QUESTION 12 :

Quel est l'auteur de la première classification des grands crus de Bordeaux ?

QUESTION 13 :

- d'un étalon sensoriel exprimé en secondes, correspondant à la durée de persistance en bouche après avoir avalé le vin
- d'une expression bourguignonne désignant le vin restant dans une barrique après la mise en bouteilles
- d'un terme languedocien pour désigner les derniers rangs de vigne, souvent plus courts que les autres

QUESTION 14 :

- 6 g
- 17 g
- 22 g
- 28 g

QUESTION 15 :

- Bourgogne
- Muscadet

QUESTION 16 :

Le mois de septembre des Très Riches Heures du Duc de Berry montre une scène de vendange. De quelle appellation contrôlée s'agit-il ?

QUESTION 17 :

- RM
- CM
- NM
- MA

QUESTION 18 :

- l'abbaye hollandaise
- la bougie des Chartres
- la mâche espagnole

QUESTION 19 :

- chassagne-montrachet ? oui non
- puligny-montrachet ? oui non
- meursault ? oui non

QUESTION 20 :

- voulay
- romagne-conti

QUESTION 21 :

- sélection parmi les meilleurs crus de vins blancs
- vin issu d'une vigne plantée sur un sol très calcaire
- issu uniquement de raisins blancs

QUESTION 22 :

- il provient obligatoirement de la commune portant ce nom ou des cantons limitrophes
- c'est le seul vin d'Alsace qui peut provenir d'un assemblage de cépages
- c'est le seul vin français pouvant être récolté pour partie sur le sol de l'Allemagne fédérale

QUESTION 23 :

Trois cépages doivent entrer dans la composition du noble joué. Lesquels ?

QUESTION 24 :

- colombani
- côt
- creignou
- folle blanche
- macabeu
- melon
- picpoul
- terret

QUESTION 25 :

- de la région de Châteauneuf-du-Pape
- d'un monastère de Savoie
- de la région bordelaise
- de l'abbaye de Bourgueil

QUESTION 26 :

- des Bels vendéens
- de la région bordelaise
- de l'abbaye de Bourgueil
- de la région de Châteauneuf-du-Pape

QUESTION 27 :

Quelle est la plus petite appellation française d'origine contrôlée ?

QUESTION 28 :

- à huis renversé et pot coupé
- à huis et pot renversés
- à huis et pot coupés
- à huis coupé et pot renversé

QUESTION 29 :

En 1857, Engel, apprenant que la femme de Karl Marx est malade, lui envoie de Londres pour aider à son rétablissement une caisse de vin du Médoc. De quel cru s'agit-il ?

QUESTION 30 :

Dans un de ses célèbres romans policiers, Patricia Highsmith fait commettre un crime à Tom Ripley. La scène se passe dans la cave de Belle Ombre. Une bouteille de vin joue un rôle. De quelle appellation d'origine contrôlée s'agit-il ?

QUESTION 31 :

- Mégle
- solement toléré
- interdit
- conseillé

QUESTION 32 :

- à Londres
- à Paris
- à Bordeaux
- à New-York
- à Los Angeles
- à Tokyo

QUESTION 33 :

En 1846 parut à Londres un ouvrage intitulé *Bordeaux, its Wines and the Chert Country*. Sous quel titre parut cet ouvrage, légèrement modifié, à Bordeaux en 1850 ?

QUESTION 34 :

- saumon ?
- melon ?
- pinon d'Ancis ?
- chénin ?
- pinot meunier ?

QUESTION 35 :

Les noms *Les Bouteilles* Bouguel ne peuvent provenir que d'un nombre limité de communes. Lesquelles ?

QUESTION 36 :

- Château Gilet
- Château Chalon
- Cordée de Sarrat
- Chât. d'Yquem
- Côte-Rôtie
- Noble-Joué

QUESTION 37 :

- Oui
- Non

QUESTION 38 :

Qui a signé en personne le 21 juin 1973 l'arrêté du ministre de l'Agriculture et du Développement rural devant un titre de premier cru classé le Château Mouton-Rothschild ?

QUESTION 39 :

- uniquement sur la commune de ce nom
- sur des parcelles de Ladois-Serigny
- sur des parcelles de Ladois-Serigny et de Ferme-Vergéolles

QUESTION 40 :

Pour l'appellation d'origine contrôlée *Saint-Émilion grand cru* les mentions *grand cru classé* et *premier grand cru classé* sont réservées aux exploitations viticoles ayant fait l'objet d'un classement officiel. Quelle est la fréquence de révision de ce classement ?

QUESTION 41 :

Un décret publié en septembre dernier définit les conditions de production d'une nouvelle appellation d'origine contrôlée. Laquelle ?

QUESTION 42 :

- Le cépage
- Le degré alcoolique
- Le millésime
- Les sucres résiduels

QUESTION 43 :

- Pinon d'Ancis
- Sauvignon
- Pinot blanc
- Chénin

QUESTION 44 :

Au XVIII^e siècle une rumeur largement répandue disait que le vin d'Orléans était interdit à la table royale. Un médecin de vin, sans un mot de médecine et d'histoire médiévale paru en 1605, a largement menti cette rumeur. Quel était son nom ?

QUESTION 45 :

Le malbec est un des principaux cépages du Bordelais. Quel nom lui donne-t-on généralement dans la région de Cahors ?

QUESTION 46 :

- 1988
- 2000
- 2005

QUESTION 47 :

- en Champagne
- en Seine-et-Marne
- en Sarthe
- en Napa Valley
- en Ardèche
- sur Banca du Vézère

QUESTION 48 :

« Vignerons et marchand de vin à la Courville. Sa maison était le réceptacle des mendicants. Un esprit de vertige a fait courir en foule le peuple, les bourgeois et le grand chef lui, au point que ce particulier a gagné autant à se montrer que ceux qui ont des animaux sans gagner à les montrer à la foire. » De qui s'agit-il ?

QUESTION SUBSIDIAIRE Mentionnez le nom de l'auteur de chacun des textes numérotés

1. <input type="text"/>	4. <input type="text"/>	7. <input type="text"/>
2. <input type="text"/>	5. <input type="text"/>	8. <input type="text"/>
3. <input type="text"/>	6. <input type="text"/>	9. <input type="text"/>

Collez ici les 24 vignettes de participation au concours et n'oubliez pas d'indiquer vos coordonnées.

VIGNETTE N° 1	VIGNETTE N° 2	VIGNETTE N° 3	VIGNETTE N° 4	VIGNETTE N° 5	VIGNETTE N° 6
VIGNETTE N° 7	VIGNETTE N° 8	VIGNETTE N° 9	VIGNETTE N° 10	VIGNETTE N° 11	VIGNETTE N° 12
VIGNETTE N° 13	VIGNETTE N° 14	VIGNETTE N° 15	VIGNETTE N° 16	VIGNETTE N° 17	VIGNETTE N° 18
VIGNETTE N° 19	VIGNETTE N° 20	VIGNETTE N° 21	VIGNETTE N° 22	VIGNETTE N° 23	VIGNETTE N° 24

NOM

PRENOM

ADRESSE

CODE POSTAL

LOCALITE

TELEPHONE

سكان الدنيا

Prix littéraires étudiants

Congrès de sédimentologie

Langue

EUROPE

PRÉPARATION

LANGUES

JUSTICE

Selon les syndicats du personnel pénitentiaire

« La pénurie des effectifs des gardiens est la source de tous les maux aux Baumettes »

Après avoir organisé durant trois jours un blocus des écrous, les surveillants de la maison d'arrêt de Baumettes, à Marseille, ont décidé, à l'appel de l'Union fédérale autonome pénitentiaire (UFAP, majoritaire) et de la CGT, de continuer leur mouvement de mécontentement lancé le 10 novembre, sous la forme d'une présence symbolique devant la porte d'entrée principale de l'établissement. Cette mesure maintenue jusqu'à l'arrivée, prévue pour le mercredi 18 novembre, d'un fonctionnaire de la direction de l'administration pénitentiaire chargé d'étudier les conditions de vie et de travail du personnel et de réactualiser l'organigramme de la prison. L'UFAP et la CGT réclament l'affectation d'une cinquantaine d'agents supplémentaires.

MARSEILLE ■ correspondant régional

Ni l'intervention forcée, l'ordre, le jeudi 12 novembre, ni les menaces de sanctions disciplinaires n'ont entamé la détermination des gardiens des Baumettes. Bien que

l'administration pénitentiaire ait subordonné l'envoi d'un médiateur à la cessation de toute manifestation sur le vote publique, ils continuent leur blocus devant la maison d'arrêt en attendant « des résultats ». Leur présence dans un camping-car rangé près de la porte crasseuse de l'établissement est cependant discrète, sans banderole et sans écriteau. « Nous n'avons pas confiance dans l'administration centrale », déclarent les dirigeants syndicaux de l'UFAP de la CGT. Les déclarations faites jeudi par M. André Rossinot, ministre chargé des relations avec le Parlement, en réponse à une question au gouvernement du président du groupe UDF, M. Jean-Claude Gaudin (le Monde du 14 novembre), ne les ont pas convaincus. Les effectifs du personnel pénitentiaire des Baumettes sont de quatre cent deux surveillants pour plus de deux mille détenus, soit, compte tenu des impératifs de fonctionnement de l'établissement, un surveillant pour cent cinquante détenus.

La population pénale a diminué depuis les mutineries de juillet et d'août derniers (1), explique M. Jacques Struzinski, secrétaire général de l'UFAP, la charge de travail est toujours lourde et pénible. Leur vacation de six heures, les surveil-

lants n'ont, en effet, aucun répit : appels des détenus, déplacements divers dans la prison, tours de promenade, distribution du courrier, parloirs, activités culturelles et sportives, douches, fouilles de cellules, sondage des barreaux, repas, etc. « Tout cela, précise un autre responsable de l'UFAP, M. Didier Ribes, dans une atmosphère de tension due aux bruits des travaux et aux appels incessants des haut-parleurs, nous oublie les relations avec les détenus parce que nous n'avons pas le temps de nous occuper de leurs litiges ».

Augmentation des agressions

Les surveillants - dont le salaire de départ est de 6 300 francs, prime de risque comprise - se plaignent, d'autre part, de ne plus pouvoir prendre leurs repos normaux. « Le plus souvent, affirment-ils, on tourne avec le seul repos de garde de douze heures après un service de nuit. Et lorsque nous assurons le service de nuit qui succède toujours à un service du matin, notre amplitude de travail est alors de dix-huit heures sur vingt-quatre. On est complètement déglingué ».

Les départs par les émonces de l'été ont été immédiatement réparés et les systèmes de sécurité ont été renforcés. Les conditions de détention ont, elles aussi, été améliorées avec un doublement des activités et des commandes de cantine. « Mais, font remarquer les surveillants, nos rapports avec les détenus sont très limités. On pourrait jouer un rôle d'assistance sociale qui, faute de temps, nous est interdit. Au contraire, les agressions ont augmenté ».

Le ras-le-bol des surveillants de prison marseillais s'est encore accru, enfin, avec le rapport du procureur général, M. Jean Brun, sur les mutineries, très critique au sujet de leur compétence professionnelle (le

Monde daté 11-12 octobre). « On nous a saisis, indignent-ils, alors que la pénurie d'effectifs est à la source de tous les maux dont souffrent les Baumettes. L'administration doit, désormais, prendre ses responsabilités ».

GUY PORTE.

(1) Cinq cents détenus ont été transférés dans d'autres maisons d'arrêt, mais certains prévenus sont déjà revenus dans la prison afin d'être jugés à Marseille. Les Baumettes offrent environ mille deux cents places.

La Cour de cassation et l'affaire Michel Droit

M^{me} Simone Veil : « La critique c'est la démocratie »

Interrogée, dimanche 15 novembre, à l'émission « 7 sur 7 » sur TF1 à propos de l'affaire Michel Droit et de ses prolongements, M^{me} Simone Veil a d'abord déclaré : « J'ai dû mal à croire - et je pense que je suis comme tous les Français - que Michel Droit soit un criminel ». Elle a ajouté à propos de la décision de la Cour de cassation dans cette affaire et des réactions qu'elle a suscitées : « Il y a, d'un côté, le procureur général et, de l'autre, le premier président. Ce sont deux hauts magistrats pour lesquels on peut avoir beaucoup de respect (...). Ils font leur travail en conscience. Peut-être que la Cour de cassation a réagi - à mon goût - avec un peu trop d'éclat, en ce sens qu'une déclaration du premier président aurait été très très bien. Cour de cassation ou pas, toutes les autorités de l'Etat sont faites pour éventuellement être critiquées. C'est la démocratie. Il faut l'accepter, surtout dès lors que la justice est rendue sur la place publique ».

Le congrès du Syndicat des avocats de France

Défense des droits de l'homme et rendez-vous européen

Réunis en congrès du 12 au 14 octobre à Colmar (Haut-Rhin), le Syndicat des avocats de France avait choisi pour thème : « La défense au rendez-vous européen ». Très inquiets de la concurrence prévisible de leurs confrères de la Communauté au moment de l'entrée en vigueur de l'Acte unique européen en 1992, les avocats du SAF voudraient s'engager dans ce combat sans pour autant perdre leur âme.

COLMAR ■ de notre envoyée spéciale

Les quatre cents avocats anglo-saxons installés en France depuis une dizaine d'années dépassent un chiffre d'affaires brut équivalent à celui des sept mille avocats du barreau de Paris. En face, huit cabinets français (trois cents personnes) sont de taille européenne. Dix autres, par des « contrats de correspondance argentine », ont une dimension internationale. Trente-quatre avocats français sur dix-sept mille ont un cabinet dans un pays étranger.

De toute évidence sur la défensive, les avocats français, qui qu'ils pensent des vertus de l'Europe et des bienfaits de l'Acte unique européen de 1992, ne peuvent qu'être inquiets. 1992 risque bien d'attirer en France une profusion d'avocats migrants, selon le mot de M^{me} Alain Mouton, de la section parisienne du Syndicat des avocats de France.

Traditionnellement engagé à gauche, défenseur des droits de l'homme, ce syndicat, qui revendique un million de membres actifs et 20 % des voix aux élections professionnelles, est aujourd'hui embarrasé. « Il y a une dichotomie entre l'impopularité du syndicat et les préoccupations du SAF profond qui réfléchit à la nécessaire organisation de la profession depuis longtemps », estime M^{me} Sylviane Mercier, avocate à Fontainebleau, qui devrait dans une quinzaine de jours succéder à M^{me} Gérard Boulanger, du barreau de Bordeaux, au poste de président du SAF.

En d'autres termes, comment, lorsqu'on se mobilise avant tout autour d'idées de gauche, appren-

dre à défendre son statut et sa place sans tomber dans le corporatisme voire la xénophobie. Pour ce jeune syndicat créé il y a quatorze ans, il s'agit d'une question essentielle. Il ne faut pas manquer le tournant européen, mais il ne faut pas pour autant y perdre son âme.

« Jusqu'à présent nous avons un peu trop fonctionné sur un réflexe gauchiste primaire, poursuit M^{me} Mercier. Face à la concurrence européenne, on avait tendance à penser que, si les gros cabinets se faisaient moins d'argent, ce n'était pas notre affaire. Ce n'est pas si simple : la profession d'avocat est tout. Pour défendre les libertés il faut que la profession ait son poids ». Partisan critique pour sa gestion trop excentrique de droits de l'homme du syndicat, le président sortant M^{me} Gérard Boulanger est aujourd'hui bien conscient de cette nécessaire réorientation, lui qui connaît ainsi son rapport moral : « Avocats, nous exerçons non un sacerdoce, mais un métier dont nous entendons vivre, car il n'est pas d'indépendance besogneuse ».

AGATHE LOGEART.

Les mineurs et la détention provisoire. - L'Association française des magistrats de la jeunesse et de la famille s'est prononcée au cours de son assemblée générale annuelle, dimanche 15 novembre, à Paris, pour la suppression de la détention provisoire des enfants de moins de seize ans sauf s'il y a eu crime et, dans tous les cas, pour les enfants de moins de treize ans. L'association s'inscrit dans un communiqué que le projet de réforme de l'instruction n'aborde pas la question des mineurs (...). Il n'est contesté par personne que l'emprisonnement, fût-il de dix jours, est particulièrement dangereux pour des enfants. Or, certaines dispositions actuelles des textes offrent moins de garanties aux mineurs qu'aux majeurs (ordonnance de placement en maison d'arrêt). L'association est présidée par M^{me} Madeleine Sabatini, présidente du tribunal pour enfants de Paris, et regroupe des magistrats, en majorité des juges d'enfants, de toutes tendances politiques ou syndicales.

4 H DU MATIN FIN DE SEANCE. SGNÉ: F.VALLOTTON.

TOP DÉPART POUR L'EUROPE DU FUTUR. 5... A vos marques ! pour le futur... 4... Décollage immédiat ! pour 1992, l'Europe de demain. 3... Contact ! pour le nouveau défi économique et technologique. 2... Prêt pour le SICOB. 1... Top départ : ensemble, préparons ce grand rendez-vous. Face à ce challenge, la synergie entre tous les métiers de l'entreprise devient une réalité quotidienne. En avril 88 et plus que jamais, le SICOB s'attachera à fédérer l'ensemble des technologies de communication de l'entreprise, fidèle à sa vocation depuis 38 ans. Avec une formule unitaire encore plus qualitative et professionnelle, le SICOB tient le pari européen avec un seul but : programmer le succès pour tous en 1992. SICOB LES RACINES DU FUTUR.

ASQUES La... Un trans... DE 20 JEUDI... MATI... MOD... INA... DROU... AU T... CHA... 15. AVEN

مكتبة المعرفة

MUSIQUES

Le vingtième anniversaire de l'Orchestre de Paris

La mémoire et la présence

L'Orchestre de Paris a célébré ses vingt ans... les films et la présence de ceux qui, déjà, étaient là en 1967. Et un concert, bien entendu.

Dans la rue du Faubourg-Saint-Honoré, les faisceaux des projecteurs s'entre-croisent à la poursuite de quelque événement de la dernière guerre; le hall de Pleyel est envahi par les plantes vertes; le plafond change sous les notes de la Phantastique-Symphonie qui défient à une vitesse accélérée; dans la salle se succèdent les portraits gigantesques des chefs grimaçant dans les replis d'un rideau bleu, et la tour Eiffel proclame l'événement de

ce samedi qui justifie le show d'un quelconque émule de Bernard Tapie: le vingtième anniversaire de l'Orchestre de Paris.

Le 14 novembre 1967, Théâtre des Champs-Élysées, le Tout-Paris musical était déjà là: il n'a pas trop changé, à peine vieilli. On retrouve son plaisir maîtres visages de bons compagnons à la retraite, ou disparus dans les placards de la vie.

L'émotion de la soirée, c'est, en hommage aux fondateurs, le film réalisé avec les archives, quelques peu défranchées, de l'INA; Charles Münch y apparaît en compagnie de Marcel Landowski; il parle, il dirige avec fougue la répétition de la Symphonie fantastique, et sa présence éternelle, sa richesse humaine, crève l'écran.

Mille souvenirs de cette épopée d'un an avec l'Orchestre de Paris, jusqu'à l'apothéose de Carnegie Hall et la mort presque immédiate pendant cette tournée américaine, nous remontent au cœur: aucun scénariste n'aurait imaginé « mise en scène » aussi poignante pour le lancement de notre « orchestre de prestige », comme on disait alors.

Herbert von Karajan est là aussi sur ces images, dans toute la force de son génie intact, que Landowski sut convaincre de recueillir l'héritage de Münch, conduisant et jouant le Concerto pour trois pianos de Mozart.

Fonds-enchaîné de la mémoire à la présence réelle (malgré la mauvaise humeur d'un rideau récalcitrant): sur le plateau bordé par un jardin fleurissant les deux successeurs de Münch et de Karajan, Georg Solti et Daniel Barenboim, fraternellement unis dans... le Concerto pour deux pianos du même Mozart, Solti, comme Karajan, dirigeant depuis son clavier.

Le symbole en vérité est plus fort que la substance musicale dans cette juste vibrance, mais quelque peu rugueuse, de deux grands interprètes qui n'ont pas eu le temps d'appareiller leur jeu pour faire jaillir la grâce et l'esprit pétillant de ce divertissement quasi « familial ».

Les deux chefs vont ensuite résumer en quelques images les quinze dernières années de cette histoire. Solti (titulaire de 1972 à 1975) peint à fresque une grandiose Ouverture Lénine III de Beethoven, et l'Orchestre sonne comme l'airain sous cette puissante direction, hurlée, abstraite, indomptable, assaillant sans relâche le retentissement de la musique dans les profondeurs de l'être.

Barenboim, relisant, après Münch et Karajan, la Symphonie fantastique, projette les images fantasmagoriques d'un film, les gros plans, accélèrent le bal en travellings vertigineux, raffine les nuances jusqu'à la quintessence, sabre la mesure à grands coups de baguette ou s'arrête de battre tout à coup, comme pour souligner les dimensions romantiques de « Béatrice ». Mais un sang neuf circule à travers les veines de cet orchestre, qui respire dans toute la gloire de ses vingt ans.

JACQUES LONCHAMPT.
* Georges Solti et Daniel Barenboim présentent gracieusement leur concert à cette soirée donnée au profit du Fonds d'entraide des musiciens de l'Orchestre de Paris.

ROCK

Depeche Mode à Bercy

Un transport machinal

Depeche Mode est un phénomène qui déclenche l'enthousiasme... il faut faire une raison.

Écrivent il y a un an dans ces colonnes le peu de respect dans lequel nous tenions Depeche Mode, nous avions déclenché, comme jamais, un déluge de lettres indignées. Le groupe avait rempli Bercy deux soirs de suite, cette année ce sera trois - un concert ayant été ajouté le 18 novembre. Il faut se faire une raison: ces quatre garçons sont dans le vent.

Certains sont même allés jusqu'à comparer à des Beatles de l'ère psychédélique. Personnellement, je ne suis pas sûr que les chiffres soient étonnants: entre les 45 tours qui sont débités à la pelle, Black Generation, le sixième album, s'est vendu à plus de six millions d'exemplaires dans le monde. En France, le nouveau, Music for Masses, a été certifié disque d'or (cent mille) la semaine de sa sortie.

Qu'y a-t-il chez Depeche Mode? Des synthétiseurs, du savoir-faire, un certain goût de l'embargo et des synthétiseurs (bâillement). Le ramage se rapporte au plumage: l'attitude et vivent aux dépens de ceux qui l'écrivent. C'est vrai qu'on se laisse prendre par l'efficacité des mélodies qui passent en radio, par le cisailé de la production et les rythmes obsédants. Les vidéo-clips sont bien faits, les pochettes

de disques sont belles. Seulement, le tout-électronique ne réussit pas le passage à la scène - oh, justement, il ne se passe rien.

À Milan, où ils se sont produits il y a deux semaines devant près de dix mille personnes, le spectacle était dans la salle, l'action entre les morceaux. Hurllements, siffles, brisquets allumés sans discontinuer, le public (16-20 ans dans sa majorité) était en transe. En fait, il n'est rien demandé à Depeche Mode sinon de répéter des morceaux connus par cœur pour les reprendre en chœur. Ça tombe bien, parce que les musiciens n'apportent rien; le chanteur, qui pourtant se donne de la peine sur le devant de la scène, comme les trois autres, alignés en hauteur derrière leurs synthétiseurs, sont inexistants dans leur décor sophistiqué.

Transformés en hymnes par le public, les tubes se succèdent - Just Can't Get Enough, People Are People, Master and Servant, Question of Lust, Question of Time, Strange Love, Never Let Me Down Again... - la musique est stroboscopique, à vide, systématique. Le transport est machinal, mais si l'on en croit le propos illustré par le titre de l'album (Musique pour les masses), le but est atteint. Le public écoute, Depeche Mode a de la chance.

ALAIN WAIS.
* Les 16, 17 et 18 novembre, Bercy, 20 heures.
* Disques chez Mute, dist. Virgin.

La semaine du mélomane

Pour le mélomane, notre semaine doit subir un oral de culture: voici les principaux événements à venir... confondre avec ceux de la semaine précédente qui leur ressemblent furieusement.

- Lundi, soirée consacrée à la musique de chambre d'Albert Roussel (méduses, sonates pour piano et violon, quintet, sérénade, etc.) par un ensemble de solistes à 20 heures, à la Comédie des Champs-Élysées (tél.: 46-04-12-15).

- Les Mardis de la Musique de chambre de Radio France proposent trois concerts au grand auditorium (entrée libre): 18 h 30, quatuors de Ives, Scherzer et Schiffrin; à 20 h 30, œuvres de Brahms, Liszt, Zimmermann, Qigang Chen; à 22 h 30, sonates pour piano et violon de Beethoven, Schumann, Schnittke et le « poème » de Chausson.

- Mercredi et jeudi, l'Orchestre de Paris, dirigé par Evgeny Svetlanov, interprétera l'Ouverture de Liszt et Lullaby de Glinka, le Concerto n° 2 de Rachmaninov (soliste: André Watts) et la Symphonie n° 2 de Borodine, salle Pleyel à 19 h 30 (tél.: 45-83-07-96).

- Jeudi, le Groupe vocal de France interprétera alternativement des œuvres de Roland de Lassus et des pages contemporaines de Ton de Leeuw, Michel Fiecher et Claude Lefèvre à 20 h 30 à l'Auditorium des Champs-Élysées (tél.: 45-83-88-73).

- Vendredi, l'Ensemble orchestral de Paris interprétera la symphonie n° 44 Fauré de Haydn, le Concerto pour piano n° 1 de Beethoven (soliste: Michel Delbecq) et la symphonie n° 4 Tragique de Schubert, sous la direction de Friedmann Layer, salle Pleyel, à 20 h 30 (tél.: 45-83-88-73).

Il réunit le mélomane le samedi à Chantilly entendre Jean-Claude Collard jouer Haïkai et Liszt dans le salon du Jeu de paume; après, il part avec son capitaine de château avec son examinatrice (tél.: 44-58-28-10).

DANSE

« La Syphide », au Théâtre des Champs-Élysées

A l'école de Bournonville

La Syphide, par le Ballet royal du Danemark offre l'occasion de retrouver l'esprit et le style de la danse classique française développée et enrichie par Auguste Vestris au début du dix-neuvième siècle.

La Syphide d'Auguste Bournonville, donnée par le Ballet royal du Danemark au Festival international de danse de Paris, n'est vraiment pas une découverte. Ce qui est nouveau, en revanche, est l'intérêt suscité aujourd'hui par la technique de Bournonville acquise en France après d'Auguste Vestris, rapportée au Danemark elle-même, enseignement jusqu'en 1930, époque où Harald Lander réagit contre une tradition

ouvert depuis au répertoire contemporain, le Ballet royal reste très attaché à cet héritage français qui le distingue des autres écoles académiques (russe, italienne...). Et même si la jeune génération renâcle un peu pour suivre cet entraînement à la fois complexe et dénué, le directeur artistique, Frank Andersen, jeune trolleur, défend vigoureusement cette technique, dit-il, axée sur la coordination des mouvements, la sensation du centre du corps et l'hypermobilité dans l'espace a formé la personnalité de Peter Martin, Helgi Tomasson, Frank Andersen et autres danseurs dans les interprètes favoris du Balanchine.

Ainsi grâce à Bournonville s'est perpétuée la belle danse masculine telle qu'on la concevait au début du

dix-neuvième siècle avant que le romantisme ne consacre le ballerine et ne transforme le danseur en simple porteur. On doit à Auguste Vestris des combinaisons de pas qu'il utilisait pour son entraînement et qu'il imagina d'introduire dans les ballets stéréotypés (muet, gavotte...) héritées du ballet classique, élargissant ainsi le vocabulaire chorégraphique.

Pendant six ans (1820-1826), Bournonville suit cet enseignement avant d'être nommé danseur à l'Opéra de Paris. Lorsqu'il rentre à Copenhague en 1836 il rapporte dans ses bagages le premier ballet romantique, la Syphide de Philippe Tagliioni, qu'il reprend à son compte et qu'il interprète avec Lucile Grahn.

Une version, beaucoup moins sophistiquée que la reconstitution de Pierre Lacotte d'après l'original, ne se perd pas dans les états d'âme. Elle oppose le réel et le surnaturel, les vigoureuses passes de la gigue écossaise et les pas fragiles, un peu étreintes, de la Syphide. Ce n'est pas sur elle mais sur son amoureux, James, qu'est mis l'éclairage. Variations brillantes, pliés et grands jetés, chatoiement du jeu de pieds... tout nous renvoie à un style aimable, virile, élégant.

Deux interprètes de classe en font la démonstration: Ib Andersen, actuellement soliste chez Balanchine, un grand de la veine des Baryshnikov et Arne Villumsen, beau brun romantique, qui a renoncé à la carrière américaine parce qu'il aime trop Copenhague et la danse.

MARCELLE MICHEL.

Théâtre des Champs-Élysées, 20 h 30. Même programme une création mondiale: Ib Andersen, deux, trois.

18h30
mer. 18 nov. 20 sam. 21 novembre
LE MONOGRAMME création
7 chants d'amour d'Odysseus Elytis
pour voix chœur et orchestre



Angelique Ionatos

52 F. Loc. 42 74 22 77

DE 20 H A 4 H DU MATIN
JEUDI 19 NOVEMBRE

MATISSE,
MODIGLIANI, VALLOTON...
INAUGURENT
DROUOT-MONTAIGNE
AU THEATRE DES
CHAMPS-ELYSEES

15, AVENUE MONTAIGNE 75008 PARIS

COMPAGNIE DES
DROUOT
MONTAIGNE

PROGRAMME D'INAUGURATION

La Compagnie des commissaires-priseurs de Paris vous invite:

JEUDI 19 NOVEMBRE
20 H A 4 H DU MATIN:
Exposition de Compagnie "Les Temps Forts de Drouot-Richelieu" et exposition "Collection Georges RENAND".
NUIT POUR UNE COLLECTION!
Une nuit pour voir les chefs-d'œuvre de MATISSE, MODIGLIANI, DALI, BONNARD, PICASSO, COROT, VAN GOGH, CÉZANNE, MONNET, RENOIR, GRIS, LÉGER... bien d'autres. Un événement unique éphémère.

VENDREDI 20 NOVEMBRE
10 H A 16 H:
Exposition Compagnie "Les Temps Forts de Drouot-Richelieu" et exposition "Collection Georges RENAND".
19 h 30:
Vente aux enchères de la collection Georges RENAND.

SAMEDI 21 NOVEMBRE
12 H A 18 H ET 21 H A 23 H:
Exposition de Compagnie "Les Temps Forts de Drouot-Richelieu" et exposition de la vente du 22 novembre.

DIMANCHE 22 NOVEMBRE
11 H, 14 H 30 ET 20 H 30:
Ventes de tableaux modernes et anciens, meubles et objets anciens.
Exposition de Compagnie "Les Temps Fort de Drouot-Richelieu".

INFORMATIONS: TÉL 42 46 17 11 - 40 70 11 11

Informations « services »

Elections prud'homales

Le vote par correspondance

Le 9 décembre prochain, auront lieu les élections pour désigner les conseillers prud'homales. Dans cette perspective, le ministère des affaires sociales et de l'emploi a précisé, les conditions de vote par correspondance pour les électeurs qui seraient dans l'impossibilité de se rendre au bureau de vote.

Six catégories d'électeurs pourront participer ainsi au scrutin. Il y a ceux dont le lieu de travail est éloigné de plus de 30 kilomètres du bureau de vote; dont l'horaire de travail ne correspond pas aux heures

des bureaux de vote (travail de nuit); ceux les services professionnels itinérants (chantiers extérieurs, représentants); il y a encore ceux qui sont en congé régulier (congé payé ou de maternité), qui sont malades ou accomplissent leur service militaire.

Dans chacun de ces cas, l'électeur doit, avant le 11 novembre, adresser un formulaire de vote par correspondance à la Préfecture, ou au maire de la commune où il est inscrit en fournissant les renseignements nécessaires.

SNCF

L'enfant-locomotive

Pour attirer la clientèle familiale, qui ne représente que 6,9% des voyages ferroviaires, la SNCF lance une offre Kiwi dont le principe est l'enfant le moins chère.

Premier avantage: contre le paiement d'un abonnement annuel de 350 F, le jeune voyageur et un maximum de quatre adultes accompagnateurs (même sans lien de parenté) paient leurs billets à prix réduit pendant les périodes « blanches » (« bleues » (340 jours par an), en première classe comme en seconde classe.

D'autre part, la SNCF Kiwi procure à son détenteur un certain nombre de réductions et de réductions: l'animal (même voyage gratuitement; une couchette et une boisson sont gratuitement offertes; une

billetterie de M F est réservée sur la réservation d'un compartiment « famille », sur un forfait « jeune voyageur », sur un voyage en première, sur un voyage en train-avion accompagné, sur l'achat d'un billet Kiwi ou d'un billet Jeune ou d'un Carré Jeune, et l'enfant a voyagé plus de 100 kilomètres.

D'autres réductions sont accordées: 10% sur la location de voitures « train + auto »; de 10 à 20% sur les chemins de fer Alca, Arcaze, Bani Wester, Neotel, Pullmann; 10% pour la visite de la Montparnasse et sur les billets d'été au musée Grévin, à Paris.

La SNCF Kiwi supplémentaire passe le ticket à 50 F.

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 4615

1	2	3	4	5	6	7	8	9
I								
II								
III								
IV								
V								
VI								
VII								
VIII								
IX								
X								
XI								

HORIZONTALEMENT

I. Le temps des cerises. - II. Peut être mise à l'index quand on mord les doigts. - III. Qui n'est donc pas comme la rose. Au nord de Dijon. - IV. Mise au feu. Au retour, il toujours perdu sa fleur. - V. Le premier mot de l'hymne à saint Jean-Baptiste. Qui va donc bien. - VI. Unité monétaire dans la Sierra. Souvent mis dans un cornet. - VII. Qu'on n'a donc pas fait circuler. - VIII. Shakespeare en fit une comédie. - IX. Une maison où se sent le sapin. Ce qui le mépris nous amène à faire. - X. Comme un porteur de bois. Tant qu'il dure, il ne faut pas perdre le fil. - XI. Point de départ. Ont besoin de lunettes quand ils sont petits.

VERTICALEMENT

I. Peut être assimilé à un administrateur des colonies. - 2. Un homme dont on ne peut pas dire qu'il ne fait pas de cadeaux. Participe. - 3. Peut faire l'objet d'échanges. C'est la mère quand il est petit. - 4. Peut être une solution à bonne femme. Un endroit où ça ne réchauffe guère. - 5. Cours près de la mer. C'est de celui qui a été transporté. - 6. Donnez un secours. Quartier de Paris. - 7. Des animaux très méchants. - 8. Un animal très méchant. - 9. Au nord d'Alençon. La deuxième personne d'une religion.

Solution du problème n° 4614

Horizontalement

I. Publicité. Panne. - II. A. - III. Net. Eté. Radia. - IV. Ni. Orgeuse. Ana. - V. Etude. Atré. An. - VI. M. Bluettes. - VII. Iule. Taré. - VIII. Ecarouée. Etoupe. - IX. Grue. Regret. - X. Éa. Air. Sa. R. É. - XI. Réussis. Is. Son. - XII. Ecole. Tond. - XIII. Étai. Révêler. - XIV. Aigle. Ne. Luire. - XV. Pense. Eure.

Verticalement

I. Pagneux. Cervesu. - 2. Uvêite. Etna. Tiz. - 3. Bot. Udis. Usage. - 4. Li. Odeur. Au. Il. - 5. Isère. Logis. - 6. Cita. Beurrier. - 7. Ingal. Éa. Scène. - 8. Ta. Eruvées. Avén. - 9. Enture. Alic. - 10. Seter. Selle. - 11. Père. Tâter. Éa. - 12. Assa. Aérogastrie. - 13. Dan. - 14. Nain. Eperonier. - 15. Essais. Etend.

GUY BROUTY.

EN BREF

Des livres pour l'université. - M. André Tullier, conservateur en chef honoraire de la bibliothèque de la Sorbonne, président de l'Association des amis de l'université Saint-Esprit de Kaslik (AUSEK), patronne une campagne en vue de recueillir des fonds pour offrir des livres à cette université francophone de trois mille étudiants, créée il y a vingt-cinq ans et qui, en raison de la chute de la monnaie libanaise, se trouve aujourd'hui en difficulté. À l'issue de la campagne chaque donateur personnellement des achats de livres.

M. Tullier, 60, rue de la République 92150 Suresnes.

Air France inaugure Paris-Philadelphie. - Se rendent à la demande du ministre des transports, M. Jacques Douffagues, qui souhaite que tous les droits de trafic français soient assurés aux États-Unis, Air France ouvre une liaison hebdomadaire entre Paris et Philadelphie à partir du 5 décembre. Cette liaison, qui comportera une escale à New-York, sera assurée par deux vols hebdomadaires à partir du 31 mars 1988 et par trois vols à partir du 7 juin. Philadelphie est la troisième escale d'Air France aux États-Unis.

Bottin administratif 1987. - Le Bottin administratif, l'ouvrage le plus complet et le plus pratique sur l'administration française, répertoire dans ses mille quatre cents pages, vingt-cinq mille bureaux et services, donne des renseignements détaillés de l'administration des ministères et des grands corps de l'État et mentionne plus de cinquante-cinq fonctionnaires, personnalités éminentes et responsables avec leurs titres et leurs fonctions. L'édition 1987, qui compte 11 pages et quatre pages de chaque région et dans chaque département sont développées, en plus des informations existantes, les services de l'État, les établissements publics et parapublics et les organismes avec adresses et noms de leurs responsables.

Eu vente chez Didot Bottin, 28, rue du Docteur-Finlay, 75738 Paris Cedex 15. Tél. : (1) 45-78-61-66. Prix TTC: 87 F.

Les programmes du marché français de l'ONU. - Le français de l'Organisation des Nations unies pour le développement industriel (ONUDI) chargé de promouvoir les investissements dans des pays en développement organise trois types de manifestations:

- avec le gouvernement indonésien: un forum économique qui se déroulera du 23 au 27 novembre à Djakarta.
- avec le Tchad: une réunion de promotion des secteurs agro-alimentaire.

Renseignements: l'ONUDI en France, 118, rue de Valenciennes, 75006 Paris. Tél. : 45-44-38-02.

Décès

M. et M^{me} Hubert Cain, ses enfants, M^{me} Brigitte Vergne-Cain, M^{me} Marie-Hélène Cain et ses enfants, M. Olivier Cain, M. et M^{me} Vincent Cain-Parlier, M^{me} Florence Cain, ses petits-enfants, M. et M^{me} Vincent Cain-Parlier, Et toute la famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Marcel CAIN,

survécu dans sa quatre-vingt-deuxième année.

L'inhumation aura lieu le mardi 17 novembre, à 11 h 45, au cimetière de Montparnasse, Paris-14^e.

22, boulevard Saint-Germain, 75005 Paris.

M^{me} Jacqueline Camélot, née Poulain, Jean-Pierre et Brigitte Camélot, Isabelle et Gaëlle, Pierre et Christian Guy-Vidal, Céline et Sylvie, Sylvie Camélot, Daniel et Jacqueline Kuziak, Yan et Delphine, font part du décès de

Emile CAMELOT,

professeur de lettres, survécu en son domicile le 12 novembre 1987.

Il y a été entouré de l'affection de tous les siens.

3, rue Blasco-Ibanez, 06100 Nice.

Bessan, Belfort.

M^{me} Pierre Chevènement, M. et M^{me} Jean-Pierre Chevènement, M. et M^{me} Jacques Gay, M. et M^{me} Marc Sarrazin, Les familles parentes et alliées, ont la douleur de faire part du décès de

M. Pierre CHEVÈNEMENT,

survécu à Besançon le 14 novembre 1987.

Les obsèques seront célébrées en l'église du Sacré-Coeur de Besançon, le mardi 17 novembre, à 14 h 30.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M. et M^{me} André Despas, ses enfants, M^{me} Anne Despas, M. et M^{me} Alain Dubay, ses petits-enfants, Nicolas et Chloé Dubay, ses arrière-petits-enfants, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Nestor DESPAS,

née Marie-Emilie Gilson, entrée dans la paix de Seigneur à l'âge de quatre-vingt-neuf ans, à Haybes (Ardenne), le 3 novembre 1987.

Les obsèques ont été célébrées en l'église de Haybes le 5 novembre.

2, rue du Vésinet, 91100 Corbeil-en-Josas.

M. Édouard Foucault, M. le professeur Jean-Paul Foucault et ses enfants et petits-enfants, Et toute la famille font part du décès de

M^{me} Édouard FOUCAULT,

survécu le 14 novembre 1987.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Notre-Dame de Verrières-le-Buisson le samedi 17 novembre, à 16 heures.

6, avenue Gabriel-Péri, 91370 Verrières-le-Buisson. 44, rue Descaux, 14000 Caen.

Anniversaires

M^{me} Christiane Gélere, son époux, M^{me} Laurence Montzier, M. Didier Gélere, M. Denis Gélere, ses enfants, Ainsi que toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

Régis OUTIN,

le 26 octobre 1987, à Santiago-de-Chili.

132, boulevard Exelmans, 75016 Paris.

Christophe Plantard, son fils, Sa famille, Ses proches, ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Chantal PASCAR,

survécue le 11 novembre 1987.

Les obsèques ont eu lieu le lundi 16 novembre, dans l'intimité.

M^{me} Françoise Ricordeau, son époux, M. et M^{me} Claude Cauff et leurs enfants, M. et M^{me} Robert Rolland, et leurs enfants, Le docteur et M^{me} Gaston Ricordeau, Et toute sa famille, font part du décès de

Françoise RICORDEAU,

pharmacien, ancien interne des Hôpitaux de Paris, survécue à Paris dans sa quatre-vingt-deuxième année, le 9 novembre 1987.

L'inhumation a eu lieu à Coullé (Sarthe), dans l'intimité familiale.

Cet avis tient lieu de faire-part.

4, rue Massena, 75007 Paris.

M. Jean-Stephan Topuz, Olivier, Bénédicte et Christophe, Le professeur Emile James, M^{me} Louis Topuz, Les familles Capelle d'Hautpoul, Topuz, Beauverger, Vialle, Guizard et James, ont la douleur de faire part du décès de

Monsieur TOPUZ,

né James, appelé à Dieu, le 13 novembre 1987.

La cérémonie religieuse sera célébrée le mercredi 18 novembre, à 11 heures, en l'église de Saint-Amable, à Riom. Elle sera suivie de l'inhumation.

55, boulevard La Fayette, 63000 Clermont-Ferrand. 6, avenue de Sègus, 75007 Paris.

M^{me} Marie-Caroline Volbouin, a la douleur de faire part du décès de son époux,

Pierre VOLBOUDT,

survécue le 9 novembre 1987, à Clamart.

Les obsèques religieuses ont eu lieu dans la plus stricte intimité à Châtillon-sur-Seine.

3, ville de Clamart, 92320 Châtillon-sur-Seine.

Anniversaires

Il y a dix ans, le 16 novembre 1977,

Aline BERARD

meurt.

Que ceux qui l'ont connu et aimé aient une pensée pour lui.

Il y a un an,

Georges BESSE

disparaissait tragiquement.

Les hommes et les femmes de Pochéney se souviennent.

Il souhaitait que tous ceux qui l'ont connu, qui ont été marqués par sa personnalité et son œuvre, s'associent aujourd'hui, en pensée, à l'hommage qu'il rendent à sa mémoire.

Il y a un an,

M. Charles DOUBINSKI-DUCHÈNE

quittait les éternels.

Tous ceux qui l'ont connu et aimé se souviennent le samedi 18 novembre, à 11 h 30, au cimetière de Bagneux-Parisien (entrée principale).

De la part de M^{me} Charles Doubinski-Duchène, M. et M^{me} Marcel Doubinski-Duchène, Et de toute la famille.

Il y a deux ans disparaissait

Elise GRUNWALD,

née Halber.

Son mari qui l'a aimée se souvient.

Une pensée est demandée à tous ceux qui l'ont connue aimée et estimée.

Pour le dixième anniversaire du rappel à Dieu de

Edmond THIBAUT,

sa famille rappelle son souvenir à tous ceux qui l'ont connu, estimé, aimé.

Avis de mariage

Fédération française des CEVOS invite tous ceux qui ont connu et aimé

André MATTEL,

professeur à la faculté de médecine de Marseille, directeur du CEVOS Provence-Côte-d'Azur, décédé le 7 octobre 1987, à l'âge de quatre-vingt ans.

à se réunir à la chapelle de l'Hôpital Necker, à Paris, le 18 novembre 1987, à 11 heures.

L'office sera célébré par le Père Patrick Verpignon S.J.

La direction des sociétés Winterthur assurances et Winterthur vie informe qu'une messe sera célébrée le mardi 17 novembre 1987, à 9 heures, à la nouvelle église de la paroisse Saint-Honoré d'Eylau (chapelle Sainte-Thérèse), avenue Raymond-Poincaré, Paris-16^e, à la mémoire de

Henry ROSTAING,

ancien directeur de 1956 à 1967, décédé le 21 octobre 1987.

Messes anniversaires

Il y a cinquante ans, le 28 septembre 1937, disparaissait tragiquement à Halpoung (Tonkin)

M^{me} Armand GULLOU,

née Yvonne Hénault.

Un service religieux sera célébré à son intention le samedi 21 novembre, à 16 heures, en l'église Notre-Dame de Versailles, chapelle du Saint-Esprit, rue de la Paroisse, par le Révérend Père Bonnichon, S.J.

On associera à sa mémoire le souvenir de son époux,

M. Armand GULLOU,

mort pour la France à Halpoung, le 30 novembre 1945,

ses parents, le général de corps d'armée, grand-croix de la Légion d'honneur et M^{me} Charles HANOTE,

son gendre

M. René DEJEANMES,

époux de Jeanne Gullou, décédé le 10 août 1987,

son beau frère, le général Paul ROBERT,

son neveu, le lieutenant Charles ROBERT, mort pour la France en Algérie, le 10 septembre 1957,

son petit-neveu

Charles ROBERT.

Que tous ceux qui l'ont connu et aimé veuillent bien s'associer par leur présence ou par la pensée à cette cérémonie de son souvenir.

12, rue Gabriel, 75006 Versailles. 55, rue de Saint-Cloud, 92410 Ville-d'Avray. 9, boulevard Saint-Michel, 75005 Paris.

Communications diverses

Logo l'Écologie de Jacob n° 27. Franco-magasinier féminin de tradition. Style anglais émanation. Mercredi 18 novembre, à 19 h 30, à Paris, au 11^e étage de son invitation.

B.P. 646, 75161 Paris Cedex 04.

Note d'information sur demande.

JOURNAL OFFICIEL

Publiés au Journal officiel daté Jeudi 12 et vendredi 13 novembre 1987:

DES DÉCRETS

N° 87-907 du 10 novembre 1987 fixant les conditions d'application du chapitre premier de la loi n° 87-416 du 17 juin 1987 sur l'épargne.

N° 87-909 du 10 novembre 1987 relatif au Théâtre national de la France.

N° 87-910 du 9 novembre 1987 complétant le règlement général des industries extractives institué par le décret n° 80-331 du 1^{er} mai 1980.

Publiés au Journal officiel du samedi 14 novembre 1987:

DES DÉCRETS

N° 87-911 du 13 novembre 1987 pris pour l'application de l'article 26 de la loi n° 87-416 du 17 juin 1987 sur l'épargne relative au rachat d'une entreprise par ses salariés.

N° 87-912 du 13 novembre 1987 relatif à la commercialisation des vins d'appellation d'origine.

N° 87-916 du 9 novembre 1987 portant publication de la convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants, adoptée à New-York le 10 décembre 1984 et entrée en vigueur le 26 juin 1987.

UN ARRÊTÉ

Le 30 octobre 1987 fixant le nombre total de places offertes au titre de la loi n° 88 sur concours externes et internes d'accès au premier et au deuxième grade du corps des professeurs de lycée professionnel (femmes et hommes).

UNE CIRCULAIRE

De 9 novembre 1987 relative à l'application de l'article 87-910 du 10 novembre 1987 complétant le règlement général des industries extractives institué par le décret n° 80-331 du 1^{er} mai 1980.

Le 11 novembre 1987 portant approbation des cahiers des missions et des charges de la société Radio-France et de l'Institut national de l'audiovisuel.

UNE CIRCULAIRE

De 4 novembre 1987 relative à la mise en œuvre des dispositions applicables au nom d'usage.

UNE LISTE

D'admission à l'étude de l'air en 1987.

GARNET DU MONDE

Les avis peuvent être insérés LE JOUR MÉME s'ils nous parviennent avant 10 h au siège du journal.

7, r. des Saussaies, 75002 Paris Cedex 08. Tél. MONPAR 650 572 F. Télécopieur: 46-23-06-81. Renseignements: 45-47-98-03.

Tarif de la ligne H.T.

Tout les rubriques: 60 F
Abonnés (avec justificatif): 50 F
Communications diverses: 72 F

Insertion minimum 10 lignes (soit 4 lignes de bloc), Les lignes en capitales grasses sont facturées sur la base de deux lignes.

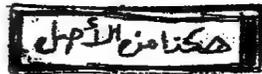
STERN GRAVEUR

depuis 1840

Cartes de visite Invitations Papiers de haute qualité le prestige de la gravure

47, Passage des Panoramas 75002 PARIS

Tél. : 42.36.94.46 - 45.88.86.45



(Publicité)

**Secousses boursières, menaces de récession, désordre économique...
Quel avenir pour l'électroménager en France ?**



Confiance !

Beaucoup de nos amis de la distribution et de la profession de l'électroménager dans son ensemble, se posent beaucoup de questions quand ils regardent l'actualité. Quand les médias parlent de krach boursier, voire de crise aussi grave que celle de 1929, on comprend que le moral soit entamé et que certains envisagent le futur avec angoisse et en tout cas avec quelques points d'interrogation... Aujourd'hui, malgré ce désordre planétaire, je voudrais leur dire confiance ! Et même si cela peut paraître présomptueux, leur dire nous sommes là !

Et demain nous serons encore là à vos côtés !

Beaucoup nous ont demandé "A quoi ça sert d'être le premier groupe mondial d'électroménager ?". Notre réponse, tout le monde la connaît. Ce sont des investissements importants en France et en Europe, c'est le maintien de l'emploi ■ Revin, ce sont des économies d'échelle décisives, c'est la capacité de résister à la concurrence sauvage d'où qu'elle vienne, c'est une immense réserve de technologie qui permet de précéder la course à l'innovation, etc. Tout ceci est bien, tout ceci est vrai.

Mais aujourd'hui je voudrais ajouter, un leader ça sert aussi à redonner confiance. Quand tout bascule ou semble vaciller, le 1^{er} groupe mondial d'électroménager ça sert à pouvoir dire "Vous n'êtes pas seuls, il restera toujours quelque chose de solide qui ne sombrera pas, qui continuera à apporter les services, les produits de qualité et la sécurité d'un grand groupe. Quelles que soient les circonstances, la vie continue".

L'actualité, hélas, nous donne l'occasion de le prouver. Notre centre de stockage de Marly brûlait dans la nuit du 25 octobre. Le lendemain, ce n'était que cendres. En trois jours nous avons recréé un autre centre de stockage, grâce à la coordination et la puissance de nos 150 usines dans le monde notre stock était reconstitué et nous étions en mesure de livrer les clients qui nous ont fait confiance avec le minimum de perturbation et de retard. Cet incendie qui aurait pu abattre le moral de plus d'un, a été un stimulant pour nous, tant la compréhension de nos clients et l'efficacité des hommes du Groupe Electrolux ont été grandes.

Je voudrais ici leur dire à tous un grand merci !

J'espère que j'ai réussi à travers ces quelques lignes à transmettre ma foi et celle de mon entreprise dans l'avenir et à redonner de l'optimisme à ceux qui prévoyaient pour l'électroménager des lendemains qui ne chantaient pas... Confiance !

Y. Peirotes
Directeur Général Electrolux

*Electrolux : 1^{er} groupe mondial d'électroménager (marques en France : Electrolux, Arthur Martin, Faure, Zanussi, Zoppas, Lincoln.

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

BT BRASSERIE DE TAHITI

En Polynésie, nous sommes le relais indispensable des très grandes marques comme HINANO, HEINEKEN, COCA-COLA, SCHWEPES, ORANGINA, etc.
Nous en assurons sur place la fabrication, le conditionnement et, pour la plupart, la distribution.
Challenge permanent pour nos 200 collaborateurs : défendre l'image de nos marques qui nous ont fait confiance.
Dans cet esprit d'exigence, deux postes-clés sont à pourvoir début 1988

DIRECTEUR TECHNIQUE

Responsable de la production, vous assurez la maintenance des moyens industriels, ainsi que la mise en place d'une future unité de production.

Ingénieur de formation, et nécessairement brasseur, vous avez au minimum 35 ans, de bonnes connaissances en gestion et le sens naturel du commandement.
La connaissance de l'anglais serait appréciée. (Réf. 8923 T)

DIRECTEUR COMPTABLE

Animant efficacement votre équipe de 7 personnes, vous tenez la comptabilité, établissez le bilan et le compte de résultats, gérez la trésorerie, réglez les questions fiscales et participez à l'établissement des budgets prévisionnels.

Titulaire d'un DECS, vous avez de bonnes connaissances en comptabilité analytique et êtes parfaitement familiarisé avec l'informatique. A 30 ans environ, vous avez une expérience de plusieurs années en PMI. (Réf. 8923 C)

La culture et le climat tropical exigent des candidats (et de leur famille) d'indispensables qualités d'adaptation psychologiques et physiques. Les conditions proposées sont susceptibles d'intéresser un candidat de valeur.

Pour plus de renseignements complémentaires, appelez "Contact-Téléphone" au : (1) 42 61 82 81 (8 h 30 à 18 h du lundi au vendredi, 10 h à 13 h le samedi) ou adressez votre dossier de candidature en précisant la référence choisie à : Organisation - Publicité - 2, rue Marengo - 75001 PARIS, qui transmettra. Réponse confidentielle garantie.



CONSULTANT INTERNE EN ORGANISATION

MAINTENANT MON AVENIR, J'EN SUIS SÛR.

Homme de dialogue, partenaire de réflexion, vous saurez être à l'écoute de vos interlocuteurs. Vous utiliserez vos capacités de conception pour apporter des solutions concrètes allant de l'élaboration de systèmes globaux à la gestion à la mise en place de procédures.
Diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce ou d'Ingénieurs, vous possédez une première expérience (3 ans minimum) en organisation au sein d'une entreprise ou d'un cabinet de conseil. Vous êtes jeune, dynamique et vous possédez de grandes capacités relationnelles et d'adaptation.

Vos multiples missions auprès des différents départements de notre Société vous permettront d'acquiescer la parfaite maîtrise d'une fonction enrichissante et passionnante. Intégrer le Groupe de Paris, troisième société privée française d'assurances, vous intéresse !

Pour en savoir plus, contactez nos collaboratrices ALLO-CARRIERES au 45.02.15.74 du lundi au vendredi, de 9 h à 17 h (Précisez le réf. 656).
Si vous ne pouvez pas téléphoner, adressez votre dossier de candidature, sous la référence 656/LM, à ALLO-CARRIERES - 71, avenue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui transmettra.



Valeo

L'Équipement Automobile
27500 personnes
C.A. 12,1 milliards de francs
dont 46 % réalisés à l'étranger.

recherche pour sa filiale Valeo Distribution à Saint-Ouen (93)

Diplômés Grandes Ecoles de Commerce (HEC, ESSEC, ESCP...)

Responsable des relations clientèle

Fort d'une expérience réussie de 3 à 5 ans dans une fonction similaire où vous aurez démontré un sens commercial certain, vous passerez en charge, au sein de l'administration des ventes et en liaison avec les Directions Régionales, l'animation de l'équipe Relations Clientèle et la mise en place du nouveau système informatique.
Ce poste de haut niveau nécessite la maîtrise de l'informatique comme outil de gestion.
La connaissance de l'anglais est indispensable. (réf. M87)

Responsable communication image

Sous la responsabilité du Directeur Marketing Produits, vous développerez par votre action la Communication externe, créant ainsi une véritable dynamique pour un appui aux forces de vente.

Vous assurerez :
• la liaison avec les agences de Publicité,
• la coordination avec les organismes de promotion,
• l'assistance image et communication auprès des Directions Régionales et de nos Filiales étrangères,
et gèrerez nos relations avec la Presse professionnelle.
Ce poste requiert une expérience de 3 à 5 ans au sein d'une Entreprise de Grande Distribution ou d'une Agence de Publicité, de Promotion, dans une fonction similaire. La connaissance de l'anglais est obligatoire, celle de l'allemand, souhaitée. (réf. M88)

De larges perspectives d'évolution de carrière vous seront offertes à la mesure de votre potentiel et de notre Groupe à vocation internationale.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature complet (lettre manuscrite, C.V., présentations et photo) en précisant la référence choisie à VALEO Distribution - Développement des Ressources Humaines 21 rue Kléber - 93892 SAINT-OUEN Cedex.

Chargé d'études rédactionnelles

Angers

En relation avec la Direction et l'ensemble des Services, le candidat sera responsable de la communication écrite, tant en conception qu'en rédaction. Il assurera également l'animation et la coordination des Services Administratifs de l'entreprise.
Outre ses aptitudes relationnelles et rédactionnelles, ce poste nécessite une formation supérieure en Informatique et Communication (de type CELSA, MST...) option rédaction et une première expérience professionnelle en entreprise ou en agence.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV et présentations, sous réf. 1179 LM à

Marie-Thérèse POUYE - Conseil en Ressources Humaines
94, rue Saint-Lazare 75009 PARIS

Bio-industries : maîtriser la pollution...

L'œuvre d'un généraliste...

Notre Unité (140 000 T/an, 200 personnes) appartient à la branche Bio-Industries de l'un des premiers Groupes Industriels français, et se situe dans le secteur de la collecte et du traitement des sous-produits de l'industrie de la viande. A ce titre, elle approvisionne en matières premières les usines spécialisées du Groupe. Notre Directeur souhaite accueillir son nouveau responsable

Travaux neufs - sécurité 100 000 F +

qui aura à ses côtés, un rôle déterminant pour l'évolution de nos installations, et en particulier, l'amélioration des systèmes de traitement des effluents. Pour ce faire, vous préparerez et « monterez » l'ensemble des dossiers en liaison avec nos partenaires des Services Publics (cf. Agences de Bassin...), interviendrez dans le choix des sous-traitants, superviserez les travaux effectués. Aussi serez-vous conduit à dépasser le cadre d'un processus précis et à vous intéresser à tout problème d'électricité, de vapeur, de mécanique générale... intervenant en amont (cf. conception des dispositifs) vous aurez donc le souci permanent de la SECURITE et animerez le CHSCT. Un rôle de Généraliste qui devrait vous conduire, à terme, à diriger également l'Entretien (25 personnes). Un challenge passionnant, non ? En banlieue Nord de Paris. A bientôt.

René DAGIRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière, sous la référence V/TNS/LM.



Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

IFREMER

Institut Français de Recherche pour l'Exploitation de la Mer recrute pour son siège social

Un Adjoint au Chef de Service Valorisation de la Recherche

- Doctorat en Economie ou équivalent.
- Bonnes connaissances en anglais et en Informatique.
- Expérience professionnelle plus de 5 ans.
- Sens des relations publiques et disponibilité.

Il aura pour rôle de :
- repérer, analyser et monter des projets de valorisation des acquis de la recherche par l'industrie, dans le domaine des produits de la mer,
- assurer les relations avec les organismes d'aide à l'innovation.

Merci d'adresser lettre manuscrite + CV à IFREMER - Service du Personnel 66, avenue d'Iéna - 75116 PARIS.

JURISTE D'ENTREPRISE SENIOR : DES RESPONSABILITES A VOTRE DIMENSION

Collaborateur direct du Directeur des Affaires Juridiques, vous collaborerez à ses activités et apporterez plus particulièrement votre concours à notre filiale UAP International, pour des affaires relatives à nos implantations étrangères (création, suivi...)
Docteur en Droit, 10 à 15 années d'expérience dans le service juridique d'une entreprise de dimension internationale ou au sein d'un cabinet conseil, font de vous un professionnel confirmé, capable d'apporter rapidement des solutions concrètes aux dossiers qui vous seront confiés.
Dynamisme, ouverture d'esprit, aptitude à négocier efficacement au plus haut niveau vous permettront d'assumer avec succès des missions de confiance au sein de notre Société.
Pour ce poste basé à Paris-la-Défense, veuillez adresser votre dossier de candidature, lettre manuscrite, CV, photo et prétentions (sous réf. JE/M) à Nathalie Lefèvre, UAP, TOUR ASSUR, 34 F, 92083 Paris-la-Défense.



Le succès à la clé : N°1 oblige.

ANALYSTE DES RISQUES H/F

Diplômé de l'enseignement supérieur, il aura une expérience minimum de 3 à 4 ans dans cette fonction.
Son activité s'étendra à court terme à l'organisation du service dans ses aspects techniques et commerciaux pour seconder le Directeur Commercial.
L'ambiance dynamique du Groupe offre un cadre de travail agréable.

Merci d'adresser CV et présentations au Directeur du Personnel 14-16, rue Montalivet 75008 PARIS

مكتبة الـ AP

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

VIA

GENERALE DE TRANSPORTS ET D'INDUSTRIE
16.000 personnes, leader européen recherche

Responsables de services marketing et commerciaux

Au sein de filiales à taille humaine, rattachés au Directeur de cellule et faisant partie du Comité de Direction, ils ont une activité complète: études des marchés, conception des services adaptés aux besoins, qualité des prestations, promotion des ventes, relations avec les collectivités locales. Ils animent une équipe et sont responsables du chiffre d'affaires.

Ces postes particulièrement vivants, impliquent qualités de terrain et de conception, conviendront à des candidats ESC ou équivalent, ayant 3 à 10 ans d'expérience professionnelle, dynamiques, créatifs et de bon contact. Réelles possibilités d'évolution dans un groupe leader.

Actuellement les postes à pourvoir se situent à:

- Coen réf. 39 A 764 - 7 M
- Chartres réf. 39 A 766 - 7 M
- Rouen réf. 46 A 829 - 7 M
- Châteauroux réf. 46 A 830 - 7 M

Ecrire en précisant la référence
Discrétion absolue

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

ESSEC, ESCP, ESCL

Des commerciaux de haut vol
5 ans d'expérience

Nous sommes un grand groupe français de conseil à implantation internationale. Nos consultants sont des professionnels solides, hommes et femmes d'affaires dans leur domaine de compétences.

Vous avez fait vos preuves dans la vente et l'animation d'équipes. Nous vous proposons de valoriser cette expérience commerciale, de l'approfondir et d'en faire la synthèse, en exerçant une fonction centrée:

- 1 - sur la conception, la vente, la réalisation et le suivi d'actions de formation commerciale dans les entreprises.
- 2 - sur le développement de nos activités.

En plus de votre formation de grande école, dynamisme et réflexion, sens pédagogique et sens des affaires seront des atouts qui vous permettront de réussir dans notre métier et d'acquiescer une expérience particulièrement enrichissante pour le développement de votre carrière.

Poste basé à Paris.

(Exceptionnellement, pour ce poste, les candidatures seront transmises directement au client).

Ecrire sous réf. 3.050
Discrétion absolue

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

Directeur financier
des responsabilités diversifiées de haut niveau

Un grand groupe agro-alimentaire en expansion (CA supérieur à 4,5 milliards) recherche un jeune Directeur Financier de grande envergure.

Ce poste implique:

- de collaborer étroitement avec le Directeur Général à l'élaboration des stratégies de développement du groupe.
- de concevoir et de mettre en œuvre les moyens de développement, tant sur le plan des montages juridiques et financiers que sur le plan des systèmes internes de gestion.
- d'animer ces systèmes de gestion, en étroite liaison avec les départements opérationnels et ses filiales.
- de diriger les services généraux du groupe: comptabilité, finances, contrôle de gestion, informatique, administration générale.

La réussite dans ce poste de haut niveau implique:

- une formation de premier plan: ENA, HEC, MBA...
- environ 10 ans d'expérience, avec idéalement 3 à 4 ans d'audit, 5 à 6 ans de finances ou d'une grande entreprise ou d'un organisme financier.
- d'inébranlables qualités de rigueur, d'imagination et de dialogue.

ville ouest France.

Ecrire sous réf. 46 A 825 - 7 M
Discrétion absolue

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

Nobel Industrie Suède, CA : 12 Milliards de Francs, 16 000 personnes, est le 1^{er} groupe chimique suédois.

Casco Nobel France
créé un poste de

DIRECTEUR DES RESSOURCES HUMAINES

LE CONTEXTE : En achetant plusieurs sociétés le Président a acquis des parts de marché, mais a surtout renforcé les "Ressources Humaines" du groupe. Pour l'aider à animer les Ressources, gage de succès futur, il recherche son Directeur des Ressources Humaines.

MISSION : En liaison directe avec le Président : • Réaliser des audits sociaux (conventions, salaires, postes de travail, retraites...), • Etablir une structure de salaires, • Mettre en place une politique d'investissement, • Mettre en place une politique d'identification des talents et de promotions internes, • Aider les responsables opérationnels à améliorer les performances de leurs collaborateurs, • Gérer les opérations de recrutement, • Etre l'interlocuteur régulier des organes sociaux du groupe (comités, délégués...).

POINTS FORTS RECHERCHES : • Pragmatique et opérationnel pouvant faire état de succès obtenus en milieu industriel, • Attiré par le modèle de direction à la scandinave: soft management, consensus, • Ambitieux et courageux pour proposer au même rythme soutenu que la société, • Gérer un effectif qui dès le début 1988 atteindra 700 personnes.

Si vous voulez rejoindre un groupe profitable et en pleine expansion adressez CV, photo et prétentions à **MERCURI URVAL**, 14bis, rue Daru, 75008 PARIS tél. 43.1105 M portée sur la lettre et sur l'enveloppe.

Casco Nobel France
Nobel Industries

LE B DE BDDP CHERCHE SON (JEUNE) DOUBLE !

Jean-Claude BOULET, fondateur et directeur du Groupe de communication BDDP (600 collaborateurs, 1 800 MF de C.A. en 1987) vous propose de devenir à Paris son **attaché de direction générale**

Venez l'aider à diriger, animer, diversifier ce Groupe en France comme dans le monde ; analyser en profondeur ses dossiers et en dégager la synthèse ; contribuer, par votre soutien, à la poursuite de la croissance rapide de BDDP.

A 30 ans environ, dynamique et enthousiaste, vous avez une excellente formation (ENA, X, ECP, HEC, IEP...) et déjà plusieurs "belles" années d'expérience professionnelle. Vous êtes au moins bilingue français-anglais.

Notre conseil, A. HIRIBARRONDO, vous remercie de lui adresser votre C.V. avec prétentions (réf. 5125 LM)

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE

MEMBRE DE SYNTEC

cofiroute

Nous sommes une société privée concessionnaire d'autoroutes, en forte croissance. Notre chiffre d'affaires de 1,7 milliard de francs progresse de 20% par an. Notre effectif dépasse 1 000 personnes. Nous poursuivons notre développement en mettant en service de nouvelles voies.

Dans le cadre de cette expansion, et pour toujours mieux assurer le service rendu aux usagers, nous renforçons notre Direction Technique et Exploitation et recherchons le futur :

CHEF DU DEPARTEMENT EXPLOITATION

Membre du Comité de Direction, il oriente, anime et coordonne les actions des Districts, afin d'offrir la meilleure qualité de service aux usagers en matière de viabilité, de sécurité et d'information.

Diplômé d'une Ecole Supérieure d'INGENIEUR ou de COMMERCE, vous avez environ 35 ans et au moins 10 ou 8 années d'expérience dans une entreprise ou une administration, à un poste de Chef de Projet ou équivalent, faisant appel à des qualités d'animateur, de coordinateur et de gestionnaire rigoureux et participatif.

Dynamique et entreprenant, vous avez fait les preuves de votre capacité à gérer efficacement des projets mettant en jeu des acteurs multiples. Vous souhaitez maintenant vous affirmer dans une fonction opérationnelle.

Poste basé à Paris mais comportant de nombreux et fréquents déplacements sur le terrain.

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions), en précisant la référence 8450 à notre Conseil ACTIMAN qui vous garantira une totale discrétion.

20 rue Pergolée - 75116 Paris

MATHS OU STAT. BAC + 3 OU 4

Avec un Bac scientifique et 3 ou 4 ans de maths et/ou statistiques (ISUP...), vous êtes motivé(e) par les techniques actuarielles, vous en avez ou non une première expérience.

En faire votre métier et pour cela affiner la pratique en entreprise à la poursuite de vos études: c'est le challenge que vous vous êtes fixé(e).

Notre service Actuarial vous propose une mission d'études, sur base de programmation micro et de statistique, à la fois potentiel et dynamique, notre croissance (+40% par an) feront votre avenir. Poste à temps plein.

Adressez votre candidature avec prétentions sous référence ACT2-M à Marylène Moreau - Service Recrutement - Norwich Union Life
36 rue de Chateaudun
75441 PARIS Cedex 09

Mille et une raisons de nous rejoindre

Norwich Union
ASSURANCE VIE

Consultant senior "ressources humaines"

Implantés dans plus de 110 pays, nous sommes le n°1 mondial de l'Audit et du Conseil. Gestion stratégique opérationnelle, conception, mise en place de systèmes d'information, principaux domaines d'intervention. La contribution des ressources humaines aux performances des entreprises nous a amenés à étendre nos activités.

PEAT MARWICK STRATEGIES ET RESSOURCES HUMAINES conduit des missions de Conseil, en privilégiant les approches pluridisciplinaires, d'offrir des solutions complètes à nos clients :

définition d'une politique sociale et mise en place des systèmes d'information correspondants, diagnostic de productivité des structures, œuvre de recommandations, gestion prévisionnelle de l'emploi, contrôle de gestion sociale...

Le fort développement de nos activités nous amène à recruter un Consultant Senior: il dirige ses missions, participe à l'élaboration de nouvelles méthodologies au développement du Cabinet.

A 35 ans au moins, diplômé d'Etudes Supérieures (ESC, INSEAD...) professionnel de la fonction personnel, le candidat possède une expérience de la mise en place de systèmes d'information en entreprise ou en cabinet. Il sait travailler dans un environnement pluridisciplinaire auquel il apporte ses connaissances politiques, développement social, stratégies, changement. Une bonne pratique de l'anglais est nécessaire.

Merci d'écrire à M. CORBIN qui étudiera votre candidature toute confidentielle.
PEAT MARWICK - Référence 97D04 - Tour Fiat
Cedex 16 - 92084 PARIS - LA DEFENSE.

KPMG Peat Marwick
Consultants

Responsable financier
4 à 5 ans d'expérience

UCPA Le n°1 du Tourisme Sportif d'aujourd'hui prépare son développement de demain

Notre équipe recherche, pour mettre en œuvre sa politique financière, un cadre à fort potentiel qui partage dynamisme et motivation.

Rattaché au Secrétaire Général, sa première mission sera plus particulièrement centrée sur la gestion financière, la trésorerie, les budgets, les plans d'investissements et la supervision du service informatique.

Ce poste évoluera et lui permettra d'assurer dans un avenir proche la direction financière. Il aura alors à superviser les services comptables (14 personnes).

La réussite à ce poste implique une formation supérieure HEC, ESSEC, ESCP ou équivalent, 4 à 5 ans d'expérience acquise au sein d'un service financier d'une grande entreprise ou d'un cabinet d'audit et de connaissances comptables.

Poste intéressant et réellement évolutif pour candidat familiarisé avec l'outil informatique et disposant de qualités de rigueur et de contact.

Poste à Paris

Ecrire sous réf. 807-7M
Discrétion absolue

71, rue d'Auteuil 75016 Paris

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.




NOUS ACCUEILLERONS A BRAS OUVERTS NOTRE DIRECTEUR DU MARKETING

Filiale du groupe britannique Vickers, nous sommes le numéro 2 du mobilier de bureau en France. Afin d'augmenter notre pénétration sur un marché en pleine mutation, nous recherchons notre directeur du marketing.

Diplômé d'une école supérieure de commerce, vous avez environ 35 ans et une expérience significative du marketing des biens d'équipements et des services. Nous vous proposons un challenge passionnant : renforcer la culture marketing dans notre société et la préparer aux évolutions du marché de la confortique des années 90.

Gestionnaire de votre budget, vous serez responsable de toutes les fonctions marketing : propositions de nouveaux produits, lancement, suivi, politique de commercialisation... La politique de communication sera également de votre ressort.

Vous aurez également à développer la position française au sein du comité marketing international. Pour cela l'anglais est indispensable.

Si vous êtes motivé par ce challenge, écrivez à : Jacques Heberhorn, Directeur commercial, Vickers Ronco France, BP. 27, 85 bd du Général-Lecterc 93200 Les Lilas.

RESPONSABLE GESTION COMMERCIALE ET EXPLOITATION SUD OUEST

QUERCY METAL, CA 280 MF pour 170 personnes, outre son rôle de grosiste en quincaillerie, assiste à tous les niveaux (notamment Commercial et Gestion), les magasins franchisés portant l'enseigne CATENA.

Elle recherche son Responsable Gestion Commerciale et Exploitation. Son rôle : diagnostic général des magasins CATENA en Gestion Commerciale et Financière, préconiser des solutions destinées à optimiser la rentabilité des magasins et en contrôler les applications.

De formation supérieure (Sup de Co...), il aura une expérience réussie d'environ 4 ans dans le domaine de la Gestion.

Les conditions offertes, l'évolution possible du poste intéresseront un candidat autonome, rigoureux, diplomate et disponible.

Merci d'adresser lettre de candidature, C.V. complet, photo et rémunération actuelle, sous référence M 43/2341 A, à :

EGOR MIDI PYRENEES
Le Sully - 1, place Occitane - 31072 TOULOUSE CEDEX

egor

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIUM DEUTSCHLAND ESPANA GREAT-BRITAIN ITALIA PORTUGAL BRASIL CANADA JAPAN

IMPORTANTE BANQUE, PARIS
recherche

DIRECTEUR DES RELATIONS CLIENTÈLE

Le Directeur de l'Exploitation d'une Banque Nationale à taille humaine, recherche un adjoint de haut niveau responsable de la Direction des relations Clientèle.

A ce titre, il sera particulièrement chargé :

- d'assurer, en liaison avec le réseau, la gestion de la grande clientèle privée ou d'entreprise,
- d'apporter le soutien technique nécessaire aux guichets et de coordonner leurs activités avec les Directions du Siège,
- de suivre l'action commerciale du réseau,
- de participer à la gestion des équipes d'Exploitants.

Ce poste constitue une évolution de carrière intéressante pour un cadre justifiant d'une formation supérieure et d'une expérience de l'exploitation bancaire au niveau d'une direction de groupe ou de succursale.

Merci d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite + CV + Photo + Préférences) à ADICOM, 19 avenue George V, 75008 PARIS, sous réf. 1004.

Jeunes diplômés, prenez le bon départ !

Le départ d'une carrière, c'est tant : faire le bon choix, c'est se donner toutes les chances de réussite.

Olivetti : bien sûr, vous connaissez ! Premier constructeur européen en informatique et bureautique, nous disposons du réseau de distribution le plus dense dans cette activité : soit 260 concessionnaires exclusifs.

Nous recherchons pour ce réseau nos **INGENIEURS COMMERCIAUX**.

Diplômé d'une Ecole de Commerce, d'une Ecole d'Ingénieurs ou titulaire d'une Maîtrise de Gestion, vous êtes débutant ou avez une courte expérience. Votre autonomie et votre sens de l'initiative, vous rendent aptes à négocier à haut niveau. Doté de grandes facultés d'adaptation, vous saurez vendre des produits en constante évolution.

Nous vous offrons une formation réputée : « l'école de vente Olivetti ». Durant trois mois, vous alternerez la pratique et la théorie avant d'intégrer notre réseau de concessionnaires.

Chargé de commercialiser la gamme informatique de gestion auprès des entreprises, vous assurerez le suivi et le développement de votre portefeuille.

Nos activités diversifiées et l'ampleur de notre Groupe vous offrent de larges perspectives d'évolution.

Vous bénéficierez du double avantage d'une structure décentralisée et autonome et du soutien d'un Groupe mettant à votre disposition une structure marketing et développement de nouveaux produits.

Des postes sont à pourvoir sur toute la France et plus particulièrement dans nos agences de Nancy, Toulouse, Aix, Caen, Paris, Melun, Ansoy...

Vous avez choisi le bon départ pour votre carrière, alors appelez Danielle NGUYEN au 16 (1) 42.54.42.92 ou envoyez votre dossier de candidature à OLIVETTI FORMATION CONSEIL - 27, rue des Roisiers - 93408 SAINT-OUEN.

olivetti

Responsable des Ressources humaines

Un Groupe international du secteur électronique recherche pour ses trois filiales françaises (150 personnes), un responsable des ressources humaines.

Rattaché au Directeur des Ressources Humaines Européen, il conduira les opérations de recrutement, il participera à la définition et à la mise en œuvre de la politique salariale, il assurera du respect de la réglementation en vigueur.

Il préparera avec les responsables opérationnels les plans de formation et veillera à leur exécution.

Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat de formation Bac + 4 avec une expérience d'au moins 5 ans dans une fonction similaire dans un groupe international.

La parfaite maîtrise de la langue anglaise est indispensable. Poste basé en banlieue Sud de Paris.

Merci d'adresser votre candidature, lettre manuscrite, CV, photo et présentations sous réf. 504930 à COFAP, 19 avenue de l'Opéra 75001 Paris qui

Jeunes Sup de Co

venez rejoindre notre activité téléinformatique en pleine expansion (téléx, télétext, télécopie)

Leaders de la communication de l'écrit avec le téléx, le télécopie, nous proposons aujourd'hui à 5 jeunes diplômés participer activement à l'expansion de notre secteur.

Après une période de formation à nos produits et à nos méthodes, vous rejoindrez une jeune équipe de haut niveau, déjà performante.

Bénéficiant de notre savoir-faire commercial et de l'appui de nos équipes Marketing, votre mission sera de commercialiser l'ensemble de notre gamme téléinformatique (téléx, télétext, télécopie) auprès des entreprises de Paris et la région parisienne.

La rémunération très attractive ainsi que les possibilités de promotion par notre rayonnement français et international devraient vous convaincre de prendre contact avec nous maintenant.

Faites-nous part de vos ambitions

- en appelant le (16-1) 42.61.82.81 de 8 h 30 à 18 h du lundi au vendredi de 10 h à 13 h le samedi ;
- ou en écrivant sous référence M 1300 à SAGEM, Service du personnel, BP 215 - 92000 Nanterre Cedex.

Si votre candidature est retenue, vous serez rapidement invité à une première réunion.

SAGEM
• 8000 personnes • CA 1986 : 4,4 milliards de francs.
Domaines d'activités : Téléinformatique - Navigation guidage pilotage - Equipements industriels.
1^{er} constructeur mondial de terminaux Télex à écran.
1^{er} constructeur européen de systèmes de navigation inertielle.
En France : • Siège social • 4 centres d'études et de recherches • 3 centres de fabrication • 22 agences.
A l'étranger : 165 implantations dans 50 pays.



UN CERCLE HUMAIN DE QUALITE





GROUPE SYSECA

SYSECA (400 MF de CA, 1.000 collaborateurs dont 85 % d'ingénieurs) est une Société de Service et d'Ingénierie en Informatique, partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

Dans le cadre de notre stratégie d'expansion, nous offrons des postes d'

INGENIEURS INFORMATIENS

De formation Grandes Ecoles, Doctorat, DEA et Maîtrise, vous êtes débutant ou possédez une première expérience. Vous désirez exercer votre action dans les domaines suivants :

- systèmes temps réel,
- informatique industrielle,
- logiciel de base,
- génie logiciel,
- systèmes de gestion,
- systèmes de communication,
- systèmes de gestion de bases de données.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et présentations sous référence 286 à SYSECA SELECTION, 315, Bureaux de la Colline 92213 SAINT-CLOUD Cedex

SYSECA SELECTION

سكنا من الهم

Le Monde
CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Jeune ingénieur

Mines, TP

responsabilités autonomes
gestion et développement commercial

Notre société française leader dans le monde de produits spéciaux destinés au domaine Mines, Carrière, TP, pour une importante région Touraine-Limousin.

Recherchons un jeune Ingénieur Mines, TP ou ECP équivalente, ayant 2 à 3 ans d'expérience acquise dans la branche Mines, TP ou Carrière, désireux et capable de valoriser celle-ci en s'orientant vers des activités technico-commerciales impliquant une responsabilité complète et autonome :

- animation d'équipe,
- gestion CA important,
- relations techniques à la clientèle.

Poste basé dans la région Touraine-Limousin. Rémunération motivante pour candidat de valeur.

Ecrire sous réf. 488744-7M
Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



DEPARTEMENT DU MORBIHAN

recherche

Jeune chargé de missions

MF 2-3 ans d'expérience

Ce poste recouvre deux aspects principaux :

- constitution et rédaction de dossiers recherche, analyse et synthèse d'informations recueillies auprès de différents acteurs (municipaux, départementaux, nationaux),
- relations avec la presse et développement de la communication institutionnelle.

Il sera confié à un candidat diplômé d'études supérieures (maîtrise, ESCAE, EFAP...) possédant une première expérience en rapport avec la fonction ainsi que des capacités d'analyse et de synthèse développées. Des qualités de contact et de diplomatie sont indispensables.

Poste à Vannes.

Ecrire sous réf. 828-7M
Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



Groupe industriel français (2400 personnes), leader au plan national dans son domaine, doté d'équipements performants, faisant appel à des process variés, recherche, pour renforcer son potentiel humain, un

Jeune ingénieur

Mines, ECP, Ponts

Recherchons une première expérience (2-3 ans) technique, opérationnelle dans un secteur industriel.

Dans un premier temps, il sera affecté sur l'une des exploitations, situées près d'une grande ville du Nord-Est de la France, tant qu'ingénieur dans un service important (170 personnes) de l'exploitation. Ce poste constitue une première étape pour une évolution de carrière intéressante dans le groupe.

Rémunération : 200 000 +

Ecrire sous réf. 828-7M
Discrétion absolue

Membre de Syntec

71, rue d'Auteuil 75016 Paris



EUREQUIP

Depuis 25 ans, nous aidons les entreprises à évoluer au même temps que leur environnement économique, humain, technologique.

Notre développement nous amène à recruter des :

CONSULTANTS JUNIORS E/P

Vous êtes ingénieur diplômé d'une grande école (ECP, ENPC, ESE, ENST...), vous avez entre 27 et 30 ans. Votre expérience professionnelle vous a familiarisé avec le monde de l'entreprise (production, organisation, qualité, gestion).

Vous êtes attiré par notre métier, à la fois concret et varié, et vous avez la disponibilité et la solidité nécessaires pour y réussir.

Vous aimez le travail d'équipe.

Merci de transmettre votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions), en indiquant la référence 6700 M, à notre cabinet ACTIMAN qui vous garantit une totale discrétion.

11 rue Pergolèse - 75116 Paris



Toulouse RESPONSABLE DES ACHATS SOUS-TRAITANCE

L'établissement de Toulouse est l'un des premiers groupes français de notoriété internationale, achète pour environ 500 millions de francs par an de sous-traitance mécanique et électrique.

Ce responsable, issu d'un cursus de 30 personnes, a la charge de conduire ces opérations en intégrant à la fois les contraintes techniques, économiques, juridiques et de délai.

Recherchons un ingénieur, une préférence électromécanicien, ayant une expérience professionnelle significative dans le secteur des sous-traitances et une bonne connaissance juridique.

Le poste, basé à Toulouse, implique de fréquents déplacements de courte durée. La rémunération sera comprise entre 260/300 000 francs. Les perspectives d'évolution sont liées aux résultats acquis, sont multiples et variées.

L'urgence de nos besoins nous fait adopter une stratégie particulière. Les candidats intéressés peuvent :

- téléphoner au (1) 89.04.19 de 9h à 20h pour étudier l'opportunité d'un entretien à Toulouse le 1er ou le 2 décembre 1987,
- ou adresser très rapidement (sous réf. 8/863 R) un dossier de candidature qui sera traité en urgence pour une possibilité d'entretien à Toulouse le 1er ou le 2 décembre 1987 à :

EGOR S.A.
8, rue de Berni - 75008 PARIS

BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
BELGIQUE DEUTSCHLAND ITALIE GREAT BRITAIN JAPON PORTUGAL BRASILE CANADA



JEUNES DIPLOMES

MAINTENANT MON AVENIR, J'EN SUIS SÛR.

Le Groupe de France est un groupe privé d'assurances de réassurance internationale, un des plus importants de France et une rentabilité parmi les plus élevées de la profession.

Diplômés de l'enseignement supérieur (Ecoles de Commerce, de gestion, Maîtrise de droit ou sciences économiques), vous êtes sérieux et vous souhaitez rejoindre une entreprise de confiance, après une formation théorique et pratique, de responsabilités techniques.

Intégrez notre département commercial :

promoteurs de notre politique commerciale dans votre région, conduisez les opérations adaptées à nos besoins de développement par marché. Recruter nos agents, contrôler leur gestion, contribuer à l'organisation optimale de leurs agences feront également partie de vos responsabilités.

Vous êtes dynamique, organisé, vous aimez les contacts et êtes prêt à vous intégrer dans la région où vous serez affecté (postes à pourvoir en France).

Adressez-nous rapidement lettre manuscrite, C.V., photo (et téléphone où nous pourrions vous joindre), sous référence 10171, à notre cabinet de recrutement : Personnel - GROUPE DE FRANCE - 21, rue de Chateaudun - 75001 PARIS



INGENIEURS DE PRODUITS

TECHNICON CORPORATION est le leader mondial dans la conception et la commercialisation d'instruments et systèmes automatiques pour les analyses de sang. En raison de notre expansion continue et de l'introduction de nouveaux produits, nous recherchons un personnel compétent pour se joindre à notre groupe multinational d'ingénieurs et techniciens de produits, ayant une expérience de l'instrumentation et de la clientèle.

MISSION : Assistance technique aux filiales, impliquant de nombreux déplacements à l'étranger. Animation de stages de formation couvrant le fonctionnement, les principes, l'entretien et le support des produits. La fonction inclut, de plus, l'assistance au Marketing pour évaluation et démonstration de nouveaux produits.

PROFIL : Les candidats que nous souhaitons rencontrer ont un niveau d'Etudes Supérieures avec au moins 5 ans d'expérience. Outre la maîtrise des techniques modernes en électronique, des techniques de mesure, et la connaissance théorique des paramètres physiques et chimiques, il est souhaitable que les candidats aient une connaissance en matière de programme en temps réel. Il s'agit d'un travail motivant, avec de sérieuses perspectives de carrière, ainsi qu'un bon niveau de rémunération incluant un plan d'intéressement important selon les résultats personnels, et autres avantages. La connaissance de l'ANGLAIS est indispensable (langue de travail).

Lieu de travail : notre Division Internationale à SAINT-DENIS, d'accès facile depuis Paris.



Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) à M. COLISTRO - TECHNICON - B.P. 10 95330 DOMONT.

Spécialiste du service auprès des Industries, des Commerces et des Administrations
- CA + 250 MF - 750 personnes recherche dans le cadre de son expansion

FUTUR DIRECTEUR D'UN CENTRE DE PROFIT

Ingénieur ICAM - ENSAIT - ENSEM.
Réf. 526M

Environ 30 ans, 2 ans d'expérience réussie dans un poste similaire.

Homme de terrain, vos atouts sont le management d'une équipe, la maîtrise des fonctions commerciale, administrative, et production.

Après une période de formation en duo avec le directeur d'une unité située à NEUILLY SUR MARNE (93), vous évoluerez rapidement à la fonction de DIRECTEUR D'EXPLOITATION.

Mobilité géographique au plan national indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, photo, CV et prétentions sous la référence du poste choisi, à notre DRH - 11, rue Diaz, 92100 Boulogne-Billancourt.

RESPONSABLE D'UNE AGENCE COMMERCIALE

ESCAE - ISG...
Réf. 527M

Environ 25 ans, vous avez l'ambition et la capacité d'animer et développer un centre de profit.

Le sens de l'organisation, le goût de la vente et de l'autonomie, alliés à une formation supérieure, font de vous le collaborateur que nous souhaitons faire évoluer au sein de notre Société.

La connaissance des micros et une première expérience d'environ 2 ans dans la vente par correspondance seront appréciées.

Poste basé à Ivry-sur-Seine (94).



Le sens de votre entreprise

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

ORGANISATEUR

MAINTENANT MON AVENIR, J'EN SUIS SÛR.

A 25-30 ans, de formation supérieure (type ESCAE, Méthode de Gestion...), vous possédez une expérience d'organisation et de gestion du personnel. Vos capacités d'adaptation, votre esprit d'analyse et de synthèse vous permettront d'intégrer rapidement une fonction d'organisateur, chargé de mettre en place notre nouveau service de gestion du personnel. Cette première activité sera suivie d'autres interventions tout aussi passionnantes auprès des entreprises de notre Société.

Pour vous aussi, intégrer le Groupe de Paris - troisième société privée française d'assurances - c'est assurer votre avenir dans un Groupe en constante expansion. Rencontrez-nous !

Pour plus d'infos, contactez les responsables d'ALLO-CARRIERES au 01 45 02 15 74 du lundi au vendredi, de 9 h à 17 h (Précisez la réf. 656).

Si vous ne pouvez pas téléphoner, adressez votre candidature, sous pli fermé, à ALLO-CARRIERES - 71, rue Victor-Hugo - 75116 PARIS, qui vous répondra.

DIRECTEUR D'USINE EN CHARENTAIS

POUR FAIRE VIVRE ENSEMBLE TRADITION ET TECHNOLOGIE

Affaire française de l'agro-alimentaire fleurissant bon terrain, notre réputation et celle de nos produits n'est plus à faire, tant en France qu'à l'étranger. Respectueux du savoir-faire légué par nos fondateurs, nous n'en intégrons pas moins des équipements dont la technologie peut être qualifiée d'avancée.

35 ans au moins de formation alimentaire, vous avez l'expérience de la direction d'une usine (PME), de préférence dans notre métier, à défaut dans la pharmacie, la chimie fine...

Homme de terrain, animateur et gestionnaire, vous savez ce que signifient les termes quantité, qualité, délais, coûts, mais aussi prix de revient et n'hésitez pas à vous remettre en cause dans une optique toujours mieux. Si, en plus, l'anglais ne vous est pas totalement étranger...

Merci d'adresser votre dossier en toute confidentialité sous réf. 578 M à notre Conseil.

SODERHU
22 rue Saint Augustin
75002 PARIS

Soderhu
MEMBRE DE SYNTIC

Rejoignez un journal qui GAGNE!

le Parisien

recherche, dans le cadre de sa progression constante

JOURNALISTE Responsable Départemental

Vous avez entre 30 et 35 ans et une dizaine d'années d'expérience professionnelle dans la presse quotidienne. Vous serez l'ambassadeur du Journal dans le département et aurez à diriger des journalistes parfaitement intégrés à leur région. Vous devez animer un réseau de correspondants qui seront vos antennes locales. Vos qualités professionnelles incontestables, votre excellente présentation vous permettront de tenir votre rôle de représentation de notre Journal auprès des décideurs politiques, économiques et sociaux de votre département. Votre autorité naturelle et votre sens des relations humaines vous rendront capable de vous imposer à l'équipe en place et de la dynamiser. **Réf. M1**

JOURNALISTE Chef de Service

Vous serez l'adjoint du Responsable du Secteur "ENQUÊTES". Vous avez entre 30 et 35 ans et une dizaine d'années d'expérience professionnelle réussie. Vous aurez une réelle responsabilité de la page "Opinions" de notre Journal. Votre sens de l'investigation et votre culture générale sont au service d'une réelle perception des "bons coups" dans le cadre d'une large autonomie ministérielle par votre propre réseau relationnel très professionnel. Vous êtes capable de vous intégrer dans une petite équipe où il n'y a pas de place pour l'individualisme. Vous savez à développer les synergies avec les autres secteurs du Journal. **Réf. M4**

JOURNALISTE - Rédacteur

Vous avez entre 35 et 40 ans et au moins 10 ans d'expérience réussie dans la Presse Quotidienne. Vous possédez un style et vous êtes rompu aux techniques de l'écriture. Vos capacités de compréhension et d'assimilation vous permettent de traiter avec rapidité les dossiers qui vous sont confiés. Votre sens de la communication et vos capacités d'intégration vous permettront de vous insérer aisément dans une équipe de Desk motivée et performante. **Réf. M5**

JOURNALISTE Spécialiste Télévision

Vous avez entre 25 et 30 ans, une excellente connaissance de la Télévision, de ses rouages, de son fonctionnement, de ses programmes. Vous avez de bons contacts avec les responsables de l'audiovisuel. Vous avez un style vif, rapide. **Réf. M6**

JOURNALISTE Chef de Service Adjoint

Vous serez l'adjoint du Responsable des éditions départementales de la Région Parisienne. Vous avez entre 30 et 35 ans et une dizaine d'années d'expérience professionnelle. Vous avez un sens aigu de l'information. Vous êtes un organisateur capable de coordonner les Responsables départementaux. Vous devez en outre posséder une réelle capacité d'intégration dans une équipe soudée et dynamique. Homme de terrain vous savez comprendre vos collaborateurs et prendre le recul nécessaire pour arbitrer les priorités. **Réf. M2**

Si votre profil correspond à notre recherche, envoyez-nous une lettre manuscrite de candidature avec votre CV + photo et vos prétentions, (sans oublier de préciser la référence du poste) au PARISNIEN à l'attention de Monsieur A. Gonzalez, Directeur des Relations Humaines et de la Gestion 25, avenue Michélet, 93408 SAINT-OUEN Cedex.

Société d'édition en plein développement

SON CHEF DE PUBLICITÉ

Dynamique et créatif. Récompensé intéressé. Fixe + commission. Envoyer lettre + C.V. à : SER-VAC 70 bis, rue de Valenciennes, 75015 PARIS.

ORG. FORMATION

15 années d'expérience, clientèle grandes entreprises recherche

INTERVENANTS CONFIRMES

— Eco/gestion. — R.P.

Soirée sous le n° 8 166 94. LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montessuy, 75001 PARIS.

responsable des ressources humaines

Les Laboratoires UPJOHN, filiale d'un important groupe pharmaceutique international (500 personnes - 500 MF de C.A.), recherchent un

Plattaché au Directeur des Relations Humaines, vous contribuerez à la réalisation de notre stratégie de développement des ressources humaines; vous serez particulièrement chargé de la formation (gestion plus animation de certaines sessions de management), du suivi des cartes de qualité et de la politique d'information interne.

Agé d'environ 30 ans, de formation supérieure (BAC + 4), ayant obtenu une expérience des recrutements à tous niveaux et si possible une connaissance des autres aspects de la fonction. La maîtrise de la langue anglaise est indispensable.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite + C.V. + photo), à la Direction du Personnel - Laboratoires UPJOHN - Tour Franklin - 92081 PARIS LA-DEFENSE.

Pour ce poste diversité et évolutif, nous souhaitons rencontrer un candidat.

Upjohn

Collectivité locale

région sud-est recherche pour un important centre d'habbergement de jeunes

DEUX CADRES 30/35 :

- UN DIRECTEUR (TRICE) GESTIONNAIRE ET ANIMATEUR (TRICE);
- UN DIRECTEUR (TRICE) ADJOINT(E).

avec secteur de responsabilité. Formation et exp. exigées. Envoyer C.V.

Sous le n° 8 166 94. LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montessuy, 75001 PARIS.

Ville d'Asnières 75200 recherche

Futur patron de centre de profit

MAROQUINERIE - Nous sommes une filiale d'un groupe d'industriels de la maroquinerie. Nous créons, nous liquer et commercialisons une ligne de produits supérieurs et spécialisés. Nous recherchons aujourd'hui notre futur patron dont l'action s'orientera en priorité vers la fonction marketing - vente : lancement de nouvelles lignes de produits, renforcement des structures commerciales, développement de nouveaux marchés... Il devra également prendre en charge les fonctions de gestion de cette unité, dont les achats et la sous-traitance. En résumé, c'est un homme jeune et entreprenant que nous voulons recruter. De formation supérieure et parlant anglais, il devra justifier d'une expérience de développement commercial acquise dans une entreprise de produits de grande consommation. Une "culture PME" serait appréciée. Ce poste, qui nécessite de fréquents déplacements sur toute la France, est basé dans le sud-ouest. Si cette proposition vous intéresse, nous vous demandons d'adresser votre candidature sous la réf. 772.87 à notre Conseil, 111 boulevard Haussmann - 75008 PARIS.

Chantal Baudron. s.a.
MEMBRE DE SYNTIC

ANIMATEUR PERMANENT

diverses journées (avec formation et exp.) Env. C.V. à Monsieur le Maire.

Ecole supérieure

recherche pour le marketing-distribution exportation-vente. Env. lettre + C.V. + photo sous réf. ESN1 & ESN2 : 28, rue des Frères-Bourgeois, 75003 Paris.

COMMUNE DU NORD DE SEINE - ET-MARNE

(4 000 habitants) recherche

SECRETARE GENERAL

Soirée sous le n° 8 166 94. LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montessuy, 75001 PARIS.

URGENT habilitation professionnelle recherche

SECRETARE DE REDACTION

Premier emploi, formation théorique, niveau maîtrise et journalistique.

Adr. C.V., lettre manuscrite et présent. à la "Société de Presse" 25, rue Bourgeois, 94700 Maisonne-Affort.

ASSOCIATION D'EDUCATION POPULAIRE recherche

1 GESTIONNAIRE

pour : - Coordination des différentes activités (15 sections sportives, gestion des conseils de loisir en collaboration avec ville); - Compétence en matière de gestion associative; - Exp. professionnelle; - 30 ans minimum.

C.V. et présentations à la MAIRIE DE LOZANNE B.P. 244, 66221 Lorient Cedex pour le 9 décembre 1987 dernier délai. Tous renseignements au 57-21-20-61, poste 431.

ADJOINT AU DIRECTEUR DU PATRIMOINE ET DE LA SECURITE

Une importante Banque de Paris-Provence recherche un Ingénieur chargé des études techniques et de sécurité liées au patrimoine de la Banque ainsi que de la coordination des équipes.

La préférence sera donnée à un candidat Ingénieur Travaux Publics, ayant une expérience de 2 à 3 ans minimum en aménagement et réalisation de bâtiments "tertiaires". Ce poste exige le goût des contacts et de la persuasion, une grande faculté d'analyse liée à un bon esprit critique, ainsi que la capacité à manager des équipes.

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous réf. M/44/P à PLAIN CHAMPS, 37, rue Froidevaux, 75014 PARIS, qui transmettra.

TRES IMPORTANT INSTALLATEUR DE TELEPHONIE PRIVEE

recherche

INGENIEURS D'AFFAIRES

- Formation : niveau supérieur.
- Expérience indispensable du domaine d'activités.
- Qualités humaines, maîtrise technique et sens commercial indispensables.
- Capables de gérer les affaires existantes et de développer de nouveaux marchés à fort potentiel.
- Lieu de travail : Paris centre avec déplacements sur Paris + R.P.
- Rémunération : 300 à 300 KF selon profil.

Envoyer CV + photo + lettre manuscrite sous réf. 5.0501 à

ROGER 3, Place 93310 La Pré St-Gervais

Urgent organisation humanitaire

recherche

SON CHEF DE MISSION EN ETHIOPIE

POSTE A RESPONSABILITES :

- Coordination d'une équipe de 10 techniciens expérimentés;
- Gestion et négociation de projets;
- Contrat de 2 ans, statut de volontaire;
- Anglais courant;
- Première expérience de travail dans le tiers-monde indispensable;
- Disponibilité immédiate;
- Indemnité mensuelle forfaitaire. Assurance sociale prise en charge au place.

Envoyer C.V. + lettre + photo à : 34, avenue 75011 PARIS.

LE CONSEIL GENERAL DE L'ESSONNE

recrute par voie de détachement sur contrat ou de contrat

UN CHEF DE SERVICE

POUR SON SERVICE DES ASSOCIATIONS

Profil souhaité : Fonctionnaire de catégorie A ou candidat ayant une formation universitaire (Bac + 4 ou 5) et justifiant, dans l'un et l'autre cas, d'une solide expérience professionnelle acquise dans le secteur culturel et/ou sportif.

Il sera en outre demandé au candidat une très bonne connaissance de l'administration, une bonne aptitude à négocier, le sens des contacts et de l'autorité.

Candidatures : Le poste étant à pourvoir en urgence, les candidatures accompagnées d'un C.V. détaillé devront être adressées dans les meilleurs délais à : Monsieur le Président du Conseil Général, direction du personnel et des services sociaux, hôtel du département, bd de France, 91012 Evry Cedex. Tél. : 04-97-20-20, poste 1600.

مكتبة الأهل

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Jeune ingénieur bâtiment cap sur la Réunion !

Plus de 1000 personnes, 9,5 milliards de Francs de chiffre d'affaires, une présence internationale dans près de 40 pays, tel est aujourd'hui le poids de COLAS, leader européen des travaux publics.

En plus du soleil des Tropiques, vous bénéficierez, bien sûr, de tous les avantages liés à l'expatriation. Nos filiales françaises ou nos délégations étrangères seront par la suite autant d'opportunités pour des responsabilités élargies.



Ingénieur applications techniques

SIMONA Plastiques Industriels

Cette société est l'un des plus grands producteurs d'Europe de plastiques techniques semi-cristallins haut de gamme, utilisés dans des domaines nombreux et variés (industrie chimique et polymère-plastique, électrique, alimentaire, constructions mécaniques, publicités, S.T.P.).



PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE 3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.84

Cabinet Juridique et Fiscal en forte expansion

recherche pour son bureau de Paris un

Juriste Expérimenté

Votre formation de type I.D.E.S. de droit privé ou équivalent a été complétée par une expérience professionnelle de droit anglo-saxon acquise dans un cabinet de Londres.

Nous vous proposons de rejoindre un cabinet renommé international. Au sein d'une équipe dynamique et agitée, vous interviendrez pour le compte d'une clientèle prestigieusement appréciée.

Le développement rapide de notre département juridique confère à ce poste un caractère éminent. Votre ambition, vos qualités humaines et votre sens du service seront vivement appréciés. Une parfaite maîtrise de l'anglais est indispensable.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV et références) sous réf. B123M à DESSEIN, 15 rue du Louvre 75001 PARIS, qui transmettra.

CREDIT BAIL immobilier SICOMI et non SICOMI

GRUPE IMPT DE SOCIÉTÉS DE CRÉDIT ET D'INVESTISSEMENT IMMOBILIER D'ENTREPRISE

CADRE COMMERCIAL spécialisé

CHARGÉ D'ENTREtenir et DÉVELOPPER TRÈS ACTIVEMENT LES RELATIONS AVEC LES APORTEURS D'AFFAIRES (BANQUES, Conseils immobiliers, Experts-Comptables, C.C.I.,...), DE CONTACTER les GRANDES ENTREPRISES ayant des projets d'investissement.

- La trentaine • Diplôme de l'enseignement supérieur
• EXPÉRIENCE indispensable
- A DOMINANTE COMMERCIALE
- EN BANQUE ou Etablissement financier
- DES CRÉDITS IMMOBILIERS AUX ENTREPRISES
• Disponible : déplacements Province

S.C. vous garantit une DISCRETION ABSOLUE et vous remercie d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo et rémunération) sous réf. 8781 à



LA CAISSE REGIONALE DU NORD, A LILLE, RECHERCHE UN :

Jeune Sciences Eco LICENCE OU MAITRISE

Chargé du suivi et de l'exploitation des statistiques fournies par notre centre régional informatique, et de la réalisation d'études ponctuelles.

Il participera à l'élaboration d'un nouveau projet de traitement informatique.

Ce doit être un homme dynamique, doublé d'un homme communicatif.

Adresser lettre manuscrite indiquant préférences et C.V., sous référence 721 M, à :

Corinne Van Loey 39, rue Amiral Mouchez 75013 PARIS

ETABLISSEMENT FINANCIER DE PREMIER PLAN recherche pour SON DEPARTEMENT BANCAIRE

CHARGE DE CLIENTELE

Prenant en charge une clientèle spécifique d'organismes institutionnels, il aura la responsabilité d'une équipe de 6 personnes dont il pilotera l'action commerciale.

Il suivra la gestion des comptes titres et numéraires de ses importants clients ainsi qu'à l'amélioration des services rendus.

Pour ce poste, qui le situe au cœur du dynamisme du commercial à la hauteur du gestionnaire, nous souhaitons rencontrer un diplômé d'une école supérieure de commerce ou de gestion ayant une première expérience de l'activité bancaire.

Merci d'envoyer lettre avec CV, sous réf. 31875, à Corresse Publicité 20, avenue de l'Opéra, 75004 Paris cedex 01, qui transmettra.

Consultant confirmé

Diplômé d'une Grande Ecole, vous avez au moins 10 ans d'expérience en conseil et en gestion.

Vous êtes intéressé par une approche globale du conseil de management et du développement des ressources humaines.

Rejoignez une équipe pluridisciplinaire au sein d'un cabinet qui favorise la synergie de ses activités : RECRUTEMENT, COMMUNICATION...

Rejoignez-nous en envoyant votre C.V. + lettre manuscrite sous la référence 5333/AM, à Ressources et Développement ou transmettez-le, en composant le numéro 3615, C.V. PLUS



LE MATIF :

Troisième place mondiale, deuxième la deuxième

Ce succès est dû notamment à une très bonne maîtrise des nouvelles technologies financières développées par le CCIFP, Chambre de Compensation des Instruments Financiers de Paris. Celle-ci assure les opérations de mise en place et d'administration des opérations du MATIF.

Chef de Projet

Vous organisez et coordonnez les différents travaux relatifs au lancement des nouveaux contrats du MATIF. Sans exécuter vous-même, vous veillez à la réalisation des tâches (par exemple rédaction des programmes informatiques, séminaires de formation des adhérents, règles de comptabilisation des opérations financières...).

Après une formation type ESCAE ou équivalent et au moins deux ou trois ans d'expérience professionnelle, si possible dans l'organisation administrative, VOUS SOUHAITEZ PARTICIPER AU FANTASTIQUE DEVELOPPEMENT DES MARCHES FINANCIERS. Esprit d'organisation, aptitude à la rédaction, rigueur, sens des contacts, sont des qualités de base pour réussir dans ce poste.

Merci d'adresser votre dossier de candidature à notre Conseil s/réf. M/191

3, Avenue Berthe Albrecht 75008 Paris.

Société en pleine expansion spécialiste dans les techniques de pointe recherche pour renforcer sa structure

UN CHARGE DE RECRUTEMENT H/F

rattaché au DRH d'une entreprise dynamique composée en majorité de cadres, vous aurez à assurer l'ensemble des recrutements en direct et par l'intermédiaire de Cabinets extérieurs. Vous sélectionnez les candidats, suivez leur intégration, tout en étant une force de proposition par rapport aux méthodes et aux moyens à utiliser pour être performant, notamment sur de nouveaux marchés.

Poste à pourvoir rapidement en région parisienne.

Merci d'adresser votre candidature (lettre manuscrite + CV et références) à :

Cabinet Panissou-Suhner 109 rue de Turenne 75003 Paris

Juriste d'entreprise 3 à 5 ans d'expérience

Puissant groupe, produits à grande consommation, renommés, recherche pour son directeur juridique, un juriste ayant une formation supérieure (maîtrise + DEA ou DEA droit des affaires).

Il participera à l'ensemble des activités du service et devra, pour faire, disposer d'une expérience polyvalente de 3 à 5 ans acquise au sein d'un groupe international et disposer, si possible, de connaissances dans le domaine des contrats (notamment la distribution) et du droit de la consommation et des marques.

Poste motivant et larges perspectives dans le groupe.

Ecrire sous référence à RESSOURCES CONSEIL 1, rue Faiguère 75015 Paris qui transmettra.



ECS, leader sur le marché de la location d'ordinateurs IBM (750 personnes) recherche

Responsable Service Juridique

Vous assurerez les fonctions de gestion de la société en matière légale pour l'ensemble de l'entreprise et pour cela gèrerez et animerez l'équipe en place.

De plus, vous serez tout particulièrement chargé d'élaborer et de contrôler les contrats engageant la société du groupe et de préparer les conseils d'administration.

Vous avez une formation juridique et une première expérience professionnelle réussie. Votre rigueur et vos qualités relationnelles seront les valeurs ajoutées du service que vous rendrez à l'ensemble des intervenants.

Merci d'adresser votre dossier de candidature s/réf. BR/825 à ECS,

16, rue Washington 75008 Paris.

Le Monde CADRES

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

SOCIÉTÉ DES CEMENTS FRANÇAIS

La direction des services informatiques du Groupe des CEMENTS FRANÇAIS (CA consolidé de 8 milliards de F - Effectif 8300 personnes), recherche

Le Responsable de l'équipe Système Réseau VAX

Ce réseau informatique de gestion comporte 24 VAX (750 et Microvax), installés en province et en région parisienne, et reliés au site central (IBM 4381) ainsi qu'à des réseaux locaux de micro-ordinateurs (PC - AT, Novell).

Nous recherchons un ingénieur de formation, ayant une expérience minimum de 3 ans dans la fonction. Nous lui confierons la responsabilité des systèmes d'exploitation VAX (VMS) et des réseaux (Ethernet, Decnet, Transpac) pour l'ensemble des sites. Il assurera l'optimisation des ressources et des performances en utilisant, si nécessaire, les techniques les plus nouvelles ("veille technologique"). Il aura la charge du développement et de la maintenance des utilitaires systèmes spécifiques (passerelle IBM, connexion à des automates, lecteurs de badges, etc.). Il assistera le Département des Etudes en matière d'options systèmes et d'architectures logicielles. Il participera aux choix des matériels, des progiciels et des outils de développement (gestionnaires de bases de données, L43). Ce poste appelle une compétence technique de haut niveau, allée à une capacité d'organisation, un sens du contact et une aptitude pédagogique confirmés. Lieu : proximité de Boulogne (Yvelines). Déplacements à prévoir.

Envoyez votre candidature (lettre manuscrite, CV détaillé, photo, rémunération souhaitée) sous la référence 73867/M à M. CLERE, SAM-CEGOS, Tour Chenonceaux - BOULOGNE CEDEX.

sélé CEGOS INFORMATIQUE

Royaume de Maroc

AVIS DE RECRUTEMENT

Marocains titulaires d'un diplôme d'ingénieurs d'Etat ou équivalent dans la spécialité « TÉLÉCOMMUNICATION ou ÉLECTRONIQUE ou INFORMATIQUE ».

Faites une brillante carrière au sein de l'OFFICE NATIONAL DES POSTES ET TÉLÉCOMMUNICATIONS DU ROYAUME DU MAROC.

Transmettez c.v. avant le 30-11-87 à : O.N.P.T. Service des examens et concours, Rabat (Maroc).

Groupe Expansion

recherche pour ses titres financiers

responsable commercial grands comptes

chargé d'entretenir des relations commerciales avec les principaux clients des Titres : Banques, Agents de Change, Professions financières et boursières, Directions d'Entreprise, Administrations. Il devra détecter de nouveaux marchés ou clients, et les prospecter lui-même. Il participera également aux manifestations spécialisées concernant les Titres.

Ce poste conviendrait à un Cadre Commercial de formation supérieure (Ecoles de Commerce, IEP...) ayant une première expérience acquise dans un environnement Banque - finances, passionné par tout ce qui touche à la Bourse et motivé par des contacts commerciaux de haut niveau.

Les dossiers de candidature (C.V. + photo) s/RÉF. RCM sont à adresser à :

GROUPE EXPANSION, Nicole JULHIET
2, rue Béranget, 75139 PARIS Cedex 3.

DIRECTEUR D'AGENCE

1/4 PARIS + R.P.
300 000 F +

SECTEUR : BUREAUTIQUE

Nous sommes filiale d'un puissant Groupe international. Nous confierons la direction de cette agence (ventes + SAV + unités administratives : environ 40 personnes) implantée à un diplômé d'Etudes Supérieures de plus de 32 ans, ayant impérativement l'expérience de la responsabilité d'un Centre de Profit qui vise la vente. La connaissance du secteur bureautique serait un plus mais n'est pas l'essentiel.

Envoyez votre dossier sous n°940

GABRIEL MARCU
154, bd Malesherbes, 75017 PARIS

IMPORTANT HEBDOMADAIRE DE HAUTE-SAVOIE

recherche pour l'une de ses agences

JOURNALISTE localier et SECRÉTAIRE DE RÉDACTION.

Carte professionnelle obligatoire.

Ecr. s/n° 7 072 M, le Monde Publicité, 5, rue Montessuy, 75007 PARIS.

Le département de l'Aisne

recrute par concours externes

4 ATTACHÉS POUR SES SERVICES

La clôture des inscriptions est fixée au 10 DÉCEMBRE 1987 à 14 heures

Pour tous renseignements, s'adresser au : Président du Conseil Général de l'Aisne, service du personnel et de l'administration générale, Rue Paul-Doumer, 02013 LAON Cedex. Tél. : 23-20-30-30, poste 82-12.

Important organisme de garanties financières recherche pour son siège PARIS-8^e

UN ANALYSTE FINANCIER

Niveau maîtrise de gestion finance, débutant ou ayant une première expérience. Il devra posséder de solides connaissances en comptabilité et analyse de bilan. Une ouverture aux problèmes juridiques est requise. Rattaché au service « Etudes et Analyses ». Il aura la responsabilité d'apprécier en permanence le risque présenté par un ensemble d'entreprises garanties dont la surveillance lui sera confiée.

Adresser c.v. + photo sous réf. M 721 à notre conseil, Charles Raymond Consultants, 17, rue de Grenelle, 75015 PARIS. Tél. 45-76-87-87.

PARIS - URGENT
CONSTRUCTEUR DE CHAUDIÈRES, recherche : RESPONSABLE INGÉNIEUR DUT ou BTS

Sup. appréciée pour projets et suivi d'affaires. DUT/NTSSE Publ., 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01

L'Ensemble Instrumental Christine PAILLARD (niveau bon niveau) RECRUTE 1 violon 1 alto 1 violoncelle solo. Tél. : 34-81-82-83. Répétitions mardi 20 heures à Paris-6^e.

Syndicat d'agglomération nouvelle

RECHERCHE

ANALYSTE PROGRAMMEUR

pour ses services formation min. DUT. Connaissances matériel NCR 6300 appréciées.

Adresser cand. avec c.v. à Monsieur le Président du syndicat d'agglomération nouvelle d'Evry, 25, cours Blaise-Pascal, S.P. 82, 91002 Evry Cedex.

RECHERCHONS

PROFESSEUR DE SECRÉTARIAT

14 h/semaine. Titulaire BTS secrétaire de direction. Il sera d'enc. en particulier au direction. Cours pratiques traitement de texte et éventuellement de la télématique.

PROFESSEUR D'ANGLAIS

21 h par semaine. Licence d'anglais exigée. Envoyer c.v. à CONTESSÉ Publi., 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01, qui trans.

INSEAD

INSTITUT EUROPEEN D'ADMINISTRATION DES AFFAIRES

FONTAINEBLEAU recherche

DIRECTEUR COMPTABILITE ET CONTROLE DE GESTION

M/F, 35 ans environ, formation supérieure (école de commerce, maîtrise de gestion + DECS).

Pour prendre en charge les fonctions budget, trésorerie, comptabilité et contrôle de gestion avec le support d'une équipe de 6 personnes et d'importants moyens informatiques.

Le contexte multiculturel et la structure décentralisée requièrent de grandes qualités relationnelles en plus que rigueur, supportées par une compétence professionnelle indiscutable.

L'anglais est indispensable.

Envoyer C.V., photo, prétentions à Raymonde LEFRANCOIS - Service du Personnel - INSEAD bd de Constance - 77305 FONTAINEBLEAU Cedex.

La Caisse Nationale de Prévoyance,

un des leaders français de l'Assurance Vie, recherche un

Jeune Auditeur-Inspecteur

Assurance-Vie / Banques

qui saura pour mission de conseiller et contrôler dans le domaine de l'assurance le réseau national d'établissements bancaires. Ce poste implique une formation supérieure (économie, comptabilité, droit, assurance) et une première expérience en gestion ou administration (actuariel, inspection) dans le milieu bancaire (le groupe) ou dans le milieu bancaire (audit bancaire, par exemple).

Une première approche des problèmes de l'informatique et l'organisation sont appréciées.

Ce poste, basé à Paris, implique une grande mobilité : toute la France est requise de bonnes facultés de communication, d'analyse et synthèse.

Adresser C.V. détaillé, précisant votre rémunération souhaitée, en rappelant la référence BA 7 N, sur l'enveloppe, à :

ISS CARRIÈRES
38, Bd Courcillon-Saint-Jacques, 75017 Paris

Important établissement financier recrute pour sa direction financière

des chargés d'études comptables

Dans le cadre de la refonte du système d'information, ils auront pour missions essentielles la définition des schémas comptables et la rédaction des manuels de procédures.

Ils doivent avoir le BTS ou DUT comptabilité, 2 à 3 ans minimum d'expérience professionnelle (expérience bancaire souhaitée).

La pratique de l'informatique, une bonne capacité rédactionnelle, le goût du travail en équipe sont nécessaires et appréciés.

Rémunération annuelle : 120 000/140 000 F.

Envoyer c.v. à CONTESSÉ Publi., 20, av. de l'Opéra, 75040 PARIS Cedex 01, qui trans.

UNIVERS DE LA GESTION

La finance est votre passion, nous vous offrons d'en faire votre métier !

CHARGÉ(E) D'AFFAIRES JUNIOR

De formation médecine, biologie ou pharmacie VOUS avez une première expérience professionnelle de l'entreprise qui vous permettra de développer notre secteur médical.

Important société française de Capital Risque également implantée à l'étranger, recherche un(e)

A votre initiative, vous gèrerez votre portefeuille d'affaires et établirez vous-même vos dossiers : recherche de sociétés, analyse, négociation, montage et suivi des participations. Vous serez formé(e) à nos méthodes par un Chargé d'Affaires Senior et travaillerez au sein d'une petite équipe. Votre rémunération et la rapidité de son évolution seront fonction de vos talents et de vos compétences. Si cette proposition vous intéresse, nous souhaitons vous rencontrer prochainement.

Pour cela faites parvenir votre dossier de candidature sous réf. 20299 à MEDIA SYSTEM, 2 rue de la Tour des Dames, 75009 Paris.

Banque privée de renom (1 500 salariés, 6 implantations régionales), nous cherchons, pour notre succursale lyonnaise

un jeune gestionnaire de portefeuille

Au sein d'une petite équipe (3 p.), venez gérer les portefeuilles de notre clientèle haut de gamme.

Diplômé d'études supérieures, avec une première expérience similaire réussie (4 ans), vous souhaitez vous investir dans votre métier.

Notre consultant, Mme C. de LAPORTE vous remercie de lui écrire (réf. 1281 LM).

ALEXANDRE TIC S.A.
7, RUE SERVIENT - 69003 LYON
PARIS - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE

MEMBRE DE SYNTec

RESPONSABLE CLIENTELE/ENTREPRISES

Au sein d'un organisme financier

100% d'activité : Départements 82 et 63

Vous avez 30 ans environ, une formation supérieure, une première expérience d'analyse financière et d'approche commerciale, acquise au sein d'une banque ou d'un organisme financier.

Vous avez la maîtrise du crédit aux Entreprises et des opérations de haut de bilan.

A l'écoute des besoins de vos clients, votre rôle de responsable du crédit aux entreprises vous amènera à proposer des produits financiers adaptés.

Une structure souple et légère nous vous proposons une large autonomie et une rémunération particulièrement motivante (Fixe + prime + voiture).

Merci d'adresser votre candidature sous réf. 806/M

JFD conseil 8, rue St. Philippe du Roule - 75008 PARIS.

مكتبة الأمل

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Nous sommes un important groupe français prestataire de services. Pour assister le Directeur Comptable et Financier, nous créons la fonction de :

DIRECTEUR FINANCIER ADJOINT 400 KF MARSEILLE

Ce collaborateur direct sera chargé d'organiser la gestion centralisée des opérations comptables et financières de nos Sociétés, avec l'appui d'un service informatique.

Mission : • Assistance, contrôle et suivi des services administratifs et financiers du siège ; Comptabilité, Trésorerie, Consolidation, Actions Juridiques, • Coordination et animation des équipes (70 personnes), • Analyses, prévisions et propositions dans un souci constant d'optimiser les performances du système.

Profil : De formation supérieure, vous disposez d'une excellente pratique des techniques financières, comptables et fiscales, associées dans un poste similaire. Adaptabilité, sens de l'organisation et des relations humaines sont indispensables pour évoluer rapidement parmi nous.

Note sur le poste : à tout candidat présélectionné.

RC
RADIO CONSEILS

Merci d'adresser dossier de candidature, CV, photo et rémunération actuelle, sous référence 211 M, 90, rue de Rome 13006 MARSEILLE. Confidentialité assurée.

Jeune cadre consolidation

Ce puissant groupe français est l'une des toutes premières multinationales agro-industrielles. Son chiffre d'affaires consolidé atteint 11 milliards de francs. Largement leader dans ses domaines d'activité, il poursuit une politique active de développement tant en France que sur les marchés étrangers. Il recherche pour sa direction centrale de la comptabilité et du contrôle de gestion, l'assistant du responsable de la consolidation. Dans le cadre de ses missions, il assurera notamment l'établissement des différents reporting et participera à la consolidation des comptes des sociétés du groupe. Par ailleurs, il sera chargé du suivi et de l'application, au sein des filiales, des procédures définies par le groupe en matière de consolidation. Ce poste s'adresse à un candidat âgé d'au moins 27 ans, de formation comptable supérieure (DECS) et justifiant d'une première expérience d'environ 3 ans en comptabilité, acquise dans une entreprise industrielle ou en cabinet. Des connaissances en analyse financière ainsi que la pratique d'une langue étrangère sont des atouts supplémentaires. Le poste est basé à Paris mais peut supposer des déplacements. La rémunération sera essentiellement fonction de l'expérience du candidat retenu. Ecrire à Frédérique CHEMARIN en précisant la référence A/S8251M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA
PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE
3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.84
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Cadre comptable

Pour l'une de ses filiales, un groupe français aux activités diversifiées recherche un jeune cadre comptable apte à évoluer vers une fonction d'encadrement. En son premier temps, il participe aux activités concernant la comptabilité générale et industrielle, le bilan, les déclarations sociales et fiscales, le suivi de trésorerie... En relation constante avec les exploitations, il suit leur informatisation. Dans un délai d'un an, il doit être en mesure de prendre en charge la responsabilité du service comptable. Ce poste conviendrait à un candidat diplômé (DECS minimum) possédant une expérience opérationnelle de 4 années au moins en comptabilité générale et industrielle. Des connaissances en micro-informatique sont indispensables. Pour un candidat de valeur, des promotions de carrière dans des fonctions comptables et financières sont possibles dans le groupe. Le cadre de travail est agréable et le poste est à pourvoir dans le 9^e arrondissement parisien. La rémunération annuelle sera fonction des compétences du candidat. Ecrire à PH. LESAGE en précisant la référence A/D2890M. (PA Minitel 36.14 code PA)

PA
PA CONSEIL EN RECRUTEMENT N° 1 EN EUROPE
3, rue des Graviers - 92521 NEUILLY Cedex - Tél. 47.47.11.84
Aix - Lille - Lyon - Nantes - Paris - Strasbourg - Toulouse

Gérer la croissance

Gérer la croissance d'un groupe (800 M C.A.), leader dans l'équipement de la maison et récemment tourné vers l'export, participer activement à la réalisation de ses projets de développements, tel est le challenge proposé au

Contrôleur de gestion

Rattaché au Directeur Financier et responsable d'une petite équipe, il anime et assiste les responsables opérationnels dans le suivi et l'analyse de leurs performances. Il améliore les procédures de gestion actuellement en place. De formation commerciale supérieure (HEC, ESSEC, ESC etc...), il possède plus de 5 ans d'expérience industrielle dans un poste similaire ou en cabinet d'audit. L'informatique (IBM 36) lui est familière. De nombreux déplacements en France sont à prévoir. Ecrivez sous référence 6062M/M.

REYNARD KIEFF CONSULTANTS
115 rue de la Harpe - 75007 Paris

Jeunes diplômés vivez la gestion sur le terrain

Plus de 19000 personnes, 9,5 milliards de Francs de chiffre d'affaires, une présence dans près de 40 pays, tel est aujourd'hui le poids de COLAS, leader européen des travaux publics. Jeunes Sup de Co, maîtres de gestion... vous souhaitez mettre à profit votre formation dans une entreprise qui va de l'avant, qui bouge. Devenez le véritable bras droit du responsable de l'une de nos agences. Vous assurez à moyen terme l'ensemble des tâches administratives : comptabilité clients-fournisseurs, procédures juridiques ou fiscales, gestion du personnel.

Vous aimez l'initiative, la variété et la multitude des responsabilités ne vous font pas peur. Vous intégrez dans un premier temps notre filiale Est (Dijon puis Chaumont), vous évoluez ensuite au sein de notre groupe vers des responsabilités élargies.

Merci d'adresser votre dossier de candidature sous réf. M 44 II

Glabbe MILARSKI
Service Recrutement Formation
39 rue du Colisée
75008 Paris.

COLAS

Importante Entreprise Industrielle

Filiale d'un Groupe à vocation internationale (40 000 personnes) recherche

Contrôleur de Gestion Rennes

Débutant ou première expérience (1 à 2 ans)

Le candidat sera issu d'une formation supérieure économique et financière (ESC, DESS...) ou diplômé d'une école d'ingénieur + formation complémentaire en gestion.

Après une période d'intégration et de formation intensive, ses missions consisteront à : établir et suivre les budgets, prévoir et analyser l'activité ainsi que les résultats, assurer le contrôle de gestion, gérer la trésorerie.

Il sera rattaché au secrétaire général, sa mobilité et sa disponibilité seront un atout.

En fonction de ses résultats, il se verra offrir une carrière postérieure.

Envoyer CV + photo sous référence 6400 à l'agence DESSEM, 15 rue du Louvre 75001 PARIS.

Gestion comptable : adapter notre organisation... à notre évolution...

Notre Groupe (C.A. 11 Milliards de F, 11000 personnes) mène une politique ambitieuse de croissance externe en France et à l'étranger. Nous procédons donc à un réajustement des structures de notre

Direction comptable groupe

En effet, la création d'une nouvelle Division (C.A. 3 Milliards de F), nécessitant un Département Comptable, nous demandons au Groupe d'organiser une fonction synthétique capable : de suivre et évoluer le plan comptable, les procédures et les systèmes afférents, et d'assurer, après l'incorporation des données Groupe, la production d'une comptabilité et la qualité pour nos Dirigeants. C'est une mission qui ne peut convenir qu'à un professionnel reconnu (diplôme de Gestion Comptable apprécié) et aimant le travail d'équipe. A noter :

René DAGRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière, sous réf. V/DCG/LM

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

L'audit au Gan... une assurance de réussite

Nous disposons de missions et délégations à l'étranger et renforçons l'équipe d'Audit de notre Direction internationale par un

Auditeur international confirmé

En rejoignant notre petite équipe, vous participerez à des missions complètes d'audit opérationnel et comptable pour l'ensemble de nos filiales d'Europe, d'Afrique et d'Amérique. Diplômé de l'enseignement supérieur de gestion (ESC + DECS ou équivalent), vous avez acquis une expérience de plus de 3 ans dans un cabinet d'Audit international ou au service du Département Audit Interne d'un Groupe important. Une solide pratique de l'anglais est nécessaire, la connaissance d'une autre langue serait appréciée. Nous souhaitons que votre profil ne soit pas trop orienté vers la révision comptable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et rémunération souhaitée à GAN, Emploi et Carrières, 2 rue Pilet-Will, 75448 Paris Cedex 9, en précisant la réf. ED/20 sur l'enveloppe.

L'énergie de tous les projets

BANQUE WORMS

Direction Internationale

Le Groupe nous renforce une équipe déjà confirmée. Notre stratégie vers les marchés de capitaux nous a conduit à mettre un accent particulier sur un secteur de la capitalisation des dettes.

Pour rejoindre une équipe déjà très performante, nous recherchons un professionnel de talent, motivé par la possibilité de développer un secteur de marché, par la perspective d'intéressement fondé sur la réalisation d'objectifs.

Equity debt financing

Pour faire face à l'expansion de cette activité, une expérience de cinq à dix ans dans le montage d'opérations financières internationales, une bonne connaissance des techniques de restructuration et de transformation de dettes sont indispensables. Le candidat devra avoir une maîtrise du financement des petites et moyennes entreprises.

Diplômé d'une grande école commerciale ou scientifique et si possible bilingue, ce futur responsable sera une personnalité dynamique et autonome.

Merci d'adresser rapidement votre dossier de candidature, en précisant la référence, à notre conseil - INFRAPLAN - 83, boulevard Raspail - 75006 PARIS.

INFRAPLAN
Paris/Barcelone

ALSTHOM

recherche un jeune cadre pour le poste :

ASSISTANT DU CHEF DE SERVICE TRÉSORERIE

— Gestion de la trésorerie, — Placements, — Formation Bac + 3 min. de type universitaire, — Maîtrise de la micro-informatique nécessaire.

Lieu de travail : Paris.

Adm. lettre manuscrite, CV, photo, prêt. à ALSTHOM, Service du personnel, 38, av. Kléber, 75795 Paris Cedex 18.

Une fonction "moteur" de notre groupe

Nous sommes la filiale française du Groupe multinational PERKINS, spécialiste du Diesel, dont les produits, depuis longtemps, sont appréciés dans les domaines de la motorisation des véhicules, des matériels agricoles, des matériels industriels et dans les applications marines.

ANALYSTE FINANCIER RESPONSABLE ADMINISTRATIF

En liaison avec les différents services fonctionnels du groupe basés en Angleterre, et la direction financière locale, vous assisterez nos directeurs de ventes en prenant en charge les plans et budgets, les rapports de gestion, les analyses financières et la gestion administrative.

Compétent et dynamique, vous justifiez d'une expérience de quelques années dans une fonction similaire. Bien sûr, une pratique courante de l'anglais est indispensable.

Merci d'adresser votre candidature (CV, lettre manuscrite et photo) à Mme BOCHÉ, Moteurs PERKINS SA, 3, av. Michélet, 93583 SAINT-QUEN CEDEX

Perkins
Moteurs

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Cadre Comptable DEBUTANT

Titulaire du DECS.
un important groupe de travaux publics routiers vous propose de rejoindre sa Direction Comptable.

Attaché au Service Consolidation, vous serez chargé de l'établissement des états de synthèse du Groupe (70 sociétés).
Vous devrez à terme pouvoir évoluer vers des fonctions d'audit interne ou de gestion de filiales.

Une formation commerciale complémentaire (Sup. de Co. Maîtrise) serait appréciée.

■ en proche banlieue Ouest de Paris.
■ d'adresser lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions à AXIAL (référence 6130)
■ rue Talbot, 75009 Paris, qui transmettra.

ETABLISSEMENT DE CREDIT EN FORT DEVELOPPEMENT recherche son

Directeur des Marchés

Paris Réf. : FB 75 FI

Responsable de la Salle des Marchés, il anime une équipe d'opérateurs et les services de back-office.

En véritable coordonnateur activités, il supervise les opérations sur produits monétaires (CDN, Swaps...), sur le MATIF, et les montages financiers pour le compte de l'établissement et de ses clients institutionnels.

Agé de 30 ans environ, de formation supérieure mathématique (Actuaire, Ingénieur, Universitaire), après une expérience de quelques années d'activités de marchés, vous valoriser vos compétences techniques et vos qualités relationnelles dans une structure dynamique et évolutive.

Contactez Frédéric Fournard au (1) 46.70.00.36 ou adressez CV + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Banking, 19 avenue George V, 75008 Paris, en mentionnant la référence.

Michael Page Banking
Spécialiste en recrutement bancaire
Paris.Londres.Amsterdam.Bruxelles.New-York.Sydney

Une Banque Française à vocation Internationale recherche :

Responsable de Marché Clientèle Privée

Paris Rémunération motivante

Rattaché au Directeur de la Clientèle des Particuliers et animant une équipe de 7 personnes, il aura pour mission :

- de proposer et commercialiser les services financiers de la Banque auprès de clients privés;
- de mettre en place des opérations et d'en suivre le montage pour le compte de la clientèle;
- de superviser les dossiers tant sur le plan commercial qu'administratif.

Agé de 30 ans environ, de formation supérieure générale ou bancaire, avec une expérience de plusieurs années dans l'exploitation, vous souhaitez valoriser vos compétences techniques et vos qualités de manager dans une structure en développement.

Anglais apprécié. Réf. FB 68 FI

Exploitant Clientèle Privée

Paris Rémunération motivante

Au sein d'une équipe qu'il pourra, à terme, diriger, ses principales responsabilités comprennent :

- la gestion d'un portefeuille de clients particuliers à hauts revenus,
- l'entretien des relations commerciales et la vente des services financiers auprès de la clientèle.

Doté d'une bonne formation universitaire ESC ou équivalent, vous avez le goût des contacts et pouvez justifier d'une première expérience bancaire réussie dans l'exploitation.

A 28 ans environ, vous souhaitez rejoindre une banque dynamique pour y exercer des responsabilités commerciales et d'encadrement.

Anglais indispensable. Réf. FB 69 FI

Contactez Frédéric Fournard au (1) 46.70.00.36 ou envoyez CV + tél + rémunération actuelle à Michael Page Banking, 19 avenue George V, 75008 Paris, en mentionnant la référence.

Michael Page Banking
Spécialiste en recrutement bancaire
Paris.Londres.Amsterdam.Bruxelles.New-York.Sydney

De la vérification comptable... à l'évaluation du management...

Vous êtes actuellement parde du « CERTIF de l'INSPECTION » d'un Grand Réseau, ou bien vous avez rejoint l'une des « EIGHT ». Votre formation en audit (Scientifique ou de Gestion), ou votre DÉBUTANTE FORMATION, obtenue d'une première expérience en audit, vous conduisent à envisager une responsabilité de

Chef de missions

Vous nous offrez, IMMEDIATEMENT, cette opportunité, NOUS, un ORGANISME FINANCIER de Premier Plan, disposant d'un effectif de 1000 personnes. Vous aurez à nous, l'occasion d'exercer un rôle synthétique, mais aussi, enrichissant par fonction, des paramètres permettant de spécifier chaque activité... et de « manager » l'ensemble des réalisations prises au plus haut niveau. Une cinquantaine de PME vous attendent et, au-delà de qualités techniques de jugement, la justesse de vos diagnostics fait autorité, et si vous êtes à la rigueur du « Chief Officer », la largeur de votre esprit et vos capacités d'anticipation du Manager.

Au fond, nous cherchons à recruter « les ceux qui l'on conseillé... »

Notre DIRECTIONAL, notre Conseil, attend votre retour en carrière, sous le régime V/CM/LM.

Raymond Poulain Consultants 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Notre comptabilité, votre entière responsabilité

150+

500 personnes, 300 millions de CA, votre activité principale est le logement et le bâtiment d'une entreprise générale. A travers d'autres départements distincts, nous agissons dans le bâtiment industriel métallique et la rénovation/réhabilitation.

A la tête d'une équipe de 5 personnes environ, votre rôle est complet. Vous coordonnez et animez la structure en l'appuyant de votre compétence technique. Vous effectuez régulièrement une révision comptable qui permette l'édition d'une balance mensuelle et le fonctionnement d'un contrôle de gestion que vous devez mettre en place. Bien sûr aussi, vous gérez l'ensemble de la comptabilité/clients... que vous suivez avec rigueur.

Au moins trentaine, vous êtes directement opérationnel parce que vous avez l'expérience de la tenue de la fonction et celle du bâtiment. De formation comptable avec un BTS par exemple, vous êtes très rodé à l'utilisation d'un outil informatique... Le poste est basé en Région Parisienne Ouest.

Merci de nous adresser, lettre, CV et photo réf. 2222 M (à mentionner sur le courrier et l'enveloppe) - 79-83 rue Baudin 92300 Levallois Perret. Nous vous assurons confidentialité et réponse.

BERNARD JULHIET RESSOURCES HUMAINES
Membre de Syntec

France Loisirs LE PLUS GRAND CLUB DE LIVRES

AUDIT INTERNE CONFIRME

Notre groupe, d'origine franco-allemande, compte 2500 personnes réparties en Adjoint au Directeur Administratif et Financier, le candidat prendra en charge l'audit, et sera responsable au niveau des sociétés du groupe, pour :

- Le contrôle du respect des procédures comptables ; leur révision pour adaptation aux besoins d'un secteur en plein développement.
- La coordination avec les services comptables de la maison-mère, notamment pour l'établissement des bilans consolidés et leur transmission.
- Des missions ponctuelles : contrôle des inventaires, points de vente, immobilisations, etc.

De formation supérieure (Ecole de Commerce, Maîtrise de Gestion, Sciences Economiques...), le candidat maîtrisera parfaitement l'allemand. Il justifiera d'une expérience réussie dans une société importante ou dans un cabinet. Il aura affiné son sens de l'observation, son esprit d'analyse et de synthèse, développé une aisance relationnelle indispensable pour la réussite dans ce poste.

Cette mission constitue pour un élément de valeur l'opportunité d'évoluer à moyen terme au sein de notre groupe.

Merci d'adresser votre candidature (lettre, CV, photo et prétentions) à
Danielle LECHARPENTIER - FRANCE LOISIRS - BP 6 - 75725 PARIS Cedex 15.

Groupe industriel n° 1 mondial dans son secteur recherche

CONTROLEUR DE GESTION

Ce spécialiste confirmé, issu d'une formation supérieure en comptabilité ou équivalent, aura une excellente connaissance du métier (comptabilité analytique, générale, systèmes de gestion informatisés) et une expérience minimum de 3 ans.

Il contrôle, analyse, détecte, chiffre, compare, présente régulièrement un état, participe aux bilans mensuels et annuels, propose des solutions pour une meilleure performance.

Allemand exigé, Anglais apprécié.

Lieu de travail : CHATEAURoux.

Merci d'adresser votre candidature manuscrite + C.V. sous réf. UNCO à M. GINISTY, STUDIS, 91, avenue de la République, 75011 PARIS

GROUPE BLA
Expertise comptable - commissariat - conseil - informatique, recherche

INTERVENANTS

Niveau N2 - III.
Ecole de Commerce ou équivalent.

Envoyer C.V. à D. LANGMANTIL
13/15, rue Buffon - 75005 PARIS.

Une Banque Internationale recherche un

Auditeur Interne

Paris Réf. : YB 65 MO

Après une période de formation à l'étranger d'environ 3 mois, il aura pour fonction d'effectuer des missions de contrôle au sein de l'établissement. Son rôle sera donc de s'assurer de la régularité des opérations de la Banque sur le plan légal et de leur conformité aux règles internes de l'établissement.

De formation minimum Bac + 2, avec quelques connaissances comptables et un anglais courant, vous avez une bonne pratique de l'informatique et une première expérience de la banque d'au moins 3-4 ans.

Vous avez une opportunité de rejoindre une importante Banque Etrangère et développer vos compétences et votre potentiel.

Adressez CV + n° tél + lettre manuscrite + rémunération actuelle à Yves Boissonnat, Michael Page Banking, 19 avenue George V, 75008 Paris, en mentionnant la référence.

Michael Page Banking
Spécialiste en recrutement bancaire
Paris.Londres.Amsterdam.Bruxelles.New-York.Sydney

Notre client, leader français de l'étiquetage et de l'adhésif (C.A. 230 MF), filiale d'un groupe américain, recherche pour son siège

Chef Comptable

Paris Ouest 240 / 270 KF

Vous aurez la responsabilité de la comptabilité générale jusqu'au bilan inclus, de la fiscalité, de la supervision de la comptabilité fournisseurs et du reporting vers la maison-mère.

Vous animerez une équipe de 8 personnes.

Utilisateur de la micro-informatique (Lotus), agé de 28 ans, de formation comptable, vous justifierez d'une expérience en environnement industriel, si possible anglo-saxon.

Contactez Michel Gairolat au (1) 46.70.00.36 ou adressez CV + n° tél + rémunération actuelle à Michael Page Comptabilité, 19 avenue George V, 75008 Paris, sous réf. 259 MGM.

Michael Page Comptabilité
Spécialiste en recrutement comptable
Paris.Londres.Amsterdam.Bruxelles.New-York.Sydney

مكتبة الأهل

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Dans le cadre de l'expansion d'un très grand groupe industriel international et pour renforcer son équipe d'audit à Paris, nous recherchons un

Auditeur Opérationnel Senior

Agé d'environ 28 ans, de formation supérieure Grande Ecole (HEC, ESSEC, ESCP...), le candidat aura acquis une solide expérience de 3/4 ans dans un grand cabinet de Conseil anglo-saxon ou au sein d'un groupe international. (Réf. 1076/CA)

Auditeur Opérationnel Junior

Agé de 25 ans et de formation Ecole de Commerce, le candidat aura acquis une première expérience d'au moins 2 ans dans un cabinet de conseil anglo-saxon ou au sein d'un département d'audit. (Réf. 1075/CA)

Les candidats sélectionnés seront rattachés au Directeur de l'Audit du groupe. Ils effectueront notamment des missions dans les domaines de la Production, de la Distribution, de la Logistique ou des activités financières, en France et à l'étranger au sein des nombreuses sociétés du groupe. Un excellent niveau d'anglais est exigé. De réelles perspectives d'évolution pourront être envisagées à moyen terme. Contacter Christophe Aubry au (1) 40.70.00.36 ou envoyer CV + N° tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 19 avenue George V, 75008 Paris, en mentionnant la référence.

Michael Page Finance
Paris, Londres, Amsterdam, Bruxelles, New-York, Sydney
Spécialiste en recrutement financier



BANQUE DE BOSTON S.A.

Filiale de
THE FIRST NATIONAL BANK OF BOSTON

Dans le cadre du développement de nos activités sur le marché français, nous recherchons un

Project-Leasing Officer

Paris Réf. : YB 72 MO

Répondant au Directeur du Département Leasing, vous aurez pour mission de gérer et développer la clientèle de cette filiale en élaborant et proposant diverses opérations sophistiquées dans tous les domaines du leasing. Vous avez environ 5 ans d'expérience dans une banque où vous avez effectué des montages financiers et vous parlez couramment l'anglais. Vos qualités commerciales et votre dynamisme vous font souhaiter rejoindre une des principales banques qui vous donnera, en plus d'une rémunération motivante, la possibilité de rejoindre une équipe en fort développement. Adresser CV + n° tél + rémunération actuelle à Yves Boissonnat, Michael Page Banking, 19 avenue George V, 75008 Paris, en mentionnant la référence.

Michael Page Banking
Paris, Londres, Amsterdam, Bruxelles, New-York, Sydney
Spécialiste en recrutement bancaire

Un Etablissement Financier spécialisé dans les interventions en fonds propres et les crédits à long et moyen terme dans des sociétés de taille moyenne recherche un

Juriste d'Affaires

Paris Réf. : YB 67 MO

En étroite collaboration avec le Responsable du Département comme avec l'équipe des Financiers de cet établissement, vous participerez à la mise en place et à la formalisation des contrats de prêts aux entreprises depuis l'élaboration des contrats jusqu'à la libération des fonds. A terme, vous pourrez prendre la responsabilité de cette cellule et vous évoluerez vers des fonctions de conseil juridique au sein de l'établissement. Titulaire d'une Maîtrise en Droit des Affaires, vous avez acquis une première expérience de 2 ans minimum dans une banque ou un établissement financier. Vous recherchez l'opportunité de rejoindre une équipe dynamique dans un établissement financier. Adresser CV + tél + rémunération actuelle à Yves Boissonnat, Michael Page Banking, 19 avenue George V - 75008 Paris, en mentionnant la référence.

Michael Page Banking
Paris, Londres, Amsterdam, Bruxelles, New-York, Sydney
Spécialiste en recrutement bancaire

Notre Client (CA 1,5 Milliards FF), filiale d'un très grand groupe français spécialisé dans la haute technologie, recherche un

Contrôleur de Gestion

Banlieue Ouest 170 - 200 KF

Le candidat directement rattaché au responsable du contrôle de gestion aura pour principales responsabilités :

- le contrôle de gestion des services contractés,
- le contrôle de gestion des services logistiques et techniques,
- des missions d'analyses spécifiques sur l'ensemble de la Société.

Les candidats retenus seront autonomes et dynamiques, ils auront une formation supérieure type Grande Ecole de Commerce avec un minimum de 2 ans d'expérience si possible dans un milieu commercial. Contacter Christophe Aubry au (1) 40.70.00.36 ou envoyer CV + N° tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 19 avenue George V, 75008 Paris, sous réf. CA 1077 MO.

Michael Page Finance
Paris, Londres, Amsterdam, Bruxelles, New-York, Sydney
Spécialiste en recrutement financier

La direction des sociétés européennes de financement de l'un des 1er Groupes Industriels Français recherche pour le département Organisation Informatique un

Organisateur Concepteur

Dans le cadre de la mise en place de l'organisation informatique, le candidat aura à concevoir les applications informatiques concernant les produits financiers (Crédits aux PME, Crédits aux particuliers). Il sera l'interface entre les utilisateurs (les filiales de financement à l'étranger) et les services informatiques chargés de la réalisation. Le candidat sélectionné aura une formation supérieure (Ingénieur, HEC, ESCP) complétée par 3 à 5 ans d'expérience dans une institution financière ou dans un service de conseil en organisation. Il aura un excellent niveau d'anglais et une bonne connaissance de la machine IBM/AS/400. Des déplacements de courte durée en Europe sont à prévoir. De réelles perspectives d'évolution sont possibles au sein du groupe à moyen terme. Contacter Ivan Pacaud au (1) 40.70.00.36 ou envoyer CV + N° tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 19 av. George V 75008 Paris, sous réf. INT.

Michael Page Finance
Paris, Londres, Amsterdam, Bruxelles, New-York, Sydney
Spécialiste en recrutement financier

Un important groupe français international (CA 8 Milliards FF) recherche son

Directeur Fiscal

Paris 300 - 400 KF

Rattaché au Directeur Juridique et Fiscal, cette personne assurera la gestion fiscale du groupe et collaborera avec les nombreux contrôleurs financiers des filiales françaises pour sortir les flux fiscaux. Une opportunité est à envisager, à la suite de laquelle le candidat sélectionné prendra en charge tout le planning fiscal du groupe et toutes les négociations avec les administrations fiscales. Cette structure complexe et à la demande externe du groupe, ce poste représente une rare opportunité pour un fonctionnaire de valeur d'entrer dans un milieu industriel et international. Le candidat souhaité aura si possible une formation ENI, une première expérience dans l'Administration et une expérience ultérieure dans un groupe international. Un anglais excellent est requis pour l'évolution dans le groupe. Contacter Ivor N. Alex au (1) 40.70.00.36 ou envoyer CV + n° de tél + rémunération actuelle à Michael Page Executive, 19 avenue George V, 75008 Paris, sous réf. INA/1356.

Michael Page Executive
Paris, Londres, Amsterdam, Bruxelles, New-York, Sydney
Spécialiste en recrutement financier

Spécialisé dans les interventions en fonds propres et les crédits à long et moyen terme dans des sociétés de taille moyenne, cet Etablissement Financier recherche :

L'Adjoint de son Directeur Financier

Paris 250 - 350 KF

En étroite collaboration avec le Directeur Financier dont vous dépendrez directement, vous aurez à votre charge le montage et la réalisation d'opérations financières de haut de bilan comme la recherche et la gestion des ressources de l'établissement. Rigoureux, méthodique, professionnel, intelligent, vous avez une bonne expérience des métiers de la banque d'affaires et quelques connaissances juridiques et fiscales. Diplômé de préférence d'une Grande Ecole de Commerce, âgé d'environ 30-35 ans, vous souhaitez rejoindre une équipe de spécialistes dans un métier passionnant. Contacter Antoine Kamphuis au (1) 40.70.00.36 ou envoyer CV + N° tél + rémunération actuelle à Michael Page Banking, 19 avenue George V, 75008 PARIS, sous référence AB 57.

Michael Page Banking
Paris, Londres, Amsterdam, Bruxelles, New-York, Sydney
Spécialiste en recrutement bancaire

Une importante Banque Etrangère recherche un

Exploitant Clientèle Privée

Paris Réf. YB 66 EC

En étroite collaboration avec le Responsable du Département, vous aurez la charge de développer et de gérer une clientèle de particuliers haut de gamme. Après une première expérience d'environ 5 ans d'Exploitant Clientèle Privée, vous souhaitez valoriser vos compétences, votre connaissance des produits bancaires et votre sens commercial. Votre formation supérieure (type ESC ou Université), votre anglais courant et votre goût pour les contrats "Haut de Gamme" vous amènent à développer votre carrière auprès d'une banque internationale. Adresser CV + n° tél + lettre manuscrite + rémunération actuelle à Yves Boissonnat, Michael Page Banking, 19 avenue George V 75008 Paris, en mentionnant la référence.

Michael Page Banking
Paris, Londres, Amsterdam, Bruxelles, New-York, Sydney
Spécialiste en recrutement bancaire

La filiale d'un groupe multinational d'équipements automobile recherche pour sa division de distribution son

Contrôleur de Gestion Commercial

Paris 215 - 250 KF

Un environnement fortement international et directement au Directeur Financier, cette personne sera chargée de la mise en place et du développement d'un nouveau système de gestion, de la consolidation et de l'analyse des ventes européennes, du suivi des frais publicitaires et informatiques et des opérations ponctuelles d'audit des systèmes en Europe. Le candidat souhaité aura une formation ESC ou similaire et une expérience minimum de 3 ans en matière de gestion. Une expérience antérieure de mise en place des systèmes, de connaissances informatiques et un anglais courant sont également des critères essentiels de sélection. Envoyer un CV + n° de tél + rémunération actuelle à Michael Page Finance, 19 avenue George V, 75008 Paris, sous réf. A1/1317.

Michael Page Finance
Paris, Londres, Amsterdam, Bruxelles, New-York, Sydney
Spécialiste en recrutement financier

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

À l'Export : la souplesse d'une PMI la puissance d'un Groupe

Nous sommes l'une des filiales d'un Groupe français de tout premier plan qui fabrique et commercialise des matériels de techniques avancées. Nos produits sont renommés tant en France qu'à l'étranger grâce à notre compétitivité technique et commerciale. Nous vous proposons en qualité d'

Ingénieur d'affaires exportation

de nous rejoindre pour vous confier le développement commercial à l'export de nos produits sur des marchés aussi porteurs que ceux de l'Aéronautique, l'Aérospatial, l'Armement. Bénéficiant d'une large autonomie, vous vous appuyerez sur notre réseau Groupe de coopérants et d'agents internationaux et notre solide logistique commerciale et technique.

Vous profitez ? A environ 30-35 ans, vous avez une expérience réussie de la négociation des contrats d'exportation acquise dans une activité similaire et parlez le langage de nos techniciens et clients, notamment en anglais.

Notre souhait ? Une personnalité en premier plan, très disponible pour voyager, capable d'apporter sa propre stratégie et de faire preuve de qualités d'évolution.

Merci d'adresser votre dossier complet (lettre manuscrite, C.V., prétentions, photo), sous la réf. L/EX/UM, à notre Conseil Thierry de CARNE qui vous garantira toute discrétion.

 **Raymond Poulain Consultants** 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

CONTROLEUR DE GESTION... TANT QUE LES HOMMES COMMUNIQUERONT !

5 à 7 ans d'expérience, idéalement dans une société de services, vous ont permis de bien appréhender la fonction «contrôle de gestion». D'autant qu'au départ, vous étiez formé dans l'une de nos meilleures Ecoles de Commerce (HEC, ESSEC...), que vous ayez même le DECS.

Fluent English, vous souhaitez intégrer un grand groupe très orienté communication.

Celle-ci n'étant encore qu'à ses balbutiements, vous allez avec elle - et avec nous - donner une fulgurante évolution à votre carrière.

Merci d'adresser votre dossier, en toute confidentialité, sous référence 562 M à notre Conseil.

SODERHU
22 rue Saint Augustin
75002 PARIS.

 **Soderhu**
MEMBRE DE SYTEC

Nouvelles Galeries

Avec plus de 13.000 collaborateurs, un CA de 7,8 milliards de F et 65 magasins sur l'ensemble du territoire, nous sommes la première chaîne de Grands Magasins.

Fonction organisation

Chargé de l'étude et du suivi des projets d'organisation au sein de l'équipe en place, vous interviendrez à tous les niveaux de l'entreprise.

De l'analyse de l'existant à la proposition de nouvelles méthodes de travail, vous irez jusqu'à la mise en place et le suivi des systèmes proposés. Vous interviendrez également sur des actions ponctuelles d'assistance et de conseil pour la mise en place des projets informatiques.

A 25/30 ans, de formation ESC orientée gestion, vous avez de grandes facultés d'adaptation à divers types d'action ainsi qu'une grande autonomie. Vos qualités d'écoute, de négociation et votre goût pour les contacts à tous niveaux seront essentiels.

Notre expérience de 2 à 3 ans à un poste similaire n'est pas indispensable, mais sera un «plus». Bien sûr cette fonction implique une disponibilité pour tous déplacements.

De plus ce poste débouche sur de réelles possibilités d'évolution.

Merci d'adresser votre candidature aux NOUVELLES GALERIES sous réf. M/16.11, Philippe CHEVREZ, 66, rue des Archives 75003 PARIS.

la volonté de réussir. Passionnément.

Fiscaliste senior

Dans le cadre de sa stratégie fiscale, notre

GROUPE INDUSTRIEL D'IMPLANTATION MONDIALE
(10 Milliards, 25 000 personnes)

recherche **Point de contact direct de son DIRECTEUR DES AFFAIRES FISCALES.**

Vous serez notamment responsable de la fiscalité des filiales françaises et étrangères.

Merci d'envoyer votre curriculum vitae + photo + prétentions sous réf. 31847 à Conasse Publicité 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra. CONFIDENTIALITE ABSOLUE.

Grenoble

responsable administratif et financier

Vous serez responsable de la comptabilité, la finance (trésorerie, relations bancaires...), l'informatique, l'administration du personnel et les services généraux du siège. Vous mènerez des actions de conseil auprès des agences et animeres une équipe (4 pers.).

De formation supérieure (ESC, DECS...), vous avez une expérience de la fonction acquise dans le même secteur d'activité ou dans une entreprise structurée avec des agences.

Filiale d'un Groupe de 900 MF de CA, nous sommes une grande marque de la Maison Individuelle en France. Notre filiale d'exploitation en région Centre Est réalise 120 MF de CA avec dix agences.

Si vous souhaitez participer à ce recrutement, merci d'envoyer votre CV sous la référence 967-78 à notre Conseil.

ONOMA Tour Crédit Lyonnais - 69431 LYON CEDEX 3

IMPORTANT CABINET D'AUDIT PARISIEN recherche un

ASSISTANT CONTROLEUR DE GESTION

Il contribuera à :

- la mise en place des outils de gestion
- l'établissement des budgets
- le développement des tableaux de bord
- l'analyse des écarts et la définition des mesures correctives.

Diplômé d'une école de commerce ou de gestion, le candidat aura acquis une première expérience de contrôle de gestion (3 à 5 ans).

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 69722 à PROJETS 12, rue des Pyramides 75001 PARIS, qui transmettra.

entreprise et fonctions

Recherchons gestionnaire spécialisé dans l'immobilier (H./F.)

- 35 ans maximum.
- Posséder une expérience professionnelle confirmée d'un minimum 10 ans dans la profession (Gestion d'avant 5 000 logements).
- Compétences : Rapports locataires-bailleurs ; Contrats des concubinaires ; Capable d'encadrer une équipe dans le cadre d'une hiérarchie.
- Poste à pourvoir rapidement : Paris.
- Salaire attractif : 280 000 F.
- Évolution possible.

Bordeaux n° 8 131 M, LE MONDE PUBLICITE, 5, rue Montessuy, 75007 PARIS.

CMG

CMG, l'une des premières entreprises françaises d'informatique industrielle (CA : 300 millions de F, 300 personnes) recherche pour sa DIVISION DISTRIBUTION ET SERVICE MICRO-INFORMATIQUE (CA : + de 100 millions de F) son

DIRECTEUR ADMINISTRATIF

30 ans minimum, de formation supérieure (Sup de Co -DESS de gestion), riche d'une expérience réussie à un poste similaire, rompu à l'encadrement, vous ne souhaitez pas en rester là.

En étroite liaison avec le Directeur de la Division Micro et les différents services de notre société, vous mettez en place une organisation et des procédures administratives et comptables efficaces afin d'optimiser la rentabilité de cette division.

Manager et animateur d'une équipe de 15 personnes, vous êtes responsable de : • l'administration des achats et des stocks, • de la facturation, • de la logistique, • du suivi des marges, • du respect des procédures, • du contrôle budgétaire.

Homme de terrain et de communication, vous ferez rapidement preuve d'efficacité au sein de cette division et saisirez de nouvelles possibilités d'évolution.

Adressez CV, lettre, photo, prétentions (sous réf. P/AM) à CMG, BP 38, 91842 Les Ulis Cedex.

Praticiens de la consolidation !.. utilisez votre « point fort » pour nous rejoindre...

Notre Groupe (CA. 8 Milliards de F., 8.300 p.) est français mais il est aussi implanté à l'étranger. Sa Direction Financière est connue pour avoir développé une information de qualité grâce à des méthodes fiables et efficaces. Venez prendre la responsabilité de notre SERVICE.

Consolidation groupe

Nous vous offrons l'occasion d'approfondir votre connaissance d'une spécialité devenue majeure, la consolidation, dans un cadre large et ouvert : plus d'une CENTAINE DE FILIALES, dont plusieurs en Amérique du Nord. « Affiner » l'existant dans le temps (passer du semestriel au trimestriel), et dans l'espace (structuration par activité, par zone géographique), faire des consolidations en outil efficace d'analyse et de gestion avec pour objectifs : « VISIBILITE » interne et « VISIBILITE » pour l'extérieur.

Un challenge pour un homme d'au moins 30 ans ayant acquis une expérience significative de cette fonction soit en milieu industriel, soit en Cabinet d'Expertise Comptable. Bien entendu, la pratique de l'outil informatique doit vous être familière. Un point de départ pour votre évolution ultérieure chez NOUS. A bientôt !

René DAGIRAL, notre Conseil, attend votre résumé de carrière, sous référence V/EX/LM

 **Raymond Poulain Consultants** 74, rue de la Fédération - 75015 PARIS

Le Numéro 1 mondial d'un secteur de pointe recherche pour ses opérations en France son

CONTROLEUR

Voire mission :

- établir le reporting et participer étroitement à l'établissement des budgets et des plans,
- mettre en place, avec le Responsable Informatique, un système d'informations et collaborer à la mise en place d'un manuel de procédures comptables et administratives,
- contrôler nos prix de revient et la valorisation de nos stocks,
- diriger une équipe de 5/6 personnes.

Voire profil :

- Ecole de Commerce, ou Gestion + DECS souhaité,
- 2 à 3 ans d'expérience en cabinet d'audit anglo-saxon,
- bon niveau d'anglais

Pour ce poste à pourvoir en proche banlieue Est de Paris, sous l'autorité du Directeur Administratif et Financier, des qualités de rigueur, de méthode, un esprit de synthèse, alliés à un bon relationnel et un fort potentiel, s'imposent.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 7008 à Marie-Odile BOISAUBERT - ALTERGO - 3, rue du Cirque, 75008 PARIS.

مكتبة الامم المتحدة

UNIVERS DE LA GESTION

Le Monde, point de rencontre des grandes ambitions.

Chep France
Jeune contrôleur de gestion

Pour assurer la maîtrise de notre développement rapide, notre Directeur Administratif et Financier s'adjoint un jeune cadre pour mettre en place un contrôle de gestion et assurer l'évolution en fonction du développement de la société.

Vous conseillez et assistez les Directeurs des différents départements dans la définition et la mise en œuvre des systèmes d'information de gestion. Vous assurez la synthèse nécessaire à la Direction Générale et aux actionnaires.

Débutant ou avec une ou deux années d'expérience, vous êtes de formation grande école de commerce ou de gestion. Vous possédez une bonne connaissance de la micro-informatique (utilisation de logiciels symphony ou multiplan). Vous parlez anglais.

Merci de nous adresser lettre, CV et photo en référence à M (à mentionner sur le courrier) à l'enveloppe 77 rue Baudin - 92300 Levallois Perret. Nous vous remercions de votre confidentialité et de votre réponse.

BERNARD JULHIET RESSOURCES HUMAINES
 Membre de Syntec

ESPACE EXPANSION

Société en plein développement, spécialisée dans la gestion de centres commerciaux de bureaux, (600 millions de loyers gérés), liée à un groupe financier, nous accueillons à notre siège à Paris

un contrôleur de gestion, H/F

Votre mission : dans un contexte de décentralisation important et en liaison avec notre maison-mère, faire vivre l'outil budgétaire et conseiller nos responsables dans l'atteinte de leurs objectifs, établir un reporting mensuel par centre, développer nos procédures.

A 32 ans minimum, diplômé d'une Ecole de Commerce + DECS, vous avez déjà quelques années d'expérience dans la fonction et souhaitez la consolider dans une affaire d'excellente réputation.

Consultante, Mme M.C TESSIER (réf. 5131LM)

ALEXANDRE TIC S.A.
 10, RUE ROYALE 75009 PARIS
 LYON - GRENOBLE - LILLE - NANTES - TOULOUSE

MEMBRE DE SYNTEC

LA DIRECTION CENTRALE DES MARCHES
 d'un organisme financier parisien recherché, dans le cadre du développement de ses activités internationales des

Opérateurs
 H/F

GRANDES ECOLES - DESS BANQUE, FINANCE...

Intervenant :

- SOIT sur les marchés monétaires en devises (déposits, instruments négociables),
- SOIT sur les instruments de couverture du risque de taux en devises (SWAP, Options, Marchés à terme),
- SOIT sur les marchés euro-obligataires.

De formation supérieure (Grandes Ecoles, DESS Finance...), vous avez une expérience de 3 à 5 ans de ces activités au sein d'une banque.

Si ces opportunités vous intéressent, merci d'adresser votre dossier de candidature en précisant le poste choisi, et la référence 807/LM à

MEDIA BA 71, AVENUE VICTOR-HUGO - 75116 PARIS, QUI TRANSMETTRA.

Fille d'un grand Groupe français, nous sommes une Société de Services auprès des collectivités locales, fortement implantée sur le territoire de l'hexagone.

Le développement et l'élargissement de nos activités nécessitent un renforcement de notre Administration Financière, pour laquelle nous recherchons :

FUTUR RESPONSABLE SERVICE JURIDIQUE
 H/F

Il créera une cellule juridique qui assistera le management au siège et des filiales dans le traitement des problèmes juridiques, économiques et fiscaux (A.G., Greffe, acquisitions de sociétés, baux, montages juridiques, régimes fiscaux, etc.).

Vous avez environ 30 ans, une formation supérieure (Droit ou Sciences Économiques), une expérience de 4 ou 5 ans en entreprise, ou en cabinet juridique ou d'avocats, ou dans une autre entreprise. Vos qualités relationnelles vous portant naturellement vers une fonction qui nécessite beaucoup de contacts et à l'initiative de l'entreprise.

Merci de nous adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV, photo, prétentions), en précisant la référence 8530 M, à notre Cabinet ACTIMAN qui vous garantit une totale confidentialité.

20 rue Pergolèse - 75116 Paris
Actiman

BANQUE HERVET

ADJOINT RESPONSABLE COMPTABILITE

BOURGES

Au sein de la Division Comptable et Fiscale qui assure de façon centralisée la comptabilité de toutes les Sociétés du Groupe HERVET, il sera investi d'une double mission :

- d'une part, il participera à la gestion quotidienne et à l'élaboration de comptes périodiques, annuels et consolidés ;
- d'autre part, il aura en charge l'évolution des systèmes comptables pour l'ensemble des Sociétés du Groupe.

Ce poste conviendrait à un candidat diplômé de l'enseignement supérieur (E.S.C., M.I.E. de Gestion, D.E.C.S.) ayant acquis une expérience de 3 à 5 ans dans un établissement bancaire ou financier. De réelles aptitudes à animer une équipe sont indispensables et il est souhaitable d'avoir une maîtrise de l'informatique.

Basé au siège social de Bourges, de fréquents déplacements à Paris sont à prévoir.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous la référence M/43/C à la Banque Hervet, Marie-Dominique LE LEVREUR, 127, av. Charles-de-Gaulle, 92201 Neuilly-sur-Seine.

IMPORTANT ORGANISME DE PREVOYANCE
 recherche

ANALYSTE FINANCIER - AUDITEUR

Diplômé de l'enseignement supérieur économique et financier, ayant de bonnes bases comptables (DECS) et d'analyse financière.

Il participera au sein d'une équipe à des analyses financières traditionnelles ainsi qu'à l'établissement de documents prévisionnels.

Des déplacements en province sont à prévoir dans le cadre de mission.

Une expérience dans les domaines précités est indispensable. Ce candidat devra faire preuve d'esprit de méthode, d'initiative et posséder une grande capacité d'adaptation.

Le poste est basé à Paris.

Adresser CV avec photo (restituée) et rémunération souhaitée à
MUTUALITE FRANCAISE - Division des Relations Sociales - 56-60 rue Nationale
 75646 PARIS Cedex 13.

MUTUALITE FRANCAISE

Directeur administratif et financier

Expatrié

Véritable bras droit du Directeur Général d'une de nos filiales, vous animerez l'activité administrative et comptable.

Vous coordonnerez également :

- l'administration du personnel et des services généraux,
- la section informatique,
- l'application des principes de la fiscalité.

Votre expérience en gestion financière vous permet d'assurer de telles responsabilités. Vous avez entre 35 et 40 ans et vous maîtrisez parfaitement l'anglais. Votre carrière est à prévoir à terme sur l'ensemble du groupe.

Merci d'adresser lettre manuscrite, curriculum vitae et prétentions, sous référence 7/MO/10, à TOTAL CFP - Service Recrutement Cadres - 5, rue Michel-Ange - 75781 PARIS Cedex 16.

TOTAL
 COMPAGNIE FRANÇAISE DES PÉTROLES

UN DES PREMIERS ASSUREURS-VIE

CHARGÉS D'ÉTUDES PRODUITS

Plusieurs de la Division Technique et Juridique de notre Etablissement et en liaison avec sa Direction Commerciale, ils prendront en charge :

- le suivi de l'évolution sur le marché de 2 ou 3 produits et leurs éventuelles modifications techniques.
- l'étude et l'élaboration de nouveaux produits pour lesquels ils assureront, de plus, la bonne coordination des projets avec les autres services concernés (actuarial, contrôle de gestion, marketing...).

Par ailleurs, ils se verront confier des études pour le compte de la Direction Générale et l'animation de séances de formation interne.

Pour ces postes, nous souhaitons recruter des diplômés de l'enseignement supérieur (Ecole supérieure de gestion ou commerce, par exemple) possédant une première expérience professionnelle et désireux de valoriser leurs qualités de contacts et d'initiatives par des compétences spécialisées.

Merci d'envoyer lettre avec C.V. sous réf. 31875 à Contesse Publicité 30, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

CONTESSÉ

Le Monde ECONOMIE

VOYAGE A TRAVERS L'AUBE

L'or des rebuts

Une centrale nucléaire, une prison, le stockage radioactif, mais de l'argent et des emplois pour un département affaibli.

UN mot vient spontanément sous la plume : dépotoir. C'est le coupe d'été pas pleine avec l'immense camp militaire de Mailly, la pénitencier de Clairvaux, de Brienne-le-Château caché derrière des barbelés, voilà que le département de l'Aube se remet à collectionner des « équipements poubelles » ou des activités « dangereuses ».

Cette terre de Champagne pouilleuse aurait-elle voulu accueillir les usines et les investissements dont les autres départements ne veulent pas ? Y a-t-il des régions « stars » et des « parias », comme les économistes classent les managers, les cadres moyens et les OS ? Coup sur coup, en tout cas, trois événements donnent à ces interrogations une réponse qui dépasse l'anecdote.

Cet été, la petite ville de Villenauxe-la-Grande a été choisie par la garde des sceaux pour l'édification d'une prison de six cents places. Quelques semaines plus tard, à l'autre bout du département vers l'est, les travaux d'aménagement du centre de stockage des déchets radioactifs de Soulis-Dhuys ont commencé. Et pour couronner le tout, le couplage au réseau du premier réacteur de 1 300 mégawatts de la centrale nucléaire de Nogent-sur-Seine a été effectué le 20 octobre.

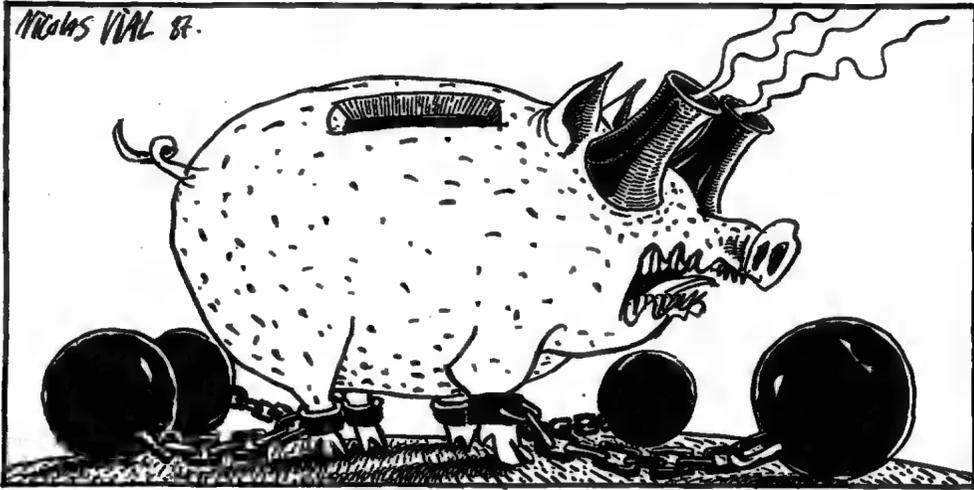
Incontestablement, tout cela fait beaucoup pour un département modeste de deux cent soixante-quinze mille habitants. Et la première vue, les inconvénients pour sa « réputation » pesent davantage que les bienfaits, au point que le président du conseil général, le sénateur (CDS-UDF) Bernard Laurent, a jugé nécessaire d'écrire un éditorial dans la revue du département intitulé *Image de marque*. « Si aujourd'hui notre image n'est pas celle que nous souhaitons », remarque-t-il, « c'est avec nos lacs, nos champagnes, notre bonneterie et tout le reste que nous le cultivons. Et nous nous y sommes attachés. Il nous faut donc nous y atteler. Mais que nous y soyons décidés, au diable les équipements « fâcheux », nous gagnerons... »

Bref, s'il est prestigieux d'afficher sur sa carte de visite « détenteur d'une maison d'arrêt » ou d'une « marmite nucléaire » que « siège d'un laboratoire sur le plasma sanguin » ou d'une usine japonaise robotisée, il faut faire comme manoirs fortunés l'an dernier, la première réaction de rejet passée, et profiter au maximum des investissements économiques dont les investissements réputés dangereux ne peuvent être la source. « Ne pas gémir, mais agir », résume M. Bernard Laurent.

Affaires d'Etat

L'or des rebuts ? Des déchets de la technologie et de la société ? Que oui ! Et aujourd'hui, quand on mesure les dégâts que causent dans le tissu économique local la fermeture d'une usine, l'exode rural, la concentration des grandes métropoles ou quand on voit à quel point des régions entières perdent leur substance tandis que d'autres s'embourgeoisent et emploient - que d'états dans les quatre coins de France voudraient avoir la chance de ceux de l'Aube !

Après tout, ces équipements, les élus du département ne les ont



pas rachetés. Ils n'en ont pas à l'origine. Il s'agit d'affaires d'Etat ou d'entreprises nationales. Tout au plus ont-ils apporté une réponse ou un avis, sinon favorable, du moins consentant. Qu'ils se soient maintenus le meilleur profit n'est que justice.

La prison - pardon ! le centre pénitentiaire - court et moyen séjour - va finir par la construction de Villenauxe, bourg viticole célèbre aussi pour ses poteries, de 2 300 habitants à plus de 3 000, grâce à 600 détenus (400 adultes et 200 jeunes) et 140 familles de gardiens.

Du coup, la dotation globale de fonctionnement (DGF) que l'Etat verse à toutes les communes de France ne fait un bond. Sur les 170 millions de francs que représente la construction et l'équipement de la prison, le maire, M. Jean-Louis Waybel, espère que les services locaux, y compris ceux de la Seine-et-Marne voisins, décrocheront par la sous-traitance un peu de l'argent.

En regard, le contrat passé avec M. Albert Chalandon prévoit que la mairie met à la disposition de l'Etat un terrain équipé de 12 hectares. « C'est fait, les ter-

res sont prêts, les indemnités des propriétaires prévues. Ça coûte 2,5 millions de francs à la commune. Nous avons prévu pour la même durée une salle des fêtes. Et bien, nous attendons deux ou trois ans, mais ça sera le maire, philosophe et pratique.

Le salaire de l'atome

La route qui relie Villenauxe à Nogent-sur-Seine serpente entre deux marécages. Trois élégants hérons cendrés prennent leur envol vers un bois. Les deux machines dressent leur énorme silhouette de coquet à quelques mètres de mètres à peine.

Depuis près de dix ans qu'on parle de cette route et pour ne pas renouveler les erreurs de Fos-sur-Mer, vingt-quatre communes proches ont été associées - sur la base du volontariat - à la procédure dite « grand chantier ». Comme elles risquent d'être perturbées, voir passer sur leurs terres des poids lourds, d'avoir à aménager des terrains de caravaning, d'ouvrir des écoles ou des logements, l'Etat et l'EDF leur ont dédommagés. Au total, quelque 900 millions de francs.

La seule construction de la centrale représente 11 millions de francs de travail. Les entreprises de génie civil et EDF ont dépensé 940 millions de francs (valeur 1982) de salaires. Quant aux contrats passés aux entreprises locales - à la fin juin 1987 - ou sous-traités par elles

grands groupes à des entreprises, ils représentaient 720 millions de francs.

M. Jean-François Bernard, qui supervise les travaux, explique qu'en juillet 1987 - lorsque sera mis en service la deuxième tranche, EDF emploiera quarante personnes sur le site, au titre des opérations d'aménagement, et cinq cent cinquante pour la production de l'énergie proprement dite, tandis que le personnel du chantier relevait des entreprises locales encore de cinq cents salariés. Cela fait des emplois de quelque 100 millions de francs par an. Sans doute Nogent sera-t-elle le mieux servie, mais les avantages théoriques sont redistribués en partie par les conseils généraux concernés de l'Aube et de la Seine-et-Marne.

Et après ? EDF a bien le sentiment que « machine infernale », où l'on n'accède qu'après avoir montré patte blanche, fait encore peur et risque même d'être répulsive. Il faut alors penser à l'après-chaussette à sortir une autre machine. « Nous voulons aider à la création, aux alentours de la centrale, de mille six cents emplois dont neuf cents dans le premier temps », résume M. Bernard.

FRANÇOIS GROSRICHARD.

(Lire la suite page 36.)

L'ÉTAT DE LA FRANCE

Une économie sans indulgence

UNE économie sans indulgence, mais non sans espérance : c'est celle de la France en 1988. Bien des peuples éprouvent plus de difficultés que le nôtre. Il n'est cependant pas à l'abri d'autant qu'il voudrait le croire, après une longue et bénéfique pratique de la solidarité que davantage à l'action de l'Etat qu'à l'initiative privée.

Ici, on ne mourra pas de faim, sauf retour de la guerre, que nous avons éloignée depuis plus de quarante ans. Mais l'état toujours prêt à se resserrer sur les existences difficiles, malgré les hymnes continus à la croissance, est bien réel depuis 1974.

Treize ans déjà que nous avons basculé dans une « autre » économie, une « nouvelle » société, bien différente de celles annoncées par des politiciens à court d'idées, sinon d'adjectifs ! Tout y est devenu plus difficile : la rentabilité des entreprises, la concurrence internationale des produits et sur les prix, l'accès au travail, l'exigence de la qualification, la programmation de stratégies économiques et sociales.

La finalité des enseignements et des formations a été mise en question, car l'évidente nécessité

s'impose, malgré l'hermétique défense des habitudes et des structures installées. Le doute a même atteint le système bancaire français - le deuxième au monde - dont les résultats, pourtant ne paraissent plus à la mesure de son gigantisme et de ses privilèges.

De nos faiblesses, et implacablement dans les résultats du commerce extérieur, qui concernent toute une nation quoiqu'elle affiche de ses pas que son niveau de vie en dépend, multiples sont les raisons qui ont été données. Comme à expliquer dispensait d'agir. Tour à tour, le pétrole, la crise des liquidités internationales, les errances du dollar allergique à la moindre stabilité, l'invasion japonaise provoquant la montée des protectionnistes, le processus chronique de l'économie soviétique, les illusions de celle des Etats-Unis, les chevauchées hâtives de l'inflation engendrant la hausse démente des taux d'intérêt, la panoplie du tiers-monde, ont suffi à combler le besoin d'information des économistes comme celui du public.

Qu'il paraît hâlé et vain le temps des « relances » qui avaient vu Giscard, Chirac, Fourcade, Debré devant faire face à ce furent inégalement contrariées par les imprévisibles lites d'une économie qui n'est jamais une machine.

Après les années glorieuses d'une expansion à tout va, illustrée par le double gaspillage des budgets et de l'énergie, les réserves en tiers-monde, nous voilà arrivés à nos limites dans les « années plates », désespérément. Illusion d'être restés nous rassurer, quoiqu'elle soit maladroite.

Ce vertige pour la finalité s'est, il y a peu, illustré par une campagne sur la France de la France. Le premier ministre dans éphémère cohabitation, dans de l'exode, y a répondu de même en annonçant que dans cinq ans nous serions les premiers en Europe. N'importe plus prudents, les responsables politiques nous rassurent invariablement « dans le peloton de tête ».

(*) Ancien ministre.

La campagne présidentielle, d'ores et déjà ouverte, va, jusqu'à l'écrasement, chipoter sur des demi-points un des quarts de point, en plus ou en moins, sur la croissance, l'inflation, les taux d'intérêt, la fiscalité, l'investissement, les dépenses, ou les dépenses. On comparera les gestions de personnages honorables et moins indignes qu'ils ne se décrivent mutuellement.

La mine des dénonciations sera placée en exploitation intensive. Les profits, bénéfices, rentes, seront encore plus suspects. La justice sociale encore plus équivoque, vue au travers de la fiscalité ou des prétentions de catégories campant impavides sur des positions de force. Les monopoles seront dénoncés, et surtout celui de l'Etat. Rien d'inattendu, rien de fondamental.

Car l'époque va à petit train, inerte, et on s'aperçoit qu'elle chemine loin des criaileries rituelles. Elle s'avance cependant vers quelques évidences. Au pays du Décours la méthode dont on se souvient qu'il est dit à un certain moment, c'est celle qui nous le plus. Logique, notre peuple ? Allons donc !

(Lire la suite p. 37.)

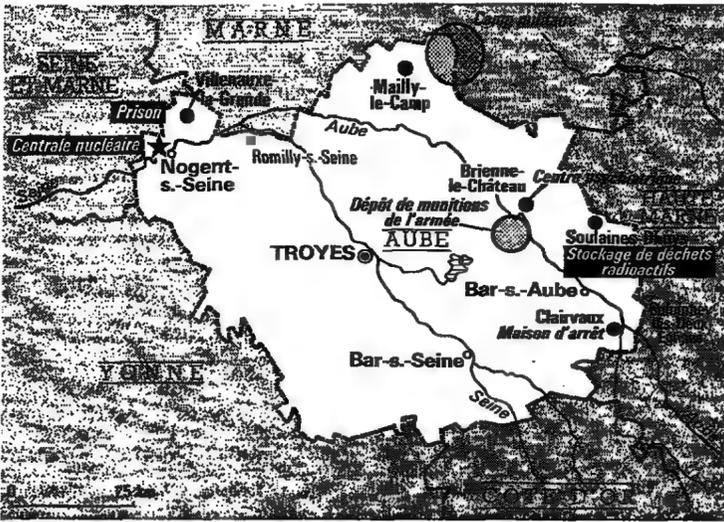


优秀的学生未来的专家

Il y a un profil tant recherché par les entreprises et les recruteurs du "T" renversé (bon partout, excellent dans un domaine) et depuis 1972 l'ambition de l'Ecole Supérieure de Commerce de Marseille. Six filières (Marketing, Ventes-Négociations, Création-Reprise et Transmission d'entreprises, Audit-expertise, Contrôle de Gestion-Finance, Commerce International) permettent aux élèves de valoir une solide formation généraliste fondée sur l'alternance et la pluridisciplinarité. Pour en arriver là, le recrutement se doit d'être l'affaire de pros. En 1987, de grands patrons (Ile de France GOMEZ, P.-D.G. de WATERMAN, des dirigeants d'entreprises (AIR FRANCE, IRI, CCI, CREDIT LYONNAIS, FIDUCIAIRE DE FRANCE, ROUSSEL-UCIAF, SHIBA, TOTAL, UAP, WORMS), des directeurs du personnel (COLAS, COMAR, ELF, FICHT-BALUCHE, MERCEDES-BENZ), des directeurs du Marketing (QUAKER, RIVOIRE, CARRET...), des directeurs financiers (PRO-CIDA, G.S.A...) se sont portés garants de la qualité de notre recrutement.



ECOLE SUPERIEURE DE COMMERCE DE MARSEILLE
Diamant de Luminy - Case 911 - 13288 Marseille Cedex 9 - Tél. 401 644 F - Tél. (33) 91 41 01 80
CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE MARSEILLE



Voyage à travers l'Aube

(Suite de la page 35.)

Toute entreprise qui aura reçu pour s'implanter 1 F d'aide des collectivités locales percevra, en sus, 50 millions d'EDF. Déjà fleurissent les projets d'aquaculture ou de réseau de chaleur et de chauffage urbain.

Soulaines-Dhuys est une commune de la Haute-Marne située dans le comté. Le désert rural campe à ses portes. Les communes de ce comté ne comptent, chacune, pas plus de 200 habitants, et la Ville-aux-Bois qui n'a pas l'eau courante... quatorze. Des convois de déchets radioactifs troublent une quiétude qui n'est que économique.

C'est là que les bûcherons appelés par l'ANDRA - Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs - ont entrepris de défricher 100 hectares de forêt superbe... une réserve de bois moins égale dans les environs. L'arrêté du ministre de l'Agriculture en date du 24 août. La compagnie d'assurance AGF, propriétaire de ces lieux, a vendu à l'ANDRA 100 hectares pour y aménager ce qui sera le plus grand centre de stockage souterrain de déchets radioactifs, « à vie », précisent les ingénieurs. Nogent n'est pas loin, en effet.

Les communes du comté coûtent 50 millions et si les artisans locaux se groupent dans un GIE (Groupe d'intérêt économique) par exemple, ils peuvent espérer émerger pour une quinzaine de millions. Une aubaine. Et puis, une multitude de petites activités pourraient se greffer autour du centre : restaurants, services de cars, entretien, blanchisserie. Un parle même d'un hôtel.

Barbelés et miradors

Le conseiller général, M. Michel Roche, professeur d'histoire et géographie, voudrait sur pied un district qui serait habilité à toucher une professionnelle assurément substantielle. Comme EDF à Nogent, l'ANDRA a déposé une donation de 30 millions qui sont injectés dans l'économie locale. La densité démographique dans ces contrées, réputées pour

la culture des choux et choucroutes, dépasse à peine dix habitants au km² et M. Roche croit l'occasion rêvée pour élaborer une charte de développement intercommunal. Une leçon - à suivre de près - de « micro-aménagement du territoire ».

« Il faut s'organiser. En 1989, quand la construction du centre battra son plein, 300 personnes seront sur le chantier et après il faudra 50 personnes pour le faire fonctionner, dont une trentaine recrutées sur place. Mais comment les trouver ? Ma population est clairsemée et âgée », se lamente le conseiller général. Lui-même enseigne à Brienne-le-Château, un autre canton, dont la principale industrie est le centre psychiatrique qui offre six cents emplois.

Tandis que va pleuvoir sur l'Aube l'or des poubelles et l'argent sale, barbelés, miradors, panneaux comminatoires « Défense de... » dans la campagne. Mais les périls et les rebus ne sont pas bien et intéressants.

FRANÇOIS GROSRICHARD.

BIBLIOGRAPHIE

Les jeux de l'atome et du hasard

BORDEAUX, le 17 juin 1940. Le gouvernement de Paul Reynaud vient de démissionner ; le maréchal Pétain demande l'armistice. Dans l'affolement de la débâcle, deux bateaux appareillent, l'un pour le Maroc, l'autre pour les Canaries. C'est à peine si sept ans plus tard on peut retrouver leurs traces. Pourtant, ils portent sur eux tous les espoirs de la France dans la seconde guerre mondiale, encore balbutiante, mais qui deviendra vite l'aiguillon de la guerre totale, un enjeu stratégique majeur.

Ainsi débute une extraordinaire aventure, à la fois étonnante et tragique. Verne et John Le Carré, qui emportera, cinq ans plus tard, une poignée de chercheurs français dans le territoire de l'atome nucléaire anglo-saxon. Bertrand Goldschmidt, qui sera aussi éprouvé dans l'atome, n'a alors que vingt-sept ans. Il a participé aux premiers travaux de l'atome « cosmopolite et généreuse, qui, autour de Frédéric Joliot-Curie au Collège de France, à la première découverte, dès mars 1939, les principes de la fission de l'atome, prenant ainsi une longueur d'avance sur ses concurrents étrangers.

Les bateaux de l'avenir

Le premier bateau, vers l'Amérique, est le « Casablanca » à la fin de juin 1940. Il transporte en son stock d'oxyde d'uranium, le stock français, d'un an supplantant sur les conseils de F. Joliot-Curie. Cachés dans des conditions rocambolesques, les cent trente caisses resteront entropées jusqu'à la fin de la guerre à l'insu des autorités alliées et même marocaines. Après la Libération, ce « dot » pour l'effort atomique français renaissant, alors que toutes les ressources atomiques du monde seraient monopolisées par les gouvernements américain et britannique, jaloux de leur avance et anxieux de la préserver.

Le second bateau est le « Broompark » en Grande-Bretagne non seulement tout le stock français d'eau lourde - vingt-deux bidons acquis dans le plus grand secret en Norvège trois mois auparavant, - mais aussi deux milliards de francs de recherches atomiques du pays. Hans Halban et Lev Kowarski, adjoints de F. Joliot-Curie, sont solennellement chargés le 16 juin par le gouvernement français de poursuivre en Angleterre les recherches entreprises au Collège de France et sur lesquelles sera observé un secret absolu.

A quelques jours, mais quelques heures près, la France n'aurait pas pu dans la course atomique pendant ces années cruciales de 1939-1945 où « presque tout fut découvert, engagé et décidé pour l'avenir de l'énergie atomique ». Absente, elle aurait été définitivement évincée, renonçant ainsi à jamais à la force de frappe, qui joue encore aujourd'hui un rôle si important dans la politique extérieure française.

Le général n'avait pas oublié

Fournissant des notes personnelles, de faits vivants, d'anecdotes et de documents inédits, le livre de Bertrand Goldschmidt replace dans le contexte des faits, les contingences, dans une perspective historique, en même temps qu'il sait donner aux « grands » événements leur dimension humaine et parfois accidentelle. Ce n'est pas fortuit.

Happé à son tour par « Les jeux de l'atome et du hasard », le jeune savant rejoindra au Canada pendant la guerre, après un bref

sejour au célèbre laboratoire de Chicago. La petite équipe française engagée dans l'entreprise nucléaire anglo-canadienne autour de deux pionniers d'origine, Halban et Kowarski. Un moment retenu de force et menacé, eux, par l'insécurité du secret et la phobie des « fuites » des autorités anglo-américaines, il finira par rejoindre la France, où, après la Libération, il deviendra l'un des pères fondateurs du Commissariat à l'énergie atomique et de se consacrer à la diplomatie et de représenter la France au Conseil des gouverneurs de l'Agence atomique internationale de Vienne.

Mais, avec bonheur l'enthousiasme et les souvenirs du jeune chercheur de Joliot aux côtés de ses collègues et aux dossiers de diplomatie qu'il a deviné, B. Goldschmidt a passionné en même temps qu'il instruit, et fait plus que réfléchir. Qui, comme lui, pouvait s'imaginer la violence de l'« égoïsme sacré » des nations dès qu'il s'exerce dans un domaine aussi stratégique que le nucléaire ? Qui pouvait, comme cet expert des relations internationales, dégager des rapports américano-britanniques tumultueux de l'époque les prémices de la future politique de non-prolifération, fermement résumées en une phrase : « L'atome ne sera jamais ni un partage ni même une plus proche allié ».

C'est, raconte-t-il, parce qu'il craint, non sans raison, de « voir les Américains s'appropriant le monopole de la force nouvelle », qu'il décide, avec ses camarades de l'équipe canadienne, de prévenir le général de Gaulle, dès juillet 1944 - plus d'un an avant Hiroshima, - rompant ainsi son silence sur le secret. L'initiation a lieu littéralement « entre deux portes », à l'occasion d'une brève visite à

Ottawa du chef de la France libre. Prévenu à l'avance, de Gaulle prévient d'une rapide incursion à la salle de bains, pour... se tromper de porte et rencontrer l'un des trois jeunes chercheurs pendant trois minutes exactement !

« Je vous remercie. Je vous ai compris », dit simplement le général, présenté quelques jours plus tard, officiellement cette fois, à Bertrand Goldschmidt. « Vingt ans plus tard (...), le général a-t-il oublié », note B. Goldschmidt avec une émotion intacte.

Histoire vivante, histoire véne. S'il emprunte au roman son style et au document historique une précision parfois presque - trop ? - encyclopédique, son livre n'a pas avant tout un caractère témoignage sur un « héros malgré soi » de l'aventure nucléaire, dont les faiblesses comme les talents ou les qualités ont, plus encore que le hasard, joué un rôle.

Au fil de ces quatre cent quatre-vingt pages, la logique des faits s'affine peu à peu devant les hommes : les angoisses de Kowarski, bourra, fragile et fidèle ; le charisme de Joliot, l'idéaliste, le chef de classe, qui pourtant « décroche » après la guerre, pour se laisser peu à peu phagocyté par la politique ; les ambitions de Hans Halban, le « général chercheur » ; et surtout l'incroyable innocence de tous ces pionniers qui manipulent le plutonium quasiment à main nue quand ils ne transportent que quelques grammes dans leur poche !

Aujourd'hui, l'atome inquiète mais n'étonne plus. B. Goldschmidt rappelle qu'il fut longtemps un rêve et, pour beaucoup, une passion.

VERONIQUE MAURIS.
* Pionniers de l'atome, Bertrand Goldschmidt, Stock, 484 p., 135 F.

UN EVENEMENT CULTUREL MAJEUR 3^e FORUM TELERAMA

CULTURE ET COMMUNICATION « Quel rôle pour l'Etat ? »

PRESIDE PAR MONSIEUR JACQUES CHIRAC

MERCREDI 2 DECEMBRE 1987
DE 9 H à 15 H

HOTEL MERIDIEN
PORTE MAILLOT - PARIS

- PROGRAMME
- Accueil par Bernard BOUX, P.-D.G. de Télérama.
 - Présentation par Francis MANOR, Directeur de la Rédaction de Télérama.
 - Etat et Culture : une perspective historique par Jean-Noël JEANNENEY, historien, ex-P.-D.G. de Radio France.
 - Culture et Communication, argent public, argent privé. Table ronde animée par Alain REMOND, éditorialiste à Télérama.
 - Télérama avec MM. Bertrand TVERNIER cinéaste ; Jean-Michel LEWITRE, de Sofimage ; Marcel JULLIAN, de Radio France ; Antoine VEIL, administrateur général de la Compagnie internationale des Wagons-Lits ; Alain SUNSFIELD, d'I.G.C.
 - La création : les médias menacés ? par Claude SANTIELLI, Réalisateur.
 - Intervention de Monsieur Jacques CHIRAC, Premier Ministre, qui présidera ensuite le déjeuner-débat.

Une occasion unique de rencontrer des personnalités de premier plan

Les Forums Télérama sont désormais des rendez-vous attendus par tous les professionnels de la culture et de la communication.

Quel doit être, dans ces deux domaines clés, le rôle de l'Etat ? Et la place des créateurs ? Sur ce thème fort de la rentrée, le 3^e Forum Télérama vous invite à participer à la réflexion, avec des hommes d'entreprise et de culture.

Réservez dès aujourd'hui votre place, en téléphonant au (1) 42.65.29.22

Forums Télérama

LA MARTINIQUE EN CONCORDE, NOËL AU MÉRIDIEN.

Départ le 21 décembre. Voyage aller en Boeing 747 Air France, 9 jours/7 nuits avec petits déjeuners au Méridien Trois Ilets, voyage retour à bord du Concorde le 28 décembre.

Centre d'Informations Jet Tours.
Paris : 47.05.01.95
Lille : 20.06.52.52
Nantes : 20.06.52.52
Lyon : 78.42.80.77
Munich : 88.88.88.88
Nice : 93.80.88.66.
Toutes agences Air France et agréées.



isa INSTITUT SUPÉRIEUR DES AFFAIRES

La rencontre des meilleurs

Un programme 3^e cycle concentrant le meilleur du Centre HEC ISA sur le campus de Jouy-en-Josas : 102 professeurs spécialisés, 3000 cas, 100 ordinateurs terminaux... Un enseignement par groupes compact et motivés. Le sceau d'excellence pédagogique de la Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris. 1300 postes offerts chaque année à nos 100 diplômés. Admission sur dossier, tests et entretien. Critères : diplôme supérieur ou 3 ans de fonction cadre en entreprise. Personnalité riche, compétente et motivée.

L'ISA : 16 mois pour apprendre le management Réunion d'Information

le jeudi 11 novembre 1987, à 18 h 30, Cercle France-Amérique, 1^{er} étage, 9, av. Franklin-Roosevelt, Paris (8^e), métro Franklin-Roosevelt. Renseignements : (1) 39-56-73-82 et (1) 39-56-74-10, ou écrire à ISA, 78350 JOUY-EN-JOSAS.

CENTRE HEC ISA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS



POINT DE VUE

L'utopie boursière

par JEAN MATOUK (*)

QUELLES que soient ses conséquences économiques objectives, la crise boursière récente aura certainement au moins une conséquence psychologique durable: elle va détourner définitivement de la Bourse une bonne part des petits épargnants qui s'y étaient aventurés durant la période faste des années 1983-1986 et en Europe, à l'occasion des privatisations.

Quelques voix s'élevaient depuis plusieurs mois pour alerter l'opinion sur le danger de la disproportion entre la sphère financière et la sphère réelle, la première ayant vu son volume multiplié par vingt-cinq, tandis que celui de la seconde, mesuré par le PNB en monnaie constante des pays de l'OCDE, augmentait de moins de 15%. A ces voix se joignent aujourd'hui les traditionnels rétro-prévisionnistes qui affirment docilement que l'ajustement était inévitable.

Mais, certains opportunistes, les uns et les autres semblent considérer comme normales ces crises boursières. Cela signifie, implicitement, que le marché des actions n'est fait pour les particuliers, incapables de prévoir de tels retournements ou d'en compenser les pertes durant les périodes fastes.

Un actionnariat populaire

Peut-on risquer l'idée inverse? Peut-on proposer aujourd'hui l'utopie que soit un bon marché des actions utile à l'économie et accessible aux particuliers avec la seule règle d'entreprise? Une telle Bourse idéale doit d'abord être beaucoup plus réellement populaire. Il ne s'agit pas ici de compter le nombre d'actionnaires, ce qui s'arrête aux gouvernements britannique et français pour mesurer le succès des privatisations.

Il s'agit de mesurer la part de capitalisation détenue par ces particuliers: en cette part est en déclin dans tous les pays: en France, par exemple, elle est revenue de 40% en 1976 à 25% en 1986. En Grande-Bretagne, ce nombre a diminué de 28,2% en 1981 à 11% en 1986. Dans les patrimoines américains, la part des actions est revenue, entre 1974 et 1986, de 22,5% à 10,7%. Depuis

une dizaine d'années, les particuliers anglo-saxons, considérés comme les rois de la Bourse, décapitalisent les actions (1).

Même si une tendance inverse s'est amorcée durant les tout derniers mois en France, la crise ne va pas manquer de la briser. L'actionnariat populaire n'est pas seulement une option politique; c'est la condition pour que le marché boursier fonctionne correctement, qu'il se rapproche du marché atomistique des économistes, ou se réalise la concurrence pure, à travers des millions de décisions individuelles libres et donc suffisamment diverses pour assurer les contreparties spontanées. Sur la Bourse populaire les épargnants individuels prenant partententement une plus grande part du risque d'entreprise, réaliseraient cette finance directe dont l'insuffisance a rendu nécessaire le développement de l'intermédiation.

Contrairement à l'idéal, la détention, aujourd'hui, de 10% de la capitalisation boursière par des institutions financières revient en fait à réintroduire l'intermédiation sur le marché, l'éloignant de l'atomistique et créant ainsi les conditions d'une liquidité défectueuse. Loin de se comporter comme les gendarmes - ils sont trop nombreux pour cela - les investisseurs institutionnels, et particulièrement les étrangers, doublent le périlleux et facilement contrôlable des petits porteurs d'un mimétisme des méthodes des gestionnaires, aggravé aujourd'hui par leur informatisation, qui amplifie irrésistiblement les fluctuations.

Pour réaliser un nouveau réel de l'actionnariat populaire, qui créerait d'ailleurs lui-même les conditions de sa multiplication, il faudrait donc rendre nettement plus coûteux l'investissement boursier pour les spéculateurs institutionnels. Comme le proposait récemment Jean Peyrelevade, il s'agirait d'appliquer une taxe, peut-être progressive, sur les transactions intermédiaires de capitaux comprenant à des placements ou investissements de portefeuilles.

Mais la bonne Bourse est aussi une Bourse régulée, c'est-à-dire la plus possible de contrôlée. (*) Professeur à l'université Montpellier-L.

ments d'ensemble. Deux types de mouvements affectent en effet les marchés. Il y a d'abord les mouvements des prix relatifs des actions les unes par rapport aux autres. Ceux-ci traduisent simplement les performances relatives des firmes et les anticipations individuelles des épargnants sur ces performances.

Mais il y a aussi les mouvements d'ensemble chiffrés dans les indices composites. Ces mouvements d'ensemble sont eux-mêmes liés à deux facteurs. Le premier est la conjoncture économique qui fait varier les profits de toutes les entreprises dans le même sens, à la hausse à la fin des accélérations et au début des ralentissements et au début des accélérations et au début des ralentissements. Le second facteur est le niveau du taux d'intérêt, qui détermine l'arbitrage entre liquidités, obligations et actions.

Des gendarmes efficaces

L'Etat peut s'abstenir, sauf circonstances extrêmes, d'intervenir sur les mouvements des prix relatifs des actions. Mais, de même qu'il se reconnaît le droit de tenter d'infléchir les mouvements d'ensemble des prix des biens et services, l'Etat libéral, et surtout celui pour qui le libéralisme n'est pas un dogme, doit intervenir pour réguler les mouvements boursiers d'ensemble et éviter justement les crises comme celle d'aujourd'hui.

Il doit d'abord disposer, pour ce faire, sur la Bourse qui est de son côté de quelques gendarmes réellement efficaces. Or l'exercice de libéralisme a aujourd'hui quasiment neutralisé ces gendarmes. Leur efficacité serait renforcée si, faisant face à une masse plus grande de particuliers, et à beaucoup moins de spéculateurs institutionnels, ils étaient sollicités pour intervenir de manière systématique à contre-courant.

Il faut aussi retrouver une influence réelle sur les taux d'intérêt. Si un accord international n'est pas possible sur ce point, dans un monde où les capitaux circulent librement, il appartient à chaque Etat-continent - de mettre en place les mécanismes nécessaires pour retrouver une certaine autonomie de taux.

Une telle Bourse réellement populaire et régulée peut seule fonctionner à l'avantage mutuel des entreprises les plus performantes et des particuliers les plus actifs et les mieux informés, et, au-delà, à l'avantage de l'économie nationale. Et c'est seulement sur une telle Bourse que les innovations financières récentes, futures, et options de devises, peuvent réellement profiter au marché, en lui faisant intégrer le futur. Appliquées sur les Bourses existantes elles ont plus ou moins pu amplifier leur instabilité.

(1) Selon les statistiques financières de l'OCDE, de 1970 à 1985, la décapitalisation a atteint 121 milliards de dollars aux Etats-Unis et 18 milliards de livres en Grande-Bretagne. Même si, dans ce dernier pays, les privatisations ont infléchi ou cassé cette tendance en 1986, comme en France, il s'agit bien d'une tendance de fond, liée au dysfonctionnement fondamental des Bourses de valeur.

L'ÉTAT DE LA FRANCE

Une économie sans indulgence

(Suite de la page 35.)

Voilà longtemps qu'il a oublié la vertu cardinale et encouragée. Sinon, il ne vivrait pas, comme il s'est accoutumé de le faire, dans un urbanisme de fortune, destructeur du goût, donc de l'âme, et dévorant du temps, en pure perte.

Quand nos armées de sociologues, de psychologues, d'ingénieurs en environnement, en circulation comme en stationnement, qui ne parlent, en quelquefois n'agissent qu'en fonction de programmes qui ont « intégré » l'absurde et l'impossible, mais bien domestiqués par l'habitude, quand ils décideront-ils à faire le compte des pertes dans des trajets perdus, des horaires inadéquats, des formations dispensées aussi peu de méthode que de pratique, dans l'accomplissement de formalités simplement formelles, donc inutiles sauf à quelqu'un à qui elles sont commodées, donc indispensables. On pourrait ainsi railler sans grand risque: notre sottisier national est inépuisable.

Une double exigence

Si la France veut valoir « sa mesure souveraine », dont elle parle si fort sans pouvoir la définir, proposons-lui de mettre à l'honneur chez elle, jusque dans ses rouages les plus intimes de son activité, la méthode, avec deux objectifs: la simplification et l'efficacité. (aujourd'hui, on dit la rentabilité). Tous les gestes des services industriels existants méritent d'être revus à partir de cette double exigence.

Correspondance

A la suite de l'article de M. Jean-Marcel Jeanneney « De la nécessité de protections » paru dans « Le Monde Économique » du 27 octobre, M. André-Paul Malherbe, professeur d'économie à l'ESSÉC, nous écrit:

« Force est de reconnaître que l'adoption par les pays occidentaux de mesures contingentes de protection n'a été, au cours de ces dernières années, qu'un pis-aller destiné à pallier aux conséquences immédiates, notamment sur l'emploi, engendrées par le désarmement tarifaire et le développement industriel concomitant des pays à bas salaires. Certes non optimales, car freinant les processus de spécialisation, ces mesures ont néanmoins permis de limiter le choc subi par la libéralisation des échanges et elles ont autorisé, de manière progressive, les ajustements industriels indispensables. Une politique de restauration des droits de douane n'est pas dénuée de dangers. Outre le fait que la solution préconisée réduirait le revenu réel de la collectivité et marquerait un pas en arrière, elle aurait également pour conséquence d'appeler des mesures de rétorsion pénalisant les producteurs nationaux et, par conséquent, l'emploi. Forçant le trait, on peut sans doute concevoir un état de libéralisation française intégrant des mesures de protection tarifaires. Que chaque Français ait un lopin de terre, et chacun aura un emploi et de quoi assurer sa subsistance. Mais, globalement, un tel état de libéralisation par une perte de revenu réel tout à fait considérable. Il faut à notre avis apocalyptique, on ne peut alors que se féliciter de l'absence de progrès au titre de l'achèvement du marché intérieur européen, car elle nous de nous, avec des entreprises plus compétitives, à améliorer la situation sur le marché de l'emploi sans affecter, et au contraire, le revenu réel. »

Hier, nous avons vu la révolution des machines comptables. Aujourd'hui, c'est celle des ordinateurs. Or la démarche est restée la même: confier à un instrument le soin de digérer le déluge de données mal structurées et mal dominées. Comme s'il pouvait réaliser un miracle, au demeurant impossible: réfléchir à la place du travailleur.

Nous souffrons pas essentiellement de ces handicaps pourtant complaisamment décrits: manque de matières premières, malhabileté des cadres de l'économie, goût trop prononcé des services administratifs et juridiques au lieu de la pratique du commerce et de l'industrie. Nous n'aurions, dans la compétition internationale, que le seul atout décisif de l'intelligence: le gisement des cerveaux. Or nous l'exploitons au dépit du bon sens.

A l'heure où les ingénieurs en organisation cherchent à pulvériser chez nous, combien nous sommes incapables jusqu'ici d'utiliser au mieux les ressources de nos hommes. Notre maladie de langueur est là, mais ailleurs. Nous sommes donc dynamiques, et nous sommes incapables de l'effort mental et physique pour organiser notre propre environnement professionnel (pour ne pas parler des autres) et assurer la qualité de la gestion.

C'est qui nous battra sur les marchés du monde sans nous affiner de méthode, acharnés à affiner, simplifier, accélérer, voire transformer. Nous avons affaire à des méthodes par une opiniâtre réflexion. Chacun de leurs gestes a été étudié, pesé, corrigé. Et nous, nous voudrions réussir, parmi le monde de nos habitudes, qui n'ont même pas toujours été bonnes!

L'attitude générale d'une société de progrès, c'est la révolution permanente: la mise en doute serène de notre état d'adaptation au monde extérieur et surtout de notre capacité à ouvrir le voie aux accomplissements individuels. Or nous

sommes loin du compte. Après tant d'années passées entre l'administration, l'entreprise et la politique, il m'est aisé de saluer la mutation extraordinaire de la France en quarante ans. Mais ce rattrapage du temps perdu, ou cet ébranlement d'une indolence immobile, ne s'est accompli ni dans la rigueur de l'organisation ni dans la vision généreuse d'une idée exprimant le bonheur d'être au lieu de se borner à encadrer les difficultés d'existence.

De nos concurrents, n'attendons aucune générosité, sauf les exemples multiples qu'ils nous donnent de l'esprit d'invention d'organisation, par la ténacité. La politique, spécialement la nôtre, qui, à défaut d'initiatives de plus en plus décriées, s'accompagne d'un dogmatisme pompeux, est à l'origine de règlements, et tragiquement à l'encontre de l'impérieuse nécessité pour la France de s'adapter.

Simplicité efficace

S'adapter à quoi? Si l'économie est pour longtemps sans indulgence, sans cependant dépourvue d'espoir, c'est qu'elle dispose d'une incommensurable réserve de manœuvre: nous sommes dans une situation bien précisée si les chiffres d'aujourd'hui nous le résultat d'une mutation spectaculaire et continue des comportements. Mais nous ne sommes pas à faire, presque totalement. Etre optimiste n'est pas, par conséquent, être très irréaliste.

L'organisation, la simplification, la rentabilité, la méthode, la gestion, l'économie du temps, le déblaiement et l'élagage des tâches de nos activités, cela peut se concevoir et se vouloir. Dans la mesure où nous sommes dans une situation bien précisée, nous ne sommes pas à faire, presque totalement. Etre optimiste n'est pas, par conséquent, être très irréaliste.

MICHEL JOBERT.

BRANCHEZ-VOUS SUR L'INSEE

COMPOSEZ LE : 36 15
TAPEZ : "INSEE"

EN DIRECT 24h/24

- Les indices.
- L'actualité économique.
- La catalogu.
- Les derniers ouvrages parus.
- Les informations sur les services régionaux.

INSEE Institut National de la Statistique et des Etudes Économiques

PARTEZ A LA CONQUÊTE DU MONDE

MAÎTRISEZ VOS ATOUTS



LE MÉTIER DE L'ICI
DÉVELOPPER LA COMPÉTENCE INTERNATIONALE PAR :

- DES FORMATIONS DE HAUT NIVEAU POUR LES CADRES
- DES SÉMINAIRES SUR DES THÈMES D'ACTUALITÉ
- DES PROGRAMMES SPÉCIFIQUES ADAPTÉS AUX BESOINS DES ENTREPRISES.

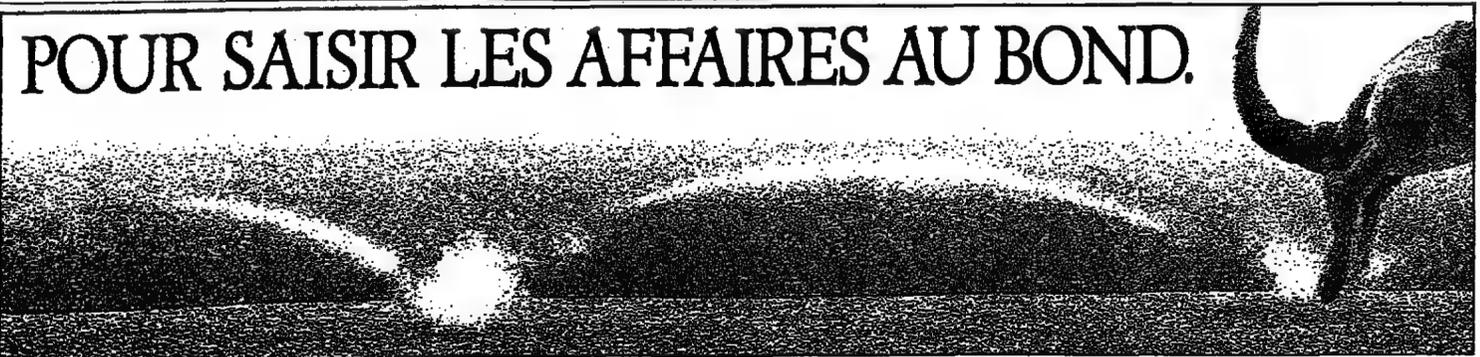
I.C.I.
INSTITUT DE COMMERCE INTERNATIONAL

Téléphone : (1) 47 47 47 47

100 RUE DE LA RÉPUBLIQUE PARIS - FRANCE

CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE PARIS

POUR SAISIR LES AFFAIRES AU BOND.



La chronique de Paul Fabra

Ceux pour qui la « révolution conservatrice » vraiment lieu, rapprochant, sous l'influence de l'exemple donné par le président Reagan aux États-Unis et M^{rs} Thatcher en Grande-Bretagne, le fonctionnement des économies réelles du modèle proposé de capitalisme libéral, devraient se réjouir : voici les gouvernements, qui attendaient déjà le verdict du « marché » pour savoir quel est le taux du dollar, suspendus aux cours de la Bourse.

Il fut un temps où les ministres se réunissaient en conférence internationale quand les choses allaient mal, essayant de les organiser. Ils aujourd'hui que les marchés financiers se calment pour le faire. En France, le programme de privatisations, maître-mot de l'action gouvernementale, voit son exécution différée en attendant que le palais Brongniart ait repris ses esprits. Aux États-Unis, le Dow Jones est devenu l'unique échelle de mesure sur laquelle se reconnaissent les Américains, par ailleurs si profondément attachés sur toutes les questions d'éthique sociale et individuelle — la nomination d'un juge à la Cour suprême est venue attester, s'il en avait besoin, la disparition du fameux consensus minimum.

S'il pouvait y avoir encore un doute sur la hiérarchie des centres de décision, il est dissipé. Il est clair que, dans le monde, c'est de Gaulle se faisant de la politique, celle-ci, de nos jours, se fait à la cour-

beille, aux yeux et au su de tout le monde. Ce n'est pas, toutefois, dans l'art du graphisme que la caricature révèle des traits évidents que les intéressés veulent à tout prix cacher, aux autres et à eux-mêmes.

Si l'économie de marché reste, malgré ses formidables ratés, comme le modèle de référence autour duquel gravitent un nombre croissant de pays socialistes ou socialisants, la raison en est précisément que, de tous les modes d'organisation de la vie économique, le marché est probablement le moins arbitraire. Cela est presque évident pour tout ce qui concerne la sphère de la production et de la consommation. C'est le prix de vente qui règle la circulation des biens et services, et ce prix, sauf cas de monopoles flagrants — et la crise a montré que les monopoles les mieux établis ne sont jamais tout-puissants même pas celui de l'EDF et de l'OEPE — est la fonction de la discipline du coût de revient, autrement plus exigeante que n'importe quel plan. Mais tout se passe comme si les gouvernements conservateurs, forts en quelque sorte de leur bonne conscience de marché, en prenaient encore plus à leur aise avec les conditions propres à assurer (à peu près bien) le fonctionnement de l'économie de leur rêve que leurs adversaires socialistes, socialistes ou dirigés par

A bout de souffle

notre chronique du 7 octobre 1986 : « Economie de marché où es-tu ? ».

A cela s'ajoute une extraordinaire d'illusions, entretenue par les thuriferaires de la prétendue « révolution conservatrice ». Aux États-Unis, on a assisté, au cours des dernières années, malgré l'ascension aujourd'hui brisée de Wall Street, non pas à une augmentation mais à une diminution de la base en capital des entreprises. Les OPA et autres opérations de fusion ont eu pour résultat la destruction de fonds propres remplacés par une nouvelle accumulation de dettes. En France, il aura fallu attendre 1986 pour que la hausse boursière, pourtant en route depuis 1983, se traduise par une croissance substantielle des augmentations de capital. Le détournement des mécanismes de mobilisation de l'épargne est encore plus net pour le marché des emprunts, longs et courts.

Si l'on y regarde de près, on s'aperçoit que la libération des mouvements de capitaux doit s'analyser non pas principalement comme une consolidation et un approfondissement des liens tissés entre les nations participant à ce qui reste de libre-échange, mais comme une fuite en avant pour repousser toujours plus loin les limites de l'endettement. C'est ainsi qu'on a beaucoup parlé des facilités de finance-

accordées désormais aux grandes entreprises par suite de la « titrisation » (essor de l'émission des titres). Au lieu de dépendre exclusivement du crédit bancaire, elles peuvent, si des conditions meilleures que celles offertes par les banques, s'adresser directement au marché en émettant des obligations de trésorerie ou d'autres emprunts d'échéances variées. Mais cette évolution n'a été spontanée qu'en apparence : elle s'explique par l'ourdissement des bilans bancaires surchargés de mauvaises créances accumulées sur les pays les plus mal gouvernés du tiers-monde. C'est pour cette raison qu'il y a quelques années les banques ont le main sur le marché. Du coup, elles ont perdu la clientèle des plus importantes sociétés... et font payer plus cher le crédit aux petites et moyennes entreprises. Vive le capitalisme populaire !

L'effondrement des sources de valeurs a été précédé par l'écroulement d'un autre événement de première grandeur auquel très peu de publicité, en dehors des milieux spécialisés, a été faite. Faute de nouveaux souscripteurs, le marché international des obligations (euro-obligations), qui avait connu en 1985 un essor énorme, est en train de s'effondrer. Voilà une source de fonds à long terme sans pour les grandes

sociétés au moment où elles ne peuvent guère plus émettre des actions nouvelles. Il n'est plus guère que la Suisse, cinq millions d'habitants, pour être au sens plein du terme un pays véritablement « capitaliste », capable d'offrir la possibilité aux personnes privées de se procurer des capitaux à bas prix — moins de 5 % pour vingt ans. Partout ailleurs, le marché obligataire à long terme est accaparé par le Trésor public, autre victoire du capitalisme privé.

Le secrétaire au Trésor américain, M. James Baker, estime visiblement qu'il aurait bien tort de ne pas tirer parti des possibilités que lui offre le marché « libre » des changes, et cela d'autant plus que, contrairement à ce qui est généralement affirmé, l'accord du Louvre ne lie pas directement les banques centrales. Celle-ci décident entre elles, à Bâle, à quel niveau il convient de soutenir le dollar. Celui-ci resta donc toujours soumis à un régime de taux de change flottant « administré ». Mais on aurait grand tort de voir dans le flottement des monnaies, limité ou pas, une conquête de l'économie de marché par rapport à la finitisme autarcique. C'est parce que les grandes devises ont cessé d'être convertibles en or à un taux fixe (ce qui était le cas jusqu'en mars 1968) qu'elles sont devenues par la suite flottantes. Le flottement est un résultat du cours forcé, donc d'une restriction à la faculté de disposition des détenteurs de monnaie.

A TRAVERS LES REVUES

par MICHEL BEAUD

L'aire de la crise

Il est sans doute inutile d'aventurer de se prononcer sur les tendances longues que sur les variations conjoncturelles toujours à la merci du rhume du monde d'un responsable politique » (1). Cette phrase, écrite avant la tempête boursière, aujourd'hui attiré l'œil.

Et comment ne pas être accroché par l'article dans lequel Georges Prat, chargé de recherche au CEPII, vérifie sur le marché de New York de 1981 à 1984 un modèle théorique de prévision de la tendance du cours moyen des actions ; modèle fondé sur la relation de la production, des prix, des dividendes, du taux d'intérêt à long terme et de l'indice du « sentiment du consommateur » d'un trimestre, pour prévoir l'évolution des cours des actions au trimestre suivant. Confrontés à l'évolution effective constatée, ces prévisions ne présentent, sur l'espace d'une année, « aucun biais systématique apparent significatif » ; « cependant (...), les erreurs de prévision parfois importantes

peuvent être expliquées par la formulation d'un trimestre à l'autre » (2)...

Et puis, comment ne pas être intrigué par le titre de la chronique de conjoncture de la revue de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE) : « Le surris ? » Cette chronique, écrite dans la première semaine boursière du 19 octobre, s'ouvre sur cette phrase : « Après les fluctuations qui ont marqué l'année 1986, une série de pauses ou de retards en cours de l'année 1987 (3) ». « Au cours des trois premiers trimestres de 1987 » aurait été plus exact.

Dès qu'elle prend du recul, l'analyse retrouve sa pertinence. Le diagnostic est clair : les distorsions constatées depuis une quinzaine d'années n'ont pas été résorbées ; les équilibres observés depuis le début de l'année ont donc un caractère instable : « Des ruptures de tendance peuvent survenir à tout moment ».

passer sur leur destination, mais sur leur éventualité.

Alors, une nouvelle dépréciation du dollar ? Elle est devenue « une arme à double tranchant » : « En ce lieu et qu'elle entraîne des effets négatifs pour l'économie américaine, ce sera au détriment du Japon et de la République fédérale d'Allemagne ; mais elle provoquerait aussi une accélération de l'inflation ; risque majeur, car, si la valeur des actifs américains menaçait de se déprécier, alors « se matérialiserait le danger de la fuite des capitaux, danger qui appellerait de la part des autorités monétaires américaines (...) une hausse des taux d'intérêt propre à attirer les capitaux étrangers », avec en fin de compte le risque de « précipiter l'entrée de l'économie américaine dans la récession ». De toute façon, cette récession paraît inévitable et elle aura des effets sérieux pour l'ensemble de l'économie mondiale (3).

Une combinaison explosive

Précisément aux déséquilibres commerciaux et financiers en Europe et dans le monde qu'est consacré le dernier numéro d'« Economie prospective internationale », la revue du Centre d'études prospectives et d'informations internationales (CEPII). D'emblée, le directeur du CEPII, Jean-Michel Charpit, souligne que « depuis quelques années, les marchés internationaux fonctionnent de plus en plus librement (...). Et pourtant, d'une part, l'évolution des principaux prix formés sur les marchés internationaux, taux de change, taux d'intérêt, termes de l'échange, a été remarquablement instable ; d'autre part, les indicateurs de ces prix ont révélé l'existence de déséquilibres importants. D'une certaine façon, on peut dire que ces prix d'équilibre sont à la fois instables et déséquilibrés » (4).

Le panorama des déséquilibres mondiaux est impressionnant. Anton Brender et Véronique

Blanc — respectivement directeur adjoint et chargée de mission au CEPII — ont résumé les progrès des déséquilibres et des interdépendances ; gonflement des échanges internationaux de marchandises, qui passent de 11 % du produit brut mondial en 1967 à 14 % en 1985 — le poids relatif de l'ensemble des opérations courantes étant, lui, passé pendant la même période de 12 % à plus de 20 % ; augmentation, dans les échanges courants, de l'importance relative des échanges de services et des transferts, et, tout particulièrement, des revenus d'investissement étrangers ; croissance massive des déficits courants au passage de 4 % des échanges courants mondiaux en 1970 à 11 % en 1985 (pour les seuls pays industriels, de moins de 0,5 % à plus de 3,5 %).

Intense redistribution des parts de marché, bouleversement de la géographie des soldes, déplacement des centres de gravité des déséquilibres financiers, rôle croissant des marchés de prix dans la détermination de la configuration des soldes. On peut certes se réjouir en constatant que « les économies ne se sont pas repliées sur elles-mêmes » et qu'elles ont su s'ajuster. Mais « le serré des interdépendances économiques et financières tend à toutes les régions du monde à l'exposition aux risques de désordre qui naissent ici et là ». Et rien n'assure que les multiples réponses des différents acteurs de la scène économique et financière mondiale constituent une combinaison qui pourrait prendre, un jour ou l'autre, « un caractère explosif » (4).

Michel Fouquin, Joaquim Oliveira-Martins et Loukas Misiotis — respectivement chef du département « structures industrielles », chargé de mission au CEPII — focalisent leur analyse sur les capitaux américains. Plus précisément, ils explorent les conséquences sur les parts de marché, les échanges et les soldes, pour les produits manufac-

turels, d'un changement des parités entre les États-Unis, le Japon, l'Europe et le reste du monde. Les différentes variantes explorées indiquent que la dépréciation du dollar permet de réduire le déficit, voire de retrouver un excédent aux États-Unis : « Un point de départ raisonnable dans la baisse des parités de 5 milliards de dollars d'amélioration du soldé. Pour obtenir un rééquilibrage de 120 milliards de dollars, il faudrait — toutes choses égales d'ailleurs — environ une baisse de

Profil

PROFESSEUR, ministre ou confesseur, l'a-t-on jamais vu sans nœud papillon ?

Une attention distante. Une attitude indulgente. Un courtois soigné. L'homme cherche sans cesse à séduire plus qu'à plaire, à exposer ses convictions plus qu'à arracher la décision. Il cultive l'intelligence, l'analyse, la finesse, la raison ; mais reste-t-il à part dans le paysage intellectuel français, fidèle à de Gaulle, ouvert aux idées de gauche, favorable au protectionnisme et attaché au marché, opposé, en l'a compris, à toute idée de système...

Président de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE), Jean-Marcel Jeanneney réaffirme, en ouverture du dernier numéro d'« Observations et diagnostics économiques », son attachement au pluralisme. Pluralisme des méthodes, mais aussi pluralisme des opinions et des jugements : « sous réserve que, n'étant point dogmatiques, [les idées émises] puissent prétendre à un fondement scientifique. « Le libéralisme intellectuel est une condition du progrès des connaissances. Il est aussi un atout à mettre au service de tous ceux qui sont à la recherche de la meilleure ou de la moins mauvaise des politiques économiques possibles ».

24 points contre toutes les monnaies » (4). Mais une telle baisse peut-elle s'opérer sans craquement et sans tension ailleurs ?

Effets en retour, engorgements, pièges et périls : comme celle de l'aigle de la Légende des siècles, l'aire de la crise « je ne sais quel aspect de colère ». Mais peut-être faut-il prendre plus de recul ?

Dans sa réflexion sur le long terme, l'histoire, la complexité, la mutation des systèmes, René Passet, professeur à l'université de Paris-I, nous y invite : « Le régime de l'incertitude (...) s'installe aujourd'hui sur la question des finalités du système productif et des valeurs que ce dernier devrait servir. Avec l'élevation des besoins, s'accroît et se diversifie le champ de l'incertitude (...). L'écart de l'avoir, occultant les véritables finalités de l'économie, se dilate, et alors surgit la question infiniment plus complexe de l'ère. Et puis, lorsque les instruments dont ils se servent épuisent la nature, les hommes redécouvrent leur dépendance envers l'environnement naturel qui les porte. Alors se pose le problème de l'insertion des activités humaines dans les régulations qui assurent la pérennité de la biosphère » (1).

Les finalités, l'ère, la biosphère : l'essentiel. Mais serons-nous nous arracher aux enchaînements du quotidien ?

- (1) René Passet, « Prévision à long terme et mutation des systèmes économiques », *Revue d'économie politique*, septembre-octobre 1987, (22, rue Soufflot, 75005 Paris).
- (2) Georges Prat, « Prévision de la tendance du cours moyen des actions dans le cadre d'une formalisation, États-Unis 1981-1984 », *Revue d'économie politique*, septembre-octobre 1987.
- (3) Département des diagnostics, « Chronique de conjoncture », *Observations et diagnostics économiques*, revue de l'OFCE, octobre 1987 (69, quai d'Orsay, 75007 Paris).
- (4) « Déséquilibres commerciaux et financiers en Europe et dans le monde », numéro spécial d'« Economie prospective internationale », revue du CEPII, quatrième trimestre 1987 (9, rue Georges-Pisard, 75015 Paris).

Kaléidoscope

- « La France a-t-elle décroché ? », un dossier du *Débat*, septembre-octobre 1987.
- « Pourquoi la France perd-elle des parts du marché mondial ? », deux articles de Michèle Debonneuil et Michel Delatorre, *Économie et Statistique*, octobre 1987 ; et dans la *Revue économique* de septembre, un article de Patrick Artus sur la détermination des exportations.
- Inde, Mexique, France, Québec, États-Unis, Chine, Afrique : « Économie nationales et gestion », un numéro spécial de la *Revue française de gestion*, septembre-octobre 1987.
- Un dossier d'« Economie et Humanisme » de septembre-octobre 1987, sur le thème de la projection de l'économie des pays en développement à l'égard de la France dans *Observations et diagnostics économiques*, octobre 1987.
- « Les services contre le chômage », un article de Michel Gaspard *Futuribles*, octobre 1987.
- « Chinese Economic Reform : How Far, How Fast ? », un numéro spécial du *Journal of Comparative Economics*, septembre 1987. Et un article de Robert White sur la réforme dans l'industrie : *The Chinese Quarterly*, septembre 1987.
- Enfin, un fort numéro du *Journal of Economic Issues*, septembre 1987, consacré à l'industrialisation et à ses fondements.
- Au total, un superbe kaléidoscope...

POUR METTRE LE PIED DEHORS ET GARDER

صكازم الأمل

ATOMOBI
La résurr
PATINA
ES AFFA

AUTOMOBILISME : doublé Ferrari au Grand prix d'Australie

La résurrection du « Cavallino rampante »

Le rassemblement historique a eu lieu en septembre dernier sur l'autodrome Dino-Ferrari (fils du « commandant », décédé en 1956) d'Imola. Pour célébrer les quarante ans d'existence de sa firme, Enzo Ferrari avait réuni tous les pilotes et les plus belles voitures qui ont été et entretiennent une légende. Juan-Manuel Fangio citoyait ce jour-là, John Surtees, Phil Hill, Niki Lauda, Jacky Ickx, Clay Regazzoni, Jody Scheckter, Patrick Tambay, René Arnoux, Michele Alboreto et quelques dizaines d'autres pilotes qui ont remporté plus de cinq mille victoires sous l'embème du « Cavallino rampante » (Cheval cabré).

Le bonheur du « commandant » aurait été plus complet encore ce jour-là si la dernière victoire d'une monoplace rouge et blanche n'avait pas été remportée par un pilote italien. La seule scuderia qui ait participé à tous les championnats du monde depuis 1950 en y totalisant aujourd'hui quatre-vingt-trois victoires en grand prix, huit titres mondiaux des constructeurs et neuf autres pour ses pilotes, n'avait plus connu le succès depuis le Grand Prix d'Allemagne 1985, gagné par Michele Alboreto. « pénitence ininterminable pour ce passionné de quatre-vingt-neuf ans qui ne se déplace plus sur les circuits mais qui exige d'être informé en permanence de tous les problèmes rencontrés par la scuderia en course, comme lors de toutes les séances d'essais.

« Mes voitures ne fuiront jamais »

Pour continuer à vivre sa passion pour l'automobile et pour la compétition, Enzo Ferrari a dû faire bien des sacrifices et des concessions. Accepter dans un premier temps le soutien financier de Fiat. Puis vendre à un géant de l'industrie italienne, pour 7 milliards de lire en 1969, cette entreprise dont il a conservé la direction technique et sportive, transférée à Fiorano, à quelques kilomètres de l'usine de Maranello.

Cet homme à cheval sur les principes qui avait refusé le parrainage

La saison 1987 de Formule 1 automobile a pris fin, dimanche 15 novembre à Adélaïde (Australie) avec la deuxième victoire consécutive de l'Autrichien Gerhard Berger (Ferrari). La plus ancienne et plus titrée des scuderias de Formule 1 réussit, pour son retour au premier plan, à triompher à nouveau de son histoire avec Michele Alboreto après le déclassement du Brésilien Ayrton Senna pour non-conformité des prises d'air du système de refroidissement des freins de sa Lotus-Honda.

Le Grand prix d'Australie, disputé sur un circuit urbain glissant avec des virages à angle droit très éprouvants pour les freins, a donné lieu à un grand nombre de tête-à-queue et d'abandons comme ceux d'Alain Prost (McLaren-TAG-Porsche) et du Brésilien Nelson Piquet (Williams-Honda) qui était déjà assuré de succéder au Français au palmarès du championnat. Sept voitures seulement ont été classées dont la Lola à moteur atmosphérique Ford-Cosworth de l'Espoir français Yannick Dalmas qui a terminé son troisième grand prix à la cinquième place.

extraspécial lorsqu'il fut autorisé en 1968. « Mes voitures ne fuiront pas et ne fuiront jamais », disait-il à ce moment où il négociait un contrat avec Marlboro pour régler les salaires princiers de ses pilotes. Pour tenter de remonter avec le succès et de redonner tout son éclat à ce monument du patrimoine italien, il a aussi dû faire appel à quelques-uns des meilleurs ingénieurs étrangers : les Français Jean-Jacques Hélie (moteurs) et Jean-Claude Migault (aérodynamique), deux anciens de chez Renault, ou à l'Autrichien Gustav Brummer (châssis).

Enzo Ferrari a enfin délégué le contrôle dans le monde italien avec le recrutement, fin 1986, de John Barnard, l'ingénieur en chef de McLaren, pour, dit-on, 3 millions de dollars. Même à ce prix-là, le Britannique a, en effet, refusé de venir travailler à Fiorano et a exigé la construction d'une filiale de la « scuderia » (GTO Engineering) à proximité de son domicile à l'ouest de Londres.

Pour mettre fin à la plus longue période sans victoire de l'histoire de la scuderia, ingénieurs et mécaniciens ont dû mettre les bonheurs doubles sur la piste privée de Fiorano, un outil de travail remarquable avec ses 3 kilomètres de quarante-quatre cellules photo-

électriques reliées aux ordinateurs de l'usine.

Le châssis a été considérablement amélioré pour devenir, au dire de Gerhard Berger, « le meilleur des formules 1 actuelles ». Mais la grande innovation a été la mise au point par l'ingénieur Giuseppe Ciberto, de Magneti-Marelli, d'un système de surveillance du moteur en temps réel. Alors que la plupart des équipes doivent attendre le retour des voitures au stand pour brancher les ordinateurs sur la prise diagnostic du moteur, les ingénieurs de Ferrari disposent à chaque tour de trente-deux données concernant son fonctionnement (consommation cylindre par cylindre, températures d'admission, etc.). Ces informations, transmises par un émetteur placé sous l'aile avant de la voiture, sont captées au millième de seconde à chaque passage par un rayon laser émis depuis le stand.

Pour le baptême de ce système, le 20 septembre au Grand Prix du Portugal, Gerhard Berger avait dû céder la première place à Alain Prost. Il n'est rattrapé depuis qu'offrant un « Commandant » une retentissante victoire à Suzuka (Japon) sur la piste d'essais de Honda. Faisant ainsi de bout en bout les essais et la course en Australie, malgré une forte fièvre.

Les techniciens de l'usine n'ont pas s'endormir sur ces nouveaux lauriers. Giuseppe Ciberto travaille à l'utilisation du laser dans l'« autre sens » pour pouvoir corriger les réglages moteurs en course depuis le stand. Sur la chaîne Ferrari à moteur atmosphérique, la pédale d'embrayage ne servira probablement qu'au départ. Le passage des vitesses se fera ensuite automatiquement grâce à des composants électroniques mis au point par Marelli. Un système comparable, utilisé cette année sur la Porsche 962 prototype, a permis de gagner une seconde au tour sur le circuit Paul Ricard en limitant la brève interruption de la courbe d'accélération, provoquée par le passage manuel des vitesses.

Beaucoup d'incertitudes demeurent toutefois pour la saison prochaine avec les limitations de la pression de suralimentation des turbos à 2,5 bars (au lieu de 4) et de la consommation de carburant à cent cinquante litres pour ces moteurs (au lieu de 115). Honda, qui travaille sur un moteur atmosphérique de dix cylindres, devrait rester fidèle au turbo mais abandonner l'écureuil Williams pour McLaren (avec Alain Prost et Ayrton Senna) et conserver Lotus (où Nelson Piquet remplacera Senna). Ferrari devrait débuter la saison avec un moteur turbo, mais pourrait lancer en cours d'année un double cylindre atmosphérique.

Enfin, Jean-Marie Belzer, le président de la Fédération internationale du sport automobile (FISA), a annoncé de partir en guerre contre les suspensions actives et les éventuels réglages électroniques des moteurs en course depuis les stands. « Nous ne laisserons pas les Japonais créer un esprit kamikaze. Le dernier mot doit rester au pilote car il ne faut pas transformer la formule 1 en course d'ingénieurs ou de team-managers », a-t-il dit aux États généraux du sport automobile, le 7 octobre. Des propos qui visent l'Honda, mais qui pourraient remettre en cause la résurrection du Cavallino rampante.

GÉRARD ALBOUY.

PATINAGE ARTISTIQUE : perspectives olympiques

Brian Orser n'a plus peur

A quelques mois des Jeux olympiques d'hiver, les spectateurs du trophée Lalique, disputé au Palais omnisports de Paris-Bercy, ont en l'occurrence d'admirer samedi 14 et dimanche 15 novembre, deux étoiles de patinage artistique. Champions du monde en titre, l'Allemande de l'Est Katarina Witt et le Canadien Brian Orser ont montré quelques facettes de leur programme. La grâce de Katarina, la technique de Brian : deux moments d'émotion.

Deux stars sur la glace. Deux virtuoses du patinage s'entraînent dimanche matin dans le Palais de Bercy désert. Deux jeunes gens tout à fait qui se font des politesses pour exécuter des figures l'un après l'autre. Un garçon et une fille aux silhouettes gracieuses qui s'enveloppent et tourbillonnent, comme savent le faire avec agilité des champions du monde.

Elle, Katarina Witt reine du royaume de la glace, possède déjà une cour impressionnante. Cinq fois championne d'Europe, trois fois championne du monde, la belle Allemande de l'Est a déjà fait chavirer le cœur de nombreux spectateurs. A vingt-deux ans, elle maîtrise toutes les techniques de son art et sait plaire en paillettes bleues, en jupe de french cancan ou encore tout de noir vêtue, ainsi qu'elle l'a montré samedi soir, pour danser aux accents de *Bad*, le dernier tube de Michael Jackson. Lui, est Canadien. Cousin des provinces du froid, il ne possède pas encore la notoriété de sa gracieuse concurrente de l'Est. Pourtant, il partage avec elle le prestigieux titre de champion du monde qu'il a conquis en mars dernier à



L'Allemande de l'Est Katarina Witt exécute un Frouse-Canaan de haut vol.

Cincinnati. Mais, pour arriver au sommet du podium, l'enfant de l'Ontario a dû se bagarrer pendant de longues années.

Ce n'est pas la technique qui faisait de Brian Orser. Patineur accompli, lui que l'on surnommait « le plus élégant sur la glace » habituait les compétitions depuis de nombreuses saisons. Vice-champion olympique à Sarajevo en 1984, vice-champion du monde la même année « le Canadien » semblait

exactement, au spécialiste de cette science auprès des sportifs canadiens, Peter Jensen, l'homme qui résout les problèmes des basketteurs américains. Le professionnel est chargé de mettre en accord le mental et le physique de l'athlète malchanceux.

Entré dans le monde du patinage à Toronto, en présence de faux juges et de photographes brynants, les simulations se poursuivent agréablement de bruit de public préalablement enregistré, jusqu'à ce que l'athlète arrive à s'habituer à dominer sa peur.

Mais la victoire était un terme de ces longues années de travail. Fin novembre, Brian Orser a eu une baisse de puissance avant de se lancer sur la glace à Cincinnati, grâce à un triple axel en combinaison, Orser gagne le programme court du Championnat du monde 1987. Pour les figures libres, le Canadien enthousiasme les quinze mille spectateurs américains en exécutant deux triples axel au début et à la fin d'un numéro parfaitement exécuté.

Le prétendant qui, pendant six années, s'était demandé « quel effet cela faisait-il au sommet du podium mondial ? » peut enfin savourer sa victoire. Il peut aussi bémoler les leçons « si dures » de son psychologue qui lui ont apporté la confiance.

Le sourire au milieu du visage fin témoigne que le champion devient toujours cette maîtrise de lui-même. Le nouveau gagnant veut maintenant être sacré dans son pays. Le rendez-vous ne lui fait même pas peur.

SERGE BOLLOCH.

FOOTBALL : avant France-RDA

Brassages

La série noire continue pour Henri Michel, le directeur de l'équipe de France de football qui doit rencontrer la RDA, mercredi 18 novembre au Parc des Princes, pour son dernier match en poule de qualification du championnat d'Europe des nations (1). Déjà privé de Gérard Passé, le meneur de jeu de la sélection, il a dû enregistrer, avant le début du stage de préparation, les forfaits de Luis Fernandez, le capitaine, et de Jean-Marc Ferrati. Dimanche matin, Luc Sonor devait à son tour renoncer, victime d'une déchirure musculaire à l'entraînement, et Bruno Martini se frotta un poignet en stoppant un tir.

Pour pallier ces forfaits, Henri Michel a dû faire appel à deux remplaçants. Le meneur de jeu messin, Bernard Zéniar et l'ailier gauche cannois, Bruno Bellone, mais aussi à deux nouveaux venus, l'arrière du Metz-Racing, Bruno Germain et le milieu de terrain toulonnais Bernard Parlo qui espèrent connaître leur première sélection, tout comme le libéro messin, Sylvain Kastandeuch. « Ces remaniements permettent un brassage de joueurs mais ne contribuent pas à forger des automatismes de jeu », reconnaît le sélectionneur. « J'attends de l'équipe de France qu'elle montre au moins les qualités correspondant à sa jeunesse, à son dynamisme et à la générosité. La reste devrait nous être pardonné. »

(1) Les négociations pour une éventuelle retransmission de cette rencontre n'avaient toujours pas abouti lundi matin.

Les résultats

Automobilisme

GRAND PRIX DE F1 D'Australie A Adélaïde
1. Berger (Ferrari) les 309,796 km en 1 h 17 min 58 s 144 (moyenne 164,631 km/h); 2. Alboreto (Ferrari), à 1 min 7 s 884; 3. Boutsen (Ford) à 1 tour; 4. Palmer (Tyrrell-Cosworth), à 2 tours; 1^{er} des atmosphériques : 5. Dalmas (Lola LC-Cosworth), à 3 tours; 6. Moreno (AGS-Cosworth).

Championnat final de championnat du monde
Pilotes. — 1. Mansell (Br.), 2. P. Champion du monde 1987; 3. Mansell (GB), 4. Prost (Fr.), 5. Berger (Autr.), 36.
Marques. — 1. Williams-Honda, 137 pts; 2. McLaren TAG-Porsche, 76; 3. Lotus-Honda, 64; 4. Ferrari, 53.

Basket-ball

NATIONALE 1 A (seizième tour aller)
RCF Paris b. *Lorient 96-76
*Orléans b. Reims 125-101
*Châteauroux b. Saint-Etienne 89-64
*Cholet b. Mulhouse 93-77
*Nantes b. Antibes 78-70
*Metz b. Caen 106-87
Nantes b. *Tours 93-89
*Villeneuve b. Vichy 101-78
Classement. — 1. Cholet, 31 pts; 2. Limoges, Nantes, 29; 4. Orléans, Metz, 27.

Football

CHAMPIONNAT DE DEUXIÈME DIVISION (16-17 tour aller)
Groupe A
Alès b. *Le Puy 2-1
*Tours b. Lyon 1-0
*Bastia b. Grenoble 1-0
*Dijon b. Ajaccio 1-1
*Sochaux b. Montceau 3-1
*Martignes b. Orléans 2-1
*Sète b. Gueugnon 1-0
*Nîmes b. Istres 1-0
*Clermont b. N. Châteauroux 1-0
Classement. — 1. Sochaux, 31 pts; 2. Lyon, 24; 3. Cluses-L., 23.

Rugby

FIN DE LA PHASE PRÉLIMINAIRE

En raison de l'absence inopinée, Nice est le seul club important à ne pas avoir franchi le cap des poules de cinq dans la phase préliminaire du championnat de France qui fut également difficile pour le RCF, finaliste 1987, et pour Biarritz qui traite deux clubs importants pour le titre en la compétition, qui ont eu la véritable première division, sans répartir en quatre poules sous la composition est la suivante :
Poule 1 : Toulon, Béziers, Lourdes, Grasse, Agen, Saint-Jean-de-Luz, Pau, Tarbes.
Poule 2 : Bègles-Bordeaux, Granit, Valence, Dax, Tulle, Auch, Aurillac, Perpignan.
Poule 3 : Toulouse, Brive, Cognac, Bourgoin, Montchanin, Racing, Romans, Bayonne, Biarritz.
Poule 4 : Tyrosse, Brive, Bayonne, Narbonne, Mont-de-Marsan, Marmande, Lombez-Samatan, Hyères.

Tennis

GRAND PRIX (Wembley, France)

Après avoir battu Henri Leconte en demi-finale au tournoi de Wembley à Londres (6-4; 7-6), le Tchèque Loupane Ivan Lendl s'est imposé face au Français André Jarryd (6-3; 6-2; 7-5) remportant son septième titre de champion du monde officiel en carrière.
Quatrième tournoi de l'année pour l'Allemande Tim Mayotte, qui s'est imposé en finale du tournoi de France sur l'Espagnol Andrés Gómez (7-6; 6-4).

Drames

C'est en se portant au secours d'un stagiaire que François Cirrotteu, un dirigeant de la Fédération française de canoë-kayak, a été noyé samedi 14 novembre, dans le Dunère, une rivière de l'Ardèche.

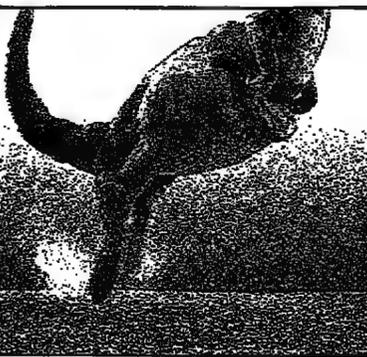
Alors qu'il encadrait un stage d'une dizaine de personnes, le responsable du comité du kayak du club de la Fédération française de canoë-kayak a plongé pour aider l'un des participants, un débutant nommé un rapide. Après le sauvetage, François Cirrotteu a glissé du rocher sur lequel il s'était hissé, et s'est retrouvé submergé par les eaux. Agé de 45 ans, l'amoureux du kayak avait été marié avec Bernard Lembolez, Corsayak un film primé dans de nombreux festivals de films sportifs, Corsayak.

C'est à la suite d'un accident après quelques semaines de stage que l'épreuve de sauvetage des

handicapés physiques du Centre du Dauphiné qu'un concurrent a rencontré à une épreuve canoë-kayak. Immédiatement après sa première défaillance, le sportif a été évacué par hélicoptère, mais quelques heures plus tard, il a été victime d'un arrêt cardiaque.

Thierry en kayak d'été en kayak de mer à week-end, mais aussi en kayak de mer, mais encore plus révoltant, puisque c'est à la suite d'une bagarre générale lors d'un match de rugby que Dominique Leydier, un joueur de vingt-trois ans, a trouvé la mort. A quelques minutes du coup de sifflet final de la rencontre USPEG Marseille-Metz (Vaucluse), les deux joueurs ont commencé à pleurer leurs joueurs. Victime d'un violent coup de pied au visage, Dominique Leydier, du Metz, a été évacué sans espoir.

SES AFFAIRES EN MAIN.



ARDEN

مکانز الیوم

P.Y.A.R.E.



ALPHAPAGE C'EST DANS LA POCHÉ

Les TELECOM font un grand bond en avant en lançant leur nouveau service de radiomessagerie : ALPHAPAGE. ALPHAPAGE, c'est un petit récepteur de poche et trois services pour rester au courant tout en bougeant. Avec ALPHAPAGE Texte, on peut vous joindre par Minitel à tout moment et vous adresser un message alphanumérique (chiffres et lettres) de 40 ou 80 caractères qui vient s'afficher sur votre récepteur. Vous pouvez aussi avec ALPHAPAGE 15 recevoir des messages de 15 chiffres et avec ALPHAPAGE Bip être averti qu'un correspondant cherche à

vous joindre. Quand vous mettez le pied dehors, vous gardez vos affaires en main : rendez-vous annulé, informations de dernière minute, occasion à saisir au bond... avec ALPHAPAGE, c'est dans la poche. ALPHAPAGE est en service dès le 18 novembre 1987 dans la région parisienne et le sera dès 1988 sur Lyon, Marseille puis Lille. Pour en savoir plus, téléphonez au **NUMÉRO VERT 05 05 36 09**, faites un saut à votre agence commerciale des TELECOM ou chez un distributeur agréé (liste disponible au Numéro Vert).

BOUR RÉSERVE D'ACQUÉMENT IMMÉDIATE



LE NOUVEAU SERVICE DE RADIOMESSAGERIE



Économie

Les difficultés de la Mutualité sociale agricole La Nièvre ne payait plus

La Mutualité sociale agricole de la Nièvre a repris ses versements depuis la Toussaint, après avoir suspendu pendant plus de cinq semaines la plus grande partie des remboursements d'assurance-maladie et retardé de quinze jours le paiement trimestriel des retraites des exploitants. Accident de parcours, conséquence de déficits accumulés ou reflet d'un malaise général de la protection sociale agricole dans un département en difficulté ?

DECIZE (Nièvre)
Un envoyé spécial

« D'ici à la fin de l'année, il faudra que je verse 30 000 F à la Mutualité sociale agricole. Sinon, je n'aurai plus de retraite... » Une situation que Richard Lanciau n'a pas voulu qu'il arrive à son fils. Mais il n'a pas payé ses cotisations pour 1986 et 1987 : plus de 57 000 F au total, pénalités de retard comprises. Ce n'est pourtant qu'une partie de ses dettes : il a aussi deux années de retard sur une partie de ses emprunts au Crédit agricole, et quelques-uns de mal à payer à temps le téléphone et l'électricité, bien qu'il n'aime guère cela : « On dort mieux quand on a tout payé », dit-il. Mais il a du mal à s'en sortir en raison du poids des emprunts.

Ayant repris en 1981 une exploitation en déclin de 80 hectares de « surface agricole utile », il a eu à faire de lourds investissements, pour acheter du matériel, améliorer des terres trop acides, irriguer... 300 000 F d'emprunts la première année. Moins aujourd'hui, mais l'état des lieux n'a pas fini. Et, en six ans, les dettes ont continué de croître. Promoteur ses récoltes : en 1983, une inondation sur 25 hectares en bord de Loire ; en 1985, la grêle qui a réduit de moitié ses recettes ; la sécheresse en 1986, « mais c'était moins grave ». Ce jeune agriculteur a un visage ouvert et rieur fait contre mauvaise fortune bon cœur : « C'est un beau métier. On est son propre maître. Mais c'est une liberté qu'on paie un peu cher... »

Sa situation reflète une partie des difficultés qui frappent la Mutualité sociale agricole de la Nièvre. Au conseil d'administration du 24 septembre, les responsables départementaux ont annoncé que l'institution, dans l'incapacité d'assurer tous ses paiements, verserait aux dates prévues les prestations familiales, les pensions d'invalidité et d'accidents du travail (vers le 5 octobre) et les retraites des salariés payées mensuellement (vers le 15). Mais elle retarderait les retraites versées par trimestre des exploitants agricoles, et on attendrait — sauf exception — que la trésorerie s'améliore pour rembourser les dépenses de maladie aux assurés et aux pharmaciens ou aux cliniques pratiquant le tiers payant (de fait, avant la Toussaint, on a seulement versé deux journées de prestations). La caisse refusait d'emprunter pour faire la soudure.

Un beau tollé

Ce fut un beau tollé. L'automne 1987, il avait fallu décaler les paiements de deux semaines. On mit en cause la gestion de la caisse : ne traitait-elle pas trop d'impayés depuis des années : 24 millions fin 1984 (11 % des cotisations), 31 millions fin 1985, 31 millions fin 1986 (14,5 %) et 24 millions fin septembre ? On l'accusa de favoritisme, de laxisme, au minimum d'imprévoyance. On réclama des comptes plus clairs.

Incident de parcours, affirme aujourd'hui le président de la Mutualité sociale agricole de la Nièvre, M. Claude Soulié. L'essentiel des difficultés provient d'un décalage, depuis deux ans, des versements des cotisations centrales de l'Etat et montant de la « compensation » des autres régimes qui couvrent les deux tiers des dépenses (416 millions de francs sur 627). Les cotisations sociales sur les versements l'équivalent des cotisations sociales. Or, ces cotisations ont avancé d'un mois les dates des versements. Celles des cotisations n'avaient pas suivi, les dates ne correspondant pas aux retours des agriculteurs, selon les administrateurs.

En novembre, les administrateurs ont pris la décision sans plus

dire, cela aurait fait moins de bruit, affirme M. Soulié. Je n'ai pas eu plus de protestations que les fois précédentes. D'autres caisses, il est vrai, ont adopté une méthode plus discrète.

La caisse cependant n'a pas eu que des inconvénients : apparemment

Pendant cinq semaines, la Mutualité sociale agricole de la Nièvre a mis aux abonnés absents pour la plupart des remboursements maladie, qui ont été suspendus. Déjà endettés, certains agriculteurs ont des retards de cotisations. Incident de parcours ? La crise mis en cause le système des cotisations.

elle a accablé les rentrées de cotisations, puisque au 27 octobre, quelques jours avant la date butoir, 81 % du montant global étaient encaissés. Le préfet a sans doute contribué en décidant de renvoyer le montant des cotisations d'assurance-maladie des retardataires sur leurs indemnités à venir pour la sécheresse de 1986.

Les jeunes en difficulté

Reste que le nombre d'agriculteurs en difficulté tend à s'accroître dans la Nièvre. Parmi les jeunes, notamment : « Un jeune qui s'installe ici doit faire 12 millions d'investissements à l'hectare », affirme M. Manchent, président de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles. « Il ne peut éviter d'emprunter. Or la rentabilité dans l'élevage est faible. Avec des emprunts à 9 %, on ne boude pas ».

Les jeunes ne sont pas seuls, dans ce département composite, juxtaposant forêts (en Morvan), herbages (sur la plus grande partie), culture céréalière (notamment près de la vallée de la Loire), et vignoble (près de Pouilly). Avec la baisse des cours de la viande depuis 1973, interrompue seulement en 1976 et en 1982, les éleveurs y font aujourd'hui figure d'aristocrates ruinés. Les surfaces s'étendent, mais la rentabilité diminue. Et ceux qui ont converti leurs prés en cultures n'ont pas toujours réussi. Avec deux sécheresses consécutives pour faire bonne mesure. Tant que les cotisations sociales montent. En 1984, je

payais vingt-cinq heures avec la vente d'un agneau, dit un éleveur. Aujourd'hui, je n'en paie que dix-huit. En même temps, mes cotisations sociales représentaient 30 agneaux en 1984, 35 en 1985 et 51 en 1986... »

M. Claude Herbiet, cinquante-

ans, délégué communal de la MSA, adhérent du MODEP, syndicat minoritaire (1), élu à la Chambre d'agriculture et... socialiste, qui exploite en Puisaye un élevage d'une vingtaine de charolais sur 50 hectares de prés, n'a jamais été en position de jouer les aristocrates. Malgré un plan de développement entamé en 1981 il a du mal à garder la tête hors de l'eau, même en vendant une partie de son cheptel depuis plusieurs années, il a accumulé les calamités.

Lui aussi, pour la première fois, n'a pas payé ses cotisations : « Jusqu'à cette année je n'ai jamais eu de retard pour la MSA », dit-il. Mais il a des dettes au Crédit agricole. C'est plus clair pour moi... et pour mes amis : ils savent que je n'ai pas de dettes ailleurs. M. Herbiet s'en tire avec un petit troupeau de chèvres, et un petit élevage de volailles. Mais il s'inquiète de sa retraite : il n'a jamais pu payer une retraite complémentaire. Et si le Crédit agricole lui remboursait des cotisations de ses emprunts il n'aurait d'autres ressources que de vendre son exploitation.

D'autre part, la cessation de paiement de la MSA est intervenue après une année d'agitation provoquée à l'automne 1986 par un réajustement des cotisations au moment de « cultiver » (2) essentiellement les céréales de la Bourgogne situées près de la Loire. Cette opération motivée par la réévaluation du « revenu cadastral » des zones d'herbages et pre-

nant en compte d'autres données — revenu brut d'exploitation et bénéfice fiscal forfaitaire des zones concernées — entraînerait un relèvement de 70 % des cotisations des céréaliers (limité en fait à 50 % par le préfet sur 1986). Toité des intérêts, qui forment une « association de défense » réunissant 570 agriculteurs et refusent de payer plus que le tarif habituel. Après ceux qui ne peuvent pas payer, ceux qui ne veulent pas...

« An détrimant de la qualité de la vie »

« Nous aurions accepté un relèvement mais pas de cette importance. D'autant que nous contribuons au BAPSA par des taxes spécifiques que paient les éleveurs ». M. Joseph Zwanepeol, un des animateurs de l'association, qui a vu sa cotisation passer de 17 700 F à 27 900 F, conteste la prospérité attribuée aux céréaliers — surtout après une année 1986 médiocre. La maison confortable, l'installation moderne reflètent un certain niveau de vie comme le chiffre d'affaires brut de l'exploitation : 700 000 F en année normale pour 66 hectares, bien au-dessus de la moyenne des éleveurs du département (400 000 F). Mais « un niveau de vie acquis au détriment de la qualité de vie », souligne M. Zwanepeol : « Si mes terres ont changé de catégorie en deux ans, c'est par le travail que j'y ai fait ».

Et de noter qu'on a été moins brutal avec les vigneron : le relèvement de leurs cotisations, décidé en 1987, s'étalera sur trois années, il raison de 30 % par an. « Après le brut fait par les céréaliers, nous avons compris », reconnaît le président départemental de la MSA.

L'association de défense a attaqué la décision du comité départemental des prestations sociales devant le tribunal administratif. Mais les céréaliers ont fini par solder leurs cotisations cet automne : traite et un agriculteur de la région de La Charité-sur-Loire ont « abattu » un abattement de 20 % pour « compenser leur désaccord sur la gestion » et ne pas se substituer aux déficiences chroniques de certains adhérents. Le versement des prestations doit se normaliser d'ici à la fin novembre. D'autre part, l'émotion provoquée par l'affaire a permis de modi-

fier le calendrier de prélèvement des cotisations désormais réparti sur mars, juin et septembre pour suivre les versements des caisses centrales et éviter les ruptures de trésorerie. Et M. Soulié ne désespère pas d'arriver à faire payer les réfractaires. Du moins ceux qui peuvent payer.

L'affaire a mis en cause le mode de calcul des cotisations. Pas seulement la répartition entre éleveurs, cultivateurs ou forestiers, exploitants ou employeurs. Mais le système lui-même, fondé sur un ensemble d'éléments complexes, contestés et variant suivant les lieux et les années, sans être liés au revenu réel. « C'est encore moins clair que les prêts du crédit agricole, s'exclame un agriculteur. Et comment justifier que les taux diminuent quand la taille de l'exploitation augmente ? »

D'autres, comme M. Claude Herbiet, réclament « plus de solidarité » dans une profession où les revenus sont très inégaux, « de 1 à 27 », dit-il. « Il n'est pas possible de prétendre que le système est juste, reconnaît M. Manchent, président de la Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles. Et tout le monde a l'impression de payer trop cher. Mais il considère qu'on ne peut décourager les bénéficiaires et les investisseurs : « Nous avons besoin de gens qui travaillent, compétents et compétitifs. Celui qui ne fait pas de bénéfices est-elle uniquement à cause des cours, ou parce qu'il gère moins bien ? »

Baisse des cours, hausse des cotisations sociales et évolution démographique de la profession suscitent une inquiétude sur la protection sociale agricole. « La moitié des agriculteurs du département ont plus de cinquante-cinq ans, souligne M. Soulié. Et parmi ceux-là, un tiers n'ont pas de successeur. Au-delà de l'appel à la solidarité nationale, quelques-uns vont jusqu'à envisager une intégration au régime général des salariés. Position très minoritaire ». Les agriculteurs souhaitent conserver la maîtrise de leur protection sociale », affirme M. Manchent. Mais qui traduit bien le malaise...

GUY HERZLICH.

(1) Allié à la Confédération paysanne, le MODEP a recueilli 32 % des voix aux élections à la chambre d'agriculture de la Nièvre.
(2) Pré-approbation aux « éleveurs ».



QUALITÉ



QUANTITÉ

Pour beaucoup de gens, les gros volumes de production entraînent nécessairement une qualité insuffisante. Au mieux, ils empêchent de parvenir à l'excellence. Ce n'est qu'une illusion.

Le succès du Groupe Teknecomp a été bâti précisément sur une philosophie alliant le plus grand souci de la qualité aux plus gros volumes de production. Teknecomp, qui fédère différentes entreprises individuellement puissantes dans leurs domaines d'activité respectifs, est le fournisseur de tous les leaders de l'informatique européenne. Le Groupe Teknecomp, douze sociétés industrielles, 2 000 salariés, un chiffre d'affaires de plus d'un milliard de F, est à l'exportation, conçoit et fabrique composants et modules des applications industrielles : informatiques pour le marché européen. Circuits imprimés professionnels (Zincocelere, Nord Electronica, CSI) ; composants thermoplastiques ; éléments d'écriture (Eleprint) ; moteurs ; appareillages électriques (MAE) ; moulage des thermoplastiques et thermodurcissables (DI.W.S. Plastic) ; pièces frittées pour groupes fonctionnels (Tecsinter) ; composants de précision (MVO) et techniques (SGE) en élastomère, ne sont que quelques-uns des produits les plus significatifs du Groupe. Teknecomp agit largement dans des domaines tels que l'informatique, les télécommunications, l'avionique, l'automatisation industrielle ; sa présence s'est étendue à d'autres secteurs d'avant-garde comme le secteur biomédical, celui des composants automobile, la protection individuelle et stratégique. Puissant, car d'entreprises elles-mêmes puissantes, Teknecomp propose une solution spécifique pour chaque cas. Quantité et qualité ne sont plus contradictoires.

TEKNECOMP S.p.A. - Via A. Bertone 11 - 13042 CAVAGLIÀ - T-EL (39-161) 96 195 **TEKNECOMP**

Qualité et Quantité ne sont plus contradictoires.

Groupe Teknecomp. Une solution pour chaque cas.

Le Groupe Teknecomp est présent au Salon des Composants : Hall 1, Allée 16, Stand 50 et au Midest : Hall/Terrace 5, Allée N, Stand 81.

Le régime des cadres pourrait devenir...

LE MONDE diplo

UNIVERSITÉ LAURENCE BARRY

NATIONS UNIES LES ORGANISMES INTERNATIONAUX SUR LA SELLETTE

en vente chr...

MICRO PC INFORM

Cha

مكتبة الأمل

Économie

Le régime de retraite spécial des cadres supérieurs pourrait devenir obligatoire

Le CNPF va-t-il prendre la décision d'augmenter les prélèvements obligatoires, même faiblement ? L'enjeu est la généralisation des régimes de retraite des cadres supérieurs, dits régimes T3 parce qu'ils concernent la troisième tranche des salaires, celle qui dépasse le plafond du régime des cadres. Elle va de quatre à huit fois le plafond de la Sécurité sociale, c'est-à-dire d'un peu moins de 38 000 F à près de 76 000 F par mois ; des salaires somme toute confortables.

Les principaux régimes des cadres supérieurs actuels - IRI-CASE et IRCASUP, auxquels s'ajoute la Caisse des cadres supérieurs du bâtiment et des travaux publics (CCSBTP) - regroupent un peu plus de cinquante mille personnes, appartenant surtout à de grandes entreprises (Kodak, Shell, Pechiney, Schlumberger, Bull, Valjeure, Peugeot, etc.), sur une population potentielle de quatre-vingt dix mille personnes.

Fonctionnant par répartition, ils sont fragiles, donc fragiles, surtout avec les transformations et les fusions d'entreprises. Les nouvelles sociétés ou les nouvelles filiales n'accroissent pas nécessairement les mêmes avantages que les anciennes. Elles ont plutôt tendance à recourir à des contrats de capitalisation plus souples, permettant à l'entreprise de moduler ses efforts et de limiter à sa guise le champ des bénéficiaires.

Pour consolider leur avenir, on a depuis longtemps pensé à intégrer ces régimes de cadres supérieurs à l'AGIRC (1), le régime de retraite complémentaire des cadres. Mais les responsables de l'AGIRC restent longtemps hostiles à l'alignement, qui risquerait d'augmenter leurs dépenses car les agents en retraite ne veulent pas payer pour les cadres supérieurs. La formule envisagée aujourd'hui comporte moins de risques. Les régimes T3 deviendraient progressivement obligatoires. Ils apporteraient en outre 1,5 milliard de francs de réserves. Les entreprises cotisant déjà consentiraient leur versement : 12 % en moyenne, les salariés verseraient à un niveau plus bas, de l'ordre de 8 %.

Mais la décision n'est pas encore acquise, et la commission nationale du CNPF doit en débattre ces jours-ci. La décision de la tranche T3 se heurte aux réticences des PME, qui craignent une augmentation de leurs cotages (mais beaucoup ne seraient pas concernées), et des compagnies d'assurances, qui ont un découragement de clientèle. En février, lors d'un

Asses-emp. M. Claude Bobcar, président d'AXA, avait affirmé que si on lui imposait cette obligation, il déduirait le montant de ses cotisations au régime T3 de ses cotisations au CNPF.

Les autres assureurs ne sont pas aussi virulents, tant s'en faut. Il est vrai qu'ils se trouvent dans une position embarrassante, puisqu'ils adhérent eux-mêmes à un régime professionnel qui couvre la troisième tranche et même au-dessus. Le taux de cotisation peut donc encore être un enjeu. L'adhésion à l'AGIRC pose, en outre, des problèmes d'ajustement : certains régimes professionnels, par exemple, souhaitent rester indépendants, et leurs situations sont diverses. Mais le coût de la généralisation serait limité pour les entreprises. On peut l'évaluer grossièrement à moins de 800 millions de francs au total (2), étagé sur plusieurs années (on parle de trois à cinq ans). On est loin du montant des retraites complémentaires des cadres (27 milliards de francs environ).

Le passage des régimes actuels à la capitalisation serait encore beaucoup plus coûteux ; certains en évaluent le coût à 21 milliards de francs. Le vrai problème est plutôt d'ordre symbolique : ouvre-t-on pas la porte à une généralisation des cotisations facultatives ? Mais les PDG peuvent-ils se désintéresser, sinon de leurs propres retraites, du moins de celles de leurs adjoints ou subordonnés directs qui n'ont pas

un terrible dilemme.

GUY HERZLICH.

(1) Association générale des institutions de retraite des cadres.
(2) Les cotisations et les prestations de l'IRICASE, de l'IRCASUP et de la CCSBTP s'élevaient actuellement à 1,4 milliard de francs.

● Grève au service informatique de l'ANPE. - Un mouvement de grève affecte, depuis le 13 novembre, le centre informatique de l'Agence nationale pour l'emploi. Les agents réclament le paiement d'heures supplémentaires et de nouvelles qualifications techniques. Des négociations étaient prévues pour le 15 novembre et pourraient, le cas échéant, entraîner un arrêt de travail le lendemain. Si les pourparlers ne aboutissent, des entraîneurs se pourraient, ainsi qu'entraînerait la non-parution des chiffres mensuels du chômage, prévus pour le 25 novembre.

Un sondage sur les syndicats

Une confiance amoindrie mais une influence jugée insuffisante

Les Français restent critiques à l'égard des syndicats, mais souhaitent qu'ils exercent une influence plus importante, selon un sondage publié par *Liaisons sociales*, un mois avant les élections professionnelles du 17 décembre. Ce sondage a été réalisé par *SOFRES* le 17 et 21 octobre 1987 sur un échantillon national de 1 000 personnes de dix-huit ans et plus.

des salariés des Français l'influence des syndicats n'est pas assez importante, alors que les salariés étaient respectivement de 25 % et de 21 % lors d'un précédent sondage en décembre 1986. 30 % des Français (contre 24 % en décembre 1986) estiment que leur influence est trop importante.

En revanche, les pourcentages de confiance ont baissé : 47 % des salariés (contre 49 %) et 45 % des Français (*idem*) tout à fait confiance ou plutôt confiance. 51 % des salariés (contre 51 % en décembre 1986) jugent que les syndicats ne traduisent pas très bien ou pas bien du tout leurs aspirations.

Au palmarès des organisations syndicales, FO est en tête avec 27 % chez les salariés (22 %) et 30 % chez les Français (27 %), devant la CGT : 21 % chez les salariés (25 %) et 19 % chez les Français (21 %), et la CFDT : 20 % chez les salariés (22 %) et 15 % chez les Français (17 %). M. Bergeron gagne, avec 37 %, 6 points chez les Français. En revanche, les cotés de sympathie de MM. Maire et Krasucki fléchissent légèrement.

La grève des mineurs marocains du Nord-Pas-de-Calais

Polémique entre M. Ghazzi et M. Sainjon

Alors que les marocains du Nord-Pas-de-Calais ont entamé le vendredi 13 novembre leur septième semaine de grève, une polémique opposé M. Abbas Ghazzi, député marocain et ancien secrétaire chez Citroën à M. Sainjon, secrétaire général de la fédération de la métallurgie CGT. M. Ghazzi a fait partie d'une délégation parlementaire marocaine venue récemment rencontrer les 1 500 mineurs marocains du Nord-Pas-de-Calais.

La fédération des travailleurs CGT du Nord-Pas-de-Calais a accusé M. Sainjon d'avoir organisé une pression sur les grévistes et leur collectif CGT (...). M. Sainjon a rompu l'unité du mouvement. Intervenant le 14 novembre sur *Radio-France-Fréquence-Nord*, M. Sainjon a jugé « inacceptable » l'attitude de M. Ghazzi : « Il est un abba Ghazzi qui

qu'on me rapporte aujourd'hui », a-t-il rappelant le rôle du député marocain lors des grèves chez Citroën en 1983. « S'il est un qui devrait être attentif aux difficultés de ses frères, c'est lui ».

M. Ghazzi a répondu à M. Sainjon qu'il n'est « simplement » député par le parlement marocain pour veiller au respect de la loi signée entre le gouvernement de son pays et les Houillères du Nord-Pas-de-Calais. « Je ne comprend pas Sainjon qui, moi, se d'expliquer à mes compatriotes mineurs, cégétistes ou non, les termes de leur contrat. Je suis la majorité d'entre eux ne les connais pas. Je suis un et je suis aux côtés de mes compatriotes ».

“En gestion de trésorerie, les entreprises ont besoin d'une gestion d'entrepreneurs.”

Michel LACOMME - Responsable du Département Obligations de FIMAGEST



Photo : Michel LACOMME (à gauche) Patrick RIVIERE (Marchés obligataires)

En gestion de trésorerie, nous simplifions votre choix en restant strictement dans notre spécialité : gérer des valeurs mobilières pour le compte de nos clients et en fonction de leurs objectifs.

La gestion obligatoire s'inscrit désormais dans un paysage transformé, en quelques années : explosion des volumes traités, sophistication des émissions, recours accru aux marchés à terme,...

Dans ce nouvel univers, nous restons généralistes, nous nous appuyons sur l'analyse fondamentale, mais nous sommes également spécialisés sur les marchés afin de conjuguer nos gestions opportunités d'analyse et de négociation.

Le marché est seul juge du résultat atteint. Au terme fixé, nous acceptons son verdict et nous basons la rémunération de notre gestion sur la performance de nos clients entre la performance de votre compte et l'index de marché que vous choisissez.

Pour la gestion de sa trésorerie, l'entreprise a besoin d'une gestion d'entrepreneurs. Nous connaissons le problème... Aux côtés du Groupe Suez (45%) et de deux autres sociétés pour la qualité de leur gestion financière (18%), les salariés de FIMAGEST possèdent 35% du capital de leur entreprise.

Cela vous intéresse-t-il ? Avez-vous le téléphone de Fimigest ? 147-149, boulevard Haussmann PARIS Tél. 42.89.03.89.

FIMAGEST

Profession gestionnaire.

LE MONDE
diplomatique

Novembre 1987

UNIVERSITÉ
LA CRISE LARVÉE
Ils ont après les universités étudiants, les problèmes de fond de l'enseignement restent entiers : autoritarisme bureaucratique, pauvreté des moyens financiers, absence d'objectifs clairs, malaise des enseignants. Autant de maux auxquels les politiques n'ont su porter remède. Le Monde diplomatique propose une réflexion lucide sur une institution ébranlée.

NATIONS UNIES
LES ORGANISATIONS INTERNATIONALES SUR LA SELLETTE
Les remous ministériels autour de la succession de M. M'Bohi ne font que dissimuler les causes d'un malaise plus profond des organisations internationales. Au-delà des difficultés financières, le véritable enjeu réside dans le débat Nord-Sud et dans la remise en cause de la coopération multilatérale.

En vente chez votre marchand de journaux

MICRO ... MINI ... MAINFRAME ...

PC INFORMATIQUE ET INFORMATIQUE HEBDO LES 2 GRANDS HEBDOS PROFESSIONNELS

Chaque semaine toute l'Actualité Informatique sur votre bureau.

En vente partout 24 F les 3 numéros édités par EXA PUBLICATIONS

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE. 1^{re} ASSEMBLÉE DES ACTIONNAIRES DEPUIS LA PRIVATISATION.

L'Assemblée Générale Mixte des actionnaires de la Société Générale s'est tenue le 29 octobre au Palais des Congrès à Paris. Environ 1.200 actionnaires étaient présents. Une soixantaine de questions écrites ou orales ont été débattues. Les 21 résolutions proposées par le Conseil d'Administration pour adapter les statuts du Groupe et lui donner les moyens de réaliser les opérations financières nécessaires à son développement ont été adoptées. Les 12 administrateurs proposés par le Conseil ont été nommés; trois autres seront élus par les salariés de la Société Générale.

Le Conseil d'Administration, qui s'est réuni aussitôt après l'Assemblée Générale, a porté à sa présidence M. Marc VIENOT et à la direction générale M. Jean-Paul DELACOUR.

EXTRAITS DE L'ALLOCATION DE MARC VIENOT PRÉSIDENT-DIRECTEUR GÉNÉRAL

"Notre réunion se tient à un moment particulièrement difficile pour les investisseurs que vous êtes et je sais que la préoccupation que nous rencontrons préoccupe chacun et chacune d'entre vous.

Je sais que ces événements récents, pour sérieux qu'ils paraissent, ne doivent pas faire oublier les qualités intrinsèques ni les atouts de la société dont vous êtes devenus actionnaires.

C'est pourquoi je m'efforcerai, en vous présentant notre groupe, de prendre un peu de recul par rapport à l'événement et de placer votre investissement dans une perspective à long terme."

"Pour assurer à bien la privatisation de la Société Générale, nous avons fait appel aux investisseurs, notamment aux investisseurs privés, clients ou non de notre établissement, qui nous ont apporté massivement leur confiance, ce dont je les remercie."

Relation avec nos actionnaires

"Mais la privatisation n'est qu'un point de départ, et notre relation avec nos actionnaires sera bien entendu durable. Pour poursuivre le développement de nos activités, nous aurons en permanence besoin de leur confiance, de leur fidélité. C'est pourquoi nous cherchons à répondre à leurs attentes, particulièrement sur trois plans :

- L'objectif primordial des actionnaires est, à juste titre, de valoriser leur investissement et d'en obtenir un rendement satisfaisant. Depuis la première cotation, le 9 juillet dernier jusqu'à ces jours derniers, la tendance des marchés n'a cessé de se dégrader. Le cours de l'action Société Générale a subi de ce fait la baisse que l'ensemble du marché et surtout que le compartiment des banques et sociétés financières : respectivement -13,7% (entre le 9 juillet et le 23 octobre 1987), -23,9% et -32,3%.

Cette évolution moins défavorable que celle d'autres valeurs peut s'expliquer par l'annonce de résultats satisfaisants pour le premier semestre de 1987, et de perspectives relativement favorables pour l'ensemble de l'année.

La volonté que nous avons de consacrer une part croissante de nos bénéfices à la distribution de dividendes doit contribuer à renforcer la tenue de notre titre en Bourse.



La deuxième attente de nos actionnaires porte sur la prise en considération de leurs intérêts et de leurs besoins, particulièrement ceux des petits porteurs.

La voie que nous avons choisie, consiste à mettre en place un dispositif permettant de bien connaître nos actionnaires et leurs préoccupations grâce au fichier "porteurs d'actions Société Générale" disponible auprès de la SICOVAM, grâce au réseau Société Générale qui est à la disposition des actionnaires clients ou non clients et à la création d'un service chargé tout spécialement des relations avec nos actionnaires. La responsabilité de ce service a été confiée à un Directeur de la Société Générale, M. Jean-Paul FOURNEL, ce qui montre l'importance que nous attachons à cette mission.

En charge de la remontée des informations, ce service est également chargé de diffuser largement des informations à nos actionnaires, par des moyens d'information classiques et télématiques. Notre service Minitel (36.14 code GÉNÉRALE), vous donnera accès à des informations sur le cours de l'action, sur les opérations financières en cours, les résultats du Groupe...

Nous envisageons de mettre en place dans les prochains mois une messagerie qui rendra ce service véritablement interactif. Nous aurons également recours aux grands médias (presse et télévision) mais de façon moins systématique que d'autres sociétés qui ne disposent pas des mêmes possibilités que nous de contacts individuels."

Structure du Groupe

"5^e banque en Europe, 20^e banque mondiale (d'après le total du bilan), la Société Générale dispose de 2.200 points de vente en France, est en relation avec 3,5 millions de clients dont 300.000 entreprises et est présente dans plus de 60 pays avec 420 implantations.

La Société Générale est aussi un groupe diversifié et structuré comprenant 226 sociétés consolidées, françaises ou étrangères, dont 10 cotées en Bourse, qui offre à sa clientèle de particuliers et d'entreprises une gamme complète de services bancaires et financiers : crédit-bail, location simple ou longue durée, assurance vie, banque de détail, crédit à la consommation, affacturage,..."

Stratégie de développement

"Dans le contexte de mutation rapide du paysage financier, nous nous sommes fixés deux axes prioritaires de développement : le marché des particuliers et le marché des capitaux à trois lignes d'action en matière de gestion :

- amélioration de la rentabilité;
- flexibilité des structures et élévation du niveau de compétence des hommes;
- renforcement des fonds propres.

Les secousses brutales subies tout récemment par les marchés financiers ne nous conduisent pas à changer fondamentalement notre stratégie mais doivent nous conduire à une vigilance et une rigueur accrues, qui sont d'ailleurs tout à fait dans l'esprit des orientations données."

2 AXES PRIORITAIRES DE DÉVELOPPEMENT

Le marché des particuliers

• Poursuite de notre politique de conquête de parts de marché en matière de crédits à l'habitat et de crédits à la consommation.

• Un fait marquant : la prise de contrôle, en août dernier de Barclays Fiditalia, l'un des établissements spécialisés sur le marché des crédits à la consommation en Italie (2 milliards de francs d'encours - 250 personnes).

Cette acquisition s'inscrit dans le cadre du marché unique européen de 1992 et renforce notre dispositif d'exploitation en Italie qui comprend une agence à Milan et une à Rome, une société financière ainsi qu'une société de crédit-bail.

Le marché des capitaux

• Accroissement de nos capacités de négociation et de maintien de marché ("market-making") en matière d'obligations et d'actions.

Deux faits marquants :

• la prise de participation de deux charges d'agents de change : Kyle Securities Pty Ltd en Australie et à Paris la charge Delahaye-Ripaute (spécialisée dans les transactions sur actions - 120 personnes, 60 MF de fonds propres au 31.12.86),

• la constitution en septembre dernier d'une filiale de contrepartie commune avec la charge Delahaye-Ripaute, pour intervenir comme mainteneur de marché sur le nouveau marché des options négociables de Paris, le MONEP.

RÉSOLUTIONS

Toutes les résolutions soumises à l'approbation des actionnaires ont été adoptées : Les premières, résolutions 1 à 7, correspondaient à la partie extraordinaire de l'Assemblée Générale Mixte. Elles portaient notamment sur les modifications des statuts, le capital et les autorisations à donner au Conseil d'Administration en matière financière.

Les secondes, résolutions 8 à 21, relevaient de la partie ordinaire de l'Assemblée et portaient sur les nominations des nouveaux administrateurs et sur la fixation des jetons de présence.

LE NOUVEAU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Ont été élus administrateurs : Monsieur Michel ALBERT (Président des Assurances Générales de France), Commercial Union Assurance Company PLC (représentée par Monsieur Bernard ATTALI, Président des filiales françaises), Messieurs Marcel COTILLON (Directeur Général Adjoint Honoraire de la Société Générale), Jean-Claude DECAUX (Président-Directeur Général de la Société J.-C. Decaux), Guy DEJOIANY (Président-Directeur Général de la Compagnie Générale des Eaux), Jean-Paul DELACOUR (Administrateur-Directeur Général de la Société Générale), Jean-Louis DESCOURS (Président-Directeur Général des Chaussures André), Jean DONNEDIEU DE VABRES, Jean-René FOURTOU (Président-Directeur Général de Rhône-Poulenc S.A.), Ernest-Antoine SELLIERE DE LABORDE (Président-Directeur Général de la Compagnie Générale d'Industrie et de Participations - C.G.I.P.), Pierre SUIARD (Président-Directeur Général de la Compagnie Générale d'Électricité), Marc VIENOT. A ces administrateurs s'ajouteront trois administrateurs élus par les salariés de la Société Générale.

EXPOSÉ DE JEAN-PAUL DELACOUR ADMINISTRATEUR DIRECTEUR GÉNÉRAL

Il était axé sur deux thèmes : l'évolution favorable des résultats et la qualité des actifs du Groupe, conditions de base qui doivent être réunies pour préserver de façon durable le rendement et la sécurité de l'investissement réalisé par les actionnaires.

Résultats consolidés du 1^{er} semestre 1987 satisfaisants

• Bénéfice net, part du groupe : 1.202 MF, soit 52,2% de celui de 1986. Il n'inclut pas de plus-values exceptionnelles d'importance significative qui représentaient en 1986 37,9% du bénéfice net.

• Produit net bancaire : 14.158 MF, soit 51,2% de celui de 1986. Il a bénéficié de la bonne progression des activités de la société mère sur le marché des particuliers : les dépôts des particuliers se sont accrus de 14,1% en un an, les encours de crédit de 29%.

• Frais de gestion : 9.201 MF, soit 52,5% du montant de 1986. Ceux de la société mère qui

incluent les charges liées à la privatisation se sont accrus en un an de 2,9% pour une inflation de 3,4% sur la même période.

• Résultat brut d'exploitation : 4.957 MF, soit 49,2% de celui de 1986.

Perspectives

Les résultats du 1^{er} semestre 1987 sont favorables. Malgré la conjoncture actuelle qui est plus difficile que celle du premier semestre, les résultats pour l'année 1987 devraient permettre à la Société Générale d'augmenter la part distribuée du bénéfice net.

La politique générale vis-à-vis de l'actionnaire est à plus long terme de lui procurer une rémunération en progression régulière.

Chiffre	1986	1987	1988
Fonds propres (Mdf) (1)	23,7	21,7	16,5
Total du bilan (Mdf)	792,9	748,9	725,8
Bénéfice net hors intérêts minoritaires (MF)	1.201,6	2.302,4	1.308,1
Résultat brut d'exploitation (MF)	4.956,9	10.084,3	8.450,0
Fonds propres + provisions sur créances/encours pondéré (2)	12,1	11,4	9,7
Dotations aux provisions/résultat brut d'exploitation	55,7	71,3	70,0
Frais de personnel/frais de gestion	58,1	58,8	57,8

MF : millions de francs. Mdf : milliards de francs.
(1) Capitaux propres + réserves subordonnées à durée indéterminée + bénéfices du Groupe avant répartition.
(2) Crédits clients + 20% des actifs interbancaires + autres actifs de financement.

avec les actionnaires
29, Bd Haussmann, 75009 PARIS
Tél. 40 98 72 13
SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

مكتبة الأمل

سكوتيا جازيتا

Economie

Montée du yen et baisse du dollar

Quand les Japonais se paient les Etats-Unis

L'ensuite, l'irrésistible montée du yen par rapport au dollar, a repris. Les investisseurs japonais ont ainsi changé leur de nouveaux records à la hausse. Et pourtant le Japon n'a pas trop souffert jusqu'à présent, un grand dans de ses concrets commerciaux, du passage du dollar de 242 à 140 yens au cours des deux dernières années. C'est que les entreprises nippones ont su réagir avec une rapidité extrême à cette nouvelle conjoncture.

Toutes ont d'abord cherché à réduire leurs frais. On a vu ainsi l'été dernier Toyota faire travailler ses ouvriers le dimanche pour profiter de meilleurs tarifs d'électricité ou encore Canon intéresser ses salariés, au moyen d'un « challenge 150 », à traquer toutes les économies possibles jusqu'aux plus petites. Mais le plus spectaculaire est sans doute le développement très rapide des investissements à l'étranger. Menacés par la baisse du dollar qui réduisait leur avantage coût et par la montée du protectionnisme, les entreprises japonaises ont été appelées à appliquer aux pays industrialisés leur ancien schéma asiatique : « contourner les barrières en produisant sur place », comme le souligne une étude sur les investissements directs à l'étranger récemment publiée par l'ambassade du Japon à Paris.

En un an (au cours de l'année budgétaire qui va de mars 1986 à mars 1987), ces investissements ont progressé de 10,1 milliards de dollars (+ 82,7 %) pour atteindre 22,3 milliards. Ils avaient déjà augmenté de 24,7 % en 1984 et de 20,3 % en 1985. La stratégie japonaise est claire : si toutes les régions du monde ont bénéficié de cet argent, le continent américain en a profité plus que les autres zones (10,4 milliards de dollars sont allés aux Etats-Unis - + 90 % - et 4,7 milliards en Amérique latine). Si l'Asie est moins qu'avant un lieu privilégié - c'était la première région d'investissement japonais jusqu'en 1984 - c'est sans doute que le niveau cumulé des investissements y est élevé (21,5 milliards de dollars). Cela n'empêche d'ailleurs pas nombre d'entreprises - comme Aïwa récemment - de continuer à délocaliser leur production à Singapour ou à Taïwan.

Investissements dans l'immobilier

Si l'ensemble des investissements japonais en Europe a dépassé 3,5 milliards de dollars, les dépenses sur le secteur de production ou de montage n'ont atteint que 400 millions de dollars, preuve sans doute que le protectionnisme européen n'est pas considéré comme une menace. Aux Etats-Unis, en revanche, plus de 2 milliards de dollars ont été consacrés à l'industrie, dans l'automobile ou l'électronique, la chimie ou les métaux. Aussi les Japonais prévoient-ils de construire plus d'un million d'automobiles dans ce pays avant la fin de la décennie.

Plus nouvelle est la pénétration du secteur banque, finance et assurance, auquel les firmes nippones ont consacré là encore quelque 2 milliards de dollars. La prise de participation de 12,5 % de la banque d'investissement Goldman Sachs and Co par Sumitomo à la fin de l'année dernière, ou celle de 13 % de Shearson Lehman Brothers cédée à Nippon Life Insurance ne sont que les parties visibles de l'iceberg.

Si les 2 milliards de dollars consacrés aux réseaux de vente et de distribution des produits japonais ne sont pas une surprise, c'est l'immobilier, avec 3,6 milliards de dollars, qui a été le domaine de prédilection des investisseurs japonais. L'Exxon Building à New-York (610 millions de dollars), le Tiffany Building sur la 5^e Avenue (94 millions), l'ARCO Plaza à Los Angeles (165 millions) ou l'Hôtel Hyatt Regency d'Hawaï (245 millions) sont les opérations les plus spectaculaires d'un mouvement qui a fait des Japonais les premiers des étrangers parmi les propriétaires de terrains et d'immobilier.

Cette stratégie, il faut le voir, peut préparer la prospérité de demain. La firme Booz Allen et Hamilton, qui suit un indicateur dénommé « balance des acquisitions étrangères », soulignait récemment que les sociétés japonaises avaient acheté au cours des dernières années trois fois plus d'entreprises hors de l'archipel que les firmes étrangères n'en avaient acquies au Japon. Et le président de Booz Allen Acquisition Services, Martin Waldenstrom, d'ajouter que c'était là « un facteur potentiellement beaucoup plus important que l'actuel niveau des

exportations, qui est pourtant le principal point de conflit entre le Japon et ses partenaires commerciaux ».

Reste à savoir si cette stratégie peut avoir le même succès si le dollar baisse nettement au-dessous de 140 yens. L'institut de recherche Nomura ne conclut-il pas, il y a quelques mois, qu'une société comme Sanyo ne dégagerait pas de bénéfices si le billet vert descendait au-dessous de 166 yens ? De plus, toutes les entreprises japonaises ne sont pas aussi performantes, et celles qui ont eu du mal à s'adapter à la nouvelle parité des monnaies surmonteront sans doute difficilement une nouvelle hausse du yen. « Il y a d'ailleurs beaucoup trop d'entreprises japonaises dans chaque secteur », affirme un spécialiste du Japon.

Deux facteurs joueront donc un rôle important dans les mois à venir. Le premier sera la capacité des dirigeants japonais de conduire leur économie d'une croissance tirée par

les exportations à une croissance relancée par la demande intérieure. C'était là la volonté de M. Nakasone, ce devrait être celle de l'homme qui vient de lui succéder, Noburu Takeshita.

Le second, c'est l'évolution des relations nippo-américaines. Pressions pour que Fujitsu abandonne le rachat de Fairchild, sanctions économiques - les premières depuis la seconde guerre mondiale - sur les importations japonaises d'électronique, adoption d'une loi commerciale permettant d'exercer des représailles contre les pays disposant d'un large surplus commercial à l'égard des Etats-Unis, interdiction faite à Toshiba d'importer ses produits aux Etats-Unis... le contentieux n'a cessé de s'alourdir depuis un an entre les deux alliés. Et nombreux sont les politiciens qui dénoncent « le néo-colonialisme » des Japonais du fait de leurs investissements sur le sol américain. Les élections de 1988 seront les premières depuis pratiquement cent ans (1896) qui auront pour contexte des Etats-Unis

fortement débiteurs. Il est alors tentant de faire, comme l'a proposé récemment David Hale dans le *Financial Times*, un parallèle entre le créateur d'alors - la Grande-Bretagne - et celui d'aujourd'hui - le Japon, devenu en quelques années le banquier de la planète, le flux des capitaux à long terme entre ce pays et le reste du monde étant passé de 9 à 129 milliards de dollars entre 1981 et 1986 (ce qui n'est pas sans risque, puisque les cinq principales compagnies d'assurances nippones ont dû déprécier leur portefeuille des valeurs américaines de 13 milliards de dollars du fait de la baisse de la monnaie américaine, une opération plus douloureuse que les annulations de créances brésiliennes pour le système bancaire international). Et le FT démontre que les britanniques étaient alors devenus les créanciers des élections de 1988 comme de 1896.

Les cent trente-trois « lobbyists » japonais répertoriés à Washington n'y changeront donc rien : 1988 devrait voir monter encore les repro-

ches. Déjà l'on accuse les firmes nippones de ne construire que des usines tournevis, la valeur ajoutée étant déglacée au Japon ; et plusieurs études démontrent que les entreprises japonaises s'installent avec leurs sous-traitants (quatre cents sous-traitants de l'automobile devraient s'installer au Japon avant 1990), leurs banques, leurs compagnies d'assurances, bref qu'elles travaillent en circuit fermé. Autant

dire que la confiance ne règne guère entre Tokyo et Washington. Et pourtant le parapluie américain est aussi indispensable aux Japonais que le sont les capitaux et la technologie nippones aux Etats-Unis. Toute dégradation dans les rapports de deux grandes puissances ne pourrait donc qu'être préjudiciable aux deux pays... et aux autres.

BRUNO DETHOMAS.

LE HAUT-PARFUM

20

TELEVISEURS AU BANC D'ESSAI

A PARTIR DU 15 NOVEMBRE

CHEZ VOTRE MARCHAND DE JOURNAUX

VOTRE GUIDE D'ACHAT

Cette carte gratuite vous offre - 10 %

GALERIE Lafayette

10% sur la mode femme
les accessoires femme
Jusqu'au 27 novembre.

Sur la Boutique Etiles
la Boutique Maison Douce la boutique
les joues, les arts de la table
les vêtements et matériel de sport
Jusqu'au 28 novembre.

30% sur la Boutique Prédresse
Jusqu'au 28 novembre.

La mode est là!

Marchés financiers

BOURSE DU 16 NOVEMBRE

Main market table with columns for Valeurs, Cours, and % change. Includes sub-sections for Règlement mensuel and Cours relevés à 14 h 54.

Comptant (référé) and SICAV (référé)

Table of Comptant and SICAV values, including columns for Valeurs, Cours, and % change.

Table for Cote des changes and Marché libéré de l'or, including exchange rates and gold market data.

Legend for market symbols: e: coupon détaché - o: offert - *: droit détaché - d: demandé - *: prix précédent - *: marché continu

PARIS Bourse 36-15 LEMOINE

ÉTRANGER	POLITIQUE	SOCIÉTÉ	CULTURE	ÉCONOMIE	SERVICES	MINITEL
3 Italie : crise politique. 4 Le Koweït et le Yémen du Nord renouvent avec Le Caire. 5 Honduras : les « contras ». 6 Grève au Bangladesh. 7 L'engagement de Pretoria aux côtés de l'UNITA.	8 La précampagne. 9 La situation en Polynésie. 10 La discussion budgétaire. « INNOVATIONS 87 » Le supplément « Innovation 87, bilan des technologies de pointe », annoncé en tête de ce numéro, n'est diffusé que dans les pays francophones d'Europe.	11 La multiplication des mariages entre Français et immigrés. — Les prolongements de l'affaire Luchaire. SPORTS 39 Automobile : doublé Ferrari au Grand Prix d'Australie.	15 Le vingtième anniversaire de l'Orchestre de Paris. 16 Le Marchand de Venise : Shakespeare vu par Luca Ronconi. 17 L'art d'épingler les architectes. — Communication : les artistes interprètes reportent leur grève.	40 Deux places financières d'Asie face au krach : résistance à Séoul, malaise à Hongkong. 42 Les difficultés de la mutualité sociale agricole. 43 L'avenir du régime de retraite spécial des cadres supérieurs. 46-47 Marchés financiers.	Abonnements 2 Météorologie 19 Mots croisés 20 Carnet 20 Radio-télévision 19 Loto, Loto sportif 19 Annonces classées 22 à 34	● Loto des prix littéraires : avez-vous gagné ? LIT ● Jeu Prime : les dix ans de la Chapelle royale. BACH ● La portefeuille des privatisés. PFI Actualité International Sports. Bourse. Jeux. Abonnements. 3615 Tapes LEMONDE

Radicalisation en Nouvelle-Calédonie Le FLNKS appelle les Canaques à la « résistance » et au châtiement des « collabos »

NOUMÉA
de notre correspondant

Les temps ont changé. Il y a tout juste un an, le congrès de l'Union calédonienne (UC, principale composante du FLNKS) préconisait « la poursuite du dialogue avec le gouvernement français ». La formule laisse rêveur devant les propos belliqueux qui font florès ces derniers temps dans les réunions indépendantistes.

Ce n'est pas le durcissement de ton enregistré lors du congrès de l'UC, le vendredi 13 et le samedi 14 novembre à Yaté, dans le sud de l'île, qui démentira l'impression qu'une page est bel et bien tournée dans la stratégie du FLNKS. Le raisonnement verbal est tel que le procureur de la République de Nouméa a requis l'ouverture d'une information contre les auteurs et les responsables de la diffusion des propos tenus à Yaté qui constituent, selon un communiqué du parquet, « des provocations à commettre des infractions graves contre les personnes ».

Le Rassemblement pour la Calédonie dans la République (RPCR)

avait été, pour sa part, extrêmement prompt à dénoncer ces « propos terroristes » qui constituent aux yeux de ses dirigeants « un appel à la haine et une véritable incitation au meurtre relevant des tribunaux ».

C'est principalement le discours d'ouverture du congrès, prononcé par M. Jean-Marie Tjibaou, qui est visé par cette contre-attaque judiciaire. Le chef de file indépendantiste n'avait pas méché ses mots en évoquant les « Canaques collabos » dont les informations fournies à la gendarmerie avaient été à l'origine de récentes opérations de police judiciaire de Koné et de Saint-Louis.

« Pas de pitié pour ces gens là ! », s'est exclamé M. Tjibaou, après avoir rappelé les châtiements que réservaient aux « traitres » les résistants français et les fellaghas algériens. « Je ne veux pas dire qu'il faut les supprimer, à toutefois ajouté le président du FLNKS, mais il faut être vigilant. »

Avant de s'envoler, dimanche, pour New-York où il assistera, à la fin du mois, au débat de l'Assemblée générale de l'ONU consacré au dossier calédonien, M. Tjibaou est, une nouvelle fois, revenu sur la situation

créée par le verdict d'acquiescement des auteurs de la fusillade de Hienghène : « Nous sommes à un moment où l'autorisation de tuer du Canaque est officiellement donnée à nos adversaires qui n'ont qu'une envie, c'est de nous supprimer définitivement. Alors, c'est une responsabilité pour nous, pour chaque militant, de protéger chacune de nos maisons. »

Ce thème de l'« autodéfense » a ensuite été abondamment développé lors d'une conférence de presse par le numéro deux du FLNKS, M. Yeiwéné Yeiwéné, qui a considéré que « le peuple canaque doit organiser sa résistance » car « le pays est occupé ». Cette nouvelle orientation est dictée, selon lui, par « la politique d'oppression du gouvernement Chirac-Fox », mais aussi par « les limites de la stratégie de non-violence qui a été perçue par les militants comme de la faiblesse ».

M. Yeiwéné a ainsi révélé la consigne qui est actuellement diffusée aux tribus canaques en cas d'intervention des forces de l'ordre : « Il ne faut plus se laisser faire ; défendez-vous avec les moyens dont vous disposez. Le FLNKS sera toujours solidaire. »

Le recours à des actions terroristes n'est, toutefois, pas clairement envisagé : « Nous n'en sommes pas encore à ce stade, mais il faut s'organiser ». L'échéance des futures élections régionales constituera certainement une occasion pour les indépendantistes de mettre à l'épreuve leur nouvelle stratégie, car il est, d'ores et déjà, acquis, a dit M. Yeiwéné, que le FLNKS « s'opposera par tous les moyens au déroulement du scrutin et à la mise en place des nouvelles institutions du statut Fox ». Un vocabulaire qui rappelle étrangement les termes utilisés avant la « boycottage actif » des élections territoriales de novembre 1984 qui avait créé une situation quasi insurrectionnelle sur l'archipel.

FREDERIC BOBIN.

● M. Witzler : « dialogue » et « ouverture » en Nouvelle-Calédonie. — M. Pierre-André Witzler, député (UDF) de l'Essonne, un des bras droits de M. Raymond Barre, préconise une politique « de dialogue et d'ouverture » en Nouvelle-Calédonie, qu'il a qualifiée, le vendredi 13 novembre, par la Polynésie française.

Sur le vif Fauteuil orientable

J'ai bien conscience pour lui, il vient de recevoir un prix, Delors, le prix Politico, décerné par mes confrères au politicien le plus politicien de l'année. Fait dire, il était tout désigné. Comment ne pas couronner l'homme qui a souffert sous Pompidou — je cite — qui a été crucifié sous Mitterrand, qui espère ressusciter sous Barre et qui pardonne à tous ceux qui le soumettraient au supplice de Matignon.

C'est quoi, la récompense ? Un fauteuil orientable, gracieusement mis à la disposition de l'heureux lauréat. Non, c'est pas un prix de circonstance, pas du tout. Il a déjà couronné Barre en 1986 et Léotard l'an dernier. Parmi les membres du jury, un de mes collègues de la rue des Ternes, celui qu'on surnomme Mar-

cel, je vous en ai souvent parlé. Ce matin, je le félicite : « C'est chouette de lui avoir donné un fauteuil, à Delors, depuis le temps qu'il en rêve. » — Remarque, celui qu'il occupe à la présidence de la Communauté européenne lui donne rang de chef d'Etat. — Ouais, mais comme personne ne le sait, il en a gros sur la patate. Tu te rappelles ce qu'il était collé quand Fafa lui a piqué la place à Matignon ? — C'est pour ça qu'il est tellement pressé, là, maintenant. Dans la course au pouvoir, si tu veux arriver, pas question de faire la pause. C'est ça qui l'a perdu à l'époque. — Dis donc, c'est pas un peu risqué, quand même, de miser sur Barre ? Imagine que mon Mimi ramette ça. Jamais il donnera Matignon à un mec qui a fait le jeu de la concurrence. — Arrête ! C'est le meilleur moyen de mettre le gros Raymond dans sa poche. Imagine un peu Delors premier ministre et Barre secrétaire d'Etat au budget !

CLAUDE SARRAUTE.

● Deux Van Gogh retirés de la vente Renand. — Les deux tableaux de Van Gogh qui devaient figurer dans la vente de la collection Renand, vendredi 20 novembre sont retirés de la vente, a annoncé le commissaire-priseur, M. Jean-Marie Millon. Initialement estimés à 2,8 et 40 millions de francs, ils devaient rejoindre les musées français, l'un faisant l'objet d'une donation, l'autre d'une proposition de cession à l'Etat.

LE BON COTE DE LA MODE CHEZ RODIN LES PRIX
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS



ENTREPRISE
SON SAVON GRAND TAILLEUR
Couture « CREATION », 3 essayages
le Costume : 6500 F
62 rue St-André-des-Arts 6
Tel: 43.29.44.10
PARKING ATTENDANT A NOS MAGASINS

M. Jacques Delors, vedette du week-end médiatique

En n'écartant pas l'hypothèse de devenir premier ministre de M. Raymond Barre, jeudi soir 12 novembre, sur TF1, M. Jacques Delors a gardé la vedette ce week-end.

C'est dans son propre camp que le président de la commission des Communautés européennes a suscité les réactions les plus sévères. M. Pierre Mauroy juge la déclaration de son ancien ministre « maladroite, incompréhensible et inadéquates au contexte actuel ». « Pourquoi prendre le risque de faire trébucher le candidat socialiste alors qu'il n'est pas encore connu ? », s'est demandé le maire de Lille avant de rappeler qu'en mai 1981, lors de son arrivée à Matignon, il avait hérité de M. Barre du « paquet de 1 700 000 chèques, de 14 % d'inflation (...), de pertes énormes de l'économie française entamées ».

M. Jean Popereau, invité du « Club de la presse » d'Europe 1, qui lui a aussi une bonne mémoire, estime que ce qu'a dit M. Delors est « étonnant ». « Ceux qui rêvent à avoir obtenu (qu'au rassemblement à gauche) n'ont finalement pas confiance dans notre capacité à rassembler une majorité », a ajouté le député du Rhône.

TOUS CONTRE DELORS



JE VOUS AVAIS BIEN DIT QUE S'ÉTAIT UN RASSEMBLEUR!

A la même question, nul doute que M. Michel Rocard aurait apporté une réponse négative. Le peut-être candidat à l'élection présidentielle qui participait à l'émission « Face en France » sur le Cinq, a tenu à proclamer haut et fort qu'il n'a « pas du tout l'intention de faire en ce qui concerne le partage du revenu national (...) la même politique que M. Raymond Barre » et que sa « vision de l'effort dans un pays qui a

besoin de l'effort n'est pas la même ». Tout cela laisse sceptique M. André Lajoinie pour qui la déclaration de candidature de M. Delors à Matignon en cas de succès de M. Barre n'est que le reflet de « la position fondamentale du PS ». « La partie immergée » de cette déclaration, c'est, selon le candidat du PCF, l'hypothèse d'une alliance avec la droite formellement adoptée par la direction socialiste ».

Tous, à gauche, ne crient pas hère sur M. Delors. Plus ambigu que critique, M. Paul Quilès, sur M6, prévoit qu'après l'élection présidentielle il pourra « se produire un regroupement » des forces politiques.

Quant au président du MRG, M. François Douhin, il est candidat pour participer à un gouvernement Delors, avec M. Barre à l'Élysée. Invité du « Grand Oral » Pacific-FM le matin de Paris, M. Douhin a salué le « courage » de M. Delors.

M. Jacques Barrot, interrogé dans le Journal du dimanche, met une condition à une entrée de M. Delors à Matignon, si M. Barre est à l'Élysée : c'est qu'il rompe « les amarrés » avec son socialisme « original pour adhérer fermement au projet de Raymond Barre ».

A. Ch.

BAUME & MERCIER
GENÈVE



THE NEW *Horizont*

Bracolet bicolore or et acier, lunette en or 18-carrés émaillée — mouvement à quartz ultra-plat. Disponible en plusieurs grandeurs. Réf. FF 11500.

Aldebert
A Paris : 16, place Vendôme — 1, bd de la Madeleine
70, lg Saint-Honoré — Palais des Congrès, Porte Maillot
A Cannes : 19, La Croisette

La nouvelle formule du quotidien « Le Matin » cherche toujours de l'argent frais

Un soleil levant rouge en toile de fond du titre *Le Matin* de Paris, une pagination plus dense, pas de vingt-quatre à trente-deux pages, une maquette à la fois plus rigoureuse et plus classique : la nouvelle formule du *Matin* est présente en kiosque ce lundi 16 novembre. Le dessin du soleil levant est dû au graphiste américain Bill Chevalier, collaborateur de l'*International Herald Tribune*, tandis que la maquette des pages intérieures est le résultat des recherches de l'agence Influences et des journalistes du quotidien.

Après avoir démenagé, ce week-end, du siège de la rue Hérold, où il était installé depuis sa création en mars 1977, au boulevard de La Villette, dans une ancienne fabrique de moqouffiers entièrement remaniée sur trois niveaux, *Le Matin* souhaite par sa nouvelle formule signifier qu'il est en train de sortir de la crise qu'il a affecté ces derniers mois.

Trois grandes sections rythment le contenu du journal : « l'actualité », politique, économique, sociale, médiatique et sportive, qui sera émaillée par un bloc-notes d'écrivains (c'est Françoise Sagan qui l'inaugure) ; « l'époque », où est regroupé tout ce qui concerne la consommation, l'éducation, la santé, etc. et « la culture », troisième « noyau dur » de cette nouvelle formule. La page de « dernière heure », qui, auparavant, apparaissait en deuxième page, a réintégré son emplacement traditionnel en fin de journal.

Dans ses articles, ses chroniques et ses points de vue, *Le Matin* veut « défendre à tout prix l'essentiel : la liberté individuelle ». « Nous ne cacherons pas notre indignation contre les racismes, les exclusions, les abus de pouvoir », précise le kiosque à ses lecteurs, qu'il espère plus « nombreux et plus divers ». Car, si la diffusion du *Matin* a légèrement augmenté (12 500 exemplaires vendus à Paris chaque jour en octobre contre 11 800 en septembre), le pari de la nouvelle formule n'est pas encore gagné.

Selon la direction du quotidien, la diffusion totale actuelle (environ 65 000 exemplaires) devrait croître jusqu'à 70 000-75 000 exemplaires pendant le premier trimestre 1988 pour permettre le rétablissement de l'équilibre financier. *Le Matin* a déjà notablement réduit ses pertes (moins de 2 millions de francs par mois au lieu de 5,7 millions au début de l'année), mais il reste à trouver de l'argent frais.

Le capital de 10 millions de francs, constitué en août autour du « groupe des Dix », devrait être doublé par trois des actionnaires actuels (Motivation, Fox Trot Productions et APRES). Une banque déjà présente dans la presse régionale pourrait participer aussi au capital, qui ne comprendrait cependant aucun actionnaire majoritaire. Enfin, après la constitution du dossier de la Commission des opérations de Bourse, un appel public à l'épargne pourrait être lancé début 1988.

YVES-MARIE LABÉ.

Heurts entre police et étudiants à Nairobi

De violents heurts ont opposé dimanche matin 15 novembre dans les rues de Nairobi la police kenyane aux étudiants de l'université de la capitale à la suite de l'arrestation de plusieurs de leurs dirigeants au cours de la nuit. Selon des informations non confirmées, un étudiant aurait été blessé par balle. Quatre journalistes étrangers, dont le reporter de UPI, ont été battus par les forces de police et brièvement détenus au cours des échauffourées.

Les étudiants ont lapidé les policiers, qui ont répondu par des jets de gaz lacrymogène. Les accrochages, qui avaient commencé le matin, ont cessé au début de l'après-midi après l'intervention de forces paramilitaires, spécialement équipées de casques et de boucliers.

Selon les étudiants, les incidents ont été déclenchés par l'arrestation dans leur lit au milieu de la nuit des membres nouvellement élus de leur conseil représentatif, au nombre d'une demi-douzaine. Ces arrestations pourraient être en rapport avec une grande assemblée organisée vendredi par les étudiants, au cours de laquelle ils ont condamné le tribalisme et fortement critiqué le président Daniel Arap Moi et son gouvernement. — (UPI, AFP.)

CRÉATEURS D'ENTREPRISES
VOTRE SOCIÉTÉ SOCIALE A PARIS A PARTIR DE 180 F HT PAR MOIS
Réception et réexpédition du courrier
Permanence téléphonique/permanence télé
Rédaction d'actes et constitution de sociétés.
GEICA/42-96-41-12 66 bis, rue du Louvre, 75002 Paris

Ordinateurs
l'hebdomadaire informatique au format NEWS
CETTE SEMAINE EN SUPPLÉMENT VAX
UN MAGAZINE

مكتبة الشارقة